

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**

**COMITE DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE POUR  
LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES**

**RAPPORT DE CONCILIATION DES FLUX FINANCIERS ET DES  
VOLUMES RELATIFS A L'EXPLORATION ET L'EXPLOITATION  
DES HYDROCARBURES ET DES MINES SOLIDES AU TITRE DE  
L'ANNEE 2013**

**Juin 2015**



## **TABLE DES MATIERES**

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
Contexte .....	5
Objectif .....	5
Nature et périmètre des travaux .....	6
<b>1. SOMMAIRE EXECUTIF .....</b>	<b>7</b>
1.1. Périmètre du rapport.....	7
1.2. Revenus du secteur extractif .....	7
1.3. La production du secteur extractif en 2013 .....	10
1.4. Résultats des travaux de conciliation .....	11
1.5. Exhaustivité et fiabilité des données reportées .....	13
<b>2. APPROCHE ET METHODOLOGIE.....</b>	<b>15</b>
2.1. Etude de cadrage .....	15
2.2. Collecte des données .....	15
2.3. Compilation des données et analyse des écarts.....	15
2.4. Processus d'assurance de crédibilité des données ITIE.....	16
2.5. Niveau de déségrégation.....	16
2.6. Base des déclarations .....	16
<b>3. CONTEXTE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES.....</b>	<b>17</b>
3.1. Secteur des industries extractives au Cameroun.....	17
3.2. Cadre réglementaire et contexte du secteur des hydrocarbures .....	17
3.3. Contexte du secteur de transport pétrolier .....	23
3.4. Cadre réglementaire et contexte du secteur minier .....	24
3.5. Propriété réelle .....	30
3.6. Collecte et affectation des revenus du secteur extractif.....	31
3.7. Contribution du secteur extractif.....	34
3.8. Pratiques d'audit au Cameroun .....	36
<b>4. DÉTERMINATION DU PÉRIMÈTRE ITIE.....</b>	<b>37</b>
4.1. Sélection des flux de paiements et autres données.....	37
4.2. Sélection des entreprises extractives .....	41
4.3. Sélection des entités gouvernementales.....	43
<b>5. RESULTATS DES TRAVAUX DE CONCILIATION .....</b>	<b>44</b>
5.1. Conciliation des flux de paiements en nature.....	44
5.2. Conciliation des flux de paiements en numéraire.....	47
5.3. Rapprochement des données ITIE avec d'autres sources .....	63
<b>6. ANALYSE DES DONNEES CLES .....</b>	<b>65</b>
6.1. Revenus de l'Etat .....	65
6.2. Paiements sociaux .....	70
6.3. Exportations du secteur extractif .....	71
6.4. Transferts infranationaux.....	72

<b>7</b>	<b>CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>73</b>
7.1	Constatations et recommandations pour 2013.....	73
7.2	Suivi des recommandations des rapports antérieurs .....	76
	<b>ANNEXES .....</b>	<b>82</b>
	Annexe 1 : Profil des entreprises retenues dans le périmètre de conciliation .....	83
	Annexe 2 : Déclaration unilatérale de la DGI et de la DGTCFM .....	85
	Annexe 3 : Tableau détaillé des paiements sociaux .....	116
	Annexe 4 : Tableau des effectifs permanents par société extractive .....	119
	Annexe 5 : Structure de Capital et Propriété Réelle .....	120
	Annexe 6 : Formulaire de déclaration.....	122
	Annexe 7: Carte des blocs pétroliers du Cameroun.....	137
	Annexe 8 : Situation des Titres Pétroliers .....	138
	Annexe 9 : Tableaux de conciliation par entreprise.....	140
	Annexe 10 : Tableau de la production et exportation déclarée par les sociétés minières .....	162
	Annexe 11 : Carte des retombées minières .....	163
	Annexe 12 : Situation des Titres Miniers .....	164
	Annexe 13 : Tableau de suivi des Formulaires de déclaration certifiés .....	171
	Annexe 14 : Equipe de travail et personnes contactées .....	172

## LISTE DES ABREVIATIONS

Bbl	Baril
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAPAM	Centre d'Appui et de Promotion de l'Artisanat Minier
CC	Contrat de Concession
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CGI	Code Général des Impôts
COTCO	Cameroon Oil Transportation Company
CPP	Contrat de Partage de Production
CUY	Communauté Urbaine de Yaoundé
DGD	Direction Générale des Douanes
DGE	Division des Grandes Entreprises
DGI	Direction Générale des Impôts
DGTCFM	Direction Générale du Trésor et de la Coopération Financière et Monétaire
DMG	Direction des Mines et de la Géologie
FCFA	Franc CFA (Communauté Financière Africaine)
FEICOM	Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale
IFAC	International Federation of Accountants
INS	Institut National de la Statistique
IRCM	Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers
IRPP	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques
IS	Impôt sur les Sociétés
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
MINFI	Ministère des Finances
MINIMIDT	Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique
MPCI	Mobil Producing Cameroon Inc.
KFCFA / KUSD	Millier de franc / Millier de dollars américain
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PSRMEE	Programme de Sécurisation des Recettes des Mines, de l'Eau et de l'Energie
SNH	Société Nationale des Hydrocarbures
SONARA	Société Nationale de Raffinage
TDR	Termes de Référence
TOFE	Tableau des Opérations financières de l'Etat
TSR	Taxe Spéciale sur les Revenus
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	Dollar des États-Unis d'Amérique
ST ITIE	Secrétariat Technique ITIE
ft <sup>3</sup>	Pied Cube
AEE	Autorisation Exclusive d'Exploitation

## INTRODUCTION

### Contexte

#### Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)<sup>1</sup>

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) est une norme mondiale visant à promouvoir une gestion ouverte et responsable des ressources naturelles. L'ITIE cherche à renforcer les systèmes des gouvernements et des entreprises, informer le débat public et améliorer la confiance. Dans chaque pays de mise en œuvre, l'ITIE est soutenue par une coalition composée de représentants du gouvernement, des entreprises et de la société civile œuvrant ensemble.

Les richesses issues des ressources naturelles peuvent amener un pays sur le chemin de la croissance économique et du développement social. L'absence de divulgation de ces richesses augmente les risques de méfiance, de gouvernance affaiblie et de conflits. La transparence quant à la gestion des ressources naturelles par un pays donné est nécessaire afin d'assurer que ces ressources bénéficient bien à tous les citoyens.

L'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE) a d'abord été annoncée lors du Sommet Mondial pour le Développement Durable à Johannesburg en 2002 (le Sommet de la Terre 2002) et a été lancée officiellement à Londres en 2003. L'initiative vise une meilleure transparence par la publication des paiements des impôts et taxes des sociétés opérant dans le secteur des industries extractives et la divulgation par les organisations gouvernementales des recettes provenant de ces sociétés.

#### L'ITIE au Cameroun<sup>2</sup>

Le Cameroun a adhéré à l'ITIE en mars 2005 à la Conférence de Lancaster House à Londres et a été accepté, en tant que pays « Candidat » à l'ITIE, le 27 septembre 2007.

A la suite de la production de son sixième rapport ITIE 2011, le Cameroun a été déclaré « Pays conforme » à l'ITIE par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion à Abidjan le 17 octobre 2013.

La structure actuelle de gouvernance de l'ITIE en République du Cameroun a été mise en place en juin 2005. Le Groupe multipartite chargé de la mise en œuvre et du suivi de l'ITIE au Cameroun est dénommé « Comité de Suivi ». Ce Comité est actuellement dirigé par le Ministre des Finances. Les attributions et les modalités de fonctionnement de cet organe ont été précisées dans le Décret n°2005/2176/PM du 16 juin 2005. Un Secrétariat Technique du Comité chargé de la coordination a été créé par décision N°002328/MINEFI/CAB du 15 septembre 2005.

Le Cameroun vient de publier en décembre 2014 son septième rapport ITIE couvrant l'année 2012. Le présent rapport s'inscrit dans le cadre du processus de publication du huitième rapport ITIE qui couvre l'année fiscale 2013. La prochaine validation du Cameroun est prévue pour octobre 2016.

### Objectif

L'ITIE exige la publication de rapports exhaustifs, incluant la divulgation complète des revenus de l'État issus des industries extractives, ainsi que la divulgation de tous les paiements significatifs versés au gouvernement par les entreprises pétrolières, gazières et minières. Ainsi, les travaux réalisés pour les besoins de ce rapport ont consisté principalement à concilier les flux financiers et les volumes relatifs à l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures et des mines solides au titre de l'année 2013.

L'objectif ultime de cette conciliation est d'aider le gouvernement du Cameroun et les différentes parties prenantes à déterminer la contribution du secteur extractif dans l'économie nationale et à améliorer la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur.

---

<sup>1</sup> Pour plus d'informations sur l'ITIE, bien vouloir consulter le site web <https://eiti.org/fr>.

<sup>2</sup> Pour plus d'informations sur l'ITIE au Cameroun, bien vouloir consulter le site web <http://www.eiticameroun.org>.

## **Nature et périmètre des travaux**

Ce rapport comporte le résultat des travaux de conciliation ainsi que des flux de paiements provenant du secteur extractif pour l'année 2013 et constitue une partie intégrante du processus ITIE au Cameroun. Ce rapport couvre également la conciliation des volumes de production et d'exportation du secteur extractif.

Nos travaux ont été réalisés en adhérant aux normes ISRS (International Standards on Related Services) et plus précisément la norme n° 4400 relative aux « missions d'examen d'informations financières sur la base de procédures convenues » ainsi que le Code d'éthique de l'IFAC. Les travaux ont été conduits conformément aux Termes de Référence inclus dans la Demande de Propositions et tels qu'approuvés par le Comité ITIE.

Les procédures convenues n'ont pas pour objet :

- d'effectuer un audit, ni un examen limité des revenus extractifs. L'audit et la certification des données incluses dans le présent rapport n'entrent pas dans les Termes de Référence de notre mission. Toutefois, les informations conciliées portent sur des données auditées et/ou attestées par les parties déclarantes; et
- de déceler des erreurs, des actes illégaux ou d'autres irrégularités hormis ceux que nous avons pu rencontrer lors de la conduite de nos travaux.

En plus de la partie introductive, ce rapport comporte sept chapitres incluant :

- un sommaire exécutif résumant la contribution du secteur extractif et les résultats de la conciliation (Chapitre 1) ;
- l'approche et la méthodologie suivie pour la conduite des travaux (Chapitre 2) ;
- les données contextuelles sur le secteur minier et sur sa contribution (Chapitre 3) ;
- le périmètre couvert et les modalités de sa détermination (Chapitre 4) ;
- les résultats des travaux de conciliation (Chapitre 5) ;
- l'analyse des données collectées (Chapitre 6) ; et
- les enseignements tirés et les recommandations pour le renforcement de la mise en œuvre de l'ITIE (Chapitre 7).

Le présent rapport prend en considération les informations et les données qui nous sont parvenues jusqu'à la date du 05 juin 2015. Les montants sont présentés dans ce rapport en FCFA, sauf indication contraire.

## 1. SOMMAIRE EXECUTIF

Ce rapport résume les informations sur la conciliation des flux financiers et des volumes provenant des industries extractives au Cameroun et constitue une partie intégrante du processus de mise en œuvre de l'ITIE. Dans ce cadre, les entreprises extractives et les administrations publiques ont reporté respectivement les paiements et les revenus provenant des Parts d'huile de l'Etat, des redevances, des taxes sur les bénéfices, des dividendes, des bonus, des droits et frais sur licences et des autres flux de paiements significatifs. Les parties déclarantes ont été également sollicitées pour reporter les données sur la production, les exportations, l'emploi et les paiements sociaux et autres informations contextuelles.

### 1.1. Périmètre du rapport

Le périmètre du présent rapport, tel que décidé par le Comité ITIE, couvre les revenus provenant des secteurs des hydrocarbures, de transport pétrolier et des mines encaissés au cours de l'année fiscale 2013<sup>3</sup>.

Sans tenir compte des revenus provenant de la commercialisation des parts d'huile de l'Etat, effectuée auprès d'entités non extractives et des paiements sociaux, l'exercice de rapprochement a couvert 99,9% des revenus en numéraire du secteur extractif reportés dans le présent rapport.

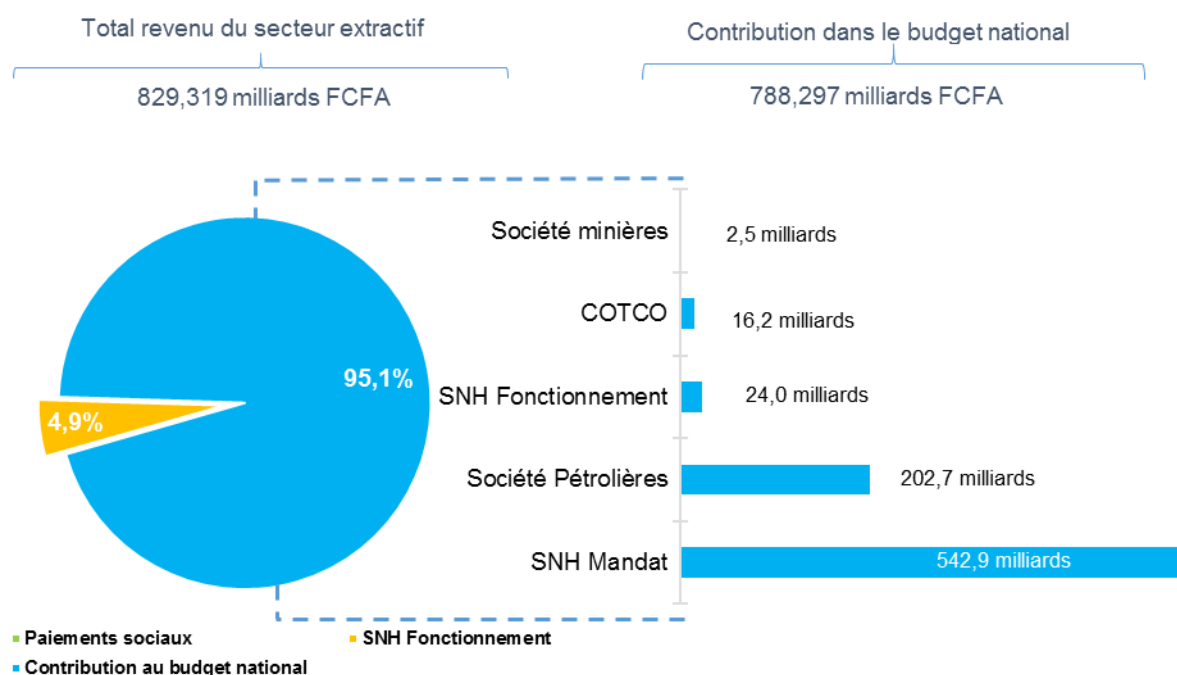
En outre, l'exercice de rapprochement a couvert 100% des revenus en nature au titre de la part de l'Etat (Puissance publique et associé) dans la production pétrolière.

Les modalités de détermination des seuils de matérialité et du périmètre de conciliation sont présentées dans le chapitre 4 du présent rapport.

### 1.2. Revenus du secteur extractif

#### Revenus générés par le secteur extractif

Sur la base des données reportées par les administrations publiques, après conciliation, les revenus générés par le secteur extractif et de transport pétrolier totalisent un montant de 829,3 milliards FCFA pour l'année 2013. Les contributions directes et indirectes au budget de l'Etat ont totalisé un montant de 788,3 milliards FCFA soit 95% du total des revenus. Les contributions non alloués au budget de l'Etat (projets sociaux et dividendes versés à la SNH) ont totalisé un montant de 41 milliards FCFA.



<sup>3</sup> Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013

La contribution du secteur des hydrocarbures aux revenus de l'Etat s'est élevée, en 2013, à 769,6 milliards FCFA soit plus de 29% des revenus du pays. La contribution du secteur du transport pétrolier et du secteur minier s'est établie à 0,7% pour une valeur de 18,7 milliards FCFA.

Au total, les revenus du secteur extractif alloués au budget national ont contribué à hauteur de 30% des revenus de l'Etat pour l'année 2013<sup>4</sup>.

### Evolution des revenus du secteur extractif

#### (i) Revenus du secteur des hydrocarbures

Les revenus du secteur des hydrocarbures ont progressé de 17,1 milliards FCFA (soit 2%) passant de 790,0 milliards FCFA<sup>5</sup> en 2012 à 807,1 milliards FCFA en 2013. Cette progression est expliquée comme suit:

<b>Paielements agrégés (En million FCFA)</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>Variation en Valeur</b>	<b>Variation en %</b>
Transferts directs au Trésor Public par la SNH	390 306	375 241	(15 065)	-4%
Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	142 069	163 491	21 422	15%
Dividendes SNH	-	4 175	4 175	0%
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH (a)</b>	<b>532 375</b>	<b>542 907</b>	<b>10 532</b>	<b>2%</b>
IS pétrolier	165 835	186 781	20 946	13%
TSR	15 112	27 774	12 662	84%
Droits de douane	5 227	6 663	1 436	27%
Autres	6 642	5 534	(1 108)	-17%
<b>Total des paiements versés par les sociétés (b)</b>	<b>192 816</b>	<b>226 752</b>	<b>33 936</b>	<b>18%</b>
<b>Total paiements alloué au budget national (a+b)</b>	<b>725 191</b>	<b>769 659</b>	<b>44 468</b>	<b>6%</b>
Revenus de commercialisation des Parts d'huile de SNH-Fonctionnement	23 910	17 729	(6 181)	-26%
Dividendes	40 749	19 466	(21 283)	-52%
<b>Total paiements à SNH-Fonctionnement (c)</b>	<b>64 659</b>	<b>37 196</b>	<b>(27 464)</b>	<b>-42%</b>
Paielements sociaux volontaires	145	179	34	23%
Paielements sociaux obligatoires	17	120	103	606%
<b>Total Paiement sociaux (d)</b>	<b>162</b>	<b>299</b>	<b>137</b>	<b>85%</b>
<b>Total revenus du secteur pétrolier (a+b+c+d)</b>	<b>790 012</b>	<b>807 154</b>	<b>17 141</b>	<b>2%</b>

#### (ii) Revenus du secteur de transport pétrolier

Les revenus provenant du transport pétrolier via le pipeline Tchad/Cameroun exploité par la société COTCO ont baissé de 0,988 milliards FCFA (soit 5%) passant de 20,642 milliards FCFA en 2012 à 19,657 milliards FCFA en 2013. Cette légère diminution est expliquée par la baisse des dividendes payés 0,962 milliards FCFA. Par ailleurs, la baisse du volume transporté n'a pas eu d'impact en raison de l'appréciation du dollar d'une part et de la révision à la hausse des droits de transit à partir d'octobre 2013.

Le détail de la variation se présente comme suit :

<b>Paielements agrégés (En million FCFA)</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>Variation en valeur</b>	<b>Variation en %</b>
Droits de Transit	7 745	8 182	437	6%
Autres	8 424	7 981	(443)	-5%
<b>Total paiements alloué au budget national</b>	<b>16 169</b>	<b>16 163</b>	<b>(6)</b>	<b>0%</b>
Dividendes	4 445	3 483	(962)	-22%
<b>Total paiements à SNH-Fonctionnement</b>	<b>4 445</b>	<b>3 483</b>	<b>(962)</b>	<b>-21%</b>
Paielements sociaux volontaires	-	8	8	0%
Paielements sociaux obligatoires	28	-	(28)	-100%
<b>Total Paiement sociaux</b>	<b>28</b>	<b>8</b>	<b>(20)</b>	<b>-71%</b>
<b>Total revenus du secteur pétrolier</b>	<b>20 642</b>	<b>19 654</b>	<b>(988)</b>	<b>-5%</b>
<b>Volume transporté (en bbl)</b>	<b>36 877 755</b>	<b>30 325 961</b>	<b>(6 551 794)</b>	<b>-18%</b>

<sup>4</sup> Total revenus de l'Etat est de 2 622 milliards de FCFA selon TOFE 2013 (version du 24 avril 2014), DGTFCM

<sup>5</sup> Rapport ITIE 2012



### (iii) Revenus du secteur minier

Les revenus du secteur minier ont augmenté de 1,6 milliards FCFA passant de 0,9 milliards FCFA en 2012 à 2,5 milliards FCFA en 2013. Cette hausse est expliquée comme suit :

<b>Paiements agrégés (En million FCFA)</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>Variation en valeur</b>	<b>Variation en %</b>
Déclarations unilatérales	12	1 046	1 034	8617%
Autres paiements significatifs versés à l'Etat (sup à 100 KUSD/55 000 KFCFA)	-	975	975	0%
Taxes Ad Valorem	81	129	48	59%
Taxes à l'extraction	245	112	(133)	-54%
Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	124	83	(41)	-33%
Contributions CFC (part patronale)	46	43	(3)	-7%
Autres Taxes	305	86	(219)	-71%
<b>Total paiements alloué au budget national</b>	<b>813</b>	<b>2 474</b>	<b>1 661</b>	<b>204%</b>
Paiements sociaux volontaires	80	37	(43)	-54%
<b>Total revenus du secteur minier</b>	<b>893</b>	<b>2 511</b>	<b>1 618</b>	<b>181%</b>

L'évolution des revenus par sous-secteur se présente comme suit :

<b>Secteur (En million FCFA)</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>Variation en valeur</b>	<b>Variation en %</b>
Sociétés de la mine industrielle	522	2 314	1 792	343%
Sociétés de carrières	287	153	(134)	-47%
Exploitation artisanale	4	7	3	75%
Paiements sociaux	80	37	(43)	-54%
<b>Total</b>	<b>893</b>	<b>2 511</b>	<b>1 618</b>	<b>181%</b>

Le détail par société de ces paiements est présenté dans la sous-section 5.2 du présent rapport.

### Contribution dans l'économie

La contribution du secteur dans l'économie nationale se caractérise par une contribution significative dans certains indicateurs tels que les exportations et une contribution moindre dans d'autres indicateurs tels que les revenus de l'Etat, le PIB ou encore l'emploi<sup>6</sup>. Cette contribution peut être présentée dans le tableau suivant :

<b>Indicateurs</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>Variation</b>
Exportations	40,0%	38,0%	-2,0%
Revenus de l'Etat	31,0%	30,0%	-1,0%
PIB	5,8%	5,4%	-0,4%
Emplois (*)	0,2%	0,2%	0,0%

(\*) Contribution du secteur des hydrocarbures dans les emplois du secteur formel

Le détail de calcul de ces contributions est présenté au niveau de la Section 3.6 du présent rapport.

<sup>6</sup> Rapport du FMI No 13/279 (Août 2013)

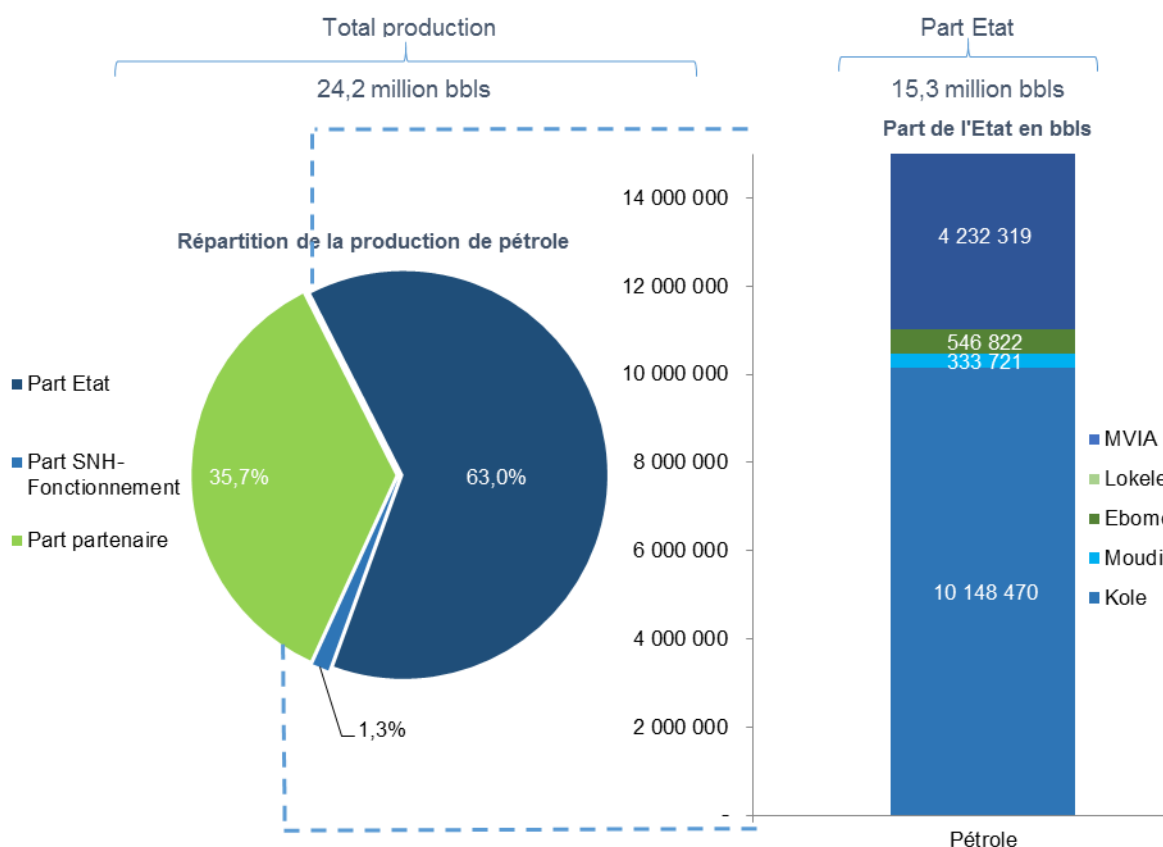
### 1.3. La production du secteur extractif en 2013

#### Production du secteur des hydrocarbures

Sur la base des données reportées par les sociétés pétrolières, la production du pétrole a atteint 24,2 millions Bbls en 2013 pour une valeur de 1 289 509 million FCFA contre 21,9 millions Bbls en 2012 enregistrant ainsi une hausse de 10,6%. La production de gaz a atteint 661,15 million ft<sup>3</sup> en 2013 pour une valeur de 14 749 million FCFA contre 89,45 million ft<sup>3</sup> en 2012.

La production pétrolière provient principalement de l'exploitation des associations Kolé et Lokélé à hauteur respectivement 68,9% et 23,8%.

Les parts d'huile de l'Etat, qui recouvrent les hydrocarbures mis à la disposition de l'Etat camerounais par les entreprises au titre de la fiscalité et des différentes formes de partage de la production, se sont élevés, en 2013 à 15.3 millions Bbls soit 63% du total de la production.



Sur la base des données reportées par les sociétés pétrolières, la valeur de la production pétrolière en 2013 se détaille comme suit:

Opérateur	Association	Concession	Unité	Production Totale Pétrole	Production Totale Gaz	Production Totale Condensat	Valeur (million FCFA)
1 SNH Fonctionnement	MVIA	MVIA	Bbls	12 871	-	-	725
		Accords 1990	Bbls	61 222	-	-	3 292
2 Perenco Rio Del Rey	Kole	DISSONI NORD	Bbls	2 460 914	-	-	128 744
		Marginaux RDR	Bbls	2 274 013	-	-	122 291
		Classiques	Bbls	10 970 641	-	-	590 455
		Champs Unifiés	Bbls	569 850	-	-	30 684
3 Perenco Cameroun	Moudi	Moudi	Bbls	667 441	-	-	34 784
	Ebome	KF, KB; BAF/EBOME	Bbls	1 093 644	-	-	60 368
	Sanaga	Sanaga	scf	-	142 802	57 064	9 506

Opérateur	Association	Concession	Unité	Production Totale Pétrole	Production Totale Gaz	Production Totale Condensat	Valeur (million FCFA)
4 Addax PCC	Lokele	Mokoko Abana	Bbls	5 751 742	-	-	299 655
	Kole	Mokoko West	Bbls	343 499	-	-	17 980
5 Rodeo Development LTD	Logbaba	Logbaba	Bbls	-	-	10 009	529
			scf	-	661 002 259	-	5 243
<b>Total</b>				<b>24 205 837</b>	<b>661 145 061</b>	<b>67 073</b>	<b>1 304 256</b>

### Production du secteur minier

Sur la base des données reportées par les sociétés minières, la production minière en 2013 se détaille comme suit:

Société	Matière	Unité	Volume	Valeur (FCFA)
C&K Mining	Diamant	carats	2 141	584 196 300
	Poudre d'or	Kg	52,881	786 020 384
ROCAGLIA	Marbre	m <sup>3</sup>	3 738	1 293 348
	Granite	m <sup>3</sup>	1 754	495 771
CAPAM(*)	Or	kg	43	760 862 102
	Saphir	kg	8	28 515 940
	Quartzite	m <sup>3</sup>	3 950	10 302 000
	Sable	m <sup>3</sup>	602	1 502 700
	Disthène	kg	220 350	4 407 000
Cimencam	Pouzzolane	Tonne	363 655	nc
	Calcaire	Tonne	143 463	nc
	Sable	Tonne	12 898	nc
	Argile	Tonne	12 107	nc
Razel	Agrégats	m <sup>3</sup>	184 767	5 098 985 732
	Sable carrière	m <sup>3</sup>	89 980	
<b>Total</b>				<b>7 276 581 277</b>

nc: non communiqué

(\*) Production canalisée auprès des producteurs artisanaux

## 1.4. Résultats des travaux de conciliation

Les travaux de conciliation entre les déclarations ITIE de l'État et celles des entreprises extractives retenues dans le périmètre de conciliation n'ont pas mis en évidence d'écarts significatifs.

A la date de ce rapport, les travaux de conciliation des revenus des secteurs des hydrocarbures, de transport pétrolier et des mines ont permis de concilier **99,88%** des revenus déclarés par l'Etat sans tenir compte des déclarations unilatérales. L'écart résiduel non concilié s'élève à 997 millions FCFA soit **0,12%** du total des recettes déclarées par l'Etat après ajustement (i.e. inférieur à 1% de la contribution total du secteur extractif du Cameroun). Ces écarts proviennent essentiellement des paiements à la douane. L'analyse des écarts résiduels non réconciliés est présentée au Chapitre 5 du présent rapport.

Les résultats des travaux de conciliation par secteur sont résumés au niveau du tableau suivant :

Chiffres après ajustement (En FCFA)	Secteur des hydrocarbures	Secteur de transport pétrolier	Secteur minier	Total
Déclaration des entreprises extractives	790 433 327 451	19 404 077 468	1 340 690 497	811 178 095 416
Déclaration de l'Etat	789 125 479 078	19 646 806 821	1 427 835 368	810 200 121 267
<b>Ecart résiduel</b>	<b>1 307 848 373</b>	<b>(242 729 353)</b>	<b>(87 144 871)</b>	<b>977 974 149 <sup>(*)</sup></b>
<b>Ecart en %</b>	<b>0,17%</b>	<b>-1,24%</b>	<b>-6,10%</b>	<b>0,12%</b>

(\*) Il est à noter que cet écart ne tient pas compte des paiements des sociétés pétrolières à la SNH

Les écarts et ajustements agrégés par sous-secteur se présentent comme suit :

### Secteur des hydrocarbures

#### (i) Conciliation des flux de paiements en numéraire

A la date de ce rapport, les travaux de conciliation des sociétés pétrolières ont permis de concilier 99,84% des revenus déclarés par l'Etat sans tenir compte des déclarations unilatérales. L'écart résiduel non concilié s'élève à **1,3 milliards FCFA**, soit (0,2)% du total des recettes déclarées par l'Etat pour les sociétés pétrolières après ajustement.

Paiements agrégés (En million FCFA)	Déclaration initiale	Ajustements de conciliation	Déclaration ajustée
<b>SNH- ETAT(I)</b>			
SNH-Mandat	538 731	4 176	542 907
Gouvernement	542 907	-	542 907
Ecart	(4 176)	4 176	(0)
<b>Sociétés pétrolières (II)</b>			
Sociétés pétrolières (y compris SNH Fonctionnement)	235 967	(7 907)	228 060
Gouvernement	226 323	429	226 752
Ecart	9 644	(8 336)	1 308
<b>Total alloué au budget (a=(I+II))</b>			
Sociétés pétrolières + SNH	774 698	(3 731)	770 967
Gouvernement	769 230	429	769 659
Ecart	5 468	(4 160)	1 307
<b>Reçus par SNH (b)</b>			
Sociétés pétrolières	20 820	(1 354)	19 466
SNH -Fonctionnement	19 466	-	19 466
Ecart	1 354	(1 354)	(0)
<b>Total flux de paiements conciliés (a+b)</b>			
<b>Sociétés pétrolières</b>	<b>795 518</b>	<b>(5 085)</b>	<b>790 433</b>
<b>Gouvernement et autres bénéficiaires</b>	<b>788 696</b>	<b>429</b>	<b>789 126</b>
<b>Ecart en valeur</b>	<b>6 822</b>	<b>(5 514)</b>	<b>1 308</b>
<b>Ecart en %</b>	<b>0,9%</b>		<b>0,17%</b>

Par ailleurs, les paiements au titre de la fiscalité pétrolières effectués par les entreprises pétrolières à la SNH - Mandat et qui sont reversés ensuite par cette dernière à l'Etat en plus des revenus de commercialisation des parts d'huile de l'Etat ont fait l'objet de conciliation. Les travaux de rapprochement n'ont pas mis en évidence d'écarts significatifs.

Paiements agrégés (En million FCFA)	Déclaration initiale	Ajustements		Déclaration ajustée
		Entreprises	Gouvernement	
<b>SNH-Mandat</b>				
Sociétés pétrolières	14 254	36	-	14 290
SNH - Mandat	14 284	-	-	14 284
<b>Ecart</b>	<b>(30)</b>	<b>36</b>	<b>-</b>	<b>6</b>

#### (ii) Conciliation des parts d'huile de l'Etat

La conciliation des flux de paiements réalisés en volume se décline comme suit:

Paiements agrégés	Déclaration initiale	Ajustements		Déclaration ajustée
		Entreprises	Gouvernement	
<b>Parts d'huile – Etat (bbls)</b>				
Sociétés pétrolières	15 295 765	-	-	15 295 765
SNH (Mandat)	15 295 915	-	-	15 295 915
<b>Ecart</b>	<b>(150)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(150)</b>
<b>Parts d'huile – SNH Fonctionnement (bbls)</b>				
Sociétés pétrolières	532 083	-	-	532 083
SNH (Fonctionnement)	533 116	-	-	533 116
<b>Ecart</b>	<b>(1 033)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 033)</b>

## Secteur de transport pétrolier

Les travaux de conciliation ont permis de concilier 98,8% des revenus déclarés par l'Etat sans tenir compte des déclarations unilatérales. L'écart résiduel non concilié s'élève à **(0,2) milliards FCFA**, soit (1,2)% du total des revenus déclarés par l'Etat après ajustement.

Paiements agrégés (En million FCFA)	Déclaration initiale	Ajustements de conciliation	Déclaration ajustée
<b>Alloués au Budget National concilié (a)</b>			
COTCO	15 921	-	15 921
Gouvernement	12 149	4 014	16 164
Ecart	3 771	(4 014)	(243)
<b>Reçus par SNH (b)</b>			
COTCO	3 483	-	3 483
SNH -Fonctionnement	3 483	-	3 483
Ecart	0	-	0
<b>Total flux de paiements conciliés (a+b)</b>			
COTCO	19 404	-	19 404
Gouvernement et SNH	15 633	4 014	19 647
<b>Ecart en valeur</b>	<b>3 771</b>	<b>(4 014)</b>	<b>(243)</b>
<b>Ecart en %</b>	<b>24,13%</b>		<b>-1,24%</b>

## Secteur minier

Les travaux de conciliation ont permis de concilier 93,9% des revenus déclarés par l'Etat sans tenir compte des déclarations unilatérales. L'écart résiduel non concilié s'élève à **(0,09) milliards FCFA**, soit (6,1)% du total des recettes déclarées par l'Etat pour les sociétés minières après ajustement.

Paiements agrégés (En million FCFA)	Déclaration initiale	Ajustements de conciliation	Déclaration ajustée
<b>Flux conciliés alloués au Budget National</b>			
Sociétés minières	1 432	(91)	1 341
Gouvernement	13 011	(11 583)	1 428
<b>Ecart en valeur</b>	<b>(11 579)</b>	<b>11 492</b>	<b>(87)</b>
<b>Ecart en %</b>	<b>-89,99%</b>		<b>-6,10%</b>

## 1.5. Exhaustivité et fiabilité des données reportées

### Exhaustivité des données

- (i) Toutes les entreprises extractives retenues dans le périmètre de conciliation ont soumis une déclaration conformément aux instructions de reporting.
- (ii) Certaines entreprises n'ont pas soumis des données exhaustives sur la propriété réelle. Les informations manquantes sont détaillées en annexe 5 du présent Rapport.
- (iii) Toutes les régies financières sollicitées dans le cadre de la conciliation 2013 ont soumis des formulaires de déclarations pour les entreprises extractives retenues dans le périmètre.
- (iv) Les rapprochements entre les déclarations de l'État et celles des entreprises extractives, sélectionnées dans le périmètre de conciliation du Rapport ITIE 2013, n'ont pas mis en évidence d'écarts significatifs. Le montant cumulé des écarts résiduels (après ajustement) n'est pas significatif (i.e. inférieur à 1% de la contribution totale du secteur extractif du Cameroun).
- (v) Les transferts infranationaux communiqués par la DGI totalisent un montant 1 662 million de FCFA alors que les rétrocessions déclarées par la DGTCFM ne sont que de 64 million de FCFA. La déclaration de la DGTCFM n'a pas comporté toutes les informations requises par les instructions de reporting. Cette situation n'a pas permis d'apprécier l'existence d'éventuels d'écarts avec les modalités de transfert prévues par la réglementation en vigueur.

### **Certification des données**

- (i) Toutes les entreprises extractives retenues dans le périmètre de conciliation ont soumis des formulaires de déclaration signés par un haut responsable et certifiés par un auditeur externe à l'exception de la société C&K mining dont le formulaire n'est pas signé par son gestionnaire.
- (ii) Sur les 22 entités retenues dans les périmètres de conciliations, 14 ont fait auditer leurs comptes au titre de l'année 2013. Ces entités représentent 99.3% du total des revenus conciliés tels que reportés par l'Etat. Les entités dont les comptes n'ont pas été audités sont pour la plupart en phase de recherche ou ne sont pas soumis à l'audit en vertu de la réglementation en vigueur (voir annexe 1).
- (iii) Pour les entités publiques, tous les formulaires de déclaration ont été signés par les Inspecteurs Généraux (IG). Les déclarations de l'Etat ont fait également l'objet d'une certification de la part de la Chambre des Comptes.

Compte tenu de ces éléments, nous pouvons raisonnablement conclure que ce Rapport ITIE couvre de manière satisfaisante les revenus du secteur extractif au Cameroun pour l'année 2013.



Tim Woodward  
Associé  
Moore Stephens LLP

150 Aldersgate Street  
London EC1A 4AB

22 juin 2015

## **2. APPROCHE ET METHODOLOGIE**

Le processus de conciliation a été conduit en suivant les étapes suivantes :

- une étude de cadrage pour la collecte des données contextuelles, la délimitation du périmètre de la conciliation et la mise à jour du formulaire de déclaration ;
- la collecte des données sur les paiements des entreprises extractives et les revenus du gouvernement qui constituent la base des travaux de conciliation ;
- un rapprochement des données reportées par les parties déclarantes en vue d'identifier les écarts éventuels ;
- la prise de contact avec des parties déclarantes pour investiguer sur les écarts et les ajuster sur la base des confirmations et justifications communiquées ; et
- le rapprochement des données reportées avec d'autres données publiques disponibles, dans la mesure où elles sont présentées en désagrégés.

### **2.1. Etude de cadrage**

L'étude de cadrage a porté sur le secteur des hydrocarbures, le secteur de transport pétrolier et sur le secteur minier qui constituent la source de revenus des industries extractives au Cameroun et a inclus nos préconisations pour :

- le seuil de matérialité à retenir pour le choix du périmètre ITIE 2013 ;
- les flux de paiements et autres données à retenir dans le périmètre de conciliation ;
- les entreprises et les entités publiques qui sont tenues de faire une déclaration ;
- les garanties à apporter par les entités déclarantes pour assurer la crédibilité des données ITIE ; et
- le niveau de désagrégation à appliquer aux données reportées pour les besoins des travaux de conciliation.

Les résultats de l'étude de cadrage, qui ont été soumis et approuvés par le Comité ITIE, sont présentés dans le Chapitre 4 du présent rapport.

### **2.2. Collecte des données**

La collecte des données a été précédée par un atelier de formation au profit des parties déclarantes et a porté sur la présentation du formulaire de déclaration, présenté en Annexe 6 du présent rapport, et des instructions de reporting. Les directives, les règles de reporting et les formulaires approuvés par le Comité ITIE ont été communiqués aux parties déclarantes en version électronique par email.

Les dates du 27 mars 2015 et 3 avril 2015 ont été retenues par le Comité ITIE comme dates limites respectives pour la soumission des déclarations et des données certifiées.

Les entités déclarantes ont été également sollicitées pour annexer à leurs déclarations un détail par quittance et par date de paiement des montants reportés ainsi que leurs états financiers certifiés pour l'année 2013.

### **2.3. Compilation des données et analyse des écarts**

Les travaux de conciliation et d'analyse des écarts se sont déroulés pendant le mois d'avril 2015. Au cours de cette phase, nous avons procédé au:

- rapprochement des flux de paiements déclarés par les entreprises extractives avec les recettes déclarées par les régies financières ;
- l'identification des différences et des écarts significatifs et l'analyse de leurs origines ;
- la collecte des éléments de réponse des entreprises et des régies financières concernant les écarts et l'examen des pièces justificatives ; et
- l'identification des ajustements nécessaires. Ces ajustements ont été opérés sur la base des justifications et/ou confirmations obtenues des parties déclarantes.

Chaque fois où les écarts n'ont pas pu être conciliés, nous avons contacté les parties déclarantes en vue d'obtenir les documents justificatifs pour procéder aux ajustements. Dans certains cas, ces écarts n'ont pas pu être ajustés. Les résultats des travaux de conciliation sont présentés dans le Chapitre 5 du présent rapport.

## 2.4. Processus d'assurance de crédibilité des données ITIE

Afin de garantir la fiabilité et l'exhaustivité des données reportées dans le cadre du rapport ITIE 2013, les mesures suivantes ont été convenues avec le Comité ITIE:

### Pour les entreprises extractives :

Les formulaires de déclaration, soumis par les entreprises extractives retenues dans le périmètre de conciliation, doivent être :

- signés par une personne habilitée à représenter l'entreprise extractive ;
- accompagnés par un détail par quittance des paiements reportés ;
- accompagnés des états financiers certifiés de l'entreprise pour l'année 2013 ; et
- certifiés par un auditeur externe qui atteste que les données reportées sont conformes aux comptes de l'entité et qu'aucun élément n'a été porté à son attention qui est de nature à remettre en cause la fiabilité ou l'exhaustivité des paiements reportés par l'entreprise.

### Pour les régies financières :

Les formulaires de déclaration des régies financières doivent être :

- signés par un officiel habilité de la régie financière déclarante ;
- accompagnés par un détail par quittance des paiements reportés ; et
- certifiés par la Chambre des Comptes.

Le détail de soumission des formulaires de déclaration signés et certifiés est présenté dans l'Annexe 13 du présent rapport.

## 2.5. Niveau de déségrégation

Conformément à l'Exigence 5.2 (e) de la Norme ITIE, les données ont été reportées par entreprise, par flux de paiement et par administration. Les entités déclarantes ont soumis pour chaque montant reporté un détail par paiement et par date.

## 2.6. Base des déclarations

Les paiements et les revenus reportés dans le cadre du rapport ITIE 2013 correspondent à des flux de paiements ou des contributions intervenus durant l'année 2013. Autrement dit, les paiements effectués entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 31 décembre 2013.

Les flux de paiement en numéraire ont été reportés par les parties déclarantes dans la devise du paiement. Les paiements effectués en USD ont été convertis en FCFA au cours 1 USD : 494,06448 FCFA<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> Source : oanda.com - cours moyen annuel 2013 USD/FCFA



### 3. Contexte des Industries Extractives

#### 3.1. Secteur des industries extractives au Cameroun

Le Cameroun est un pays riche en ressources naturelles, il est doté de ressources pétrolières importantes, notamment en offshore. Le pays accueille également sur son territoire le pipeline par lequel transite la production pétrolière du Tchad.

Le pays dispose aussi d'un sous-sol riche en ressources minières, composé notamment de bauxite, cobalt, or, diamants, fer et uranium encore peu exploitées. Les réserves de bauxite se situent dans la partie septentrionale du pays, dans la Région de l'Adamaoua, et dans la Région de l'Ouest. Les réserves de cobalt sont essentiellement situées au sud-est, près de la ville de Lomié. Les principaux gisements d'or et de diamants découverts se concentrent quant à eux autour de la ville de Bétarié-Oya, dans la Région de l'Est du pays.

#### 3.2. Cadre réglementaire et contexte du secteur des hydrocarbures

##### 3.2.1. Contexte général du secteur des hydrocarbures<sup>8</sup>

L'exploration pétrolière a véritablement commencé au Cameroun en 1947. Le premier permis de recherche pour les hydrocarbures a été octroyé le 16 avril 1952 dans le bassin de Douala. Le Cameroun devient effectivement producteur de pétrole en 1977 suite à la mise en production du champ Kolé. De 1980 à 1986, le pays connaît sa période la plus active en matière d'exploration pétrolière. La production atteint le niveau record de 186 000 barils / jour en 1985.

Depuis, la production a connu un déclin qui s'explique par l'épuisement des réserves, le vieillissement des infrastructures et le report de certains investissements et projets de développement à la suite de la crise financière.

En 2013, la production pétrolière a atteint 24.2 millions de baril. Cette production provient pour la plupart des champs offshores situés dans le bassin Rio del Rey, le reste provient du bassin de Douala. Rio del Rey est un ancien gisement qui s'étend sur 7 000 km<sup>2</sup> dans le delta du Niger et génère près de 90% de la production pétrolière nationale. Le gisement de Douala / Kribi-Campo, situé sur la côte ouest du Cameroun, s'étend sur 19 000 km<sup>2</sup> dont 7 000 km<sup>2</sup> on shore.

Nous présentons dans le tableau suivant le taux de croissance annuel de la production pétrolière durant les 5 dernières années:

Année	Production pétrolière en millions de barils	% de croissance annuel
2009	26,68	
2010	23,31	-13%
2011	21,68	-7%
2012	22,38	3%
2013	24,28	8%

Au 31 décembre 2013, la production pétrolière a enregistré pour sa part une hausse de 11% par rapport à l'année 2011, s'établissant à 24,28 millions de barils. L'augmentation observée est principalement due à Perenco devenu le principal opérateur sur le bassin du Rio Del Rey, après la reprise de Total E & P qui produisait l'essentiel du pétrole du Cameroun. Selon la SNH, Perenco a procédé à la réouverture de certains puits et s'est attelée à l'optimisation de ces champs matures. Par ailleurs, l'opérateur Addax, qui a repris Pecten, le deuxième opérateur en exploitation, a mené des opérations similaires dans le champ Mokoko Abana (bassin du Rio del Rey).

En dépit de la reprise enregistrée dans les volumes de production depuis 2012, les réserves prouvées sont passées d'un maximum de 555 millions de barils en 1986 à des réserves estimées à 200 millions en 2013<sup>9</sup>. Cette baisse est due surtout à l'épuisement des anciens gisements. La carte des blocs pétroliers du Cameroun au 31 décembre 2014 est présentée en annexe 7.

<sup>8</sup> Source : Site web de la Société Nationale des Hydrocarbures (www.snh.cm)

<sup>9</sup> Rapport FMI n°14/213, p27, Juillet 2014

### 3.2.2. Cadre juridique et fiscal

Le cadre juridique et fiscal du secteur pétrolier au Cameroun est régi par la loi n°99/013 du 22 décembre 1999 portant code pétrolier, son décret d'application n°2000/485 du 30 juin 2000, le Code Général des Impôts et les contrats pétroliers.

L'Autorisation d'Exploitation rattachée à un contrat pétrolier peut être, soit une Concession d'Exploitation lorsqu'il s'agit d'un Contrat de Concession (CC), soit une AEE lorsqu'il s'agit d'un Contrat de Partage de Production (CPP).

Un CC donne à une compagnie pétrolière des droits exclusifs sur cette ressource et pour explorer, développer, produire et commercialiser en assumant les risques et à ses frais. En l'échange de la concession, le contractant est tenu de verser les redevances et impôts appropriés. Actuellement les contrats pétroliers en production sont conclus sous la forme de CC.

Pour le CPP, l'État conserve le droit de propriété sur les ressources pétrolières situées dans le sol. L'accord entre lui et la compagnie pétrolière stipule que cette dernière supporte la totalité des coûts d'exploration et de développement en échange d'une part de la production, mais il donne à la compagnie pétrolière le droit d'explorer, de développer et de produire le pétrole.

Les contrats pétroliers et le Code Pétrolier confèrent à l'Etat un ensemble d'instruments fiscaux dont principalement :

Instruments fiscaux	Pour les CC	Pour les CPP
Redevance proportionnelle à la production <sup>10</sup>	✓	
Bonus de signature ou de production		✓
L'impôt sur les sociétés	✓	
Redevance superficière	✓	✓
Profit-Oil		✓

Le secteur bénéficie d'exonérations et d'incitations fiscales qui concernent principalement la TVA, les droits à l'importation et de la retenue à la source sur les dividendes excepté pour la SNH en ce qui concerne les dividendes.

En matière de confidentialité des contrats pétroliers, l'article 105 du Décret n° 2000/465 du 30 juin 2000 fixant les modalités d'application de la loi n° 99/013 du 22 décembre 1999 portant Code Pétrolier prévoit " *Le Ministre chargé des hydrocarbures préserve la confidentialité de tous documents, rapports, relevés, plans, données, échantillons et autres informations soumis par le Titulaire en vertu du Code, de ses décrets d'application et du Contrat Pétrolier. Ces informations ne peuvent être divulguées à un tiers par l'Administration avant le rendu du périmètre sur lequel elles portent ou, en l'absence de rendu, avant la fin des Opérations Pétrolières. Si ces documents, rapports, relevés, plans, données, échantillons et autres informations visés à l'alinéa précédent sont couverts par une obligation de confidentialité figurant au Contrat Pétrolier, l'Etat, les établissements et organismes publics sont tenus de se conformer à cette obligation*".

Les informations relatives aux contrats pétroliers ne sont pas donc du domaine public.

### 3.2.3. Cadre institutionnel

Il s'agit des structures prévues par la législation pour exercer certaines fonctions dans la gestion ou l'exploitation des ressources pétrolières.

Le secteur pétrolier est placé sous la tutelle du Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique<sup>11</sup> qui est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique dans le secteur et de la gestion, de la valorisation des ressources extractives et du suivi du secteur pétrolier. Les structures suivantes composent le cadre institutionnel des activités pétrolières au Cameroun:

<sup>10</sup> Note : Selon l'article 94 de la loi n°99-013 portant Code Pétrolier, l'Etat peut percevoir la redevance proportionnelle à la production en nature.

<sup>11</sup> <http://www.minmidt.net/>

Institution	Rôle
La Présidence de la République	Coordonne les activités du secteur des hydrocarbures à travers la SNH.
Le Ministère chargé des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique et son cabinet <sup>12</sup>	<p>Conçoit et coordonne la mise en place de la politique nationale en matière d'hydrocarbures.</p> <p>Dispose d'un droit de regard sur toutes les activités pétrolières sur le territoire national incluant entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la détermination des zones ouvertes aux Opérations Pétrolières ;</li> <li>- l'approbation des contrats-types ;</li> <li>- l'autorisation des cessions/transmissions des droits et obligations attachés aux contrats pétroliers ;</li> <li>- l'approbation des changements de contrôle dans les sociétés titulaires de contrats pétroliers ;</li> <li>- l'autorisation des prospections ; et</li> <li>- l'approbation des protocoles, accords ou contrats passés entre les associés dans un contrat pétrolier.</li> </ul>
Direction des Mines	<p>Application de la politique nationale en matière de mines et des hydrocarbures.</p> <p>Suivi de la gestion, et du contrôle et des activités du domaine minier national, du suivi du transport des hydrocarbures par pipeline et de leur enlèvement au niveau des terminaux de stockage.</p> <p>Participe aux activités de contrôle des exploitations pétrolières et gazières</p> <p>Suivi de la participation de l'Etat dans l'exploitation des substances minérales<sup>13</sup></p>
Sous-Direction des Hydrocarbures	<p>Prépare les actes d'autorisation, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures</p> <p>Participe à l'élaboration et au suivi des contrats pétroliers, des contrats gaziers et des cahiers de charge y relatifs, ainsi que les actes liés au stockage des hydrocarbures</p> <p>Analyse technique des offres des contrats pétroliers, en liaison avec les administrations concernées</p> <p>Surveillance administrative et technique des activités d'exploration, d'exploitation, de stockage, de transport par canalisation, d'importation, d'exportation et de transformation des hydrocarbures</p> <p>Suivi de la gestion du domaine minier national inhérent aux hydrocarbures</p> <p>Participe à la collecte des données statistiques relatives à l'exploration, à l'exploitation et à la production des hydrocarbures</p>
La Société Nationale des Hydrocarbures (SNH)	<p>Entreprise publique placée sous la tutelle de la Présidence de la République.</p> <p>Assure la recherche et l'exploration des hydrocarbures.</p> <p>Gestion des intérêts du Gouvernement au titre du mandat que l'Etat du Cameroun lui a confiés dans le cadre des opérations de production et d'exploitation pétrolières.</p> <p>Assure les opérations commerciales relatives à la vente et à l'achat de pétrole brut sur les marchés internationaux pour le compte de l'Etat.</p>
La Société Nationale de Raffinage (SONARA)	<p>Entreprise publique.</p> <p>Procède au raffinage du pétrole brut en provenance, entre autres, de la SNH.</p> <p>Assure l'approvisionnement du Cameroun en produits pétroliers (le butane, l'essence super, le jet, le pétrole lampant, le gasoil, le distillat, le fuel oil)<sup>14</sup>.</p>

<sup>12</sup> <http://www.minmidt.net/>

<sup>13</sup> Article 24 du décret N°2012/432

<sup>14</sup> Source : Site web de la SONARA (<http://www.sonara.cm/>)

### 3.2.4. Types des permis pétroliers

Le Code Pétrolier conditionne l'obtention préalable d'une autorisation des autorités compétentes ou la conclusion d'un contrat pétrolier avant toute activité pétrolière. A cet égard, le Code distingue trois types de permis en matière d'hydrocarbures :

Type de permis	Définition	Durée de validité	Autorité qui délivre
Autorisation de prospection <sup>15</sup>	L'autorisation de reconnaissance d'hydrocarbures portant sur des surfaces non couvertes par un contrat pétrolier. Elle ne constitue pas un Titre Minier d'Hydrocarbures et n'est ni cessible, ni transmissible et ne confère à son Titulaire aucun droit à l'obtention d'un Titre Minier d'Hydrocarbures ou à la conclusion d'un Contrat Pétrolier.	Deux ans au plus, renouvelable une fois pour une durée maximale d'un an	Arrêté du Ministre chargé des hydrocarbures
Autorisation de recherche <sup>16</sup>	L'autorisation de recherche rattachée à un contrat pétrolier est soit : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ un <b>permis de recherche</b> d'hydrocarbures s'il s'agit d'un CC ;</li> <li>▪ soit une <b>autorisation exclusive de recherche</b> s'il s'agit d'un CPP.</li> </ul> L'autorisation de recherche d'hydrocarbures confère à son titulaire le droit exclusif d'exécuter dans les limites du périmètre qui en est l'objet et indéfiniment en profondeur sauf exclusion, tous travaux de reconnaissance et de recherche d'hydrocarbures.	Durée initiale maximale de trois (3) ans renouvelable deux (2) fois pour une durée de deux (2) ans.	Décret du Président de la République
Autorisation provisoire d'exploitation <sup>17</sup>	Pendant la période de validité d'une autorisation de recherche, le titulaire peut demander l'octroi d'une autorisation provisoire d'exploiter les puits productifs.	2 ans maximum	Décret du Président de la République
Autorisation d'exploitation <sup>18</sup>	L'autorisation d'exploitation rattachée à un contrat pétrolier peut être, soit une concession d'exploitation lorsqu'il s'agit d'un CC, soit une AEE lorsqu'il s'agit d'un CPP. L'autorisation d'exploitation des hydrocarbures confère à son titulaire le droit exclusif d'effectuer dans les limites du périmètre qui en est l'objet, toutes les opérations d'exploitation d'un gisement commercialement exploitable.	Hydrocarbures liquides : vingt-cinq (25) ans. Hydrocarbures gazeux : trente-cinq (35) ans renouvelable une seule fois pour une période de dix (10) ans.	Décret du Président de la République

### 3.2.5. Principaux acteurs et projets d'exploration

#### a) Principaux acteurs

En 2013, la production provient des champs de Rio del Rey, Mokoko Abana, Moudi et Ebomé, opérés par Perenco Rio Del Rey, Addax et Perenco comme détaillé dans le tableau suivant :

Associations	Opérateurs	Partenaires
Rio del Rey Dissoni	Perenco Rio Del Rey	SNH, Addax
Lokele	Addax Petroleum Cameroon Company (APCC)	SNH, Perenco Rio Del Rey
Moudi Ebome	Perenco	SNH

La SNH est partenaire dans chacune des associations. Les parts de chaque entité sont détaillées au niveau de l'Annexe 8 du présent rapport.

<sup>15</sup> Source : Chapitre I (Articles 23 à 25) du Code Pétrolier.

<sup>16</sup> Source : Chapitre II / Section I (Articles 26 à 34) du Code Pétrolier.

<sup>17</sup> Source : Chapitre II / Section II (Article 35) du Code Pétrolier.

<sup>18</sup> Source : Chapitre III (Articles 36 à 44) du Code Pétrolier.

## **b) Projets d'exploration**

En 2013, Perenco CAM a signé un CPP pour l'exploration du bloc Moabi (ancien permis Mondoni) situé au Bassin du Rio Del Rey. Le premier puits devrait être foré et testé en 2015<sup>19</sup>.

En septembre 2013, une autorisation exclusive d'exploitation a été accordée à Addax PCL sur le CPP IROKO après la découverte des hydrocarbures et sur présentation d'un plan de développement approuvé par l'Etat du Cameroun.

### **3.2.6. Attribution et gestion des titres et des contrats**

Selon les dispositions du Code Pétrolier, l'Etat traite à son absolue discrétion, les offres de Contrats Pétroliers et les demandes d'autorisations.

Il existe deux (2) voies d'attribution des titres pour la conclusion d'un Contrat Pétrolier (gré à gré ou appel d'offres), conformément aux dispositions de l'Article 5 du Décret N° 2000/465 du 30 juin 2000 fixant les modalités d'application de la Loi n° 99/013 du 22 décembre 1999 portant Code Pétrolier.

La Loi N°99/013 définit les conditions à remplir par toute société désireuse de conclure un Contrat Pétrolier au Cameroun, notamment les dispositions des articles 2 (l, p) et 7. La société doit disposer des capacités techniques et financières pour exercer ses activités.

Concernant la pré qualification, la Loi N°99/013 définit les conditions à remplir par toute société désireuse de conclure un Contrat Pétrolier au Cameroun, notamment les dispositions des articles 2 (l, p) et 7. La société doit présenter un portefeuille d'activités démontrant qu'elle peut être considérée comme une Société Pétrolière (article 2 p) d'une part, et être Opérateur (article 2l) sur un titre minier dans le domaine de l'exploration/production d'autre part. En fait la société doit disposer des capacités techniques et financières pour exercer ses activités. Ces dispositions sont appliquées dans le cadre de la pré-qualification des Sociétés Pétrolières.

La procédure relative à l'attribution d'un bloc par appel d'offres se déroule à travers plusieurs étapes :

- les Termes de Référence (TDR) des blocs en promotion sont élaborés dans lesquels sont définis le contexte, le contenu des propositions à soumettre, les termes contractuels et fiscaux, les critères de pré qualification et d'évaluation des offres, la destination des offres et le planning de l'appel d'offres ;
- ces TDR sont publiés dans les journaux de référence d'industrie pétrolière notamment « Upstream », IHS Energy et Africa Oil & Gas, ainsi que dans le site web de la SNH;
- l'organisation de la consultation des données (data room) au siège de la SNH à Yaoundé et/ou à Houston (USA) et Londres (UK) par des présentations techniques aux sociétés ayant manifesté un intérêt pour les blocs en promotion ;
- aux termes de chaque consultation et en accord avec le planning de l'appel d'offres, l'ouverture publique des offres est organisée au siège de la SNH à Yaoundé par la Commission Permanente de Dépouillement et d'Evaluation des Offres en présence de tous les soumissionnaires ou leurs représentants. Les offres reçues feront l'objet d'une évaluation par la Commission sus évoquée. A la suite, les résultats sont publiés et notifiés aux soumissionnaires ;
- en outre, les sociétés retenues sont invitées à négocier le Contrat Pétrolier avec la Commission Permanente de Négociations des Contrats Pétroliers et Gaziers, constituée par une équipe des représentants SNH, et des Ministères en charge des Mines, Energie, Finance, Economie, Commerce et Environnement. Les négociations se déroulent sur la base des Modèles des Contrats Types élaborés. Deux types de Contrats existent dans le cadre du Code Pétrolier notamment, le Contrat de Partage de Production (CPP) et le Contrat de Concession (CC).

Les titres, les droits et obligations rattachés à un contrat pétrolier sont cessibles et transmissibles, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable du Ministère chargé des Hydrocarbures, dans les conditions prévues au Contrat et par la réglementation en vigueur.

---

<sup>19</sup> Source : Site web de la société Perenco (<http://www.perenco.com/cameroon>)

Les informations communiquées par la SNH sur les permis attribués en 2013 se présentent comme suit :

Nom du titre	Catégorie	Date d'octroi	Date de fin de validité	Opérateur	Associé	Modalités d'attribution
IROKO	AEE	26/09/2013	25/09/2033	APCL (70%)	SNH - Etat (30%)	ADDAX PCL avait déjà obtenu le permis de recherche à l'issu de l'appel d'offres qui avait eu lieu les années antérieures. L'Autorisation exclusive d'exploitation lui a été accordée après la découverte des hydrocarbures et sur présentation d'un plan de développement approuvé par l'Etat du Cameroun.
MOABI	CPP	15/01/2013	14/01/2016	Perenco CAM (100%)	-	PERENCO CAMEROON a obtenu le permis de recherche/autorisation exclusive de recherche de ce bloc suite à un appel d'offre international lancé par la République du Cameroun pour la promotion des blocs libres

### 3.2.7. Politique en matière de publication des contrats et d'attribution des blocs

Les contrats pétroliers sont négociés au Cameroun, conformément aux stipulations du Code Pétrolier (Loi du 22 décembre 1999), de son décret d'application du 30 juin 2000 et des meilleures pratiques de l'Industrie Pétrolière internationale qui consacrent l'obligation de confidentialité. Par conséquent, l'Etat du Cameroun, les établissements ou organismes publics, les sociétés pétrolières sont tenus de s'y conformer. La confidentialité des contrats est motivée par les autorités par la volonté de sauvegarder la mise en concurrence des compagnies et de ne pas porter préjudice à la compétition entre les pays pour attirer les investisseurs.

Les contrats sont négociés et signés sur la base des modèles de contrats types publiés et révisés depuis la promulgation du Code Pétrolier en 1999 et qui sont disponibles sur le site web de la SNH<sup>20</sup>.

A chaque signature de contrat, des communiqués de presse détaillés sont diffusés au grand public. Il est à noter également que la SNH procède à la mise en ligne régulière des informations pétrolières sur la production, les prix, les coûts et les transferts au Trésor Public.

### 3.2.8. Participation de l'Etat dans le secteur des hydrocarbures

La participation de l'Etat dans le secteur des hydrocarbures se matérialise à travers les contrats pétroliers signés avec les opérateurs dans le secteur des hydrocarbures et l'entreprise de l'Etat « SNH ».

Les contrats pétroliers constituent l'instrument fiscal par lequel l'Etat consigne les modalités de partage de la production entre l'Etat, l'opérateur et ses différents partenaires, ainsi que les dispositions fiscales négociées. Les principaux instruments fiscaux applicables au secteur pétrolier camerounais sont les redevances (« royalties ») et l'impôt sur le bénéfice.

La SNH, détenue à 100% par l'Etat, constitue une composante importante du dispositif institutionnel du secteur des hydrocarbures au Cameroun. La société joue un double rôle :

- ❖ **SNH (Mandat)** assure la gestion de la commercialisation des quoteparts d'huile revenant à l'Etat dans les champs pétroliers et verse les revenus des ventes au Trésor Public après déduction des charges liées à son mandat. La SNH-Mandat est mandatée également pour la collecte de la redevance minière et des bonus de la part des opérateurs pétroliers qu'elle reverse ensuite dans les comptes du Trésor Public.

Les sommes collectées par la SNH-Mandat sont ensuite transférées, après déduction de la quotepart des coûts pétroliers proportionnellement au taux de participation de l'Etat dans les associations, au Trésor Public soit directement soit indirectement à travers la prise en charge de paiement de dépenses pour les opérations de l'Etat.

<sup>20</sup> <http://www.SNH.com>



La SNH (Mandat) a pour rôle également de mettre en valeur le potentiel pétrolier national à travers les campagnes de promotion et l'acquisition des blocs pétroliers, la signature d'accords de partenariat avec des sociétés du secteur, la prise de participations.

- ❖ **SNH (Fonctionnement)** est détentrice directement de participations pour son propre compte dans les champs pétroliers Ebome, Moudi et Mvia dont le détail se présente comme suit :

	Bloc	Opérateur	Répartition des intérêts (en %)							
<b>Concessions</b>	CI-11	Perenco RDR	SNH (Etat)	50,00	Perenco RDR	25,50	APCC	24,50	-	-
	CI-12	Perenco RDR	SNH (Etat)	50,00	Perenco RDR	25,50	APCC	24,50	-	-
	CI-15	Perenco RDR	SNH (Etat)	50,00	Perenco RDR	25,50	APCC	24,50	-	-
	CI-16	Perenco RDR	SNH (Etat)	50,00	Perenco RDR	25,50	APCC	24,50	-	-
	CI-17	Perenco RDR	SNH (Etat)	50,00	Perenco RDR	25,50	APCC	24,50	-	-
	CI-18	Perenco RDR	SNH (Etat)	50,00	Perenco RDR	25,50	APCC	24,50	-	-
	CI-23	APCC	SNH (Etat)	50,00	APCC	40,00	Perenco RDR	10,00	-	-
	CI-24	Perenco Cam	SNH (Etat)	50,00	Perenco Cam	40,00	SNH	10,00	-	-
	CI-29	Perenco RDR	SNH (Etat)	50,00	Perenco RDR	17,75	APCC	32,25	-	-
	CI-30	Perenco RDR	SNH (Etat)	50,00	Perenco RDR	25,00	APCC	25,00	-	-
	CI-31	Perenco Cam	SNH (Etat)	50,00	Perenco Cam	28,50	SNH	21,50	-	-
	CI-32	APCC	SNH (Etat)	50,00	APCC	25,00	Perenco RDR	25,00	-	-
	CI-34*	SNH	-	-	SNH	100,00	-	-	-	-
	C-37	Noble	SNH (Etat)	50,00	Noble	25,00	Petronas	25,00	-	-
	C-38	Rodeo	SNH (Etat)	50,00	Rodeo	28,50	RSM	19,00	SNH	2,50
<b>AEE</b>	AEE38	Perenco Cam	SNH (Etat)	25,00	Perenco Cam	75,00	-	-	-	-
	AEE36	Perenco RDR	SNH (Etat)	25,00	Perenco RDR	37,50	APCC	37,50	-	-
	AEE	APCL	SNH (Etat)	30,00	APCL	70,00	-	-	-	-

\* Après récupération des coûts

La SNH Fonctionnement détient également des intérêts minoritaires dans le capital de certains opérateurs pétroliers et dans la société COTCO dont le détail se présente comme suit :

Société	% de participation au 31/12/2012	% de participation au 31/12/2013
Perenco Rio Del Rey	20%	20%
Perenco Cameroun	20%	20%
Addax PCC	20%	20%
COTCO	5,17%	5,17%

Les comptes SNH-Mandat et SNH-Fonctionnement sont arrêtés et audités annuellement d'une manière séparées. Les comptes audités de 2013 sont disponibles sur le site web de la SNH.

Pour la SNH Fonctionnement, les bénéfices provenant de ses opérations pour compte propre sont soit distribués à l'Etat soit affectés en réserves en fonction des besoins budgétaires de l'Etat et la politique d'investissement de la société.

Les résultats de SNH-Mandat sont constitués essentiellement des revenus de commercialisation des parts d'huile de l'Etat nets des coûts opérationnels et d'investissement liés au mandat. Les modalités de transferts sur ces résultats au profit du budget de l'Etat ne sont pas toutefois clairement définies.

### 3.3. Contexte du secteur de transport pétrolier

Au Cameroun, le principal réseau de transport des hydrocarbures est le pipeline Tchad\Cameroun. Ce pipeline est utilisé pour évacuer à travers le territoire camerounais, le brut extrait des champs de pétrole du sud tchadien, jusqu'au terminal ancré dans l'Océan Atlantique, au large de Kribi au Cameroun. Il a été construit et est exploité au Cameroun par la Cameroon Oil Transportation Company (COTCO). Ce système comprend, en territoire camerounais un oléoduc terrestre long de 980 km sur un total 1070 km, deux stations de pompage, une station de réduction de pression et un Terminal Flottant de Stockage et de Déchargement (Terminal Komé-Kribi 1).

Ce projet a eu de nombreuses retombées sociales, économiques et environnementales. Ce projet a permis de stimuler la recherche pétrolière. En effet, le pipeline Tchad/Cameroun, qui relie le sud tchadien à la côte atlantique constitue un moyen d'évacuation pour tous les hydrocarbures liquides susceptibles d'être découverts et extraits dans le bassin camerounais de Logone Birni, la région du Lac Tchad, ainsi qu'à l'Ouest de la République Centrafricaine.

Le transport du pétrole via le pipeline génère également des recettes pour l'État du Cameroun provenant entre autres du droit de transit directement versé par COTCO au Trésor Public du Cameroun.

Le droit de transit a été fixé à 0.41 USD/Bbl depuis la signature de la convention avec COTCO en 2003. Ce taux a été révisé à la hausse à partir d'octobre 2013 suite à l'amendement de la convention qui établit le nouveau droit à 1.30 USD /Bbl<sup>21</sup>. La nouvelle convention prévoit également un ajustement du droit chaque 5 ans en fonction des taux d'inflation publiés par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). Le droit de transit est appliqué à tout le brut transitant par le pipeline abstraction faite de son origine.

Un accord bilatéral a été également signé en Octobre 2013 entre le Cameroun et le Niger qui fixe les conditions pour le transit, en terre camerounaise, des hydrocarbures produits au Niger, et leur évacuation jusqu'à la côte atlantique camerounaise à travers le pipeline Tchad-Cameroun. L'entrée en vigueur de cette convention devrait augmenter dans les années à venir les volumes transportés via le pipeline par suite les droits de transit.

Les volumes transportés au cours de 2012 et 2013 ainsi que les droits de transit générés se détaillent comme suit:

Année	Volume transporté (en bbl)	Droits de transit (en FCFA)
2012	36 877 755	7 723 286 357
2013	30 325 961	9 363 593 721

Les droits de transit relatifs aux volumes transportés courant le mois de décembre sont encaissés au cours de l'année suivante, ce qui explique l'écart entre les droits de transit présentés dans ce tableau et ceux retenus dans le cadre des travaux de conciliation.

### **3.4. Cadre réglementaire et contexte du secteur minier**

#### **3.4.1. Contexte général du secteur minier**

Le potentiel minier est principalement situé dans les 40% du territoire national, où l'exploration a été menée. Il reste à faire des recherches sur les 60% restant. Les ressources minières explorées actuellement au Cameroun englobent le cobalt, le nickel, la bauxite, le fer, le diamant, l'or et d'autres pierres précieuses (Etain, Terres rares). L'exploitation de ces ressources va favoriser l'éclosion du secteur minier qui, véritablement, va se positionner comme moteur de la relance de la croissance.<sup>22</sup>

Avec quatre grands gisements identifiés, soit environ 1 milliard de tonnes, le Cameroun dispose des 6<sup>ème</sup> réserves mondiales de bauxite, les premières étant en Guinée, d'où est actuellement importée la plus grande partie de l'alumine traitée par l'usine d'Alucam à Édéa. Selon les travaux d'exploration menés de 2008 à 2010, les gisements situés à Minim-Martap et Ngaoundal, dans l'Adamaoua, sont estimés à plus de 700 millions de tonnes de bauxite, exploitables sur soixante ans. Le lancement de l'extraction, prévu en 2015<sup>23</sup>.

Il est à noter que les sociétés de traitement d'alumine ne sont pas couvertes par le présent rapport dans la mesure où leurs activités se limitent à la transformation.

<sup>21</sup> <http://www.agenceecofin.com/>

<sup>22</sup> <http://www.minmidt.net/>

<sup>23</sup> 2012 Minerals Yearbook Cameroon and Cape Verde [advance release], USGS (November 2013).



### 3.4.2. Cadre légal et fiscal

Le secteur de la mine solide est régi par le Code Minier promulgué par la Loi n°2001/001 du 16 avril 2001 et son Décret d'application n°2002/648/PM du 26 mars 2002. Conformément au Code Minier, les sociétés minières sont assujetties à des droits et taxes spécifiques en outre des impôts et taxes prévus par le Code Général des Impôts et du Code des douanes de la CEMAC. Les flux de paiements payables par les sociétés minières sont présentés dans le Chapitre 4.

Tout en ouvrant le domaine minier à la libre entreprise, le Code Minier conditionne l'obtention préalable d'un titre minier ou d'une autorisation des autorités compétentes avant toute activité minière.

L'octroi d'un titre minier est subordonné à la signature d'une convention minière entre le titulaire du permis d'exploitation et l'Etat. Ladite convention comprend notamment les dispositions relatives aux droits et obligations du titulaire, la nature et aux modalités de l'éventuelle participation de l'Etat dans un développement minier couvert par un permis d'exploitation et aux relations avec les communautés affectées par le développement minier. Si les dispositions de la convention dérogent aux dispositions de Code, la convention fait l'objet d'une loi autorisant le Gouvernement à la conclure.<sup>24</sup>

### 3.4.3. Cadre institutionnel

Les structures prévues par la législation minière pour exercer les fonctions dans la gestion ou l'exploitation des mines au Cameroun se détaillent comme suit :

Institution	Rôle
Le Ministère chargé des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique et son cabinet <sup>25</sup>	<p>Conçoit et coordonne la mise en place de la politique nationale en matière de mines. Dispose d'un droit de regard sur toutes les activités minières sur le territoire national incluant entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- élaboration de la cartographie minière</li> <li>- valorisation des ressources minières</li> <li>- la délivrance des permis de recherche et de prospection ;</li> <li>- l'approbation des transactions sur les titres miniers ;</li> <li>- autorisation de la commercialisation des substances minérales issues de l'exploitation artisanale.</li> </ul>
Direction des Mines	<p>Application de la politique nationale en matière de mines Suivi de la gestion, et du contrôle et des activités du domaine minier national. Participe aux activités de contrôle des exploitations pétrolières et gazières Suivre des participations de l'Etat dans l'exploitation des substances minérales<sup>26</sup>. Participation à la collecte, à l'analyse, à la publication et à la conservation des données statistiques sur l'activité minière.</p>
Sous-Direction des Activités Minière	<p>Instruction des demandes d'autorisation et de la préparation des actes relatifs à la commercialisation des substances minières et de carrières. Surveillance administrative et technique de l'exploitation, du transport, de la transformation et de la commercialisation des substances minières et de carrière.</p>
Sous-Direction du Cadastre Minier	<p>Instruction des demandes d'autorisation et de la préparation des actes relatifs aux titres miniers et des permis d'exploitation des carrières. Elaboration et de la mise à jour de la carte cadastrale minière nationale. Tenue et conservation de la documentation cadastrale géologique et minière.</p>
CAPAM	<p>Structure créé auprès du Ministre chargé des Mines comme un projet pour jouer le rôle de coordination, d'organisation, de facilitation, d'appui, de promotion, de développement et de normalisation de l'artisanat minier. Canaliser la production artisanale du Cameroun provenant de l'or, du diamant, du saphir, du quartzite, de l'étain, du disthène, du rutile et d'autres minerais. A partir de 2014, un nouveau décret n° 2014/2349/PM signé par le Premier Ministre Chef du Gouvernement le 01 aout 2014, confie au CAPAM une nouvelle mission qui consiste à prélever 15% de la production brute des sociétés d'exploitation de l'Artisanat Minier peu Mécanisé au titre des parts de l'Etat et de l'impôt des sociétés.</p>

<sup>24</sup> Article 16(nouveau) du Code minier

<sup>25</sup> <http://www.minmidt.net/>

<sup>26</sup> Article 24 du décret N°2012/432

### 3.4.4. Types des titres miniers

Le Code Minier conditionne toute activité minière à l'obtention préalable un permis de connaissance ou un titre minier. Les Permis miniers comprennent:

Type d'activité	Type de permis	Définition	Durée de validité	Autorité qui délivre
Mine artisanale	Carte individuelle de prospecteur <sup>27</sup>	Elle est délivrée à toute personne physique majeure de nationalité camerounaise désirant prospecter des substances minérales de façon artisanale à l'intérieur du département où elle a élu domicile.	Fixée par voie réglementaire.	Autorité territorialement compétente (Commune)
	Autorisation d'exploitation artisanale <sup>28</sup>	Elle confère à son titulaire le droit de s'établir sur le périmètre attribué et un droit exclusif de prospecter et d'extraire les substances minérales à l'intérieur du périmètre d'exploitation artisanale, de les enlever et d'en disposer. Elle ouvre le droit à des travaux d'exploitation sur une profondeur maximum de trente (30) mètres. La superficie de chaque terrain pour lequel l'octroi d'une autorisation d'exploitation artisanale est attribué ne peut excéder cent (100) mètres sur cent (100) mètres. Un titulaire peut obtenir au plus quatre (4) autorisations d'exploitation artisanale, à condition qu'elles portent sur des terrains contigus.	Durée initiale de (2) deux ans à compter de la date d'enregistrement de l'autorisation, renouvelable tous les deux (2) ans.	Autorité territorialement compétente (Commune)
Mine Industrielle	Permis de reconnaissance <sup>29</sup>	Il peut être délivré en vue de mener des investigations systématiques et itinérantes de surface par des méthodes géologiques, géophysiques ou autres faisant appel à de vastes superficies en vue de déceler les indices ou des concentrations de substances minérales utiles.  La superficie totale du terrain pour lequel le permis de reconnaissance est attribué ne doit pas excéder dix mille (10 000) km <sup>2</sup> et doit être constituée d'un seul bloc en forme polygonale.	Un (1) an renouvelable.	Ministre chargé des mines
	Permis de recherche <sup>30</sup>	Il est délivré en vue de mener les investigations destinées à localiser et évaluer les gisements minéraux et en déterminer les conditions d'exploitation commerciale.	Durée initiale de trois (3) ans renouvelable quatre (4) fois au plus, par période maximale de deux (2) ans chacune.	Par arrêté du Ministre chargé des mines
	Permis d'exploitation <sup>31</sup>	Il est accordé en vue de l'extraction des substances minérales solides, liquides ou gazeuses par n'importe quel procédé ou méthode de la terre ou sous la surface de la terre afin d'en extraire les substances utiles ; il comprend toutes opérations directement ou indirectement nécessaires ou qui s'y rapportent.	Durée initiale n'excédant pas vingt-cinq (25) ans renouvelable sous certaines conditions pour des périodes de dix (10) ans chacune.	Par décret du Président de la République

<sup>27</sup> Source : Chapitre 1, section 1, Article 24 du Code minier.

<sup>28</sup> Source : Chapitre 1, section 2, Article 24 du Code minier.

<sup>29</sup> Source : Chapitre 2, section 1, Articles 32 à 36 du Code minier.

<sup>30</sup> Source : Chapitre 2, section 2, Articles 37 à 44 du Code minier.

<sup>31</sup> Source : Chapitre 2, section 3, Articles 45 à 52 du Code minier.

### 3.4.5. Attribution des titres miniers

L'octroi et la gestion des permis et des autorisations sont régis par le Code Minier et le Décret n°2002/648/PM du 26 mars 2002 fixant les modalités d'application de la loi relative au Code Minier.

L'octroi d'un titre minier se fait en application du principe « premier venu, premier servi » sous réserves de remplir les conditions prévus par l'article 60 du décret susvisé. Le droit au permis d'exploitation est garanti en cas de découverte d'un gisement et dans les cas du respect obligations prévues par les dispositions du Code minier.

Le Code ne prévoit pas la modalité de recours à la procédure d'appel d'offres pour l'octroi des titres dans le secteur minier.

### 3.4.6. Les activités minières artisanales

En effet, en dépit du riche potentiel minier, la contribution du secteur minier au Produit intérieur brut (PIB) au cours des dernières années a été marginale, moins de 1%.

Au Cameroun, l'exploitation minière artisanale est le secteur le plus important de l'activité minière en termes de personnes impliquées. Toutefois, ce secteur souffre de problèmes dans certains domaines dus au caractère informel de la plupart des activités et l'absence d'une cartographie exhaustive des opérateurs et des indicateurs de ce secteur. Cette situation est due en partie à la décentralisation de la gestion des autorisations au niveau des délégués régionaux et les difficultés matérielles pour le suivi de ce type d'activité.

Dans le but de promouvoir et d'encadrer ce secteur, le Cameroun a lancé un certain nombre d'actions durant ces dernières années incluant entre autres :

**Le Centre d'Appui et de Promotion de l'Artisanat Minier (CAPAM)** : a été créé auprès du Ministre chargé des Mines en 2003 comme un projet pour jouer le rôle de coordination, d'organisation, de facilitation, d'appui, de promotion, de développement et de normalisation de l'artisanat minier.

Parmi ses plus importantes prérogatives, le CAPAM est chargé de :

- canaliser la production artisanale du Cameroun provenant de l'or, du diamant, du saphir, du quartzite, de l'étain, du disthène, du rutile et d'autres minerais ;
- étendre la ceinture sécuritaire sur d'autres sites miniers ; et
- améliorer la transformation locale de l'or.

Au cours de 2013, le CAPAM est parvenu canaliser auprès des artisans miniers des substances précieuses dont le détail des volumes se présente comme suit<sup>32</sup>:

Produit	Unit	Quantité canalisée en 2013
Or (en poudre)	Gramme	43 086
Saphir	Gramme	7 850
Quartzite	Mètre Carré	3 950
Sable/Gravier/Rivière	mètre Cube	602
Disthène	Tonne	220
Rutile	Tonne	0

Cette opération a permis au CAPAM de transférer au Ministère des Finances 31.7 kg d'Or au titre du renforcement des réserves d'or du Cameroun.<sup>33</sup>

Par ailleurs, au cours de 2013, le CAPAM est parvenu à mettre en œuvre une unité mobile de fusion d'or à Bétaré-oya d'une capacité de 5 kg mais aucun arrondissement supplémentaire n'a été sécurisé.

<sup>32</sup> Rapport annuel 2013 du CAPAM.

<sup>33</sup> Rapport annuel 2013 du CAPAM.

**Suspension de la délivrance, le renouvellement et toute transaction sur les autorisations d'exploitation minière artisanale** à partir du 14 mai 2014 et sur toute l'étendue du territoire national. Cette mesure conservatoire d'une durée de six mois renouvelable, a été prise afin de permettre au gouvernement de faire le point sur les acteurs, leurs équipements et de contrôler effectivement la production de l'or au Cameroun.

**Institution d'un nouveau cadre légale pour l'artisanat minier peu mécanisé** : Un décret<sup>34</sup> a été signé le 1<sup>er</sup> août 2014 qui a introduit l'artisanat minier peu mécanisé pour toute activité d'exploitation minière artisanale dont le matériel utilisé reste limité à une pelle chargeuse, un à trois excavateurs et un centre de lavage. Le décret soumet également l'exploitation artisanale mécanisée engagée dans un contrat de partenariat technique et financier avec une personne physique ou morale aux dispositions législatives de la mine industrielle relative à la participation de l'Etat, au paiement de l'IS et de la taxe Advalorem. Dans ce cas de figure, le décret préconise le prélèvement de l'IS à un taux de 15% sous forme d'équivalent en production totale brut sur le carreau de la mine. Ce prélèvement est réparti comme suit :

- ❖ 70% pour l'Etat dont :
  - 40% directement stocké au MINFI sous forme d'or matière ;
  - 30% pour la poursuite de la canalisation de l'or dans les circuits formels par le CAPAM ;
- ❖ 10% pour l'appui au fonctionnement des équipes de collecte ;
- ❖ 10% pour les projets destinés aux populations riveraines ;
- ❖ 10% pour la prise en charge du Comité de Suivi d'exploitation artisanale mécanisée.

Ce prélèvement est effectué par le CAPAM, qui selon son rapport d'activité de 2014 a déjà procédé à cette opération en réalisant un prélèvement de 37 kg d'Or en poudre. Laquelle opération consiste au suivi quotidien de la production par l'intermédiaire des contrôleurs placés sur les sites miniers.

#### **3.4.7. Registre des titres miniers**

Tout acte relatif à un titre minier doit être consigné dans un registre dénommé « registre des titres miniers ». Ce registre est coté et paraphé par le Directeur chargé des mines. Il mentionne toutes les demandes de titres miniers enregistrés, toutes les décisions subséquentes d'attribution, de renouvellement, de retrait et d'expiration et tous autres renseignements jugés nécessaires. Ce registre n'est toutefois pas accessible en ligne sur le site du MINIMIDT.

#### **3.4.8. Principaux acteurs et projets d'explorations**

**Projet Mbalam:** en 2012, le Cameroun et la République du Congo ont signé un accord pour la mise en exploitation conjointe de leurs gisements de fer respectifs de Mbalam (pour le Cameroun) et de Nabeba (pour le Congo) à travers notamment : la mutualisation de leurs projets miniers désormais baptisé « Mbalam-Nabeba » avec la possibilité pour le Congo de procéder à l'évacuation des minerais de la partie Nord du Congo via le chemin de fer camerounais et le port en eau profonde de Kribi et la nécessité de la signature d'un accord bilatéral pour encadrer juridiquement cette activité<sup>35</sup>.

**Hydromine Global Mineral:** Hydromine, qui détenait le permis d'exploration a pu mobiliser deux mastodontes de l'industrie minière au sein de la joint-venture constituée de la firme Indienne Hindalco (45%), Dubai Aluminium Company (Dubal, 45%), les 10% restants revenant à Hydromine. Ce groupe est réuni au sein de Hydromine Global Mineral (HGM), propriétaire à 100% de Cameroon Alumina (CAL). Les explorations menées en 2009 ont révélé plus de 560 millions de tonnes de bauxite. Au final, le potentiel de ces gisements pourrait dépasser les 700 millions de tonnes, représentant plus de 60 ans d'exploitation et de transformation. Le consortium table sur une production annuelle de 3,5 millions de tonnes d'alumine à partir des 7,5 millions de tonnes de bauxite extraites. Selon des calculs optimistes les exportations d'alumine de Ngaoundal pourraient représenter annuellement 30% des recettes d'exportations actuelles du Cameroun.

---

<sup>34</sup> Décret N° 2014/2349/PM du 01 Août 2014 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N° 2014/1882/PM du 04 Juillet 2014 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N° 2002/648/PM du 26 Mars 2002 fixant les modalités d'application de la loi du 16 Avril 2001 modifiée et complétée par la loi N° 2010/011 du 29 Juillet 2010 portant Code Minier

<sup>35</sup> <http://www.cameroon-info.net/>

Le lancement de l'extraction, prévu d'ici à 2015, marquera l'entrée du Cameroun dans le club des pays producteurs de bauxite, avec 4 millions de tonnes par an dans un premier temps et 8,5 millions de tonnes par an à terme.<sup>36</sup>

**Rutile d'Akonolinga :** Selon le CAPAM, l'entreprise Free Mining a exploré, en association avec la compagnie américaine Gilla, un gisement de trois millions de tonnes de réserve de rutile qui existe à Akonolinga, dans la région du Centre du Cameroun, mais le permis leur a été retiré en juin 2013 au profit de Sicamines<sup>37</sup>.

**Projet Nickel Cobalt:** Un des grands projets miniers en cours de maturation concerne le Nickel Cobalt dans la zone de Lomié dans le sud-est du pays, avec un permis d'exploitation accordé à Geovic Cameroun filiale de Geovic Mining Corp qui dispose également des permis de Mada et Nkamouna qui constituent les premiers gisements de Cobalt à développer au Cameroun. Le 23 juillet 2013, Geovic Mining Corp a annoncé avoir signé un accord définitif avec le groupe chinois Jiangxi Rare Metals Tungsten Group Holdings Company Ltd (JXTC), pour le développement et l'exploitation du gisement de cobalt, de nickel et de manganèse de Nkamouna<sup>38</sup>.

**Inventaire du potentiel minier:** Depuis le mois de janvier 2014, le Projet de renforcement des capacités dans le secteur minier (Precasem), hébergé par le Ministère camerounais des mines et co-financé par l'Etat du Cameroun et la Banque mondiale, ont lancé dans six régions (Nord, Adamaoua, Ouest, Est, Littoral et Centre) sur les dix que compte le Cameroun, une campagne de « levé géophysique aéroportée ». Le ministre camerounais des Mines a précisé que cette campagne vise à identifier de nouvelles zones du territoire camerounais potentiellement minières, mais qui n'ont jamais fait l'objet d'inventaire par le passé. Cette opération qui va se dérouler jusqu'au mois de juin 2015 a été confiée à l'entreprise sud-africaine Geotech Airbone Limited<sup>39</sup>.

#### 3.4.9. Participation de l'Etat dans le secteur minier

L'Article 11 de la Loi N°2010/011 du 29 juillet 2010 modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi N° 2001-1 du 16 avril 2001 portant Code Minier octroie à l'Etat le droit à 10% des parts ou actions d'apports de la société d'exploitation lors de l'attribution des permis d'exploitation. La nature et les modalités de cette participation sont déterminées dans une convention qui doit être conclue avant l'exploitation.

L'Etat peut directement ou par l'intermédiaire d'une entreprise du secteur public, augmenter sa participation au capital des sociétés d'exploitation minières pour un maximum de 20%. Dans ce cas, l'Etat est assujéti aux mêmes droits et obligations que les privés.

En se basant sur les déclarations des sociétés minières, la situation des participations directes et indirectes de l'Etat camerounais dans ces sociétés au 31 décembre 2013 se présente comme suit :

Entreprises minières	% Participation directe	% Participation indirecte (SNI)
Geovic		20%
C&K Mining	10%	10%
Cimencam		43%

#### 3.4.10. Faits marquants et réformes du secteur minier

**Adhésion au processus de Kimberley:** le Cameroun a reçu la notification de son adhésion au processus de Kimberley (régime international de certification pour les diamants bruts) le 14 août 2012<sup>40</sup>. Cette adhésion est venue couronner un ensemble de réformes et mesures mises en place pour garantir la transparence du processus de l'exploitation des diamants allant de l'extraction jusqu'à la commercialisation qui sont désormais soumises à l'autorisation du Ministère chargé des mines<sup>41</sup>. Au cours de 2013, les exportations de diamant ont atteint 2 141 carats pour une valeur d'un peu plus de 225 millions FCFA. Ces exportations de diamant sont assurées par l'entreprise coréenne C&K Mining, détentrice du permis d'exploitation sur le gisement de Mobilong.

<sup>36</sup> [http://newsducamer.com/index.php?option=com\\_k2&view=item&id=1977:le-secteur-minier-prend-de-l-ampleur&Itemid=672](http://newsducamer.com/index.php?option=com_k2&view=item&id=1977:le-secteur-minier-prend-de-l-ampleur&Itemid=672)

<sup>37</sup> Investir au Cameroun – Février 2014 – N°23

<sup>38</sup> Investir au Cameroun – Février 2014 – N°23

<sup>39</sup> Investir au Cameroun – Février 2014 – N°23

<sup>40</sup> Investir au Cameroun, N°7, octobre 2012, p.11

<sup>41</sup> Arrêté N°002102/MINMIDT/CAB en juin 2012



**Convention avec la Banque Mondiale:** en 2012, le Cameroun a signé également avec la Banque Mondiale une convention portant création le 28 juin 2012 du Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Minier (PRECASEM). Ce projet d'assistance technique a pour objectif d'améliorer l'efficacité et la transparence dans la gestion du secteur minier et les cadres du développement durable du secteur. Pour ce faire, le projet sera axé sur le renforcement institutionnel et sur l'intégration locale/régionale des activités minières. Il contribuera à l'objectif stratégique, qui s'étend au-delà de la portée et du calendrier du présent projet, consistant à accroître l'apport de l'exploitation minière à la croissance et au développement durable.

**Le PRECASEM (Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Minier)** a été lancé en 2012 par le MINIMIDT sur financement de la Banque Mondiale (credit IDA de 30 Millions USD sur 5 ans). Ce projet d'assistance technique vise une amélioration de l'efficacité et de la transparence dans la gestion du secteur de la mine solide et dans les cadres du développement durable de ce secteur. Parmi les grands chantiers du PRECASEM figurent : (i) une grande campagne de géologie (géophysique aéroportée sur 50 % du territoire camerounais, cartographie géologique, etc.) qui permettra l'édition de cartes géologiques à l'échelle 1/200 000; (ii) la mise en place d'un cadastre minier moderne et informatisé; (iii) une Etude Stratégique Sociale et Environnementale (SESA); (iv) un plan de renforcement des capacités de l'administration des mines et de l'Institut de Recherche Géologique et Minière (IRGM); ou encore (v) une plateforme de redevabilité du secteur ([www.mines-cameroun.cm](http://www.mines-cameroun.cm)) déjà opérationnelle.

**Clarification des modalités de transferts infranationaux** avec la publication du décret d'application n°2014/1882/PM du 04 juillet 2014 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2002/648/PM du 26 mars 2002 fixant les modalités d'application de la code minier. Ce décret d'application est venu entre autre pour clarifier les modalités des transferts de redevances minières pour les communes et communautés locales. Le décret d'application dispose que « les quotes-parts de populations riveraines et de la commune sont reversées dans le compte du receveur municipal territorialement compétent » (art 137).

**Instauration d'un régime fiscale et juridique pour l'artisanat minier peu mécanisé** avec la publication du décret 2014/2349/PM du 01 Aout 2014 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N° 2014/1882/PM du 04 Juillet 2014 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N° 2002/648/PM du 26 Mars 2002 fixant les modalités d'application de la loi du 16 Avril 2001 modifiée et complétée par la loi N° 2010/011 du 29 Juillet 2010 portant Code Minier. Le décret fixe entre autre les prélèvements (au taux de 15% de la production brut) au titre des parts de l'Etat et de l'IS ainsi que les modalités de recouvrement et de répartitions. Le décret d'application dispose que 10% de ces prélèvements doit être affecté pour les projets destinés aux populations riveraines sans en préciser les modalités.

**Réforme du Code minier :** Un avant-projet de loi portant nouveau code minier du Cameroun a été soumis au Parlement en 2015. Le nouveau Code minier vise notamment à prendre en compte les intérêts des populations et des questions environnementales dans le secteur minier.

## 3.5. Propriété réelle

### 3.5.1. Définition de la propriété réelle

Conformément à l'Exigence 3.11(d).i de la Norme ITIE, un propriétaire réel d'une entreprise est la (ou les) personne(s) physique(s) qui, directement ou indirectement, possède(nt) ou exerce(nt) en dernier ressort le contrôle de l'entité juridique. Selon la décision du Comité, une personne physique est réputée détenir le contrôle si elle détient directement ou indirectement au moins 10% des actions ou des droits de vote de l'entreprise extractive. Les entreprises cotées en bourse, y compris leurs filiales en propriété exclusive, ne sont pas tenues de divulguer les informations concernant leur(s) propriétaire(s) réel(s).

### 3.5.2. Collecte des données

Le gouvernement n'a pas de politique de divulgation des informations sur la structure du capital et la propriété réelle. Ainsi, des formulaires ont été soumis aux sociétés extractives afin de collecter ces informations.

### 3.5.3. Résultat de l'analyse

Sur les 22 sociétés retenues dans le périmètre ITIE 2013, six (6) sociétés pétrolières et trois (3) sociétés minières n'ont pas communiqué d'une manière exhaustive sur la propriété réelle, ces sociétés se présentent comme suit :

Sociétés pétrolières	Sociétés minières
PERENCO RIO DEL REY	C&K MINING INCORPORATION SA
PERENCO CAMEROON SA	ROCAGLIA PIERRE
PERENCO OIL & GAS CAMEROON Ltd	LES CIMENTERIES DU CAMEROUN
RODEO DEVELOPMENT LTD	
YAN CHANG LOGONE DEVELOPMENT COMPANY	
DANA PETROLEUM CAMEROON LIMITED	

Les informations communiquées par les sociétés pétrolières et minières sur la structure de capital et la propriété réelle sont présentées au niveau de l'Annexe 1 du présent rapport.

## 3.6. Collecte et affectation des revenus du secteur extractif

### 3.6.1. Processus budgétaire

Le processus budgétaire du Cameroun comporte les étapes suivantes<sup>42</sup> :

#### (i) La préparation, la présentation et le vote des projets de loi de finances

Le projet de Loi de Finances comprend trois parties. La première partie autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier. Dans la seconde partie, le projet de Loi de Finances fixe le montant global des crédits applicables aux dotations des pouvoirs publics. Il autorise les opérations des Budgets annexés et des comptes hors Budget. Dans la troisième partie figurent les dispositions à caractère financier.

Le projet de loi de finances de l'année est déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale pour examen et approbation.

#### (ii) Le règlement du budget

Le Gouvernement est tenu de présenter à l'Assemblée Nationale, en même temps que la loi de finances de l'année, le compte de résultat de l'exercice clos de l'année précédente. Ce compte, qui arrête le montant définitif des recettes et des dépenses, constate les résultats financiers dudit exercice clos.

#### (iii) Exécution du budget

L'exécution du Budget de l'Etat et des Budgets annexes incombe au Ministre des Finances. En tant qu'ordonnateur, il exécute ce Budget sous son autorité propre et sous sa responsabilité.

### 3.6.2. Collecte des revenus

#### (i) Revenus collectés dans le budget de l'Etat

Le Trésor Public exerce le monopole sur le recouvrement de toutes les recettes, le paiement de toutes les dépenses et la totalité de la trésorerie de l'Etat, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres personnes morales de droit public. Il est le guichet unique des opérations d'encaissement et de décaissement de l'Etat.

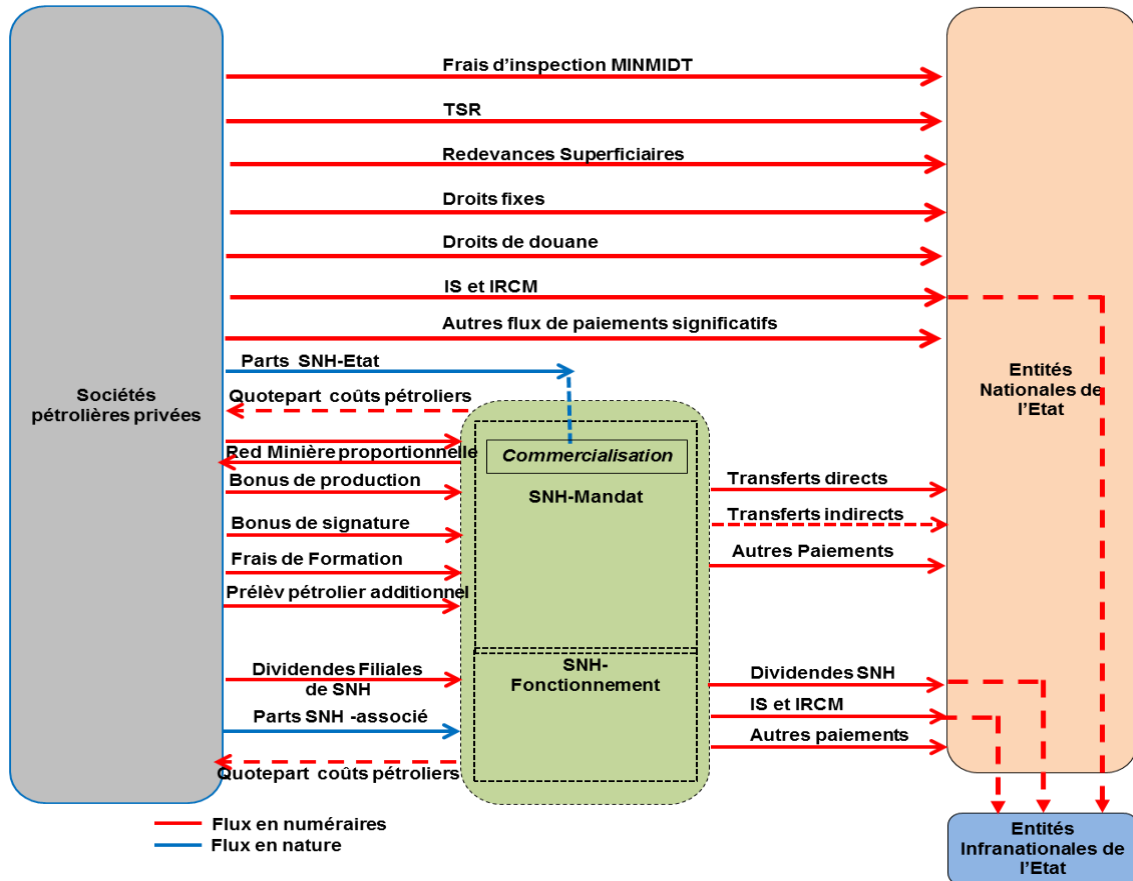
Il existe toutefois deux exceptions à ce principe dans le secteur des hydrocarbures l'une avec les revenus de commercialisation des parts d'huile de l'Etat, des redevances et les bonus qui sont encaissés pas la SNH-Mandat pour le compte de l'Etat et l'autre avec les interventions directes de la SNH-Mandat qui peut sur mandat de l'Etat engager certaines dépenses pour le compte de celui-ci à partir des recettes pétrolières perçues.

<sup>42</sup> Ordonnance n°62/0F/4 du 7 février 1962 modifiée par la loi N° 2002/001 du 19 avril 2002

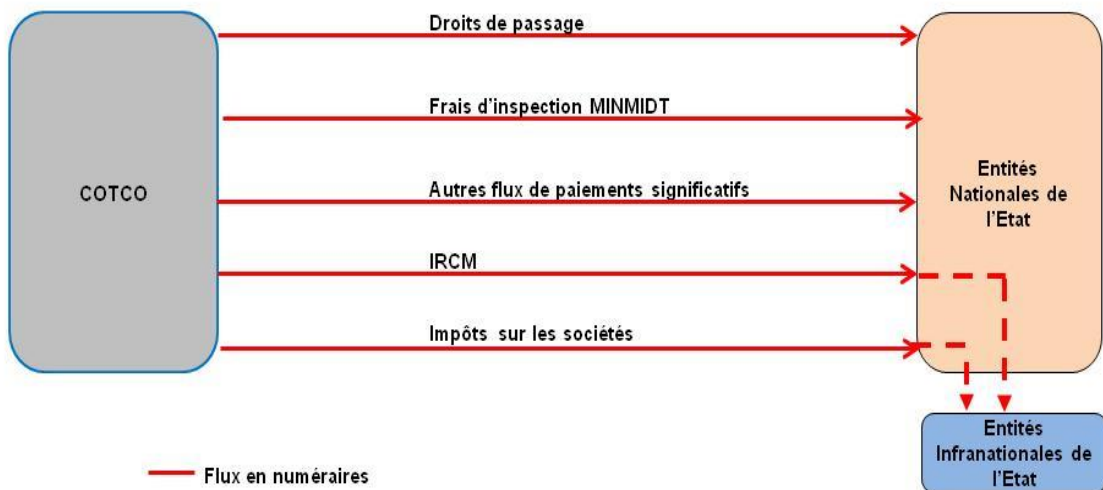
Les paiements des entreprises extractives sont effectués auprès de plusieurs régies financières dont principalement la DGTCFM. Les autres paiements sont collectés par la DGI et le MINIMIDT pour les autres Impôts et taxes et la DGD pour les droits de douane.

Le schéma de circulation des flux de paiements provenant du secteur extractif peut être présenté comme suit :

**Pour le secteur des hydrocarbures :**

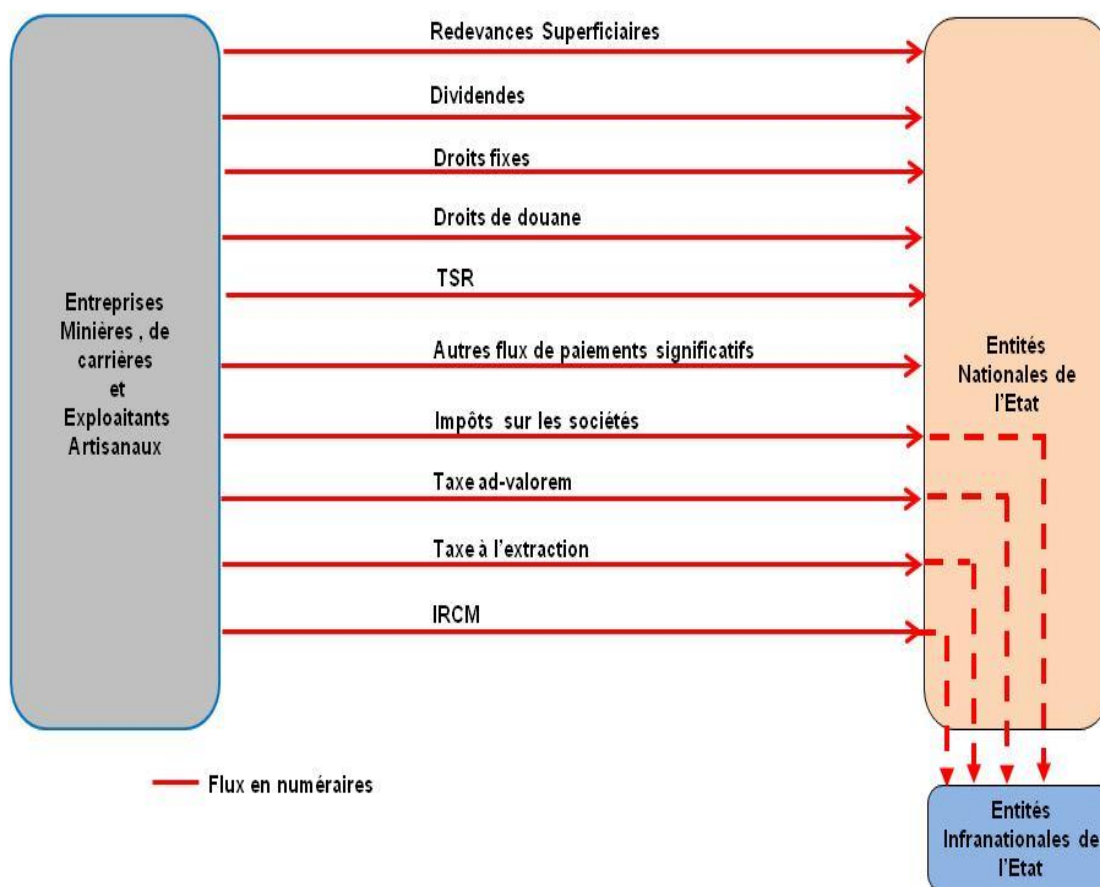


**Pour le secteur du transport pétrolier :**





**Pour le secteur de la mine solide :**



**(ii) Revenus transférés aux entités infranationales**

La Loi n°2007-006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat institue le principe de l'unicité du compte du Trésor Public qui exerce le monopole sur le recouvrement des recettes et sur la trésorerie de l'Etat y compris celle relative aux collectivités territoriales décentralisées et les personnes morales de droit public.

La législation en vigueur prévoit un mécanisme de partage des revenus provenant du secteur des industries extractives avec les entités infranationales et les populations riveraines à travers :

- L'Art. 89 du Code Minier qui prévoit la compensation des populations affectées par les exploitations minières. Le montant de la compensation est prélevé sur la taxe ad valorem et sur la taxe à l'extraction des produits des carrières. Le taux et les modalités de compensation sont fixés comme suit<sup>43</sup> :

  - 10% au bénéfice des populations riveraines ;
  - 15% au bénéfice de la commune territorialement compétente ;
  - 25% au profit du MINIMIDT ; et
  - 50% au profit du Trésor Public.

<sup>43</sup> Art. 137 alinéa 1 du Décret N°2002/048/PM du 26/03/2002 fixant les modalités d'application du code minier

- L'article 6 du Décret N° 2011/1731/PM du 18 juillet 2011 fixant les modalités de centralisation, de répartition et de reversement du produit des impôts communaux soumis à péréquation:
- ❖ alinéa 1 : le produit des centimes additionnels communaux (qui frappent au taux de 10%, l'IS et l'IRCM collectés auprès des entités extractives dans le cas d'espèce) est réparti comme suit:
    - 10% au profit de l'Etat ;
    - 20% au profit du FEICOM ; et
    - 70% au profit des Communes, communes d'arrondissement ou communautés urbaines 70%.
  - ❖ L'alinéa 2 : sur la quote-part de ces centimes additionnels communaux destinés aux communes (c'est à dire les 70%), une retenue à la base de 28% est effectuée au profit de la commune et 42% sont centralisés au FEICOM pour la péréquation.

En définitive, la répartition revient à :

- 10% au profit de l'Etat ;
- 62% au profit du FEICOM;
- 28% au profit des Communes, communes d'arrondissement ou communautés urbaines.

L'analyse du mécanisme de paiement de ces taxes ainsi que le processus de leur rétrocession aux régions révèlent que :

- les entités déclarantes procèdent au paiement de ces taxes directement à la DGI ou au Trésor Public qui procèdent à l'imputation comptable de ces quotes-parts dans les comptes des bénéficiaires qui sont par la suite mises à la disposition des communes et mairies par le Trésor Public ;
- l'affectation de ces revenus dans le budget des collectivités locales et des mairies ne se fait pas par nature et par société, mais de manière agrégée.

### 3.7. Contribution du secteur extractif

#### 3.7.1. Contribution dans le budget de l'Etat

Selon les données collectées dans le cadre du présent rapport, la contribution du secteur extractif dans les revenus budgétaires a légèrement baissé de 31% en 2012 à 30% en 2013, cette contribution se présente comme suit :

Indicateurs (en Milliards de FCFA)	2012		2013	
	Montant	%	Montant	%
<b>Total recettes de l'Etat (*)</b>	<b>2 425(*)</b>		<b>2 622(**)</b>	
<b>Recettes budgétaires du secteur pétrolières</b>	<b>725,2</b>	<b>29,9%</b>	<b>769,6</b>	<b>29,4%</b>
Transferts SNH – Mandat	532,4	22,0%	542,9	20,7%
IS Pétrolier	165,8	6,8%	186,8	7,1%
Autres revenus	27	1,1%	39,9	1,5%
<b>Recettes budgétaires du secteur de transport</b>	<b>16,2</b>	<b>0,7%</b>	<b>16,1</b>	<b>0,6%</b>
Droits de transit	7,7	0,3%	8,2	0,3%
Autres revenus	8,5	0,3%	7,9	0,3%
<b>Recettes budgétaires du secteur minières</b>	<b>0,8</b>	<b>-</b>	<b>2,4</b>	<b>0,1%</b>
<b>Total recettes budgétaires issues du secteur extractif</b>	<b>742,2</b>	<b>30,6%</b>	<b>788,1</b>	<b>30,1%</b>

(\*)Source : TOFE 2012 - Version du 10 octobre 2013, DGTCFM.

(\*\*)Source : TOFE 2013 - Version du 24 avril 2014, DGTCFM.

### 3.7.2. Contribution dans le PIB

Sur la base des données collectées dans le cadre des rapports ITIE 2012 et 2013, nous présentons dans le tableau suivant, la contribution des recettes budgétaires du secteur extractif dans le PIB pour les exercices 2012 et 2013. Ce tableau renseigne également sur la part du PIB provenant du secteur pétrolier et qui s'élève en 2013 à 7.4% du PIB global.

Indicateurs (en Milliards de FCFA)	2012		2013	
	Montant	%	Montant	%
<b>PIB au prix de marché<sup>44</sup></b>	<b>13 515,0</b>		<b>14 463,0</b>	
<b>PIB Pétrolier<sup>45</sup></b>	<b>1 075,0</b>	<b>8,0%</b>	<b>1 067,0</b>	<b>7,4%</b>
<i>Recettes budgétaires – secteur pétrolier</i>	725,2	5,4%	769,6	5,3%
<i>Recettes budgétaires – secteur du transport</i>	16,2	0,1%	16,1	0,1%
<i>Recettes budgétaires- secteur minier</i>	0,8	0,0%	2,4	0,0%
<b>Total recettes budgétaires issues du secteur extractif</b>	<b>742,2</b>	<b>5,5%</b>	<b>788,1</b>	<b>5,4%</b>

### 3.7.3. Contribution dans les exportations

Selon les chiffres collectés et conciliés relatifs aux exportations dans le cadre rapports ITIE 2012 et 2013, les exportations du secteur extractif ont totalisé une valeur de 1 133,6 milliards de FCFA en 2013 contre 1 137,6 milliards de FCFA en 2012. La contribution dans le total des exportations du pays est présentée au niveau du tableau suivant:

Indicateur	Unité /volume	Volume	2012		2013		
			Montant	%	Volume	Montant	%
<b>Total Exportation pays</b>			<b>2 829</b>			<b>2 980</b>	
<i>Exportations de pétrole brut</i>	<i>millions bbls</i>	20,4	1 135,60	40,10%	21,4	1 131,96	37,98%
<i>Exportations de l'Or</i>	<i>Kg</i>	134,2	2	0,10%	84,9	1,41	0,05%
<i>Exportations du Diamant</i>	<i>carats</i>	-	-	-	2 141	0,22	0,01%
<b>Total Exportations du secteur extractif</b>			<b>1 137,60</b>	<b>40,20%</b>		<b>1 133,59</b>	<b>38,00%</b>

### 3.7.4. Contribution aux emplois

Selon les chiffres collectés auprès des entreprises retenues dans le périmètre de conciliation, le secteur extractif emploie 2 127<sup>46</sup> employés dont 2 008 sont des nationaux. Le secteur pétrolier est le principal employeur avec 1 281 employés nationaux contre 727 pour le secteur minier. Le détail des effectifs par société est présenté en Annexe 4.

Selon des statistiques qui ont été communiquées par l'INS (Institut National des Statistiques), les effectifs employés en 2012 dans le secteur « Extraction des hydrocarbures » sont de 1 760 pour des effectifs employés dans l'économie en 2012 qui se chiffre à 8,8 millions dont 7,9 millions dans le secteur informel. Selon les données de l'INS, le secteur des hydrocarbures emploie donc 0,3 % des effectifs du secteur privé et 0,2% des effectifs du secteur formel au Cameroun.

Les statistiques de l'INS ne présentent cependant pas les données sectorielles sur le secteur minier. Les données collectées indiquées ci-dessus ne sont pas exhaustives et ne peuvent pas être considérées pour le calcul de la contribution dudit secteur dans l'emploi.

<sup>44</sup> Rapport du FMI No. 14/212

<sup>45</sup> Rapport du FMI No. 14/212

<sup>46</sup> Effectifs compte non tenu de CIMENCAM

## 3.8. Pratiques d'audit au Cameroun

### 3.8.1. Entreprises

La législation au Cameroun impose aux entreprises pétrolières et minières qui répondent à certaines conditions de faire certifier annuellement leurs états financiers<sup>47</sup>. Sur la base des données collectées, la plupart des entreprises du secteur des hydrocarbures et des mines sont des filiales de multinationales cotées en bourse et leurs états financiers font l'objet d'un audit selon les normes internationales.

Cette obligation incombe également à la société d'Etat SNH dont les comptes font l'objet d'un audit annuel par des commissaires aux comptes locaux. Les résultats d'audit sont publiés dans les rapports annuels de la SNH et sur son site web<sup>48</sup>. La Chambre des Comptes peut également procéder à l'audit de la SNH de par la loi. En plus des rapports financiers, la SNH publie également les données sur la production et sur les transferts effectués au Trésor Public sur son site web.

### 3.8.2. Administrations publiques

La Chambre des Comptes est compétente pour contrôler et statuer sur les comptes publics et ceux des entreprises publiques et parapubliques. Elle statue souverainement sur les décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures des comptes. Elle connaît de toute autre matière qui lui est expressément attribuée par la loi<sup>49</sup>. Les rapports annuels de la Chambre sont publics et disponibles sur le site web de l'institution<sup>50</sup>.

---

<sup>47</sup> <http://www.ohada.com>

<sup>48</sup> <http://www.snh.cm/>

<sup>49</sup> L'article 41 de la Loi n° 96/06 du 18 janvier 1996

<sup>50</sup> <http://www.chambredescomptes.net>

## 4. Détermination du périmètre ITIE

### 4.1. Sélection des flux de paiements et autres données

#### 4.1.1. Sélection du périmètre

##### (i) Secteur des hydrocarbures

Nous résumons dans le tableau suivant tous les flux déclarés par les différentes Régies financières lors de la phase de détermination du périmètre 2013:

*en Millions FCFA*

Flux	DGI	DGTCFM	DGD	SNH	CNPS	Total	Cumul	Cumul en %
Transfert direct SNH	0	375 241	0	0	0	375 241	375 241	44,5%
Transfert indirect SNH	0	163 491	0	0	0	163 491	538 732	63,8%
IS PETROLIERE	136 736	0	0	0	0	136 736	675 468	80,0%
REDEVANCE MINIERE POSITIVE	0	0	0	47 191	0	47 191	722 659	85,6%
SOLDE IS PETROLIER	32 909	0	0	0	0	32 909	755 568	89,5%
PRELEVEMENT SPECIAL (TSR)	24 491	0	0	0	0	24 491	780 059	92,4%
DIVIDENDES	0	0	0	20 370	0	20 370	800 429	94,9%
SOLDE IS	17 861	0	0	0	0	17 861	818 290	97,0%
Droits et taxes	0	0	6 775	0	0	6 775	825 065	97,8%
Dividendes SNH	0	4 175	0	0	0	4 175	829 240	98,3%
ACOMPTE IS RET.SOURCE	2 822	0	0	0	0	2 822	832 062	98,6%
ACOMPTE SUR C.A	2 715	0	0	0	0	2 715	834 777	98,9%
REV. CAPITAUX MOB. (IRCM)	1 994	0	0	0	0	1 994	836 771	99,2%
BONUS DE SIGNATURE	0	0	0	1 810	0	1 810	838 581	99,4%
Part patronale	0	0	0	0	1 508	1 508	840 089	99,6%
IS SUITE CONTROLE	894	0	0	0	0	894	840 983	99,7%
TSR ASSISTANCE TECHNIQUE	637	0	0	0	0	637	841 620	99,7%
REDEVANCE SUPERFICIAIRE	536	0	0	0	0	536	842 156	99,8%
<b>DROITS FIXES</b>	<b>383</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>383</b>	<b>842 539</b>	<b>99,8%</b>
PENALITE	323	0	0	0	0	323	842 862	99,9%
PREC. SUR ACHAT/VENTE	250	0	0	0	0	250	843 112	99,9%
FNE	196	0	0	0	0	196	843 308	99,9%
Amendes	0	0	155	0	0	155	843 463	100,0%
FRAIS DE FORMATION	0	0	0	150	0	150	843 613	100,0%
RAV	100	0	0	0	0	100	843 713	100,0%
ACOMPTE MENSUEL 1%	51	0	0	0	0	51	843 764	100,0%
TAXE D'EXPLOITATION	39	0	0	0	0	39	843 803	100,0%
DROIT ENREGISTREMENT	24	0	0	0	0	24	843 827	100,0%
DROIT DE BAIL	20	0	0	0	0	20	843 847	100,0%
TAXE DE DEV LOCAL	15	0	0	0	0	15	843 862	100,0%
ACOMPTE IS SUR C.A.	5	0	0	0	0	5	843 867	100,0%
PATENTE	0	0	0	0	0	0	843 867	100,0%
TIMBRE GRADUE	0	0	0	0	0	0	843 867	100,0%
<b>Total général</b>	<b>223 001</b>	<b>542 907</b>	<b>6 930</b>	<b>69 521</b>	<b>1 508</b>	<b>843 867</b>		

Sur la base des données présentées ci-dessous, le Comité de suivi ITIE a décidé de retenir :

- le même périmètre de flux que celui du rapport 2012 et qui permet de couvrir 99,8% des revenus du secteur pétrolier.
- les paiements en nature dans le périmètre de conciliation pour l'année 2013. Ces paiements représentent les parts d'huile mises à la disposition par les sociétés pétrolières à de l'Etat et de la SNH au titre des prélèvements fiscaux et des contrats de partage de production ; et
- un seuil de matérialité de 100KUSD (55MFCFA) par paiement pour la déclaration des « Autres paiements significatifs », i.e. pour tout paiement relevant d'un flux qui ne serait pas couvert par le Périmètre du Rapport ITIE 2013.

## (ii) Secteur du transport pétrolier

Le Comité de suivi ITIE a retenu :

- le même périmètre que celui du rapport 2012 et qui permet de couvrir l'impôt sur les sociétés, les droits de transit et les autres flux significatifs correspondant aux paiements de droit commun sélectionnés pour le secteur des hydrocarbures et le secteur minier ; et
- un seuil de matérialité de 100KUSD (55MFCFA) par paiement pour la déclaration des « Autres paiements significatifs », i.e. pour tout paiement relevant d'un flux qui ne serait pas couvert par le Périmètre du Rapport ITIE 2013.

En outre, le Comité de suivi ITIE a retenu dans le périmètre de conciliation les volumes transportés et les tarifs appliqués.

## (iii) Secteur minier

Compte tenu du niveau de contribution limité du secteur minier, soit 0.16% du total du secteur extractif et en l'absence de changements significatifs dans la réglementation fiscale, le Comité de suivi ITIE a décidé de :

- reconduire le même périmètre des flux couverts dans le rapport 2012 ;
- retenir les dividendes perçus par la SNI au titre des participations ;
- fixer un seuil de matérialité de 100KUSD (55MFCFA) par paiement pour la déclaration des « Autres paiements significatifs », i.e. pour tout paiement relevant d'un flux qui ne serait pas couvert par le Périmètre du Rapport ITIE 2013.

### 4.1.2. Périmètre des flux

Sur la base des critères de sélection des flux présentés précédemment, 45 flux de paiements ont été sélectionnés dans le périmètre:

#### (i) Paiements en nature

Les flux de paiements en nature identifiés sont payables à la SNH. Ces flux de paiements se détaillent comme suit :

Référence FD	Flux	Définition
1,2,3	Parts d'huile SNH-Etat	Les parts SNH-Etat constituent la part de production d'hydrocarbures affectée à la rémunération de l'Etat. Les taux des parts revenants à la SNH-Etat sont définis au sein des Contrats d'association / concession (Art.14 du Code Pétrolier).
4,5,6	Parts d'huile SNH-Associé	La SNH-Fonctionnement peut détenir directement des intérêts dans les champs pétroliers. Les Parts SNH-Associé constituent la rémunération de la SNH-Fonctionnement dans le cadre de l'association.
7,8,9	Parts d'huile SNH-Etat commercialisées par la SNH	Il s'agit de la quantité des parts d'huile de l'Etat prélevées, commercialisées et encaissées par la SNH.

#### (ii) Paiements en numéraire

Les flux de paiements en numéraire sont payables aux Régies financières et aux sociétés d'Etat. Ces flux de paiements se détaillent comme suit :

Référence FD	Flux	Définition
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	Il s'agit des transferts effectués directement au Trésor Public au titre : - de la contrevaletur de la commercialisation des parts de l'Etat ; - du reversement des droits, redevances et autres flux perçus par la SNH dans le cadre de son mandat.
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	Il s'agit des transferts effectués indirectement au Trésor Public au titre : - de la contrevaletur de la commercialisation des parts de l'Etat ; - du reversement des droits, redevances et autres flux perçus par la SNH dans le cadre de son mandat. Ces transferts sont effectués par la SNH à la demande de Trésor Public pour la couverture des dépenses de l'Etat.

Référence FD	Flux	Définition
12	Dividendes SNH	Il s'agit des dividendes versés par la SNH à l'Etat du Cameroun en tant qu'actionnaire unique de la société.
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		
13	Redevance Minière Proportionnelle	C'est le montant qui permet à chaque partie dans le processus de la production pétrolière de bénéficier d'un pourcentage garanti de la rente minière au titre de chaque exercice tel que prévu dans la convention d'établissement et le contrat d'association. Cette redevance peut être négative ou positive. Elle est fonction de la moyenne journalière de la production totale de la zone délimitée pour un mois civil donné. Elle est due mensuellement. Son taux est précisé dans le contrat de concession. Elle est réglée en nature ou en espèces. (Art. 92 du Code Pétrolier).
14	Redevance Proportionnelle à la Production	C'est le pourcentage de la production totale disponible de la zone délimitée. Elle est fonction de la moyenne journalière de la production totale de la zone délimitée pour un mois civil donné. Elle est due mensuellement. Son taux est précisé dans le contrat de concession. Elle est réglée en nature ou en numéraires.
15	Redevance Minière Négative	Lorsqu'elle la redevance minière est négative, il s'agit du montant dû par le Gouvernement aux compagnies pétrolières afin de leur permettre de recevoir effectivement le pourcentage garanti de rente minière au titre de chaque exercice. (Art. 92 du Code Pétrolier).
16	Bonus de signature	Prime versée à l'Etat à la conclusion d'un contrat pétrolier (Art. 97 du Code Pétrolier).
17	Bonus de production	Prime versée à l'Etat en fonction des quantités d'hydrocarbure produites (Art. 97 du Code Pétrolier).
18	Prélèvement pétrolier additionnel	C'est un prélèvement calculé sur les bénéfices tirés des opérations pétrolières. Les modalités de calcul sont fixées dans les contrats et peuvent dépasser 50% (Art. 98 du Code Pétrolier).
19	Frais de Formation	Il s'agit du montant effectivement décaissé par les sociétés pétrolières pour la formation professionnelle dans le domaine pétrolier de ressortissants camerounais de toutes qualifications ne faisant pas partie du personnel desdites sociétés. (Art. 12 du Code Pétrolier et dispositions du contrat pétrolier).
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	Il s'agit des impôts, taxes ou redevances dus à l'occasion du transport des hydrocarbures et dont les modalités sont fixées par un texte spécifique (Art. 103 du Code Pétrolier).
21	Dividendes Filiales SNH	Il s'agit des dividendes versés par les sociétés filiales de la SNH au titre de la participation de celle dans leur capital.
<b>Autres paiements en numéraire</b>		
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	L'impôt sur les sociétés est dû à raison des bénéfices nets (Art. 2 du CGI, Art. 95 du Code Minier, Art. 93 du Code Pétrolier).
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	C'est le montant à payer pour toute demande d'attribution, de renouvellement, de cession ou de transmission de contrats pétroliers et / ou d'autorisation de prospection. Le montant est fixé par la LF applicable dans l'année considérée. (Art. 90 du Code Pétrolier, Art. 90 du Code Minier)
24	Redevance Superficière	C'est une taxe annuelle sur la superficie utilisée et versée par les titulaires de contrats pétroliers et d'autorisations y dérivant. (Art. 91 du Code Pétrolier, Art. 91 du Code Minier)
25	Taxes Ad Valorem	Les substances minières extraites du sol ou du sous-sol national à l'occasion des travaux d'exploitation ou de recherche sont soumises à une taxe proportionnelle à la valeur des produits extraits dite taxe ad valorem (Art. 92 du Code Minier).
26	Taxes à l'extraction	Cette taxe est prélevée à chaque extraction des substances de carrière en fonction des volumes des matériaux extraits. (Art 92 du Code Minier)
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	Taxe spéciale au taux global de 15 % sur les revenus servis aux personnes morales ou physiques domiciliées hors du Cameroun, par des entreprises ou établissements situés au Cameroun. (Art. 225 du CGI)
28	Redressements fiscaux, amendes et pénalités	Il s'agit des montants versés par les sociétés extractives à la suite d'infractions à la législation fiscale en vigueur ou à des redressements fiscaux.
29	Droits de Douane	Ce sont les droits dus sur les importations des équipements et biens autres que ceux pour les besoins d'exploitation ou de production des champs pétroliers. Ces droits doivent inclure toutes les taxes y compris la TVA douanières. (Art. 104 à 109 du Code Pétrolier et Art. 99 du Code Minier)



Référence FD	Flux	Définition
30	Redressements Douaniers, amendes et pénalités	Il s'agit des montants versés par les sociétés extractives à la suite d'infractions à la législation douanière en vigueur ou à des redressements douaniers.
31	Autres Pénalités de non-exécution des programmes d'exploration / production	Il s'agit des montants versés par les sociétés extractives à la suite d'infractions aux clauses contractuelles dans les contrats pétroliers.
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	Il s'agit des droits revenant à l'Etat au titre du passage du brut dans le pipeline Tchad-Cameroun et ce en vertu du contrat portant sur les droits de transit de l'oléoduc tchadien. (Art. 3 du décret n°2000/465 du 30/06/2000)
33	Dividendes versés à l'Etat	Il s'agit des dividendes versés par les sociétés extractives directement à l'Etat du Cameroun en tant qu'actionnaire desdites sociétés.
34	Contributions versées au FNE	Il s'agit de la contribution instituée par la loi n°90/050 du 19 décembre 1990 modifiant la loi n°77/10 du 13 Juillet 1977 portant institution d'une contribution au Crédit Foncier et fixant la part de cette contribution destinée au FNE.
35	Contributions CFC (part patronale)	Il s'agit de la contribution patronale instituée par la Loi N°90/050 du 19 décembre 1990 modifiant la loi N°77/10 du 13 Juillet 1977 portant institution d'une contribution au Crédit Foncier et fixant la part de cette contribution destinée au Fonds National de l'Emploi.
36	Bonus progressif	Toutes les transactions sur les titres miniers sont sujettes au paiement d'un bonus progressif fixé par décret du premier ministre sur proposition du ministre chargé des mines et de la géologie. (Art. 22 de la loi n°2010/011 du 29 juillet 2010 portant amendement du Code minier et art 27 du décret 2014/1882)
37	Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	Cet impôt concerne les revenus d'actions et assimilés ainsi que les revenus occultes. Il se substitue alors à l'IRPP ou à l'IS et est retenu à la source. Son taux est de 16,5%. (Chapitre 2 de la LF n°2002/014 du 20 décembre 2002)
38	Frais d'inspection et de contrôle	Il s'agit des frais payés par les entreprises qui présentent ou peuvent présenter soit des dangers pour la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la nature et l'environnement en général, soit des inconvénients pour la commodité du voisinage. La liquidation de ces frais est effectuée sur la base de l'occupation superficielle des établissements concernés selon un barème fixé par la loi. (Art. 22 de la loi 98/015 du 14/07/1998)
39	Dividendes payés à la SNI	Il s'agit des dividendes versés par les sociétés extractives à la SNI en tant qu'actionnaire desdites sociétés.
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat	Tout paiement dépassant 55 millions de FCFA (100 000 USD).

### (iii) Paiements sociaux

Les paiements sociaux volontaires et obligatoires effectués en numéraire ou en nature sont retenus dans le périmètre du rapport ITIE 2013 à travers la déclaration unilatérale des entreprises :

N°	Flux	Définition
41	Paiements sociaux volontaires	Ces flux concernent l'ensemble des contributions volontaires faites par les sociétés extractives dans le cadre du développement local. Sont notamment concernées par cette rubrique : les versements effectués par les sociétés extractives pour le financement de projets d'infrastructures sanitaires, scolaires, routiers, maraîchages et celles d'appui aux actions des communautés locales.
42	Paiements sociaux obligatoires	Ces flux concernent l'ensemble des contributions obligatoires faites par les sociétés extractives dans le cadre du développement local en vertu des conventions conclues. Sont notamment concernées par cette rubrique : les versements effectués par les sociétés extractives pour le financement de projets d'infrastructures sanitaires, scolaires, routiers, maraîchages et celles d'appui aux actions des communautés locales, les compensations autres que celles accordées en contrepartie d'un dédommagement direct des individus.

### (iv) Les paiements et transferts infranationaux

Les transferts ont été retenus par le Comité de suivi ITIE dans le Référentiel ITIE 2013 à travers une déclaration unilatérale de la DGI et la DGTCFM et sans application d'un seuil de matérialité.

N°	Flux	Définition
43,44 et 45	Transferts infranationaux	Il s'agit des rétrocessions effectuées par le Trésor Public au titre de l'IS, l'RCM, la taxe extractive et la taxe ad valorem aux riverains, aux communes et au FEICOM selon les pourcentages fixés par la législation en vigueur.



### (v) Accords de troc

Selon les informations collectées et les entretiens avec les points focaux des administrations publiques, aucune transaction de type troc ou en contrepartie de projets d'infrastructures dans le sens de la norme ITIE n'a été réalisée ou en vigueur en 2013. Toutefois, il a été prévu un formulaire de déclaration pour ces accords afin de confirmer ce constat et éviter toute omission.

### (vi) Production et exportation

Le Comité de suivi ITIE a décidé d'inclure dans le périmètre de conciliation :

- les volumes et valeur de production : pour le secteur pétrolier et le secteur minier, les données des entreprises sont conciliées respectivement avec les données déclarées par la SNH le MINMID ;
- les volumes et valeurs des exportations : les données des entreprises sont conciliées les données déclarées par la Douane.

## 4.2. Sélection des entreprises extractives

Le tableau ci-dessous présente les revenus encaissés en 2013 par les administrations publiques et la SNH détaillés par secteur d'activité :

Secteur d'activité	Revenus 2013	
	en millions de FCFA	en %
Secteur des hydrocarbures	843 865	92,0%
Secteur des mines	29 565	3,2%
Secteur de transport pétrolier	12 638	1,4%
<b>Total des revenus du secteur extractif</b>	<b>886 068</b>	<b>96,6%</b>
<b>Revenus hors champ d'application de l'EITI<sup>51</sup></b>	<b>31 030</b>	<b>3,4%</b>
<b>Total des revenus reportés par les administrations et la SNH</b>	<b>917 098</b>	<b>100,0%</b>

Nous présentons ci-après les critères de détermination du périmètre de conciliation pour chaque secteur.

### 4.2.1. Secteur des hydrocarbures

#### a. Paiements par sociétés

Société	DGI	DGTCFM	Douane	SNH	CNPS	Total	Cumul	Cumul en %
SNH	24 155	542 907	74	0	207	567 343	567 343	67,23%
ADDAX PETROLUM CAM LTD	84 203	0	960	38 066	0	123 229	690 572	81,83%
Perenco RDR	94 351	0	4 124	21 076	449	120 000	810 572	96,05%
Perenco CAM	18 472	0	1 441	10 229	158	30 300	840 872	99,65%
GLENCORE	1 524	0	68	0	10	1 602	842 474	99,84%
PERENCO OIL & GAZ CAM	0	0	0	0	292	292	842 766	99,87%
NOBLE ENERGY CAM LIMITED	208	0	3	0	18	229	842 995	99,90%
PECTEN CAMEROON COMPANY	0	0	213	0	0	213	843 208	99,92%
ADDAX PCC	0	0	0	0	173	173	843 381	99,94%
STE KOSMOS ENERGY CAM.H.C	0	0	20	150	0	170	843 551	99,96%
YAN CHANG LOGONE	85	0	4	0	2	92	843 642	99,97%
RODEO (GAZ CAM)	0	0	0	0	91	91	843 733	99,98%
KOSMOS ENERGY	0	0	0	0	52	52	843 785	99,99%
EUROIL	0	0	0	0	50	50	843 835	100,00%
STE EUROIL LTD	0	0	23	0	0	23	843 858	100,00%
MURPHY CAMEROON ELOMBO	0	0	0	0	4	4	843 862	100,00%
DANA PETROLEUM	0	0	0	0	1	1	843 863	100,00%
<b>Total</b>	<b>222 998</b>	<b>542 907</b>	<b>6 930</b>	<b>69 521</b>	<b>1 507</b>	<b>843 863</b>		

<sup>51</sup> Les revenus hors champ d'application de l'ITIE incluent entre autres : les retenues à la source sur salaires, la taxe de développement local, la TSR au titre des assistances techniques.

## **b. Périmètre des sociétés pétrolières**

Sur la base de l'analyse de la matérialité, le Comité de suivi ITIE a décidé de retenir dans le périmètre de conciliation :

- tous les opérateurs dans les blocs pétroliers en exploitation ou en exploration<sup>52</sup>.
- les entreprises en opération ayant effectués des paiements selon les données de cadrage (1 entreprise) soit la société PERENCO OIL & GAZ CAM.
- l'entreprise d'Etat SNH et ce pour :
  - les revenus (en nature ou en numéraire) provenant de ses participations / intérêts pour compte propre;
  - les paiements effectués aux régies financières au titre de son activité propre; et
  - les parts d'huile de l'Etat mises à disposition par les opérateurs pétroliers et les transferts effectués au trésor en vertu de son mandat de commercialisation.

Sur cette base, 14 sociétés ont sélectionnées dans le périmètre de conciliation du rapport ITIE 2013. Ces sociétés se détaillent comme suit :

	<b>Société</b>
Entreprise nationale	1. SNH-Fonctionnement
	2. Perenco RDR
	3. Perenco CAM
Opérateurs privés en exploitation	4. APCC
	5. Noble Energy Cameroon Ltd
	6. Rodeo Development Ltd (Actuellement Gaz du Cameroun)
	7. APCL
Opérateurs privés en exploration	8. Euroil Ltd
	9. Murphy Cameroon (pour Sterling)
	10. Kosmos Energy
	11. Glencore Exploration Cameroon
	12. Yang Chang Logone Development Holding Co. Ltd
	13. Dana Petroleum
Entreprises en opération ayant effectué des paiements selon données de cadrage	14. PERENCO OIL & GAZ CAM

### **4.2.2. Secteur du transport pétrolier**

La société COTCO (Cameroon Oil Transportation Company), unique opérateur dans le secteur de transport pétrolier au sens de la norme ITIE, a été retenue par le Comité ITIE dans périmètre 2013.

### **4.2.3. Secteur minier**

Les revenus provenant du secteur minier, hors droits de douane, ont atteint 1 434 millions de FCFA en 2013 soit 0,16% du total des revenus du secteur extractif comme le présente le tableau suivant :

Administration	<i>en Millions FCFA</i>	
	Total	% des revenus du secteur extractif
DGTFMC	507	
DGT	158	
CNPS	752	
CIME EST	16	
<b>Total hors douane</b>	<b>1 433</b>	<b>0,16%</b>
<b>Douane</b>	<b>28 131</b>	<b>3,17%</b>
<b>Total Douane comprise</b>	<b>29 564</b>	<b>3,34%</b>

<sup>52</sup> Les entreprises partenaires n'ont pas été retenues dans le périmètre du présent rapport du fait que les contributions dans Contrats de Concession ou de Partage de Production sont versées à l'Etat par les Opérateurs dans ces contrats.

La contribution par société minière se présente comme suit:

Société						<i>en Millions FCFA</i>	
	CIME EST	DGI	DGTCFM	CNPS	Total	% des revenus du secteur extractif	
CIMENCAM	0	86	26	294	406	0,05%	
RAZEL CAMEROUN	0	72	5	380	457	0,05%	
C & K MINING INCORPORATION S.A	0	0	35	53	88	0,01%	
ROCAGLIA PIERRE HUBERT	0	0	9	6	15	0,00%	
CAM IRON SA	6	0	2	0	8	0,00%	
GEOVIC CAMEROON	0	0	0	19	19	0,00%	
CAPAM	0	0	0	0	0	0,00%	
Autres sociétés (plus que 250)	9	0	431	0	440	0,05%	
<b>Total hors Douane</b>	<b>15</b>	<b>158</b>	<b>508</b>	<b>752</b>	<b>1 433</b>	<b>0,16%</b>	

Compte tenu du niveau de contribution limité du secteur minier, le Comité de Suivi ITIE a décidé le même périmètre de 2012, lequel périmètre comprend :

- les entreprises minières détenant des permis d'exploitation ;
- le CAPAM entant que structure collectrice de la production du secteur artisanale ; et
- la société CAM-IRON dans le périmètre en raison du caractère intégré du projet « Mbalam ».

Sur cette base, sept (7) entités sont retenues dans le périmètre de conciliation au titre de l'année 2013 :

1. Geovic	3. ROCAGLIA	5. Cimencam *	7. CAM IRON
2. C&K Mining	4. CAPAM	6. Razel *	

(\*) Compte tenu du caractère secondaire de l'activité minière dans les sociétés de carrière, seules les flux de paiements spécifiques du secteur ont été retenus dans le périmètre du présent rapport. Les impôts et taxes de droit commun ainsi que les dividendes payés ont été donc exclus.

Le Comité a décidé également d'inclure les revenus provenant des entreprises minières non retenues dans le périmètre de conciliation dans le rapport ITIE 2013 à partir des seules déclarations de l'Etat.

### 4.3. Sélection des entités gouvernementales

Sur la base du périmètre retenu des sociétés extractives et des flux de paiements pour l'année 2013, six (6) administrations et entités publiques ont été sollicitées pour l'envoi des déclarations :

#### Régies Financières

1. Direction Générale des Impôts (DGI)
2. Direction Générale du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire (DGTCFM)
3. Direction Générale des Douanes (DGD)
4. Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMID)

#### Entreprises d'Etat

5. Société Nationale des Hydrocarbures (SNH)
6. Société Nationale d'Investissement du Cameroun (SNI)

## **5. RESULTATS DES TRAVAUX DE CONCILIATION**

Nous présentons ci-dessous le résultat détaillé des travaux de conciliation ainsi que les écarts relevés entre les montants payés par les sociétés et les montants reçus par les différentes régies financières.

Nous avons mis en exergue les montants initiaux reportés, les ajustements que nous avons faits suite aux travaux de conciliation ainsi que les montants finaux et les écarts définitifs non réconciliés.

### **5.1. Conciliation des flux de paiements en nature**

#### **5.1.1. Tableaux de conciliation par société extractive**

Nous présentons dans les tableaux ci-dessous un sommaire des différences entre les flux de paiements en nature rapportés par les sociétés sélectionnées et les déclarations de SNH.

Ces tableaux incluent les quantités consolidées à partir des déclarations de chacune des sociétés extractives et des déclarations de SNH. Les rapports de conciliation détaillés pour chaque société extractive sont présentés en Annexe 9.

Les conciliations des flux de paiements en nature entre les déclarations des sociétés pétrolières et la SNH - Mandat se détaillent comme suit:

*Chiffres exprimés en bbls (Pétrole)*

No. Sociétés	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence
1 Perenco Rio Del Rey	10 148 470	10 148 470	-	-	-	-	10 148 470	10 148 470	-
2 Perenco Cameroun	883 539	883 539	-	-	-	-	883 539	883 539	-
3 Addax Petroleum Cam Company	4 232 319	4 232 319	-	-	-	-	4 232 319	4 232 319	-
<b>Total</b>	<b>15 264 328</b>	<b>15 264 328</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15 264 328</b>	<b>15 264 328</b>	<b>-</b>

*Chiffres exprimés en bbls (Gaz)*

No. Sociétés	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence
1 Perenco Cameroun	31 437	31 587	(150)	-	-	-	31 437	31 587	(150)
<b>Total</b>	<b>31 437</b>	<b>31 587</b>	<b>(150)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>31 437</b>	<b>31 587</b>	<b>(150)</b>

Les conciliations des flux de paiements en nature entre les déclarations des sociétés pétrolières et la SNH - Fonctionnement se détaillent comme suit:

*Chiffres exprimés en bbls (Pétrole)*

No. Sociétés	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence
1 Perenco Cameroun	315 394	315 390	4	-	-	-	315 394	315 390	4
<b>Total</b>	<b>315 394</b>	<b>315 390</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>315 394</b>	<b>315 390</b>	<b>4</b>

*Chiffres exprimés en bbls (Gaz)*

No. Sociétés	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence
1 Perenco Cameroun	216 689	217 726	(1 037)	-	-	-	216 689	217 726	(1 037)
<b>Total</b>	<b>216 689</b>	<b>217 726</b>	<b>(1 037)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>216 689</b>	<b>217 726</b>	<b>(1 037)</b>

### 5.1.2. Tableaux de conciliation par nature de flux de paiements

Nous présentons dans le tableau ci-dessous les quantités globales de pétrole rapportées par SNH-Mandat et les sociétés extractives après avoir tenu en compte des ajustements.

Chiffres exprimés en bbls

No. Flux	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
1 Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	15 264 328	15 264 328	-	-	-	-	15 264 328	15 264 328	-
<b>Total</b>	<b>15 264 328</b>	<b>15 264 328</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15 264 328</b>	<b>15 264 328</b>	<b>-</b>

Nous présentons dans le tableau ci-dessous les quantités globales de pétrole rapportées par SNH- Fonctionnement et les sociétés extractives après avoir tenu en compte des ajustements.

Chiffres exprimés en bbls

No. Flux	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
1 Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	315 394	315 390	4	-	-	-	315 394	315 390	4
<b>Total</b>	<b>315 394</b>	<b>315 390</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>315 394</b>	<b>315 390</b>	<b>4</b>

## **5.2. Conciliation des flux de paiements en numéraire**

### **5.2.1. Tableaux de conciliation par société extractive**

Nous présentons dans les tableaux ci-après un sommaire des différences entre les flux de paiements rapportés par les sociétés sélectionnées dans le périmètre de conciliation et les flux de recettes rapportés par les différents organismes et administrations de l'Etat.

Ces tableaux incluent les chiffres consolidés à partir des déclarations de chacune des sociétés extractives et des déclarations des régies financières, les ajustements effectués par nos soins sur la base des travaux de conciliation et les écarts résiduels non réconciliés. Les rapports de conciliation détaillés pour chaque société extractive sont présentés en Annexe 9.

❖ **Secteur pétrolier**

La conciliation des flux de paiements reversés par SNH-Mandat à l'Etat se détaille comme suit:

*Chiffres exprimés en FCFA*

Société	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	SNH	Gouvernement	Différence	SNH	Gouvernement	Différence	SNH	Gouvernement	Différence
SNH - Mandant	538 731 469 388	542 907 469 390	(4 176 000 002)	4 176 000 000	-	4 176 000 000	542 907 469 388	542 907 469 390	(2)
<b>Total</b>	<b>538 731 469 388</b>	<b>542 907 469 390</b>	<b>(4 176 000 002)</b>	<b>4 176 000 000</b>	<b>-</b>	<b>4 176 000 000</b>	<b>542 907 469 388</b>	<b>542 907 469 390</b>	<b>(2)</b>

La conciliation des flux de paiements reversés par les sociétés pétrolières (y compris SNH-Fonctionnement) à l'Etat se détaille comme suit:

*Chiffres exprimés en FCFA*

No. Société	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
1 SNH (Fonctionnement /Etat)	27 057 908 846	24 047 778 380	3 010 130 466	(3 016 669 124)	(7 895 824)	(3 008 773 300)	24 041 239 722	24 039 882 556	1 357 166
2 Perenco Rio Del Rey	99 509 080 795	93 574 177 589	5 934 903 206	(3 775 153 731)	1 041 287 583	(4 816 441 314)	95 733 927 064	94 615 465 172	1 118 461 892
3 Perenco Cameroun	20 508 525 119	19 246 351 300	1 262 173 819	(1 189 722 133)	-	(1 189 722 133)	19 318 802 986	19 246 351 300	72 451 686
4 Perenco Oil & Gas Cameroun	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5 Addax Petroleum Cam Comapany	82 628 060 804	83 172 913 150	(544 852 346)	-	(680 452 061)	680 452 061	82 628 060 804	82 492 461 089	135 599 715
6 Euroil Ltd	114 210 537	112 787 387	1 423 150	5 000	1 427 659	(1 422 659)	114 215 537	114 215 046	491
7 Noble Energy Cameroon LTD	215 240 377	213 153 727	2 086 650	653 066	2 845 967	(2 192 901)	215 893 443	215 999 694	(106 251)
8 ADDAX Petroleum Cameroon Limited	2 469 786 407	2 469 786 407	-	-	-	-	2 469 786 407	2 469 786 407	-
9 Murphy	36 662 047	21 671 080	14 990 967	-	13 779 357	(13 779 357)	36 662 047	35 450 437	1 211 610
10 Rodeo Development LTD (Gaz de Cameroun)	272 873 542	377 442 302	(104 568 760)	132 702 055	42 630 052	90 072 003	405 575 597	420 072 354	(14 496 757)
11 Kosmos Energy	1 912 726 358	1 791 134 385	121 591 973	(131 904 558)	9 480 500	(141 385 058)	1 780 821 800	1 800 614 885	(19 793 085)
12 Glencore Exploration Cameroon	1 226 914 027	1 210 654 034	16 259 993	(11 955 552)	5 466 789	(17 422 341)	1 214 958 475	1 216 120 823	(1 162 348)
13 Yang Chang Logone	382 955	85 449 413	(85 066 458)	85 060 000	-	85 060 000	85 442 955	85 449 413	(6 458)
14 Dana Petroleum	14 330 714	-	14 330 714	-	-	-	14 330 714	-	14 330 714
<b>Total</b>	<b>235 966 702 528</b>	<b>226 323 299 154</b>	<b>9 643 403 374</b>	<b>(7 906 984 977)</b>	<b>428 570 022</b>	<b>(8 335 554 999)</b>	<b>228 059 717 551</b>	<b>226 751 869 176</b>	<b>1 307 848 375</b>



La conciliation des flux de paiements reversés par les sociétés pétrolières à SNH fonctionnement se détaille comme suit :

*Chiffres exprimés en FCFA*

No.	Société	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
		Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence
1	SNH (Fonctionnement /Etat)	1 354 034 293	-	1 354 034 293	(1 354 034 293)	-	(1 354 034 293)	-	-	-
2	Perenco Rio Del Rey	10 078 915 392	10 078 915 392	-	-	-	-	10 078 915 392	10 078 915 392	-
3	Perenco Cameroun	1 482 193 440	1 482 193 440	-	-	-	-	1 482 193 440	1 482 193 440	-
4	Addax Petroleum Cam Comapany	7 905 031 680	7 905 031 680	-	-	-	-	7 905 031 680	7 905 031 680	-
<b>Total</b>		<b>20 820 174 805</b>	<b>19 466 140 512</b>	<b>1 354 034 293</b>	<b>(1 354 034 293)</b>	<b>-</b>	<b>(1 354 034 293)</b>	<b>19 466 140 512</b>	<b>19 466 140 512</b>	<b>-</b>

La conciliation des flux de paiements des sociétés pétrolières reversés à SNH Mandat se détaille comme suit:

*Chiffres exprimés en FCFA*

No.	Société	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
		Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence
1	Perenco Rio Del Rey	(15 433 753 714)	(15 433 753 714)	-	-	-	-	(15 433 753 714)	(15 433 753 714)	-
2	Perenco Cameroun	8 292 949 015	8 292 926 150	22 865	-	-	-	8 292 949 015	8 292 926 150	22 865
3	Perenco Oil & Gas Cameroun	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	Addax Petroleum Cam Comapany	21 281 145 667	21 281 120 964	24 703	-	-	-	21 281 145 667	21 281 120 964	24 703
5	Kosmos Energy	22 677 560	143 723 357	(121 045 797)	121 045 798	-	121 045 798	143 723 358	143 723 357	1
6	Yang Chang Logone	85 060 000	-	85 060 000	(85 060 000)	-	(85 060 000)	-	-	-
7	Dana Petroleum	5 805 000	-	5 805 000	-	-	-	5 805 000	-	5 805 000
<b>Total</b>		<b>14 253 883 528</b>	<b>14 284 016 757</b>	<b>(30 133 229)</b>	<b>35 985 798</b>	<b>-</b>	<b>35 985 798</b>	<b>14 289 869 326</b>	<b>14 284 016 757</b>	<b>5 852 569</b>

#### ❖ Secteur du transport pétrolier

La conciliation des flux de paiements reversés par COTCO à l'Etat se détaille comme suit:

*Chiffres exprimés en FCFA*

No.	Société	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
		COTCO	Gouvernement	Différence	COTCO	Gouvernement	Différence	COTCO	Gouvernement	Différence
	COTCO	15 920 932 765	12 149 492 393	3 771 440 372	-	4 014 175 160	(4 014 175 160)	15 920 932 765	16 163 667 553	(242 734 788)
<b>Total</b>		<b>15 920 932 765</b>	<b>12 149 492 393</b>	<b>3 771 440 372</b>	<b>-</b>	<b>4 014 175 160</b>	<b>(4 014 175 160)</b>	<b>15 920 932 765</b>	<b>16 163 667 553</b>	<b>(242 734 788)</b>

La conciliation des flux de paiements reversés par COTCO à SNH- Fonctionnement se détaille comme suit :

*Chiffres exprimés en FCFA*

No. Société	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	COTCO	SNH	Différence	COTCO	SNH	Différence	COTCO	SNH	Différence
COTCO	3 483 144 703	3 483 139 268	5 435	-	-	-	3 483 144 703	3 483 139 268	5 435
<b>Total</b>	<b>3 483 144 703</b>	<b>3 483 139 268</b>	<b>5 435</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 483 144 703</b>	<b>3 483 139 268</b>	<b>5 435</b>

❖ **Secteur minier**

La conciliation des flux de paiements reversés par les sociétés minières à l'Etat se détaille comme suit:

*Chiffres exprimés en FCFA*

No. Société	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
1 Geovic	70 656 275	8 166 275	62 490 000	-	62 500 000	(62 500 000)	70 656 275	70 666 275	(10 000)
2 C&K Mining	-	158 512 647	(158 512 647)	-	-	-	-	158 512 647	(158 512 647)
3 ROCAGLIA	97 113 323	11 126 039	85 987 284	(84 409 261)	-	(84 409 261)	12 704 062	11 126 039	1 578 023
4 CAPAM	29 213 506	7 408 024	21 805 482	(14 008 396)	-	(14 008 396)	15 205 110	7 408 024	7 797 086
5 Cimencam	93 812 279	10 478 113 723	(10 384 301 444)	-	(10 415 588 733)	10 415 588 733	93 812 279	62 524 990	31 287 289
6 Razel	71 106 703	2 287 898 917	(2 216 792 214)	7 379 389	(2 209 412 825)	2 216 792 214	78 486 092	78 486 092	-
7 CAM IRON	1 069 826 679	59 539 269	1 010 287 410	-	979 572 032	(979 572 032)	1 069 826 679	1 039 111 301	30 715 378
<b>Total</b>	<b>1 431 728 765</b>	<b>13 010 764 894</b>	<b>(11 579 036 129)</b>	<b>(91 038 268)</b>	<b>(11 582 929 526)</b>	<b>11 491 891 258</b>	<b>1 340 690 497</b>	<b>1 427 835 368</b>	<b>(87 144 871)</b>

## 5.2.2. Tableaux de conciliation par nature de flux de paiements

Nous présentons dans le tableau ci-dessous les montants globaux des divers droits, impôts et taxes rapportés par les organismes gouvernementaux et les sociétés extractives après avoir tenu compte des ajustements.

### ❖ Secteur pétrolier

La conciliation des flux de paiements reversés par SNH-Mandat à l'Etat se détaille comme suit:

Chiffres exprimés en FCFA

N°	Flux	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
		Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
1	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	375 241 000 000	375 241 000 000	-	-	-	-	375 241 000 000	375 241 000 000	-
2	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	163 490 469 388	163 491 469 390	(1 000 002)	1 000 000	-	1 000 000	163 491 469 388	163 491 469 390	(2)
3	Dividendes SNH	-	4 175 000 000	(4 175 000 000)	4 175 000 000	-	4 175 000 000	4 175 000 000	4 175 000 000	-
	<b>Total</b>	<b>538 731 469 388</b>	<b>542 907 469 390</b>	<b>(4 176 000 002)</b>	<b>4 176 000 000</b>	<b>-</b>	<b>4 176 000 000</b>	<b>542 907 469 388</b>	<b>542 907 469 390</b>	<b>(2)</b>

La conciliation des flux de paiements reversés par les sociétés pétrolières (y compris SNH-Fonctionnement) à l'Etat se détaille comme suit:

Chiffres exprimés en FCFA

N°	Flux	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
		Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
1	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	186 787 638 198	185 734 136 999	1 053 501 199	-	1 046 754 372	(1 046 754 372)	186 787 638 198	186 780 891 371	6 746 827
2	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	509 467 298	365 110 000	144 357 298	(74 734 798)	69 622 000	(144 356 798)	434 732 500	434 732 000	500
3	Redevance Superficiare	392 953 598	478 426 848	(85 473 250)	38 749 000	(47 401 500)	86 150 500	431 702 598	431 025 348	677 250
4	Taxes Ad Valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	27 678 677 398	27 773 686 353	(95 008 955)	95 089 926	11 972	95 077 954	27 773 767 324	27 773 698 325	68 999
7	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	1 859 661 787	1 000 662 534	858 999 253	50 662 534	909 661 787	(858 999 253)	1 910 324 321	1 910 324 321	-
8	Droits de Douane	7 968 146 397	7 403 704 821	564 441 576	(11 955 552)	(740 452 061)	728 496 509	7 956 190 845	6 663 252 760	1 292 938 085
9	Redressements	155 000 000	95 000 000	60 000 000	-	60 000 000	(60 000 000)	155 000 000	155 000 000	-

N° Flux	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
10	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	5 000 000 000	-	5 000 000 000	(5 000 000 000)	-	(5 000 000 000)	-	-	-
13	244 844 859	227 683 811	17 161 048	(395 000)	16 014 102	(16 409 102)	244 449 859	243 697 913	751 946
14	409 505 540	341 525 495	67 980 045	(42 702 833)	24 021 137	(66 723 970)	366 802 707	365 546 632	1 256 075
15	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16	10 369 631	1 993 700 506	(1 983 330 875)	1 983 330 876	-	1 983 330 876	1 993 700 507	1 993 700 506	1
17	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19	4 950 437 822	909 661 787	4 040 776 035	(4 945 029 130)	(909 661 787)	(4 035 367 343)	5 408 692	-	5 408 692
<b>Total</b>	<b>235 966 702 528</b>	<b>226 323 299 154</b>	<b>9 643 403 374</b>	<b>(7 906 984 977)</b>	<b>428 570 022</b>	<b>(8 335 554 999)</b>	<b>228 059 717 551</b>	<b>226 751 869 176</b>	<b>1 307 848 375</b>

La conciliation des flux de paiements reversés par les sociétés pétrolières à SNH fonctionnement se détaille comme suit :

Chiffres exprimés en FCFA

N° Flux	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence
1	20 820 174 805	19 466 140 512	1 354 034 293	(1 354 034 293)	-	(1 354 034 293)	19 466 140 512	19 466 140 512	-
<b>Total</b>	<b>20 820 174 805</b>	<b>19 466 140 512</b>	<b>1 354 034 293</b>	<b>(1 354 034 293)</b>	<b>-</b>	<b>(1 354 034 293)</b>	<b>19 466 140 512</b>	<b>19 466 140 512</b>	<b>-</b>

La conciliation des flux de paiements des sociétés pétrolières reversés à SNH Mandat se détaille comme suit:

*Chiffres exprimés en FCFA*

N°	Flux	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
		Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence	Sociétés	SNH	Différence
1	Redevance Minière Proportionnelle	35 035 702 809	45 097 751 196	(10 062 048 387)	10 062 071 252	-	10 062 071 252	45 097 774 061	45 097 751 196	22 865
2	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	(22 624 587 521)	(32 686 683 476)	10 062 095 955	(10 062 071 252)	-	(10 062 071 252)	(32 686 658 773)	(32 686 683 476)	24 703
3	Bonus de signature	1 820 090 680	1 729 225 680	90 865 000	(85 060 000)	-	(85 060 000)	1 735 030 680	1 729 225 680	5 805 000
4	Frais de Formation	22 677 560	143 723 357	(121 045 797)	121 045 798	-	121 045 798	143 723 358	143 723 357	1
5	Dividendes Filiales SNH	20 820 174 805	19 466 140 512	1 354 034 293	(1 354 034 293)	-	(1 354 034 293)	19 466 140 512	19 466 140 512	-
	<b>Total</b>	<b>35 074 058 333</b>	<b>33 750 157 269</b>	<b>1 323 901 064</b>	<b>(1 318 048 495)</b>	<b>-</b>	<b>(1 318 048 495)</b>	<b>33 756 009 838</b>	<b>33 750 157 269</b>	<b>5 852 569</b>

❖ **Secteur du transport pétrolier**

La conciliation des flux de paiements reversés par COTCO à l'Etat se détaille comme suit:

*Chiffres exprimés en FCFA*

N°	Taxe	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
		COTCO	Gouvernement	Différence	COTCO	Gouvernement	Différence	COTCO	Gouvernement	Différence
1	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	3 863 813 921	3 863 813 921	-	-	-	-	3 863 813 921	3 863 813 921	-
2	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	2 262 758 711	2 262 357 538	401 173	-	-	-	2 262 758 711	2 262 357 538	401 173
3	Droits de Douane	1 268 779 677	1 515 415 140	(246 635 463)	-	-	-	1 268 779 677	1 515 415 140	(246 635 463)
4	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	3 500 000	-	3 500 000	-	-	-	3 500 000	-	3 500 000
5	Droits de passage du pipeline (COTCO)	8 182 414 162	4 261 921 406	3 920 492 756	-	3 920 492 755	(3 920 492 755)	8 182 414 162	8 182 414 161	1
6	Contributions FNE	95 130 177	95 130 177	-	-	-	-	95 130 177	95 130 177	-
7	Contributions CFC (part patronale)	142 593 832	142 594 331	(499)	-	-	-	142 593 832	142 594 331	(499)
8	Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	12 607 185	8 259 880	4 347 305	-	4 347 305	(4 347 305)	12 607 185	12 607 185	-
9	Frais d'inspection et de contrôle	89 335 100	-	89 335 100	-	89 335 100	(89 335 100)	89 335 100	89 335 100	-
	<b>Total</b>	<b>15 920 932 765</b>	<b>12 149 492 393</b>	<b>3 771 440 372</b>	<b>-</b>	<b>4 014 175 160</b>	<b>(4 014 175 160)</b>	<b>15 920 932 765</b>	<b>16 163 667 553</b>	<b>(242 734 788)</b>

La conciliation des flux de paiements reversés par COTCO à SNH- Fonctionnement se détaille comme suit :

*Chiffres exprimés en FCFA*

N° Flux	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	COTCO	SNH	Différence	COTCO	SNH	Différence	COTCO	SNH	Différence
Dividendes Filiales SNH	3 483 144 703	3 483 139 268	5 435	-	-	-	3 483 144 703	3 483 139 268	5 435
<b>Total</b>	<b>3 483 144 703</b>	<b>3 483 139 268</b>	<b>5 435</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 483 144 703</b>	<b>3 483 139 268</b>	<b>5 435</b>

❖ **Secteur minier**

La conciliation des flux de paiements reversés par les sociétés minières à l'Etat se détaille comme suit:

*Chiffres exprimés en FCFA*

N° Flux	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
1 Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	64 458 500	20 301 400	44 157 100	2 741 500	62 500 000	(59 758 500)	67 200 000	82 801 400	(15 601 400)
2 Redevance Superficiare	7 954 460	17 223 000	(9 268 540)	1 958 500	1 958 900	(400)	9 912 960	19 181 900	(9 268 940)
3 Taxes Ad Valorem	11 696 000	128 731 752	(117 035 752)	3 345 213	216 000	3 129 213	15 041 213	128 947 752	(113 906 539)
4 Taxes à l'extraction	160 147 875	77 099 935	83 047 940	2 679 389	34 420 902	(31 741 513)	162 827 264	111 520 837	51 306 427
5 Droits de Douane	32 277 421	12 692 872 512	(12 660 595 091)	-	(12 658 297 360)	12 658 297 360	32 277 421	34 575 152	(2 297 731)
6 Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	3 300 000	(3 300 000)	-	(3 300 000)	3 300 000	-	-	-
7 Contributions FNE	28 449 554	26 595 455	1 854 099	-	1 869 827	(1 869 827)	28 449 554	28 465 282	(15 728)
8 Contributions CFC (part patronale)	46 399 412	39 889 040	6 510 372	-	2 804 732	(2 804 732)	46 399 412	42 693 772	3 705 640
9 Frais d'inspection et de contrôle	3 685 200	4 751 800	(1 066 600)	-	-	-	3 685 200	4 751 800	(1 066 600)
10 Autres paiements significatifs versés à l'Etat (sup à 100 KUSD/55 000 KFCFA)	1 076 660 343	-	1 076 660 343	(101 762 870)	974 897 473	(1 076 660 343)	974 897 473	974 897 473	-
<b>Total</b>	<b>1 431 728 765</b>	<b>13 010 764 894</b>	<b>(11 579 036 129)</b>	<b>(91 038 268)</b>	<b>(11 582 929 526)</b>	<b>11 491 891 258</b>	<b>1 340 690 497</b>	<b>1 427 835 368</b>	<b>(87 144 871)</b>

### 5.2.3. Ajustements des déclarations

#### a. Pour les sociétés extractives

Les ajustements opérés sur les déclarations des sociétés extractives se résument comme suit :

Ajustements sur les déclarations des sociétés extractives	FCFA
Taxes hors périmètre de réconciliation (a)	(6 426 974 441)
Erreur de reporting (montant et détail) (b)	(37 118 196)
Taxes payées non reportées (c)	1 324 020 897
<b>Total</b>	<b>(5 140 071 740)</b>

(a) Il s'agit de flux de paiements reportés mais qui sont exclus du référentiel ITIE 2013. Ces ajustements se détaillent par taxe comme suit :

Flux de paiements	FCFA
Dividendes Filiales SNH (i)	(1 354 034 293)
Contributions CFC (part salariale) (ii)	(26 148 148)
Autres paiements significatifs versés à l'Etat (iii)	(5 046 792 000)
<b>Total</b>	<b>(6 426 974 441)</b>

- (i) Il s'agit des dividendes payés par les sociétés Tradex (entreprise publique spécialisée dans le Trading et le négoce du pétrole) et la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP) à la SNH. Ces deux sociétés n'opèrent pas dans l'extraction et ne sont pas incluses dans le périmètre de conciliation.
- (ii) La part salariale de la CFC constitue une retenue à la source sur salaire non supportée par l'entreprise et elle a été donc exclue du périmètre de la conciliation.
- (iii) Il s'agit des taxes reportées par les sociétés extractives mais qui ne sont pas inclus dans le périmètre retenus par le comité ITIE pour faire partie de la conciliation au titre de l'année 2013. Ces paiements sont détaillés comme suit:

Société	Taxes	Valeur (FCFA)
Perenco Rio Del Rey	IRPP	2 236 732 955
	TVA	1 532 324 851
Perenco Cameroun	IRPP	667 699 675
	TVA	508 271 649
ROCAGLIA	Taxes de service	87 754 474
CAPAM	IRPP	14 008 396
<b>Total</b>		<b>5 046 792 000</b>

Les ajustements se détaillent par société comme suit:

Sociétés	FCFA
SNH (Fonctionnement /Etat)	(1 354 034 293)
Perenco Rio Del Rey	(3 769 057 806)
Perenco Cameroun	(1 202 119 472)
ROCAGLIA	(87 754 474)
CAPAM	(14 008 396)
<b>Total</b>	<b>(6 426 974 441)</b>



- (b) Il s'agit d'écarts entre le total indiqué au niveau de la déclaration et le détail communiqué par la société ou le montant figurant sur la quittance elle-même. Ces ajustements ont été réalisés sur la base de copies des quittances et/ou de confirmations obtenues des sociétés. Ces ajustements se détaillent par taxe comme suit :

Flux de paiements	FCFA
Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	1 000 000
Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	113 066
Droits de Douane	(21 281 577)
Contributions FNE	(395 000)
Contributions CFC (part patronale)	(16 554 685)
<b>Total</b>	<b>(37 118 196)</b>

Les ajustements se détaillent par société comme suit :

Sociétés	FCFA
SNH (Fonctionnement /Etat)	1 000 000
Perenco Rio Del Rey	(6 095 925)
Euroil Ltd	5 000
Noble Energy Cameroon LTD	653 066
Rodeo Development LTD (Gaz de Cameroun)	(540 000)
Kosmos Energy	(10 858 760)
Glencore Exploration Cameroon	(21 281 577)
<b>Total</b>	<b>(37 118 196)</b>

- (c) Il s'agit des flux de paiements effectués par les sociétés extractives mais qui ont été omis dans leurs déclarations. Ces flux, initialement déclarés par les régies financières, ont fait l'objet d'une communication aux entreprises extractives concernées qui ont pu les confirmer. Ces ajustements se détaillent par taxe comme suit:

Flux de paiements	FCFA
Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	4 700 000
Taxes Ad Valorem	3 345 213
Taxes à l'extraction	2 679 389
Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	145 639 394
Droits de Douane	9 326 025
Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	1 158 330 876
<b>Total</b>	<b>1 324 020 897</b>

Les ajustements se détaillent par société comme suit:

Sociétés	FCFA
SNH (Fonctionnement /Etat)	1 158 330 876
Perenco Cameroun	12 397 339
Rodeo Development LTD (Gaz de Cameroun)	133 242 055
Glencore Exploration Cameroon	9 326 025
ROCAGLIA	3 345 213
Razel	7 379 389
<b>Total</b>	<b>1 324 020 897</b>

## **b. Pour les régies financières**

Les ajustements opérés sur les déclarations des régies financières se résument comme suit :

<b>Ajustements sur les déclarations de l'Etat</b>	<b>FCFA</b>
Taxes hors périmètre de réconciliation (a)	(12 661 611 860)
Erreur de reporting (montant et détail) (b)	(796 723 683)
Taxes perçues hors de la période de réconciliation (c)	(36 463 417)
Montant doublement déclaré (d)	(2 693 426)
Taxes non reportés par l'Etat (e)	6 357 308 042
<b>Total</b>	<b>(7 140 184 344)</b>

(a) Il s'agit de flux de paiements reportés mais qui sont exclus du référentiel ITIE 2013. Ces ajustements se détaillent par taxe comme suit:

<b>Ajustements sur les déclarations de l'Etat</b>	<b>FCFA</b>
Droits de Douane (i)	(12 658 297 360)
Redressements Douaniers/amendes et pénalités (i)	(3 300 000)
Redevance Superficiare (ii)	(14 500)
<b>Total ajustements</b>	<b>(12 661 611 860)</b>

- (i) Il s'agit des paiements effectués par les sociétés de carrières Cimencam et Razel dont seuls les paiements spécifiques sont retenu dans le périmètre par le Comité ITIE.
- (ii) Il s'agit de la taxe d'exploitation, hors périmètre, déclarée par la DGI en tant que Redevance Superficiare.

Les ajustements se détaillent par société comme suit:

<b>Sociétés</b>	<b>Taxes non reportés par l'Etat</b>
Cimencam	(10 415 588 733)
Razel	(2 246 008 627)
Noble Energy Cameroon LTD	(14 500)
<b>Total paiements en numéraire</b>	<b>(12 661 611 860)</b>

(b) Il s'agit d'écarts entre le total indiqué au niveau de la déclaration et le détail communiqué par la société ou le montant figurant sur la quittance elle-même. Ces ajustements ont été réalisés sur la base de copies des quittances et/ou de confirmations obtenues les régies financières. Ces ajustements se détaillent par taxe comme suit:

<b>Ajustements sur les déclarations de l'Etat</b>	<b>FCFA</b>
Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	(56 271 622)
Droits de Douane	(740 452 061)
<b>Total ajustements</b>	<b>(796 723 683)</b>

Les ajustements se détaillent par société comme suit:

<b>Sociétés</b>	<b>FCFA</b>
SNH (Fonctionnement /Etat)	(59 132 089)
Addax Petroleum Cam Comapany	(740 452 061)
Noble Energy Cameroon LTD	2 860 467
<b>Total paiements en numéraire</b>	<b>(796723 683)</b>

(c) Il s'agit des flux de paiements reportés par les régies financières mais qui sont payés en dehors de la période de conciliation c'est à dire avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ou après le 31 décembre 2013. Ces ajustements se détaillent par taxe et par société comme suit:

Ajustements sur les déclarations de l'Etat	FCFA
Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	(18 191 654)
Contributions FNE	(7 308 706)
Contributions CFC (part patronale)	(10 963 057)
<b>Total</b>	<b>(36 463 417)</b>

Les ajustements se détaillent par société comme suit:

Sociétés	FCFA
SNH (Fonctionnement /Etat)	(18 271 763)
Rodeo Development LTD (Gaz de Cameroun)	(18 191 654)
<b>Total</b>	<b>(36 463 417)</b>

(d) Il s'agit des montants doublement déclarés par les régies financières. Les ajustements sont effectués sur la base des confirmations reçues des différentes régies. Ces ajustements se détaillent comme suit par taxe:

Ajustements sur les déclarations de l'Etat	FCFA
Contributions FNE	(1 077 370)
Contributions CFC (part patronale)	(1 616 056)
<b>Total</b>	<b>(2 693 426)</b>

Les ajustements se détaillent par société comme suit:

Sociétés	FCFA
Euroil Ltd	(2 693 426)
<b>Total</b>	<b>(2 693 426)</b>

(e) Il s'agit des flux de paiements reçus par les régies financières mais qui ont été omis dans leurs déclarations. Ces flux, déclarés par les sociétés extractives, ont fait l'objet d'une communication aux régies financières concernées qui ont pu les confirmer. Ces ajustements se détaillent comme suit par taxe:

Ajustements sur les déclarations de l'Etat	FCFA
Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	1 046 754 372
Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	62 500 000
Redevance Superficiare	24 193 900
Taxes Ad Valorem	216 000
Taxes à l'extraction	34 420 902
Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	74 475 248
Redressements Douaniers/amendes et pénalités	60 000 000
Droits de passage du pipeline (COTCO)	3 920 492 755
Contributions FNE	26 270 005
Contributions CFC (part patronale)	39 404 982
Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	4 347 305
Frais d'inspection et de contrôle	89 335 100
Paiement à la cellule de fer de Mbalam	974 897 473
<b>Total</b>	<b>6 357 308 042</b>

Les ajustements se détaillent par société comme suit:

Flux de paiements	FCFA
COTCO	4 014 175 160
Perenco Rio Del Rey	1 041 287 583
CAM IRON	979 572 032
SNH (Fonctionnement /Etat)	69 508 028
Geovic	62 500 000
Rodeo Development LTD (Gaz de Cameroun)	60 821 706
Addax Petroleum Cam Comapany	60 000 000
Razel	36 595 802
Murphy	13 779 357
Kosmos Energy	9 480 500
Glencore Exploration Cameroon	5 466 789
Euroil Ltd	4 121 085
<b>Total</b>	<b>6 357 308 042</b>

#### 5.2.4. Ecarts définitifs non réconciliés

Suite aux ajustements opérés, les écarts résiduels non réconciliés sur les flux de paiements, s'élevant à 983 826 718 FCFA, se détaillent par société extractive et par taxe dans les tableaux ci-dessous:

##### a. Ecart définitif par société extractive

No.	Sociétés	Ecarts Résiduels	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive	Taxes non reportées par l'Etat	Non significatif < 1 M FCFA
1	SNH (Fonctionnement /Etat)	1 357 164	1 357 164	-	-
2	Perenco Rio Del Rey	1 118 461 892	-	1 118 461 890	2
3	Perenco Cameroun	72 474 551	-	72 451 686	22 865
4	Perenco Oil & Gas Cameroun	-	-	-	-
5	Addax Petroleum Cam Comapany	135 624 418	135 500 699	-	123 719
6	Euroil Ltd	491	-	-	491
7	Noble Energy Cameroon LTD	(106 251)	-	-	(106 251)
8	ADDAX Petroleum Cameroon Limited	-	-	-	-
9	Murphy	1 211 610	-	-	1 211 610
10	Rodeo Development LTD (Gaz de Cameroun)	(14 496 757)	(14 496 757)	-	-
11	Kosmos Energy	(19 793 084)	(19 833 437)	-	40 353
12	Glencore Exploration Cameroon	(1 162 348)	(1 162 348)	-	-
13	Yang Chang Logone	(6 458)	-	-	(6 458)
14	Dana Petroleum	20 135 714	-	20 135 714	-
15	COTCO	(242 729 353)	(243 135 463)	-	406 110
16	Geovic	(10 000)	-	-	(10 000)
17	C&K Mining	(158 512 647)	(158 512 647)	-	-
18	ROCAGLIA	1 578 023	212 839	1 610 234	(245 050)
19	CAPAM	7 797 086	-	7 797 086	-
20	Cimencam	31 287 289	26 901 963	4 385 326	-
21	Razel	-	-	-	-
22	CAM IRON	30 715 378	-	31 200 378	(485 000)
<b>Total</b>		<b>983 826 718</b>	<b>(273 167 987)</b>	<b>1 256 042 314</b>	<b>952 391</b>

**b. Ecart définitif par taxe**

Régie financière	Taxes	Ecart Résiduel	Origine des Ecart Résiduels		
			Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive	Taxes non reportées par l'Etat	Non significatif < 1 M FCFA
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		<b>(2)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2)</b>
DGTCFM	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-
	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	(2)	-	-	(2)
	Dividendes SNH	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		<b>5 858 004</b>	<b>-</b>	<b>5 805 000</b>	<b>53 004</b>
SNH-Mandat	Redevance Minière Proportionnelle	22 865	-	-	22 865
	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-
	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	24 703	-	-	24 703
	Bonus de signature	5 805 000	-	5 805 000	-
	Bonus de Production	-	-	-	-
	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-
	Frais de Formation	1	-	-	1
	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-
<b>SNH-Fonct</b>	<b>Dividendes Filiales SNH</b>	<b>5 435</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 435</b>
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>977 968 716</b>	<b>(273 167 987)</b>	<b>1 250 237 314</b>	<b>899 389</b>
DGI	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	6 746 827	-	6 746 826	1
DGTCFM	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	(15 600 900)	(15 601 400)	-	500
	Redevance Superficiare	(8 591 690)	(14 779 500)	6 672 810	(485 000)
	Taxes Ad Valorem	(113 906 539)	(117 978 515)	4 071 976	-
DGI	Taxes à l'extraction	51 306 427	51 306 427	-	-
	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	470 172	-	-	470 172
	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-
DGD	Droits de Douane	1 044 004 891	(178 548 399)	1 222 793 954	(240 664)
	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	3 500 000	3 500 000	-	-
DGI	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-
DGD	Droits de passage du pipeline (COTCO)	1	-	-	1
DGTCFM	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-
DGI	Contributions FNE	736 218	-	233 699	502 519
	Contributions CFC (part patronale)	4 961 216	-	4 309 357	651 859
	Bonus progressif	-	-	-	-

Régie financière	Taxes	Ecart Résiduel	Origine des Ecart Résiduel		
			Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive	Taxes non reportées par l'Etat	Non significatif < 1 M FCFA
	Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	1	-	-	1
	Frais d'inspection et de contrôle	(1 066 600)	(1 066 600)	-	-
	Dividendes versées à la SNI	-	-	-	-
<b>Toutes</b>	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100 KUSD/55 000 KFCFA)	5 408 692	-	5 408 692	-
<b>Total</b>		<b>983 826 718</b>	<b>(273 167 987)</b>	<b>1 256 042 314</b>	<b>952 391</b>



## 5.3. Rapprochement des données ITIE avec d'autres sources

### 5.3.1. Rapprochement des données ITIE avec le TOFE

Selon les Tableaux des Opérations Financières de l'Etat pour les années 2012 et 2013, les principales sources de revenus pour l'Etat Camerounais se présentent comme suit :

Indicateurs (en Milliards de FCFA)	2012 (*)		2013 (**)	
	Montant	%	Montant	%
<b>Total recettes et Dons</b>	<b>2 425</b>		<b>2 622</b>	
Recettes pétrolières	693	29%	700	27%
Recettes non pétrolières	1 676	69%	1 861	71%
<i>Dont : Impôts directs</i>	471	19%	513,1	20%
<i>Taxe spéciale sur les produits pétroliers</i>	97	4%	109,6	4%
<i>Autres taxes sur les biens et services</i>	720,2	30%	852,5	33%
<i>Taxes sur les échanges internationaux</i>	294,1	12%	289,7	11%
<i>Recettes non fiscales</i>	94	4%	96,8	4%
<i>Dont : Droits de transit</i>	7,7	0,32%	8,8	0,34%
Dons	56	2%	46,3	2%
Recettes de privatisation	0	0%	15	0,5%

(\*)Source : TOFE 2012 - Version du 10 octobre 2013, DGTCFM.

(\*\*)Source : TOFE 2013 - Version du 24 avril 2014, DGTCFM.

Le tableau ne fait pas apparaître une ligne séparée pour les recettes minières ce qui ne permet pas d'apprécier la contribution de ce secteur à partir de ce document. Seuls les recettes pétrolières et les droits de transit sont présentés séparément avec une contribution respective de 27% et 0,34% au total des recettes de l'Etat pour l'année 2013.

Le rapprochement entre cet agrégat et les revenus collectés dans le présent rapport fait ressortir un écart global de 77.7 milliards de FCFA qui se détaille comme suit :

Indicateurs (en Milliards de FCFA)	TOFE 2013	ITIE 2013	Ecart
<b>Recettes du secteur pétrolier</b>	<b>699,7</b>	<b>769,6</b>	<b>(69,9)</b>
Transferts au Trésor Public par SNH	530,0	538,7	(8,7)
Impôts sur les sociétés pétrolières	169,7	186,8	(17,1)
Dividendes payés par SNH	-	4,2	(4,2)
Autres paiements	-	39,9	(40,0)
<b>Recettes du secteur du transport pétrolier</b>	<b>8,8</b>	<b>16,1</b>	<b>(7,3)</b>
Droits de transit	8,8	8,2	0,6
Autres paiements	-	7,9	(7,9)

Les recettes pétrolières présentées dans le TOFE 2013 n'incluent pas les dividendes payés par la SNH à l'Etat et les autres impôts et taxes payés par les sociétés pétrolières. Ces recettes incluent uniquement les transferts SNH-Mandats provenant de la commercialisation des parts d'huile de l'Etat et l'IS pétrolier pour lesquels nous avons relevé des écarts non constatés au niveau du TOFE 2013 respectivement pour 8.7 milliards de FCFA et 17.1 milliards de FCFA.

### 5.3.2. Rapprochement des données ITIE avec les données du FMI

En se basant sur les données publiées par le FMI en juillet 2014 dans son rapport FMI No. 14/212, la contribution des recettes provenant des exportations du pétrole et des produits pétroliers dans le total des exportations du pays est égale à 52%. Le rapprochement entre cet agrégat et celui calculé à partir des déclarations des entreprises pétrolières a fait ressortir un écart qui est présenté au niveau du tableau suivant :

Indicateur (en Milliards de FCFA)	FMI(*)	ITIE	Ecart
Total Exportation pays	2 980,20		
Exportations de pétrole	1 549,20	1 131,96	417,24
Contribution	52%	38%	14%

(\*)Les données FMI incluent les exportations du pétrole et des produits pétroliers

Selon les explications fournies par la SNH, cet écart provient pour l'essentiel du fait que les statistiques de la FMI prennent en compte les exportations d'hydrocarbures effectuées par la Société Nationale de Raffinage (SONARA) qui ne fait pas partie du périmètre de l'ITIE. Les derniers chiffres publiés par la SONARA sur son site web remontent à 2012 et affichent une valeur à l'exportation de 261,8 milliards de FCFA<sup>53</sup>.

### 5.3.3. Rapprochement des données ITIE avec les statistiques publiées par la SNH

Nous présentons dans les tableaux suivant les résultats de rapprochement entre les statistiques sur la production et les ventes du pétrole brut publiées par la SNH avec les données déclarées dans le cadre du rapport ITIE 2013.

#### Production

Million de barils

Association	Statistique SNH	ITIE	Ecart
RDR	9,4225	9,4220	0,0005
DISSONI	0,7260	0,7260	(0,0000)
LOKELE	4,2323	4,2330	(0,0007)
MOUDI	0,3337	0,3340	(0,0003)
EBOME	0,5468	0,5470	(0,0002)
MVIA	0,0003	0,0003	(0,0000)
SANAGA SUD	0,0165	0,0160	0,0005
<b>Total Production</b>	<b>15,2781</b>	<b>15,2783</b>	<b>(0,0002)</b>

#### Exportation et vente locale

_Opérateur	Volume exporté (en bbl)	Volume vendu localement (en bbl)	Total ITIE	Statistiques SNH	Ecart
Part de l'Etat	14,335	1,306	15,641	15,641	0,000
Part des associés	7,271	0,170	7,441	8,346	(0,905)
<b>Total</b>	<b>21,606</b>	<b>1,476</b>	<b>23,082</b>	<b>23,987</b>	<b>(0,905)</b>

### 5.3.4. Rapprochement des données ITIE avec les statistiques publiées par la CAPAM

Nous avons procédé au rapprochement des quantités de substances canalisées par le CAPAM qui sont publiées dans son rapport d'activités 2013 avec celles déclarées au niveau du formulaire de déclaration. Nous avons relevé que seule la quantité de 0,43 tonne de Rutile canalisée par le CAPAM en 2013 n'a pas été reprise au niveau du rapport d'activité.

<sup>53</sup> <http://www.sonara.cm/nous-connaître-données-financières>

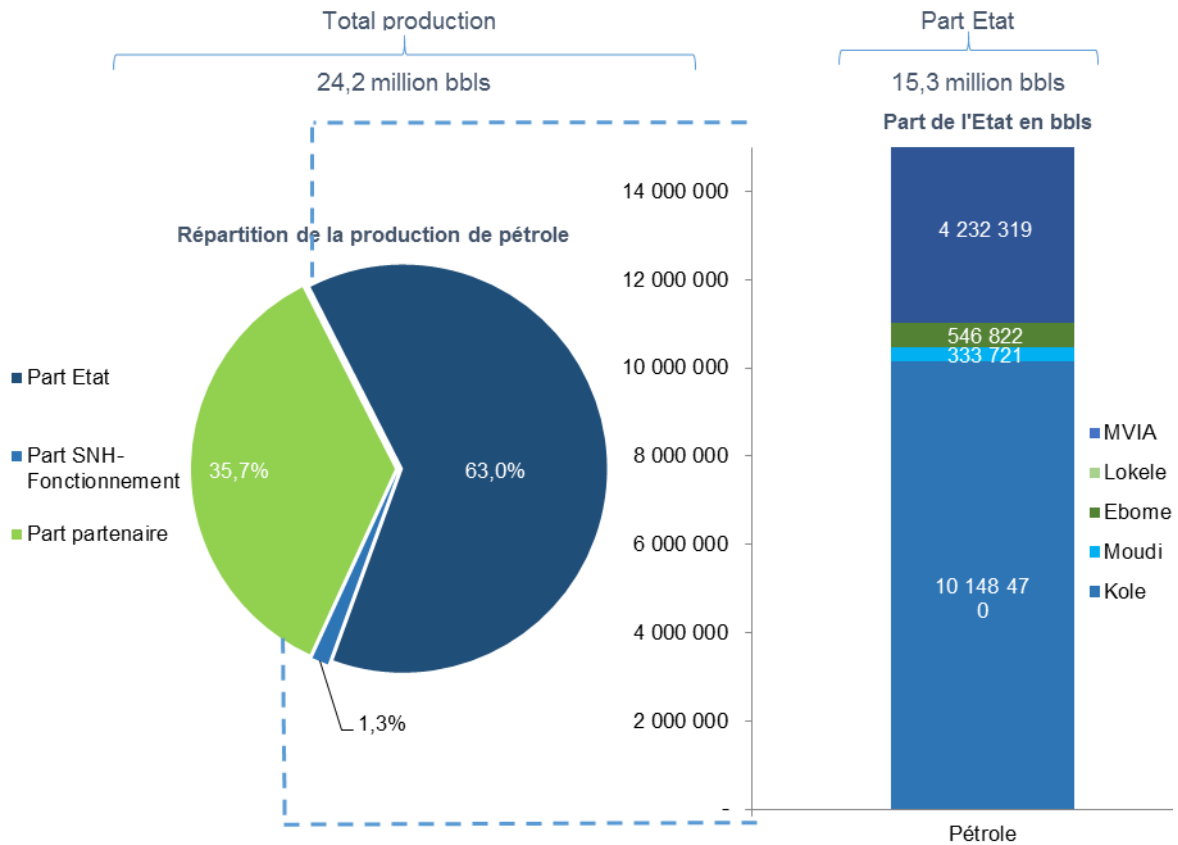
## 6. ANALYSE DES DONNEES CLES

### 6.1. Revenus de l'Etat

#### 6.1.1. Contribution du secteur des hydrocarbures

##### Analyse des revenus en nature par projet

No.	Opérateur	Association	Concession	Unité	Production Totale Pétrole	Production Totale Gaz	Production Totale Condensat	Part Etat	Part SNH-Fonctionnement	% Part Etat	%Part SNH-Fonctionnement
1	SNH Fonctionnement	MVIA	MVIA	bbls	12 871	-	-	283	12 588	2,2%	97,8%
			Champs Accords 1990	bbls	61 222	-	-				
			Champs DISSONI NORD	bbls	2 460 914	-	-				
1	Perenco Rio Del Rey	Kole	Champs Marginaux	bbls	2 274 013	-	-	10 148 470	-	62,1%	0,0%
			Champs RDR Classiques	bbls	10 970 641	-	-				
			Champs Unitisés	bbls	569 850	-	-				
		Moudi	Moudi	bbls	667 441	-	-	333 721	66 744	50,0%	10,0%
2	Perenco Cameroun	Ebome	KF, KB; BAF/EBOME	bbls	1 093 644	-	-	546 822	235 133	50,0%	21,5%
		Sanaga	Sanaga	scf	-	142 802	57 064	-	-	0,0%	0,0%
		Lokele	Mokoko Abana	bbls	5 751 742	-	-	4 232 319	-	73,6%	0,0%
3	Addax PCC	Kole	Mokoko West	bbls	343 499	-	-	-	-	0,0%	0,0%
				bbls	-	-	10 009	-	-	0,0%	0,0%
5	Rodeo Development LTD	Logbaba	Logbaba	scf	-	661 002 259	-	-	-	0,0%	0,0%
<b>Total</b>					<b>24 205 838</b>	<b>661 145 061</b>	<b>67 073</b>	<b>15 261 615</b>	<b>314 465</b>	<b>63,0%</b>	<b>1,3%</b>

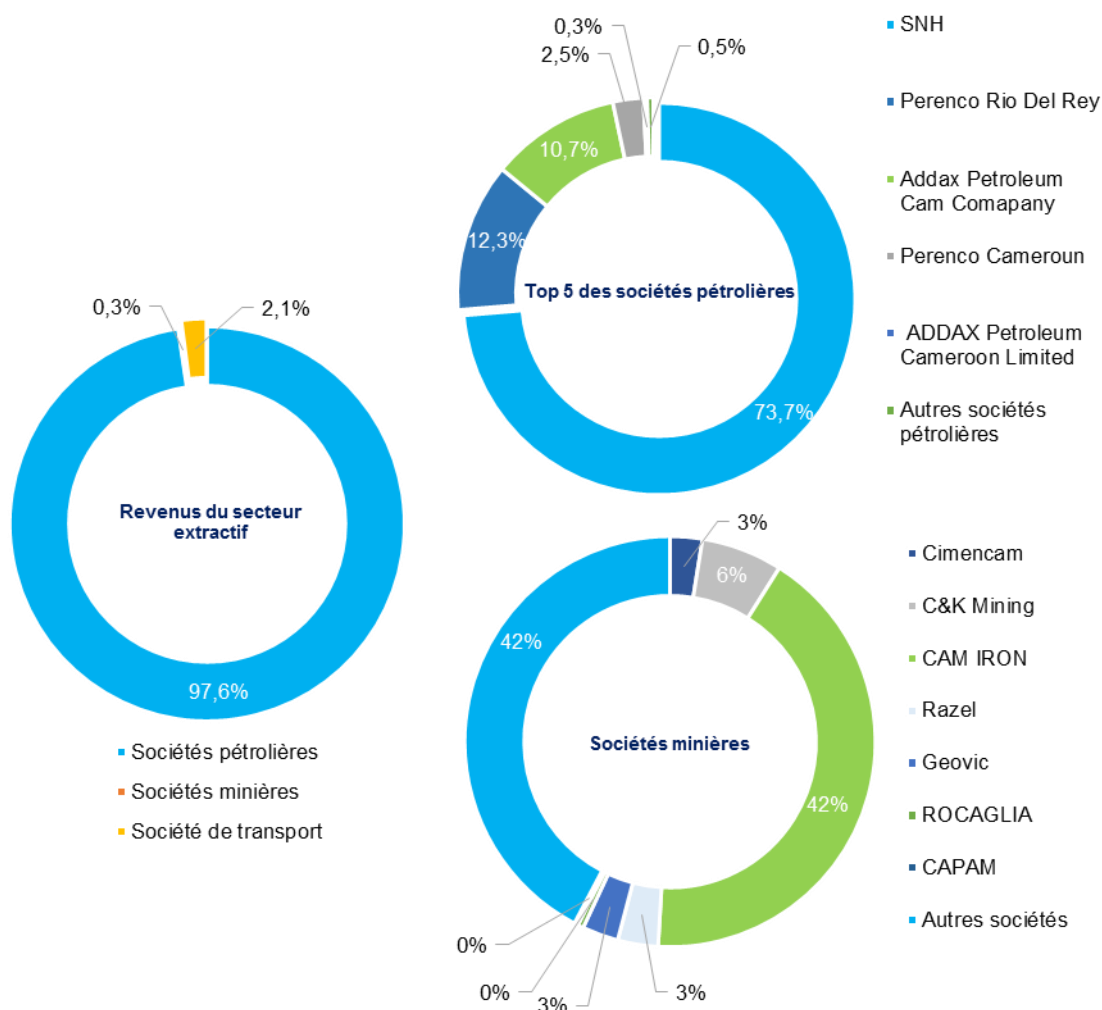


Les parts d'huile transférées à l'Etat Camerounais dans les champs pétroliers et gaziers en production se sont élevées à 15,3 millions de barils pour une production nationale de 24,2 millions de barils. Sur ces 15,3 millions de barils :

- 10,1 millions de barils, équivalant à 538,7 milliards FCFA ont été affectés au financement du budget de l'Etat et comptabilisés ainsi dans le TOFE 2013;
- 5,3 millions de barils, équivalant à 280,6 milliards de FCFA, ont été directement affectés à la couverture de la quote-part de l'Etat dans les coûts pétroliers et ne sont donc pas comptabilisés dans le TOFE 2013 ;
- (0,1) millions de barils correspondent à la variation de stock des parts d'huile de l'Etat.

### 6.1.2. Analyse des revenus en numéraire par secteur et par société

Nous présentons dans les graphiques ci-dessous la répartition des revenus du secteur extractif de 2013 entre le secteur pétrolier et le secteur minier ainsi que le TOP 5 des sociétés pétrolières et toutes les sociétés minières. Pour cette présentation, nous avons adopté les paiements après ajustements par société, des flux reçus au niveau du budget national tels que rapportés par les différentes régies financières.



Le tableau des revenus de l'année 2013 des **sociétés pétrolières** est comme suit :

Sociétés pétrolières	Paiements perçus par l'Etat (FCFA)	%
SNH (Fonctionnement /Etat)	566 947 351 946	73,7%
Perenco Rio Del Rey	94 615 465 172	12,3%
Addax Petroleum Cam Comapany	82 492 461 089	10,7%
Perenco Cameroun	19 246 351 300	2,5%
ADDAX Petroleum Cameroon Limited	2 469 786 407	0,3%
Kosmos Energy	1 780 781 448	0,2%
Glencore Exploration Cameroon	1 216 120 823	0,2%
Rodeo Development LTD	420 072 354	0,1%
Noble Energy Cameroon LTD	215 999 694	0,0%
Euroil Ltd	114 215 046	0,0%
Yang Chang Logone	85 449 413	0,0%
Murphy	35 450 437	0,0%
<b>Total</b>	<b>769 639 505 129</b>	<b>100,0%</b>

Le tableau des revenus de l'année 2013 des sociétés minières est comme suit:

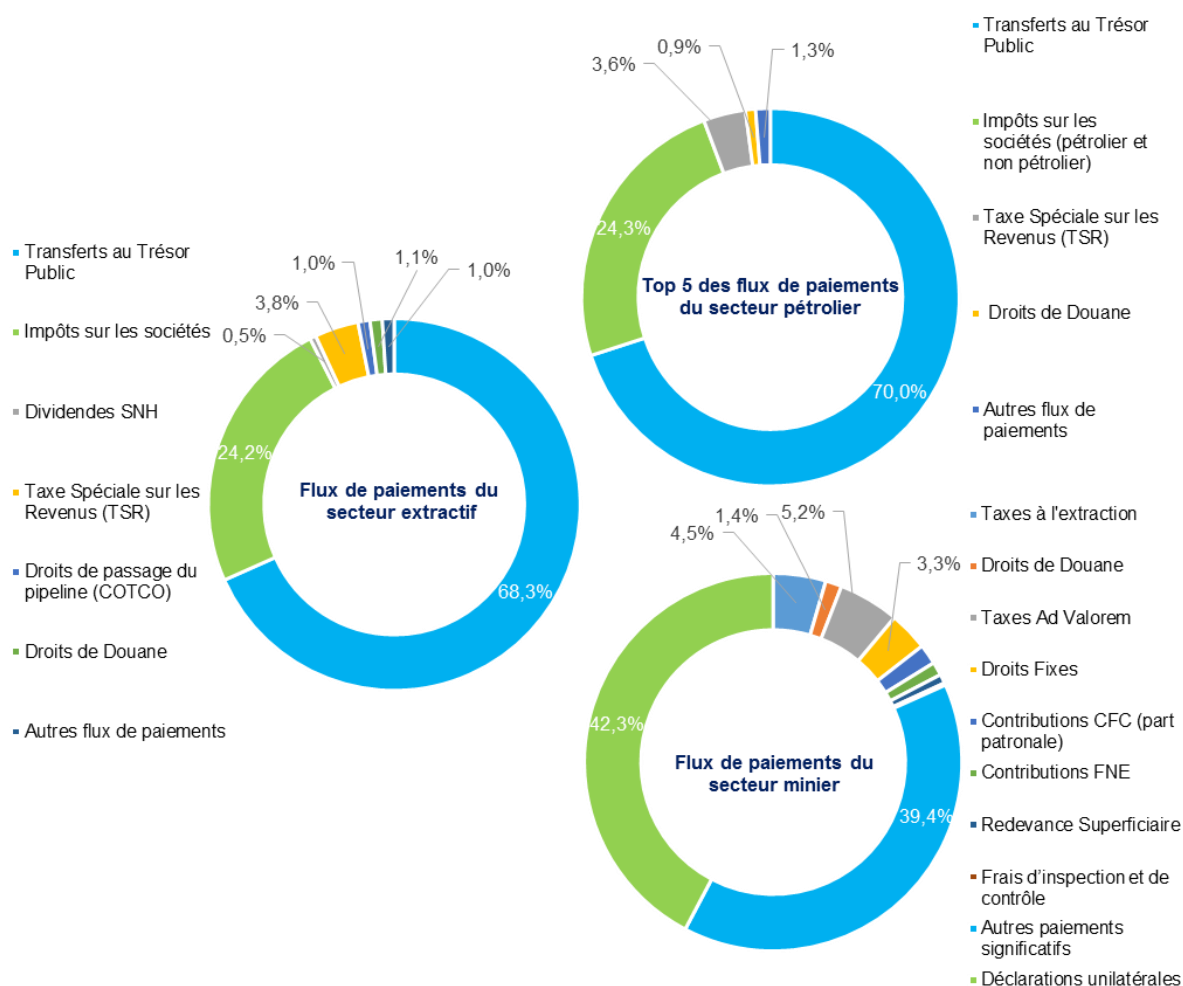
Sociétés minières	Paiements perçus par l'Etat (FCFA)	%
CAM IRON	1 039 111 301	42,0%
C&K Mining	158 512 647	6,4%
Razel	78 486 092	3,2%
Geovic	70 666 275	2,9%
Cimencam	62 524 990	2,5%
ROCAGLIA	11 126 039	0,4%
CAPAM	7 408 024	0,3%
Autres sociétés	1 046 174 061	42,3%
<b>Total</b>	<b>2 474 009 429</b>	<b>100,0%</b>

Le tableau des revenus de l'année 2013 de la société de transport pétrolier est comme suit :

Sociétés de transport	Paiements perçus par l'Etat (FCFA)	%
COTCO	16 163 667 553	100%
<b>Total</b>	<b>16 163 667 553</b>	<b>100%</b>

### 6.1.3. Analyse des revenus en numéraire par flux de paiement

Nous présentons dans les graphiques ci-dessous la répartition des revenus du secteur extractif de 2013 entre le secteur pétrolier et le secteur minier. Pour cette présentation, nous avons adopté les paiements après ajustements par société, des flux reçus rapportés par les différentes régies financières :



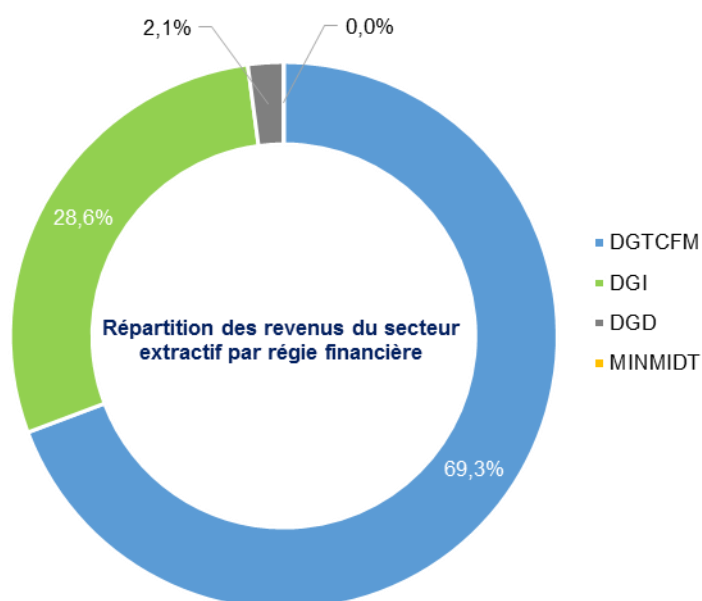
Les flux de revenus les plus significatifs en termes de recettes perçues par l'Etat sont classés par nature et par ordre d'importance comme suit:

Flux de paiements du secteur extractif	Gouvernement (FCFA)	En %
Transferts au Trésor Public	538 732 469 390	68,3%
Impôts sur les sociétés	190 644 705 292	24,2%
Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	30 036 055 863	3,8%
Droits de Douane	8 368 243 052	1,1%
Droits de passage du pipeline (COTCO)	8 182 414 161	1,0%
Autres flux de paiements	8 158 127 790	1,0%
Dividendes SNH	4 175 000 000	0,5%
<b>Total paiements en numéraire</b>	<b>788 297 015 548</b>	<b>100%</b>



#### 6.1.4. Analyse des revenus en numéraire par régie financière

Les recettes perçues par chaque administration retenue dans le périmètre de conciliation pour l'exercice 2013 se présentent comme suit :



Le tableau des revenus du secteur extractif de 2013 par régie financière est comme suit :

Flux de paiements du secteur extractif	Paiements perçus par l'Etat (FCFA)	En %
Direction Générale du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire - DGTCFM	546 025 229 324	69,3%
Direction Générale des Impôts - DGI	225 627 042 111	28,6%
Direction Générale des Douanes - DGD	16 550 657 213	2,1%
Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique - MINIMIDT	94 086 900	0,0%
<b>Total</b>	<b>788 297 015 548</b>	<b>100%</b>

## 6.2. Paiements sociaux

Les paiements reportés par les sociétés extractives au titre des projets dépenses sociales est égal à 343 142 337 FCFA et se détaillent comme suit:

Nom de la société	Paiements sociaux obligatoires		Paiements sociaux volontaires		Total
	Contributions en numéraire	Contributions en nature	Contributions en numéraire	Contributions en nature	
<b>Sociétés pétrolières</b>	<b>119 576 038</b>	<b>-</b>	<b>113 579 400</b>	<b>65 758 772</b>	<b>298 914 210</b>
Perenco Rio Del Rey	-	-	111 657 400	4 439 600	116 097 000
Perenco Cameroun	-	-	-	18 825 823	18 825 823
Addax Petroleum Cameroon Company	-	-	-	42 493 349	42 493 349
Rodeo Development LTD (Gaz de Cameroun)	-	-	1 922 000	-	1 922 000
Kosmos Energy Cameroon	88 558 028	-	-	-	88 558 028
Dana Petroleum	31 018 010	-	-	-	31 018 010

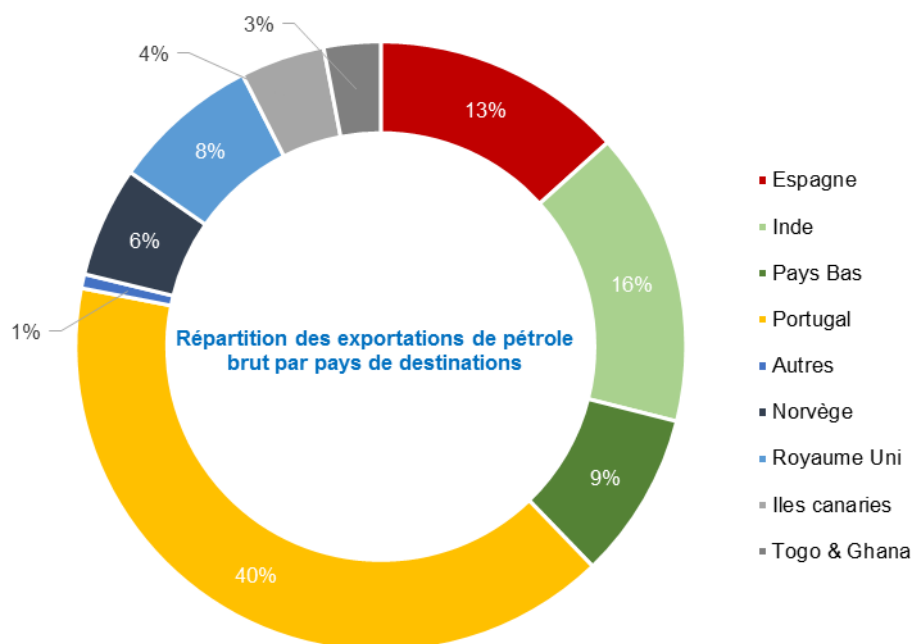
Nom de la société	Paiements sociaux obligatoires		Paiements sociaux volontaires		Total
	Contributions en numéraire	Contributions en nature	Contributions en numéraire	Contributions en nature	
<b>Société de transport</b>	-	-	<b>7 505 000</b>	-	<b>7 505 000</b>
COTCO			7 505 000		7 505 000
<b>Sociétés minières</b>	-	-	<b>36 723 127</b>	-	<b>36 723 127</b>
ROCAGLIA	-	-	250 000	-	250 000
Cimenteries du Cameroun	-	-	36 473 127	-	36 473 127
<b>Total</b>	<b>119 576 038</b>	-	<b>157 807 527</b>	<b>65 758 772</b>	<b>343 142 337</b>

Le détail des paiements sociaux par bénéficiaire et présenté en annexe 3.

### 6.3. Exportations du secteur extractif

#### 6.3.1. Exportation du pétrole brut

Nous présentons dans le graphique ci-dessous la répartition des exportations de pétrole brut de 2013 par pays de destination. Nous avons adopté les chiffres à partir des déclarations des sociétés pétrolières:



Les quantités et valeurs de pétrole brut exportées réparties par pays de destination sont comme suit :

Pays	Volume (en bbls)	En %	Valeur (en million FCFA)
Portugal	8 601 708	40%	462 196
Espagne	2 846 968	13%	156 144
Inde	3 335 967	16%	168 970
Pays Bas	1 891 811	9%	100 726
Royaume Uni	1 673 030	8%	85 642
Norvège	1 251 888	6%	64 883
Iles canaries	955 701	4%	47 896
Togo & Ghana	643 773	3%	32 843
Autres	160 000	1%	9 230
<b>Total général</b>	<b>21 360 846</b>	<b>100%</b>	<b>1 128 530</b>

### 6.3.2. Exportation des produits miniers

Les quantités et valeurs des produits miniers exportées peuvent être présentées dans le tableau suivant:

Société	Quantité	Matière	Unité	Valeur (en million FCFA)	Pays du destinataire
C&K Mining	85	Or	Kg	1 408	Corée du Sud
C&K Mining	2 141	Diamant	Carats	225	Corée du Sud
<b>Total général</b>				<b>1 633</b>	

### 6.4. Transferts infranationaux

Les transferts infranationaux des revenus provenant du secteur des industries extractives, tels que déclarés par la DGI, s'élèvent 1 662 million FCFA et. Le détail de ces transferts se présente comme suit:

Société	FEICOM	COMMUNES	TOTAL
SNH (Fonctionnement /Etat)	889 759 440	401 826 844	1 291 586 284
COTCO	218 244 158	133 762 551	352 006 709
Razel	-	9 297 572	9 297 572
Cimencam		9 208 341	9 208 341
<b>Total</b>	<b>1 108 003 598</b>	<b>554 095 308</b>	<b>1 662 098 906</b>

En contrepartie, les montants rétrocédés au titre des transferts infranationaux au titre de l'année 2013 tels que reportés par le trésor se sont élevés à seulement 64 million FCFA dont le détail par bénéficiaire se présente comme suit :

#### DGTCFM

Commune du bénéficiaire	MONTANT (FCFA)
Communes de l'EST	28 146 500
Communauté Urbaine de Yaoundé	18 308 387
Communes de LIMBE	11 713 007
Commune d'arrondissement DIBAMBA	2 303 936
Commune d'arrondissement de Douala III	1 323 141
Commune d'arrondissement MOMBO	654 688
Commune d'arrondissement de Douala V	549 200
Communes de GAROUA	250 000
Commune d'arrondissement de Douala I	242 080
Recette municipale d'EDEA	190 395
Commune d'arrondissement DIZANGUE	181 125
Commune d'arrondissement NJOMBE-PENJA	96 000
Commune d'arrondissement EDEA I	76 745
Commune d'arrondissement YABASSI	4 650
<b>TOTAL</b>	<b>64 039 854</b>

## 7 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

### 7.1 Constatations et recommandations pour 2013

#### 7.1.1 Etats financiers certifiés

Selon les instructions de reporting, les entreprises extractives établies au Cameroun et opérant sous la forme juridique d'une société ont été sollicitées pour communiquer leurs états financiers audités au titre de 2013.

Toutefois, nous avons constaté que seules 6 entreprises (SNH, APCC, Geovic, CAM IRON, Perenco RDR et Perenco Cameroon) ont communiqué leurs états financiers ce qui ne nous a pas permis d'apprécier si les états financiers des entités déclarantes ont été audités comme préconisé par l'Exigence 5.3 (e).

*Afin d'améliorer la crédibilité des données divulguées dans les rapports ITIE, nous recommandons que des dispositions soient prises par le Comité ITIE en coordination avec le MINIMIDT afin d'inciter les entreprises déclarantes à communiquer leurs états financiers audités ou de communiquer les raisons de l'absence d'audit des états financiers.*

#### 7.1.2 Mise en place d'une base de données pour le secteur extractif

La nouvelle norme ITIE requière la publication des données contextuelles sur le secteur extractif incluant notamment :

- des données sur le cadre légal, fiscal et institutionnel et sur la politique de publication des contrats ;
- une vue d'ensemble sur le secteur extractif en terme de régions, de projets, de réserves et de gouvernance ;
- la contribution du secteur dans l'économie ; et
- une description du processus d'octroi des permis, les données sur la propriété réelle, etc.

Lors de la collecte de ces informations, nous avons rencontré des difficultés puisqu'elles étaient soit non disponibles soit non actualisées ou bien éparpillées entre plusieurs structures. Nous avons également noté que ces données sont pour la plupart non accessibles au public.

Pour accroître la transparence dans le secteur extractif, il est nécessaire que toutes les informations sur le secteur extractif soient répertoriées, traitées et rendues accessibles au public.

*Nous recommandons au Comité ITIE d'étudier la possibilité de la mise en place d'une base de données sur le secteur extractif qui soit en mesure de centraliser toutes les données contextuelles sur le secteur et qui soit mise à jour d'une manière régulière à partir des bases de données des structures administratives disposant de ces données.*

#### 7.1.3 Absence de registre de la propriété réelle

Conformément à l'Exigence « 3.11 Propriété réelle » de la Norme ITIE, il est recommandé que les pays mettant en œuvre l'ITIE tiennent un registre public des propriétaires réels des sociétés qui soumissionnent, opèrent ou investissent dans les actifs extractifs, incluant l'identité de leur(s) propriétaire(s) réel(s) et leur degré de participation. Si ces informations sont déjà publiques (par exemple via les archives des réviseurs d'entreprises ou des bourses), le rapport ITIE devra indiquer la manière d'y accéder. Toutefois, dans le cadre de notre mission, nous avons relevé l'absence d'un tel registre.

*Nous recommandons de mettre en place les dispositions nécessaires pour la tenue et la publication d'un registre public des propriétaires réels des sociétés qui soumissionnent, opèrent ou investissent dans les actifs extractifs, incluant l'identité de leur(s) propriétaire(s) réel(s) et leur degré de participation.*

#### 7.1.4 Ecarts entre les données ITIE et le TOFE

Le rapprochement des données ITIE avec certaines rubriques au niveau du TOFE a dégagé des écarts. Le détail de ces écarts est présenté au niveau de la Section 5.3 du présent rapport.

*Bien que le rapprochement des données ITIE avec d'autres sources de données publiques ne constitue pas une exigence de la norme ITIE, nous recommandons que le Comité ITIE incite les régies financières concernées à investiguer et expliquer ces écarts. L'explication et l'analyse de ces écarts permettront d'appuyer les procédures mises en œuvre pour assurer la crédibilité des données ITIE.*

#### 7.1.5 Transferts infranationaux

L'Exigence ITIE 4.2 (e) préconise que « Lorsque des transferts entre les entités de l'État nationales et infranationales sont liés aux revenus générés par les entreprises extractives et sont rendus obligatoires par une constitution nationale, une loi, ou d'autres mécanismes de partage des revenus, le Groupe multipartite est tenu de faire en sorte que les transferts significatifs soient divulgués dans les rapports ITIE ». Le rapport ITIE devra divulguer la formule de partage des revenus, s'il en existe une, ainsi que tout écart entre le montant des transferts calculé à partir de la formule de partage des revenus et le montant réellement transféré entre le gouvernement central et chaque entité infranationale concernée.

Les transferts infranationaux communiqués par la DGTCFM pour un montant de 64 millions de FCFA n'ont pas comporté toutes les informations requises par les instructions de reporting. De plus, les montants transférés se trouvent inférieurs aux imputations effectués par la DGI qui totalisent 1 662 millions FCFA.

Cette situation n'a pas permis d'identifier l'existence d'éventuels d'écarts avec les modalités de transfert prévues par la réglementation en vigueur.

*Nous recommandons au Comité de Suivi ITIE d'encourager la DGTCFM à engager toutes les mesures nécessaires pour l'adoption de procédures claires concernant les modalités et les règles utilisées pour le transfert des revenus du secteur extractif aux communes et aux entités infranationales qui sont de nature à consacrer l'effectivité du transfert aux communautés riveraines de leurs quoteparts des revenus provenant du secteur extractif.*

#### 7.1.6 Déclaration des Informations sur la propriété réelle

Dans le cadre de la préparation de la mise en œuvre des dispositions de l'exigence 3.11 relative à la propriété réelle dont l'application sera obligatoire à partir de 2016, le Comité ITIE a décidé de demander aux entreprises retenues dans le périmètre de la conciliation 2013 la divulgation des informations sur les propriétaires réels.

Sur les 22 sociétés retenues dans le périmètre ITIE 2013, six (6) sociétés pétrolières et trois (3) sociétés minières n'ont pas communiqué des données exhaustives sur la propriété réelle.

*Afin d'améliorer la qualité des informations remontées par les entreprises dans les prochains rapports ITIE, nous recommandons au Comité ITIE de lancer une étude portant sur les exigences réglementaires en matière de divulgation des informations sur la propriété réelle au Cameroun, la notion de la propriété réelle dans le droit camerounais. Cette étude permettra au Comité de convenir une définition de la propriété réelle et les modalités de la collecte de cette information pour les besoins des rapports ITIE.*

#### 7.1.7 Problème des paiements à la douane

Nous avons relevé lors de nos travaux de conciliation que les paiements à la douane ont été déclarés par certaines entreprises d'une manière globale sans soumettre un détail par quittance. Nous comprenons que la gestion des paiements à la douane s'effectue par les entreprises à travers les transitaires et que les entreprises ne disposent, dans certains cas, que des factures de débours communiquées par ces derniers pour justifier des paiements effectués.

Cette situation n'a pas permis de réconcilier les paiements effectués à la DGD et d'analyser ou d'ajuster les écarts dégagés.

*Dans le cadre de la préparation des prochains rapports ITIE, nous recommandons aux entreprises extractives d'exiger auprès de leurs transitaires de joindre à chaque facture le détail des quittances payées. Le détail doit inclure la date, le numéro des quittances et des informations complémentaires sur les bulletins de liquidation et le bureau de douane émetteur de la quittance.*

#### **7.1.8 Traçabilité des paiements sociaux**

Selon l'exigence 4.1 (e) de la Norme ITIE, « lorsque des dépenses sociales significatives de la part des entreprises sont rendues obligatoires par la loi ou par un contrat avec le gouvernement qui contrôle l'investissement extractif, le rapport ITIE doit les divulguer et, quand c'est possible, réconcilier les transactions qui y sont liées ».

La même exigence préconise également que « lorsque le Groupe multipartite convient que les dépenses sociales discrétionnaires et transferts sont significatifs, il est encouragé à élaborer un processus de déclaration en vue d'atteindre un niveau de transparence équivalent à la divulgation des autres paiements et flux de revenus reçus par les entités de l'État ».

L'analyse des dépenses sociales sur 2012 et 2013 fait ressortir une variation importante notamment en ce qui concerne les paiements obligatoires. Nous comprenons, qu'il n'existe pas actuellement une structure qui a la charge du suivi des engagements légaux ou contractuels des entreprises en la matière. Nous comprenons également qu'il n'existe pas de mécanismes pour la comptabilisation et le suivi des paiements sociaux.

Cette situation ne permet pas d'assurer la traçabilité des paiements sociaux et peut être de nature à limiter l'impact de ces paiements sur les populations locales.

*Nous recommandons au Comité de suivi ITIE d'entamer une discussion avec les autorités en vue de :*

- *la mise en place d'une structure ayant pour attribution le suivi des engagements des entreprises extractives en matière environnementale et sociale ; et*
- *la mise en place des mécanismes en vue d'assurer la traçabilité des paiements sociaux dans l'objectif de maximiser leurs impacts sur les populations locales.*

#### **7.1.9 Mise en œuvre des recommandations ITIE**

Un état de suivi de recommandations formulées dans le cadre des Rapports ITIE précédent ne nous a pas été communiqué.

Nous rappelons à cet effet que la Norme ITIE 2013 prévoit que « le Groupe multipartite est tenu d'entreprendre des actions à partir des enseignements tirés [...] et de tenir compte des propositions d'amélioration de l'administrateur indépendant »<sup>54</sup>.

*Dans le cadre de la préparation de la prochaine validation du Cameroun prévue pour 2016 qui s'attachera à s'assurer que les exigences de la Norme ITIE sont respectées, nous recommandons au Comité ITIE :*

- *de tenir un tableau de bord incluant la liste des recommandations et des actions entreprises pour leur mise en œuvre ;*
- *de revoir et actualiser périodiquement cet état et de l'annexer au rapport annuel d'activité*
- *de procéder à une évaluation de l'impact des actions entreprises sur le renforcement de la transparence et la bonne gouvernance des revenus du secteur extractif.*

---

<sup>54</sup> Exigence 7.1 de la Norme ITIE (version 2013)

## 7.2 Suivi des recommandations des rapports antérieurs

### Suivi des recommandations du rapport ITIE 2012

Recommandation	Mise en place (Oui/Non/en cours)	Description des actions entretenues
<p><b>Publication des contrats</b></p> <p>Conformément à la l'Exigence "3.12 Contrats" des règles ITIE version juin 2013 "Les pays mettant en œuvre l'ITIE sont encouragés à divulguer publiquement tous les contrats et licences qui fixent les conditions d'exploitation de pétrole, de gaz et de minéraux".</p> <p>Toutefois, dans la cadre de notre mission nous avons relevé que les contrats signés entre le Gouvernement et les entreprises pétrolières et minières ne sont pas publiés en raison notamment de caractère confidentiel instauré par le Code Pétrolier dans son Article 105.</p> <p><i>Nous recommandons d'engager une réflexion avec les parties prenantes pour encourager le législateur à revoir les clauses de confidentialité sur certains contenus des contrats pétroliers et miniers qui ne sont pas de nature à remettre en cause les intérêts des contractants afin de permettre un meilleur accès à l'information au grand public et une plus grande transparence par rapport aux conditions et obligations incluses dans lesdits contrats.</i></p>	<p>Non communiqué</p>	
<p><b>Publication des données par la SNH</b></p> <p>La SNH publie sur son site web les statistiques sur les volumes de production, sur les volumes et les prix de vente, les coûts pétroliers et les transferts effectués au Trésor.</p> <p>Les statistiques publiées ne sont pas cependant disponibles dans un format permettant la comparaison entre les années. De même les statistiques ne sont pas accompagnées par un rapport narratif sur l'évolution des activités et le mandat de gestion. Cette situation ne permet pas de simplifier l'exploitation et l'analyse des données publiées.</p> <p><i>Nous recommandons de revoir le support et le contenu des données publiées par la SNH afin de permettre une meilleure utilisation des informations sur le mandat de gestion des parts d'huile de l'Etat.</i></p>	<p>Non communiqué</p>	



Recommandation	Mise en place (Oui/Non/en cours)	Description des actions entretenues
<p><b>Publication des statistiques sur le secteur extractif</b></p> <p>Dans le cadre de nos travaux de conciliation, nous avons relevé que le site web du MINIMIDT ne comporte pas de statistiques sur le secteur extractif au Cameroun. D'après les recherches menées, le MINIMIDT ne publie pas des rapports périodiques contenant des données spécifiques et désagrégés sur le secteur extractif.</p> <p>Cette situation ne permet pas de rapprocher les données du MINIMIDT avec les données collectées dans le cadre du processus ITIE et ne permet au grand public de disposer d'informations en temps utile sur les activités extractives.</p> <p><i>Nous recommandons de mettre en place une procédure permettant de publier périodiquement les données sur la production, les exportations et les revenus générés par le secteur extractif au Cameroun. Il est également recommandé que ces données soient accessibles sur un support permettant de faciliter l'exploitation et la consultation par le grand public.</i></p>	<p>Non communiqué</p>	
<p><b>Mise en place du Cadastre minier et pétrolier</b></p> <p>L'examen de la situation du Cadastre minier et pétrolier au Cameroun fait apparaître les insuffisances suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- absence d'une procédure d'inventaire du cadastre; et</li> <li>- les coordonnées des entreprises extractives couvertes par le Rapport ITIE 2012 n'étaient pas disponibles auprès du MINIMIDT au moment de notre intervention.</li> </ul> <p><i>Nous recommandons la mise en place d'un véritable cadastre pétrolier et minier en mettant en place un système capable d'intégrer toutes les données et informations disponibles sur les entreprises extractives et garantissant une gestion transparente et efficiente.</i></p> <p><i>Nous recommandons également une systématisation de la communication entre le MINIMIDT, la DGI, le Trésor et la SNH d'une part et le Secrétariat Technique de l'ITIE d'autre part pour permettre à ce dernier de disposer en temps utile des informations sur le secteur. Une plateforme de collecte de ces informations pourrait être mise en place par le Secrétariat en vue de leur mise en ligne sur son site web.</i></p>	<p>Non communiqué</p>	



Recommandation	Mise en place (Oui/Non/en cours)	Description des actions entretenues
<p><b>Publication du Cadastre</b></p> <p>Conformément à l'Exigence 3.9 « Registre des licences » version juin 2013, le registre des licences ou le cadastre devra être rendu public.</p> <p>Les décisions d'octroi des permis que ce soit par arrêté du Ministre chargé des mines sont publiées au journal officiel. L'accessibilité à la situation des droits miniers en cours de validité au grand public reste toutefois limitée dans la mesure où celle-ci n'est pas disponible en ligne sur le site web du MINIMIDT ou de l'ITIE-Cameroun.</p> <p><i>Nous recommandons de publier le cadastre minier et pétrolier sur le site internet du MINIMIDT ou de l'ITIE Cameroun. Ce registre public ou de cadastre doit contenir toutes les informations suivantes, actualisées et complètes, concernant chaque licence octroyée aux entreprises:</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li><i>i. le ou les détenteur(s) de licences ;</i></li><li><i>ii. les coordonnées de la zone concernée ;</i></li><li><i>iii. la date de la demande et de l'octroi de la licence ainsi que sa durée ; et</i></li><li><i>iv. dans le cas de licences d'exploitation, les matières premières produites.</i></li></ul>	<p>Non communiqué</p>	

## Suivi des recommandations du Rapport ITIE 2011

Recommandation	Mise en place (Oui/Non/en cours)	Description des actions entretenues
<p><b>Renforcement de la Communication</b></p> <p>Nous avons constaté que les données incluses dans le site web du Cameroun y compris celles relatives au plan d'action et aux rapports de conciliation sont publiées uniquement en langue française alors que l'anglais compte parmi les langues officielles du pays</p> <p><i>Nous recommandons de prévoir un portail dans les deux langues du site web de l'ITIE Cameroun dans lequel toutes les données et documents publiés sont dupliqués en langue anglaise pour permettre une meilleure diffusion auprès du grand public.</i></p>	En cours	<p>Cette recommandation a été partiellement mise en œuvre. En effet, il existe deux fenêtres sur le site de l'ITIE, une en français et une en anglais, mais fort est de constater que lorsque l'on accède à la fenêtre en anglais, certaines informations sont présentées en français (plan de travail chiffré, objectifs, composition du secrétariat technique, données relatives aux secteurs pétrolier, minier et gazier...).</p>
<p><b>Renforcement du système de collecte et de recouvrement des taxes extractives</b></p> <p>Nous avons relevé des écarts non expliqués entre les montants dus au titre des redevances superficielles, telles que reportés par le MINIMIDT ; et les montants liquidés par certaines entreprises pétrolières et minières retenues dans le Référentiel ITIE telles que notamment les sociétés Rodeo Development Ltd et Yan Chang qui n'ont pas reporté de redevances au titre de l'année 2011.</p> <p>Cette situation, qui peut être à l'origine d'un manque à gagner pour l'Etat, est due entre autre au processus actuel de recouvrement et de contrôle des taxes extractives qui se caractérise par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une décentralisation du recouvrement des taxes extractives entre DGI/DGT et SNH ;</li> <li>- une décentralisation du suivi des recettes entre le MINIMIDT et le Programme de Sécurisation des Recettes des Mines, de l'eau et de l'énergie rattaché au MINFI ;</li> <li>- l'absence de coordination entre la DGI et le MINIMIDT concernant le suivi et le contrôle des recettes extractives ;</li> <li>- l'absence d'un état exhaustif de contrôle et de rapprochement des montants</li> </ul>	En cours	<p>Des changements sont survenus dans le cadre de la Loi de Finance 2015 qui consacre le recouvrement des taxes exclusivement à la DGI.</p>

Recommandation	Mise en place (Oui/Non/en cours)	Description des actions entretenues
<p>dus et des montants liquidés par les entreprises extractives ; et</p> <p>- un suivi manuel des recettes encaissées par les agents intermédiaires auprès du MINIMIDT qui sont reversées au Trésor sans affectation à un identifiant fiscal.</p> <p><i>Nous recommandons de revoir le processus de recouvrement des taxes extractives afin de corriger les insuffisances précitées et permettre un contrôle plus rigoureux des recettes extractives.</i></p>		
<p><b>Dotation du MINIMIDT d'un site web</b></p> <p>Nous avons constaté que le MINIMIDT ne dispose pas de son propre site web au même titre que certains autres ministères. Les autres sites web gouvernementaux qui font référence au MINIMIDT et à ses activités sont soit limités en termes de contenu soit non fonctionnels.</p> <p><i>Nous recommandons de prévoir un portail web propre au MINIMIDT incluant notamment des données sur :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>les activités de prospection, les investissements et la production du secteur ;</i></li> <li>• <i>le Cadastre minier incluant toutes les entités opérantes, les zones et régions des permis; la date d'octroi et la durée des permis ;</i></li> <li>• <i>la réglementation régissant les activités extractives et les réformes engagées ;</i></li> <li>• <i>la réglementation régissant l'octroi et l'attribution des permis de recherche, d'exploitation et des contrats dans le secteur ; et Les contrats miniers et pétroliers.</i></li> </ul>	En cours	Le MINIMIDT dispose actuellement d'un site web. Toutefois son amélioration est attendue afin de le doter d'informations relatives aux activités de prospection, investissements et la production du secteur. Le site doit mentionner aussi le Cadastre minier incluant toutes les entités opérantes, les zones et régions des permis, la date d'octroi et la durée des permis.
<p><b>Renforcement du PSRMEE</b></p> <p>Le Programme de Sécurisation des Recettes des Mines, de l'Eau et de l'Energie (PSRMEE) est une structure rattachée à la DGI avec pour objectif la collecte, la compilation et la synthèse des données et au suivi fiscal des opérateurs du secteur minier.</p> <p>Lors de l'analyse des statistiques communiquées par le PSRMEE à travers la DGI et leur rapprochement avec les montants recouverts au niveau du Trésor Public, nous avons constaté que les recouvrements effectifs dépassent les montants figurant dans</p>	En cours	<p>Le suivi des opérateurs du secteur minier reste difficile car les informations transmises par le MINIMIDT au PSRMEE ne sont pas toujours exhaustives.</p> <p>Les données obtenues par le PSRMEE sont transmises à la DGI qui les publie dans le cadre des publications portant sur le niveau de recouvrement des recettes fiscales de l'Etat.</p>

Recommandation	Mise en place (Oui/Non/en cours)	Description des actions entretenues
<p>lesdites statistiques. Cette situation est due entre autres au manque de moyens qui sont alloués à cette structure et le manque de coordination entre d'une part le PSRMEE et MINIMIDT pour le suivi des sommes dus au titre de la fiscalité minière et d'autre part entre le PSRMEE et Trésor Public pour le suivi des recouvrements effectués et des transferts infranationaux opérés au niveau de ces derniers.</p> <p><i>Nous recommandons une revue du mandat du PSRMEE et le renforcement de ses capacités afin qu'il puisse jouer son rôle dans le suivi fiscal des opérateurs du secteur minier. Nous recommandons également que les rapports et les statistiques élaborés par le PSRMEE soient rendus publics pour renforcer la transparence dans le secteur des industries extractives.</i></p>		
<p><b>Réglementation des transferts infranationaux</b></p> <p>Les taxes proportionnelles payées par les sociétés extractives sont rétrocédées aux communes et aux communautés locales selon les pourcentages arrêtés par la loi. Le décret d'application du Code minier de 2002 stipule dans son article 137 (2) que le Ministère des Finances et celui des Mines publient conjointement un arrêté ministériel pour définir les conditions de paiement de la redevance minière aux communes et aux communautés locales.</p> <p>Toutefois, nous avons noté que cet arrêté ministériel n'a pas été publié laissant un vide juridique concernant les modalités de cette rétrocession. Cette situation peut être à l'origine d'une inefficience dans la gestion des ressources revenant aux structures locales décentralisées.</p> <p><i>Nous recommandons de combler ce vide juridique par des dispositions définissant les attributions de toutes les parties prenantes dans le processus d'affectation et de gestion de ces ressources ainsi que les mesures garantissant la transparence dans le système de paiements aux collectivités locales et leur conciliation dans le cadre du processus ITIE.</i></p>	En cours	<p>Des changements sont attendus dans le cadre de la Loi de Finance 2015 qui consacre le recouvrement des taxes exclusivement à la DGI et préconise la répartition des produits de la taxe ad valorem comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>(1) 25 % au titre de droit de compensation des populations affectées par cette activité au bénéfice de la commune territorialement compétente ;</li> <li>(2) 10 % au titre des frais d'assiette, de recouvrement et d'appui au suivi et au contrôle techniques des activités concernées reparti à raison de 50 % pour l'administration fiscale et 50 % pour celle en charge des mines ; et</li> <li>(3) 65 % au profit du trésor public.</li> </ol>

## **ANNEXES**

## Annexe 1 : Profil des entreprises retenues dans le périmètre de conciliation

No.	Nom de la société	NIU	Adresse physique	Date de création	Activité principale	Auditeur externe 2013
1	SNH	M 038000000218 J	BP 955 YAOUNDE	12/03/1980	Entreprise publique ayant pour mission de gérer les intérêts de l'Etat dans le secteur pétrolier et gazier	CAMEROUN AUDIT CONSEIL
2	PERENCO RIO DEL REY	M 09510001895 L	Base Wouri - BP 2214 DOUALA	09/07/1951	Exploitation de pétrole Recherche de pétrole et de gaz	Deloitte & Touche Afrique Centrale SARL
3	PERENCO CAMEROON SA	M 077900001551 J	Base Wouri - BP 1225 DOUALA	01/07/1979	Exploitation de pétrole et de gaz Recherche de pétrole	Deloitte & Touche Afrique Centrale SARL
4	PERENCO OIL & GAS CAMEROON Ltd	M 129700007978 X	Base Wouri - BP 18555 DOUALA	11/12/1997	Recherche de pétrole	N/A (Succursale)
5	ADDAX PETROLEUM CAMEROON COMPANY LLC	M 047400005669 H	Sea Port Area, Youpwe. PO Box 2273 Douala Cameroon	1974	Recherche et exploitation de pétrole	PricewaterhouseCoopers Sarl
6	EUROIL LIMITED	M 11950001211 E	BP. 93 -AKWA LIBERTE - BESIDES HOTEL LE NDE, DOUALA.	05/06/1997	Recherche de pétrole	BAKER TILLY (AFRIQUE AUDIT CONSEIL)
7	NOBLE ENERGY CAMEROON LIMITED	M 080600021129 Y	n/c	24/08/2006	Recherche de pétrole	Etats financiers non audités
8	ADDAX PETROLEUM CAMEROON LIMITED	M 100200014425 F	Sea Port Area, Youpwe. PO Box 2273 Douala Cameroon	24/06/1905	Recherche de pétrole	Etats financiers non audités
9	MURPHY CAMEROON NTEM OIL CO. LTD	M 011200040687 A	NASSAU BAHAMAS	2012	Recherche de pétrole	Etats financiers non audités
10	RODEO DEVELOPMENT LTD	M 010700023025 B	741 RUE VASNITEX, BONAPRISO BP 12874 DOUALA, CAMEROON	2007	Exploitation de pétrole et de gaz	Etats financiers non audités
11	Kosmos Energy Cameroon HC	M 030600020220 Z	Kosmos Energy Cameroon HC PO Box 32322, 4th Floor, Century Yard, Cricket Square, Elgin Avenue, Georgetown	03/09/2006	Recherche de pétrole et de Gaz	KPMG Afrique Centrale
12	GLENCORE EXPLORATION CAMEROON Ltd	M 040800024299 W	P.O.BOX: 4243 DOUALA - CAMEROON	31/03/2008	Recherche de pétrole	Etats financiers non audités
13	YAN CHANG LOGONE DEVELOPMENT COMPANY	M 030900029332 T	BP 5476 DOUALA RUE PRINCE DE GALLES 1st FLOOR ACTIVA BUILDING	04/02/2009	Recherche de pétrole	M. HEBE VINCENT
14	Dana Petroleum Cameroon Limited - Cameroon branch	M 111200044302 Y	3129 Avenue de Gaulle Bonapriso - Douala	nov-12	Recherche de pétrole et de Gaz	Etats financiers non audités

No.	Nom de la société	NIU	Adresse physique	Date de création	Activité principale	Auditeur externe 2013
15	CAMEROON OIL TRANSPORTATION COMPANY (COTCO) S.A.	M 089700006137 L	164, Rue Toyota (Rue 1.239), Bonapriso, B.P. 3738 Douala	19/08/1997	Transport d'hydrocarbures par pipeline	PricewaterhouseCoopers Sarl
16	GEOVIC CAMEROON PLC	M 039500001091 F	B.P.11555 YAOUNDE	01/03/1995	Exploitation minière	DELOITTE & TOUCHE AFRIQUE CENTRALE
17	C&K MINING INCORPORATION SA	M 03060002142 S	AVENUE ROSA PARK, QUARTIER GOLF, BP 35293 BASTOS YAOUNDE	01/04/2015	Exploitation et Exploration minière	CAMEROUN AUDIT CONSEIL
18	ROCAGLIA PIERRE	P 114400001443 U	BP 1 FIGUIL	29/04/1905	Exploitation minière	Etats financiers non audités
19	CAPAM (CADRE D'APPUI ET DE PROMOTION DE L'ARTISANAT MINIER)	M 070300039458 P	n/c	25/07/2003	Coordination, organisation, facilitation, appui, promotion, développement et normalisation de l'artisanat minier	Comptes non audités
20	LES CIMENTERIES DU CAMEROUN	M 066300000649 C	BP 1323 Douala	juin-63	Exploitation des carrières	DELOITTE & TOUCHE AFRIQUE CENTRALE
21	RAZEL FAYAT CAMEROUN	M 077800000953 N	BP 11306 YAOUNDE	01/07/1998	Exploitation minière	AXYS
22	CAM IRON SA	M 040500021217 C	POBox 33059 YAOUNDE	27/04/2005	Exploitation minière	DELOITTE & TOUCHE AFRIQUE CENTRALE

n/c: Non Communiqué

## Annexe 2 : Déclaration unilatérale de la DGI et de la DGTCFM

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
CAMINEX S.A	36 584 470	2 419 200	39 003 670
ARAB CONTRACTOR		31 007 080	31 007 080
CHINA INTERNATIONAL		21 690 675	21 690 675
SOGEA SATOM		20 695 343	20 695 343
ARAB CONTRACTORS		18 975 720	18 975 720
CMC		17 907 000	17 907 000
GRACAM	4 193 464	12 835 685	17 029 149
SOURCE DU PAYS		15 259 174	15 259 174
HESCO WATER, SIAT, GRAVEL VENTURES		13 232 470	13 232 470
CAMRAIL		11 568 000	11 568 000
CAMINA	6 237 800	5 217 000	11 454 800
BOCOM PETROLEUM		11 086 700	11 086 700
G-STONES		7 936 000	7 936 000
A&K MINING		7 521 150	7 521 150
MEGA URANIUM		7 473 340	7 473 340
AK MINING		7 126 850	7 126 850
AK MINING		6 620 250	6 620 250
CAMUS RESSOURCES		6 527 000	6 527 000
CLIMAT DUBAI		6 427 810	6 427 810
SFID		6 225 000	6 225 000
SFID		6 225 000	6 225 000
ARAB. CONTRACTOR		6 087 150	6 087 150
GROUPE LE GRAVIER		6 061 125	6 061 125
Cie MINIERE DU CAM		6 000 000	6 000 000
FAMETAL MINING		5 966 400	5 966 400
HESCO WATER, CDL, BOSALAND, Ets PAVILLON, FADO		5 863 219	5 863 219
PALLISCO		5 633 000	5 633 000
XIN RONG MINING		5 422 410	5 422 410
INVEST CAM		5 040 000	5 040 000
CRYSTAL SA		5 038 444	5 038 444
GRUMCAM		4 791 000	4 791 000
STE GRUMCAM		4 791 000	4 791 000
STBK/BTRI		4 747 000	4 747 000
COMPAGNIE MIN DU CAM	4 571 409		4 571 409
ARAB CONTRACTOR		4 488 300	4 488 300
SLK		4 471 870	4 471 870
ALFAMA COMPANY		4 467 450	4 467 450
SODECOTON		4 418 005	4 418 005
BRASSERIES		4 302 740	4 302 740
SINOSTEEL CAM S.A	800 541	3 482 000	4 282 541
ALPLICAM		4 258 000	4 258 000
STE ALPICAM		4 258 000	4 258 000
COSINCAM		4 187 535	4 187 535
CAMRAIL		4 166 400	4 166 400
JS MINING		4 123 560	4 123 560
SCPG		4 122 120	4 122 120
AS SONEL		4 100 000	4 100 000
SEFAC		3 908 000	3 908 000
DJIBRILLA ABBO		3 866 203	3 866 203
NEO-TP		3 715 242	3 715 242
LONGSHEN CAM		3 649 410	3 649 410
SONAC		3 580 620	3 580 620



Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
CRYSTAL MINING		3 565 455	3 565 455
EGPT		3 557 200	3 557 200
XIN RONG		3 507 470	3 507 470
A&K mining		3 444 000	3 444 000
HARVEST MINING		3 360 000	3 360 000
BOSALAND (89 250), Ets PAVILLON (18 300), GRAVEL VENTURES (24 000), MANDENGUE (3450)		3 336 810	3 336 810
AUCAM SARL		3 265 800	3 265 800
STE LES GRANNULATS		3 020 175	3 020 175
BUNS / BTRI		3 000 000	3 000 000
GRAMACAM2011		3 000 000	3 000 000
GRAMACAM2012		3 000 000	3 000 000
FAMETAL		2 983 200	2 983 200
LUZ MINING		2 919 000	2 919 000
FRESMECAM		2 914 570	2 914 570
SEBC		2 900 000	2 900 000
ZAMBA HOLDING		2 826 000	2 826 000
CAMEROUN ALUMINA		2 728 320	2 728 320
JS MINING		2 684 550	2 684 550
MINING TECH		2 539 200	2 539 200
CIFM		2 515 000	2 515 000
CIFM		2 515 000	2 515 000
PANTECHNIKI		2 411 030	2 411 030
SCDP		2 409 000	2 409 000
DJILLO		2 300 000	2 300 000
C&K MINING BINDIMBA		2 255 850	2 255 850
SOGOPROCAM		2 216 800	2 216 800
BEIG3		2 090 000	2 090 000
MOUSSA OUSMANOU		2 025 450	2 025 450
BAUXITE MINING		2 000 000	2 000 000
CAMEROON OIL T		2 000 000	2 000 000
DAEWOO		2 000 000	2 000 000
STE ZAMBA		2 000 000	2 000 000
KENTIA MINING		1 998 000	1 998 000
METALICON	585 994	1 332 131	1 918 125
SOLIDUS MINING		1 912 000	1 912 000
COAST INVESTMENT		1 858 000	1 858 000
DANGOTE CAMEROUN		1 850 000	1 850 000
SOMAC		1 790 310	1 790 310
KISSING EXPLOITATION 421276232		1 787 790	1 787 790
SEBAC		1 767 000	1 767 000
DJIBRILLA SIOUTO		1 755 450	1 755 450
CARRIERES DU MOUNGO		1 730 478	1 730 478
CAMEROUN EAST		1 722 000	1 722 000
MGI PATNERS CAM		1 688 000	1 688 000
DABADJI		1 666 755	1 666 755
MINDUH/BETARE		1 647 700	1 647 700
G- STONES		1 534 000	1 534 000
CDL, BOTA		1 500 000	1 500 000
DTP TERRASSEMENT		1 500 000	1 500 000
G.POWER CEMENT		1 500 000	1 500 000
KPDZ		1 500 000	1 500 000
PRESNET CAM		1 500 000	1 500 000
STAR GAZ SA		1 500 000	1 500 000
SCEM		1 448 625	1 448 625

<b>Société</b>	<b>DGI (FCFA)</b>	<b>DGTCFM (FCFA)</b>	<b>Total (FCFA)</b>
METALICON CAM		1 424 745	1 424 745
STE RESERVOIR		1 389 000	1 389 000
HMC		1 360 000	1 360 000
CFC		1 312 000	1 312 000
JSS MINING		1 299 480	1 299 480
KISSLING		1 275 000	1 275 000
TABI TERRASSEMENT		1 265 000	1 265 000
MGI		1 260 417	1 260 417
KISSING EXPLOITATION		1 251 385	1 251 385
METALICOM		1 218 745	1 218 745
AVENIR ENTREPRISE		1 200 000	1 200 000
CLIMA DUBAI		1 185 555	1 185 555
CLIMA DUBAI/BETARE		1 185 555	1 185 555
HENG ZING		1 183 500	1 183 500
CAMUR GOLD		1 170 000	1 170 000
NEGMICO		1 168 000	1 168 000
ZAKABA		1 160 000	1 160 000
NGUETCHO		1 103 090	1 103 090
FIPCAM		1 101 090	1 101 090
D&K MINING		1 100 775	1 100 775
TCHANKOUNTE		1 040 000	1 040 000
ALFAMA CONSTRUCTION		1 000 000	1 000 000
CAMEROON ALUMINA		1 000 000	1 000 000
CAMOCA		1 000 000	1 000 000
CHEC		1 000 000	1 000 000
CHINA F		1 000 000	1 000 000
CHINA INT		1 000 000	1 000 000
CTEC SARL		1 000 000	1 000 000
EXOSSA		1 000 000	1 000 000
FOOD & BEVERAGE (FBI)		1 000 000	1 000 000
SAN ROMA GPE		1 000 000	1 000 000
SOCHIMEX SARL		1 000 000	1 000 000
STE BAZA SARL		1 000 000	1 000 000
STE CONSTRUCTION		1 000 000	1 000 000
STE SAREM. SA		1 000 000	1 000 000
HIGHLAND MINING SA		998 000	998 000
JUSTAWE		992 760	992 760
INVEST AFRICA		992 470	992 470
KISSO CAMEROUN		992 000	992 000
STE CAM DES PIERRES		972 570	972 570
Ets ALBARAKA		968 319	968 319
AZIMI		960 000	960 000
NUMALI MINING		945 000	945 000
NUMELI		945 000	945 000
BINAM		938 000	938 000
RESERVOIR M.		935 000	935 000
RESERVOIR M		934 420	934 420
CLIMA DUBA		932 450	932 450
MINDUH SARL		909 000	909 000
AS-SONEL		900 000	900 000
PREMIER CHOOSE		900 000	900 000
FOTSO Augustin		880 000	880 000
ISSAKA		868 890	868 890
ETS LE GRAVIER		860 250	860 250
NETALICON		850 000	850 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
PAGA AIME		845 000	845 000
JIN LONG		843 520	843 520
NGUE		840 000	840 000
YOSEF		830 126	830 126
UTA		822 100	822 100
DJIBRILLA SIOUTO		788 850	788 850
SOFAMAC		770 820	770 820
SAFACAM		761 580	761 580
LANQUIN FAMILLE		761 050	761 050
ABOUBAKAR		760 000	760 000
GARAGE IBRAHIM BILEF		747 500	747 500
TCHASSEM Gilbert		745 500	745 500
LONG SHENG		738 600	738 600
SAEE		724 500	724 500
ABDOU		720 000	720 000
OUMAROU		720 000	720 000
OUSMANOU		720 000	720 000
OPTIMUM		698 270	698 270
BEIG 3		695 300	695 300
FIRCAM		690 000	690 000
FOKOU		688 000	688 000
BABOU JEAN PAUL		645 000	645 000
BELLO		645 000	645 000
AMADOU SADOU		640 000	640 000
AMINATOU		640 000	640 000
BABA MARCELLE		640 000	640 000
BOBO ABDOULAI		640 000	640 000
BOUBA ADAMOU		640 000	640 000
DJARO		640 000	640 000
DJOUMESSI		640 000	640 000
DOKO HENRI		640 000	640 000
HAOUA		640 000	640 000
HATOU		640 000	640 000
MBOULAI		640 000	640 000
MOHAMADOU HADI		640 000	640 000
MPAY LIONEL		640 000	640 000
MPAY PHILIPPE		640 000	640 000
NGO LIBOT		640 000	640 000
NGORAN		640 000	640 000
SAMBA		640 000	640 000
SANGA		640 000	640 000
SECK GEM		640 000	640 000
SODEA		640 000	640 000
YARO		640 000	640 000
MINDUH		628 900	628 900
NDIC		624 630	624 630
BILOUNGA		600 000	600 000
LEUCHA		600 000	600 000
STATION TOTAL		600 000	600 000
AFRICAN AURA		592 900	592 900
STE NEGMO		582 000	582 000
HUMPREY		580 000	580 000
SOURCE VOLCANIQUE		575 600	575 600
BETORO MINING		563 850	563 850
TOK		561 000	561 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
DOKO ANDRE		560 000	560 000
ELVIS TARZENYUY		560 000	560 000
NGOUBOU		560 000	560 000
GEOCAM		552 000	552 000
MOUHAMADOU DJAFAR		546 250	546 250
ZONDHA MINE		531 300	531 300
ABDOULAZIZ		520 000	520 000
AMINA		520 000	520 000
AOUDOU		520 000	520 000
ATTA		520 000	520 000
AZIA DOKO		520 000	520 000
BEGUIMA		520 000	520 000
BEKOMBO		520 000	520 000
BINGUE		520 000	520 000
BOUBAKARI		520 000	520 000
DJEGUE ALINE		520 000	520 000
EKAME		520 000	520 000
GADO		520 000	520 000
HAMADOU BABA		520 000	520 000
ISSA BABA		520 000	520 000
KAMZO		520 000	520 000
KEMZONG MOKENG		520 000	520 000
KONGONO OLIVE		520 000	520 000
KPANOU		520 000	520 000
MADA		520 000	520 000
MAIDUNA IBRAHIM		520 000	520 000
MASSIKE		520 000	520 000
MEKE BOSSIS		520 000	520 000
MOAZOUNG		520 000	520 000
MPOAL		520 000	520 000
NDANGA WAI		520 000	520 000
NDINGA		520 000	520 000
NDONGO		520 000	520 000
NGALAME CYRUS		520 000	520 000
NKOA		520 000	520 000
OLOUME		520 000	520 000
OUSMANOU ADAMOU		520 000	520 000
SAIDOU		520 000	520 000
SAMBO		520 000	520 000
TENDOU		520 000	520 000
YANGNE		520 000	520 000
YATIA		520 000	520 000
YAYA		520 000	520 000
ZANGUE		520 000	520 000
SOCADIOR		519 702	519 702
JSS MINING		512 725	512 725
D&K MINING		504 975	504 975
BOCOM/BETARE		504 755	504 755
RIGWAY ENERGY		504 000	504 000
HORSE SHOE		502 740	502 740
BOEM INDUSTRY		500 000	500 000
BOJERO		500 000	500 000
CAM TRAV		500 000	500 000
CAMEROON CHINA		500 000	500 000
CAMEROON D		500 000	500 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
CAMEROUN CHINA		500 000	500 000
CEP.		500 000	500 000
CIMAF		500 000	500 000
COMMUNITY LANDS		500 000	500 000
COSTOM		500 000	500 000
DAEWOO INT		500 000	500 000
DEVELOPMENT C		500 000	500 000
DIVA COSMETIQUES		500 000	500 000
ECAPRESSE		500 000	500 000
INODA		500 000	500 000
OPTIMUM MINING		500 000	500 000
SECT		500 000	500 000
SOCHIADEX		500 000	500 000
SODE OIL		500 000	500 000
STAGAS SA		500 000	500 000
STE CAMICAM P		500 000	500 000
STE MODEME		500 000	500 000
STE PROKAIMO T		500 000	500 000
STE ROUBJAF		500 000	500 000
STE SCPG		500 000	500 000
YAOUBA		500 000	500 000
WAMBA		494 750	494 750
BOCOM		492 791	492 791
OUSMAN MAHAMAT		469 855	469 855
MKJC		447 000	447 000
IDRISSA HAROUNA		445 000	445 000
ABDOUL RAMOU		440 000	440 000
AKONJOCK EYONG		440 000	440 000
AMOMBE		440 000	440 000
ANDREW NJIE		440 000	440 000
ANGOULA		440 000	440 000
BESSOUCK BUCHERON		440 000	440 000
DJANGUE GHISLAIN		440 000	440 000
EBAI MARIE		440 000	440 000
FUL JOHN		440 000	440 000
KONGUYUY EMMANUEL		440 000	440 000
LEMFON		440 000	440 000
MIH FRANKLIN		440 000	440 000
MOUSSA OUMAROU		440 000	440 000
NGALA ROLAND		440 000	440 000
NGANG ELIAS		440 000	440 000
NGUEN LAMAL		440 000	440 000
NJOYA ERICK		440 000	440 000
NORA PANGAM		440 000	440 000
OBOUGOU		440 000	440 000
OTTOU		440 000	440 000
SAMBA CYRILLE		440 000	440 000
SODEA DOKO		440 000	440 000
TAGNE TALLA		440 000	440 000
TOUE		440 000	440 000
YIVEN IMMACULATE		440 000	440 000
TOTAL/CAM		439 790	439 790
HAROUNA MOHAMADOU		426 800	426 800
PANTECHNIKI		419 250	419 250
DJIBRILLA SIOUTO		417 150	417 150

<b>Société</b>	<b>DGI (FCFA)</b>	<b>DGTCFM (FCFA)</b>	<b>Total (FCFA)</b>
LANQUIN		411 668	411 668
EYENGA ALVINE		410 000	410 000
BOKOM PETROEUM		406 100	406 100
GUOLONG MINIMG		406 060	406 060
DAHIROU		405 000	405 000
MAHAMAT/SOCAEPE		405 000	405 000
SOCADIOR		400 050	400 050
DJANGUE		400 000	400 000
DJOULDE		400 000	400 000
ETS DJIBO		400 000	400 000
FADIMATOU		400 000	400 000
GARBA		400 000	400 000
HAMADOU		400 000	400 000
KENDAO		400 000	400 000
MBARGA		400 000	400 000
MISSOK		400 000	400 000
NDOUMA SALOI		400 000	400 000
NGONO		400 000	400 000
NOUTARE		400 000	400 000
NTC		400 000	400 000
SOPRIT		400 000	400 000
TEHNA		400 000	400 000
OMEGA		390 000	390 000
SOCARIC		384 000	384 000
GASSAMAN		380 000	380 000
TGS		376 800	376 800
CORLAY		362 012	362 012
TOTAL/CAM		361 850	361 850
SOULEYMANOU		357 790	357 790
KOULAGNA		355 000	355 000
TIOMO		355 000	355 000
SCTM		351 400	351 400
TIOGNING		350 000	350 000
TRADEX		347 000	347 000
MANSA HOTEL		346 000	346 000
DJIBRILLA ABBO		345 970	345 970
CWE		343 125	343 125
ADAMOU		338 600	338 600
ABDOULMOUMINI		325 000	325 000
ADAMOU ZAORO		325 000	325 000
AHMADOU AHMADOU		325 000	325 000
AHMADOU RAZIL		325 000	325 000
ASONFACK		325 000	325 000
HASSAN HOUSSEINI		325 000	325 000
MAINA ANDRE		325 000	325 000
MBARDOU		325 000	325 000
NANGA WOFLGANG		325 000	325 000
NDINGA SEMEGA		325 000	325 000
NGONO AGATHE		325 000	325 000
NGUIARO		325 000	325 000
NOUHO		325 000	325 000
OTSENG		325 000	325 000
OUNGWA KEMAYOU		325 000	325 000
SEKE PATRICE		325 000	325 000
SOMBE		325 000	325 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
ABBAGANA HADJI		320 000	320 000
ABBO MOUSTAPHA		320 000	320 000
ABDOU GUIRANDA		320 000	320 000
ABDOUL KADIN		320 000	320 000
ABDOUL NASSER		320 000	320 000
ABDOUL WAHARO		320 000	320 000
ABDOULAYE OUSMANOU		320 000	320 000
ABDOULMANOU		320 000	320 000
ABDOURAMAN		320 000	320 000
ABEDIN		320 000	320 000
ABENKOU		320 000	320 000
ABIBA		320 000	320 000
ABO ERNEST		320 000	320 000
ABOUKAR MIKAIL		320 000	320 000
ABU BAWIE NADEGE		320 000	320 000
ADAMOU ASSANA		320 000	320 000
ADAMOU DENIS		320 000	320 000
ADAMOU JEAN		320 000	320 000
ADAMOU MAL		320 000	320 000
ADAWA MARIE		320 000	320 000
AGAYO		320 000	320 000
AGBOR		320 000	320 000
AGBOR JUDE		320 000	320 000
AGILU		320 000	320 000
AGOAK DESIRE		320 000	320 000
AHMADOU ALI		320 000	320 000
AHMADOU GILBERT		320 000	320 000
AISSA TOUMPAY		320 000	320 000
AISSATOU		320 000	320 000
AISSATOU HOUMA		320 000	320 000
AISSATOU MPAY		320 000	320 000
AKA EMMANUEL		320 000	320 000
AKENGNE		320 000	320 000
AKO FLOBERT		320 000	320 000
AKO FLOBERT		320 000	320 000
ALADJI		320 000	320 000
ALEMBA		320 000	320 000
ALEMBA ALEXIS		320 000	320 000
ALHASSAN DATIDJO		320 000	320 000
ALI EMMA		320 000	320 000
ALIOU		320 000	320 000
ALONFONG		320 000	320 000
AMANGANA		320 000	320 000
AMBASSA		320 000	320 000
ANEGA		320 000	320 000
ANGOUDA		320 000	320 000
ANYAM		320 000	320 000
ARREY ENOW		320 000	320 000
ASMAOU HADJA		320 000	320 000
ASSABE SERDIMA		320 000	320 000
ASSIO		320 000	320 000
AZIA TOUE		320 000	320 000
BABA ISMAILA		320 000	320 000
BABOUKA JEAN		320 000	320 000
BAHA LOUIS		320 000	320 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
BAHORO		320 000	320 000
BAINA		320 000	320 000
BALEBA		320 000	320 000
BALLA ADAMOUC		320 000	320 000
BAMGA PIERRE		320 000	320 000
BANDJO		320 000	320 000
BARDE HAMOA		320 000	320 000
BARDE KASSALA		320 000	320 000
BARE		320 000	320 000
BASSIROU		320 000	320 000
BATOURI		320 000	320 000
BEBGA		320 000	320 000
BEDA		320 000	320 000
BEGOUME DAVID		320 000	320 000
BEKOLO GERVAIS		320 000	320 000
BEKOMBO		320 000	320 000
BELADJI		320 000	320 000
BELAH DELPHINE		320 000	320 000
BELAN		320 000	320 000
BELEKE SAMUEL		320 000	320 000
BELLO HATOU		320 000	320 000
BENGONO YVES		320 000	320 000
BETOLO		320 000	320 000
BIDJA		320 000	320 000
BIDJA VERONIQUE		320 000	320 000
BIDJOGO		320 000	320 000
BIKO KPANOU		320 000	320 000
BIRWE		320 000	320 000
BISSIE ZE		320 000	320 000
BISSO		320 000	320 000
BITA		320 000	320 000
BITEP		320 000	320 000
BIWOLE		320 000	320 000
BIYONG		320 000	320 000
BODO JULIETTE		320 000	320 000
BONDI GERVAIS		320 000	320 000
BONGA		320 000	320 000
BONGBENOH		320 000	320 000
BOUADJI		320 000	320 000
BOUBA		320 000	320 000
BOUBA DOKO		320 000	320 000
BOUBA GERARD		320 000	320 000
BOUKO NANDENGA		320 000	320 000
BOUKOUAN		320 000	320 000
BOUNDAR		320 000	320 000
BOUNDOU		320 000	320 000
BOUNGUEN GASTON		320 000	320 000
BOUSSOGUE		320 000	320 000
BOUTANG		320 000	320 000
BOUTOU		320 000	320 000
BOYOMO		320 000	320 000
CHEFOR ROSE		320 000	320 000
CHELE		320 000	320 000
COLLINS		320 000	320 000
CORDELIA AJEA		320 000	320 000



Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
DABI MOISE		320 000	320 000
DACTI BONIFACE		320 000	320 000
DAIROU		320 000	320 000
DAMESSE AFAN		320 000	320 000
DANA PHILIPPE		320 000	320 000
DAOUDA		320 000	320 000
DARI		320 000	320 000
DEKA		320 000	320 000
DINDO		320 000	320 000
DINGONG ABOULI		320 000	320 000
DJADA		320 000	320 000
DJEBI BIKOUAKI		320 000	320 000
DJENABOU		320 000	320 000
DJEUDI		320 000	320 000
DJIMIN		320 000	320 000
DJOUKEN		320 000	320 000
DOGO		320 000	320 000
DOGOZE		320 000	320 000
DOKO GENEVIEVE		320 000	320 000
DOKO JUSTIN		320 000	320 000
DONGHO CLEMENT		320 000	320 000
DONGHO DONGMO		320 000	320 000
DONGMO		320 000	320 000
DOUA CELESTIN		320 000	320 000
DOUDOU		320 000	320 000
DOUI		320 000	320 000
DOUI SIMPLICE		320 000	320 000
EBIAGON		320 000	320 000
EBOLACK MARIE		320 000	320 000
EDANG		320 000	320 000
EDJANGUE		320 000	320 000
EJONG ELISABETH		320 000	320 000
EJUH EMMANUEL		320 000	320 000
EKANGA		320 000	320 000
ELONG		320 000	320 000
ELONGO NTEDE		320 000	320 000
EMAA		320 000	320 000
ENGOLO ELVIS		320 000	320 000
ENOW AGBOR		320 000	320 000
ENYEGUE		320 000	320 000
ESSAME		320 000	320 000
ESSEKEL		320 000	320 000
ETONE		320 000	320 000
ETONGLOA		320 000	320 000
ETOUNDI JEAN PIERRE		320 000	320 000
EVEE BELINGA		320 000	320 000
FANTA SANANGA		320 000	320 000
FANTA YANGAI		320 000	320 000
FATIMA AADIN		320 000	320 000
FIO PIERRE		320 000	320 000
FODJO JULES		320 000	320 000
FONKOU		320 000	320 000
FONYUY KINYUY		320 000	320 000
FOUMBA ALAIN		320 000	320 000
GABA DIEUDONNE		320 000	320 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
GAINSOM		320 000	320 000
GANLE NDOZENG		320 000	320 000
GANSAM		320 000	320 000
GARAMA		320 000	320 000
GARBA JOSEPH		320 000	320 000
GAUL JEAN		320 000	320 000
GAUL JEAN		320 000	320 000
GODANGA		320 000	320 000
GOGO JEAN		320 000	320 000
GOL ANDRE		320 000	320 000
GOLIKA YERIMA		320 000	320 000
GOLIKE DOUMBA		320 000	320 000
GOMETIE		320 000	320 000
GORO		320 000	320 000
GWET		320 000	320 000
GWET GERAD		320 000	320 000
GWET JEAN GILBERT		320 000	320 000
HABIBOUL ABDOUL		320 000	320 000
HALIBU		320 000	320 000
HALIDOU		320 000	320 000
HALIMA		320 000	320 000
HAMADJIDA CHRISTIAN		320 000	320 000
HAMADOU ALI		320 000	320 000
HAMADOU LANLO		320 000	320 000
HAMADOU SAIBOU		320 000	320 000
HAMAN		320 000	320 000
HAMBOA		320 000	320 000
HAMIDOU HAMADOU		320 000	320 000
HAMIDOU LAMINO		320 000	320 000
HANSATOU		320 000	320 000
HARNADO JEAN		320 000	320 000
HAROUNA ABASSI		320 000	320 000
HAROUNA ISSA		320 000	320 000
HASSANA		320 000	320 000
HAWA KOULOU		320 000	320 000
HAWAOU MODIBO		320 000	320 000
HOUMA		320 000	320 000
IBADOUA		320 000	320 000
IBRAHIM		320 000	320 000
IBRAHIMA		320 000	320 000
IDRISSOU		320 000	320 000
INA BETARE		320 000	320 000
ISSA NDIMA		320 000	320 000
JEUFO		320 000	320 000
KACK KACK		320 000	320 000
KACK KACK		320 000	320 000
KACK KACK ETIENNE		320 000	320 000
KACK KACK PHILIPPE		320 000	320 000
KACK SUZANNE		320 000	320 000
KAMDEM		320 000	320 000
KAMDEM KOM		320 000	320 000
KAMENI		320 000	320 000
KAMHOUA		320 000	320 000
KAMHOUA DOKO		320 000	320 000
KAMWA		320 000	320 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
KENDI		320 000	320 000
KOE		320 000	320 000
KOEKE KONTA		320 000	320 000
KOMBELE		320 000	320 000
KOMOL		320 000	320 000
KONA		320 000	320 000
KONATE		320 000	320 000
KONGEH		320 000	320 000
KONGOLO		320 000	320 000
KONTA		320 000	320 000
KOTUNWA BENOIT		320 000	320 000
KOUDJOU		320 000	320 000
KOULSSOUMI		320 000	320 000
KOULTOUMI		320 000	320 000
KOUSSIE		320 000	320 000
KOYO		320 000	320 000
KUISSI YVES		320 000	320 000
LEKABOT		320 000	320 000
LEMA		320 000	320 000
LINGBONA		320 000	320 000
LONO		320 000	320 000
LOUIS MARIE BEGNE		320 000	320 000
LUKONG CHRISTIAN		320 000	320 000
MABIANG		320 000	320 000
MADOUKOU		320 000	320 000
MAKANI		320 000	320 000
MAKON EUVAN		320 000	320 000
MAKOUN BOSCO		320 000	320 000
MAMADOU		320 000	320 000
MANDARI FLORENCE		320 000	320 000
MANGA ATEBA		320 000	320 000
MANI SAMUEL		320 000	320 000
MARIGOH		320 000	320 000
MASSOP		320 000	320 000
MAYEMI		320 000	320 000
MBAKA CATHERINE		320 000	320 000
MBALI		320 000	320 000
MBALKAM		320 000	320 000
MBALLA		320 000	320 000
MBALLA CATHERINE		320 000	320 000
MBALLA ELLIANE		320 000	320 000
MBALLA ERIC		320 000	320 000
MBALLA SERAPHINE		320 000	320 000
MBARZOUA		320 000	320 000
MBELE BELOKO		320 000	320 000
MBELE DESIRE		320 000	320 000
MBELE FRANCOIS		320 000	320 000
MBELLA MBAPPE		320 000	320 000
MBEMBI		320 000	320 000
MBENOUN		320 000	320 000
MBOA		320 000	320 000
MBOGDA		320 000	320 000
MBOLO		320 000	320 000
MBOMBA		320 000	320 000
MBOMBE ARMAND		320 000	320 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
MBONGO		320 000	320 000
MBONJO		320 000	320 000
MBOUDI		320 000	320 000
MEFIRE		320 000	320 000
MEGAPTCHE		320 000	320 000
MEKE SIM		320 000	320 000
MELAMBI		320 000	320 000
MELOM JEAN		320 000	320 000
MENBOLO		320 000	320 000
MENDOLO		320 000	320 000
MENGONDO		320 000	320 000
MEPOUTH MEPOUTH		320 000	320 000
MESSANGA		320 000	320 000
METEA		320 000	320 000
METELLEGO		320 000	320 000
METSAWA		320 000	320 000
MEZOGOU		320 000	320 000
MINDANG		320 000	320 000
MINDOUMBOU		320 000	320 000
MINKOUS CLOTILDE		320 000	320 000
MINTYENE		320 000	320 000
MOHAMADOU BACHIROU		320 000	320 000
MOHAMADOU KARIBOU		320 000	320 000
MOHAMADOU MOCTAR		320 000	320 000
MOHAMADOU MOUSTAPHA		320 000	320 000
MOHAMADOU OUMAROU		320 000	320 000
MOHAMADOU TAHIB		320 000	320 000
MOHAMAN DJALLO		320 000	320 000
MOIROBO		320 000	320 000
MOLOUK		320 000	320 000
MONDJOL		320 000	320 000
MOUEMBLE YAKOUROU		320 000	320 000
MOUHAMADOU MOUSTOUPHA		320 000	320 000
MOUSSA ANDRE		320 000	320 000
MOUSSA BAKO		320 000	320 000
MOUSSA HASSANA		320 000	320 000
MOUSSA MAMANG		320 000	320 000
MOUSSA MOUHAMAN		320 000	320 000
MOUSTAPHA GONI		320 000	320 000
MPAY ANNE		320 000	320 000
MPAY EPSE IFOT		320 000	320 000
MPAY JEAN CLAUDE		320 000	320 000
MPAY JEAN MARC		320 000	320 000
MPAY MPONDI		320 000	320 000
MPAY PIERRE		320 000	320 000
MPAY SAMUEL		320 000	320 000
MPIANG FRANCOIS		320 000	320 000
MVIE		320 000	320 000
MVONDO NNA		320 000	320 000
NADUWA		320 000	320 000
NAKASSOU		320 000	320 000
NALAO JACQUELINE		320 000	320 000
NAMFACK		320 000	320 000
NANDO		320 000	320 000
NANDO GOLIKE		320 000	320 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
NANFACK		320 000	320 000
NANGA JEAN		320 000	320 000
NANGARE		320 000	320 000
NAPHTALEY		320 000	320 000
NARAM		320 000	320 000
NARGABA MBELE		320 000	320 000
NARMAI		320 000	320 000
NATOU		320 000	320 000
NDANGA CYRILLE		320 000	320 000
NDANGA EMMA		320 000	320 000
NDANGA REMY		320 000	320 000
NDASSI		320 000	320 000
NDENG EVELYNE		320 000	320 000
NDERENGUE		320 000	320 000
NDIDI ABEL		320 000	320 000
NDIMA		320 000	320 000
NDINGA ETIENNE		320 000	320 000
NDINGA MAINA		320 000	320 000
NDOE		320 000	320 000
NDONGO DOUME		320 000	320 000
NDOUM BELINGA		320 000	320 000
NDOUMBE		320 000	320 000
NDZANA		320 000	320 000
NEMBE		320 000	320 000
NGA NANG		320 000	320 000
NGAITOM		320 000	320 000
NGALAME AIDAN		320 000	320 000
NGAMY		320 000	320 000
NGASSA FLOBERT		320 000	320 000
NGIAGNI		320 000	320 000
NGO YEMNA		320 000	320 000
NGO BASSANALA		320 000	320 000
NGO BATA		320 000	320 000
NGO HIAG		320 000	320 000
NGO ISSI ROLANDE		320 000	320 000
NGO KOMOL		320 000	320 000
NGO MBOCK		320 000	320 000
NGO MBOCK DIANE		320 000	320 000
NGO MBONG		320 000	320 000
NGO MPAY JACQUELINE		320 000	320 000
NGO NGOCK		320 000	320 000
NGO NGUE		320 000	320 000
NGO YAYI		320 000	320 000
NGO ZOUM		320 000	320 000
NGOM		320 000	320 000
NGOMBEA		320 000	320 000
NGONDI FABRICE		320 000	320 000
NGONO MARIE PAULE		320 000	320 000
NGONO SYLVIE		320 000	320 000
NGOSSO		320 000	320 000
NGOZO NDINGA		320 000	320 000
NGUE NGUE		320 000	320 000
NGUE THERESE		320 000	320 000
NGUEFANG		320 000	320 000
NGUELE		320 000	320 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
NGUELE NGUELE SYLVIE		320 000	320 000
NGUETCHUENG		320 000	320 000
NGWA		320 000	320 000
NJIKENG		320 000	320 000
NKAINSUT ENOW		320 000	320 000
NKAMZOK SAINCLAIR		320 000	320 000
NKOA MINSI		320 000	320 000
NKOUFET ROBERTINE		320 000	320 000
NKOUFUET		320 000	320 000
NKOUMOU MPAY		320 000	320 000
NKOUMOU ZE		320 000	320 000
NKOUREH		320 000	320 000
NKWEMI		320 000	320 000
NLEND LUC		320 000	320 000
NLOM MVONDO		320 000	320 000
NNA JEAN		320 000	320 000
NOKO		320 000	320 000
NONO ELOI		320 000	320 000
NOUBAYA		320 000	320 000
NOUDJOU BRICE		320 000	320 000
NSET HELL		320 000	320 000
NTCHETMI		320 000	320 000
NTCHEUMENI		320 000	320 000
NTEPP		320 000	320 000
NTONGA		320 000	320 000
NTSAMA BENE		320 000	320 000
NTY		320 000	320 000
NYA		320 000	320 000
NYAA MARCEL		320 000	320 000
NYAMEN		320 000	320 000
NYAT NYAT		320 000	320 000
NYI PENG HE		320 000	320 000
NZOUENKEU		320 000	320 000
ODI CHRISTEL		320 000	320 000
OKOMO		320 000	320 000
OLINGA		320 000	320 000
ON ROD		320 000	320 000
ONANA		320 000	320 000
ONDOA OWONO		320 000	320 000
ONDOUA		320 000	320 000
OTTOU DENIS		320 000	320 000
OUMARA SANDA		320 000	320 000
OUMAROU FARIKOU		320 000	320 000
OUSMANOU TELESPORE		320 000	320 000
OUSSOUMANOU		320 000	320 000
OWONO NGONO		320 000	320 000
OYANDA		320 000	320 000
OYONO		320 000	320 000
PATOUA		320 000	320 000
PICHE INNE		320 000	320 000
PONDA		320 000	320 000
PONDI		320 000	320 000
PORO		320 000	320 000
PORO NDANGA		320 000	320 000
POUMBAY		320 000	320 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
POUNGUI ERNEST		320 000	320 000
RIKI GABRIEL		320 000	320 000
RIWON ESSAMA		320 000	320 000
SADOU BABANGUIDA		320 000	320 000
SAIBOU BARAYA		320 000	320 000
SAKIMATOU		320 000	320 000
SALMA		320 000	320 000
SAMAKI		320 000	320 000
SAMAKI MEKANDJO		320 000	320 000
SAMAKI VINCENT		320 000	320 000
SAMBA HONORE		320 000	320 000
SANANGA NAMBOA		320 000	320 000
SANDA HAMADJOULDÉ		320 000	320 000
SARDE VICTOR		320 000	320 000
SEMENGUE		320 000	320 000
SIDJOU NOUMSI		320 000	320 000
SIGNOU ZOYEM		320 000	320 000
SIRE ZOULDE		320 000	320 000
SOALA		320 000	320 000
SODEA DANIEL		320 000	320 000
SODEA PAUL		320 000	320 000
SOUAIBOU		320 000	320 000
SOUAIBOU IDRISOU		320 000	320 000
SOULEYMANOU GOZO		320 000	320 000
TADA		320 000	320 000
TANGYIE		320 000	320 000
TCHATCHOUANG		320 000	320 000
TCHENDJOU		320 000	320 000
TCHOUFONG LEOPOLD		320 000	320 000
TOKARI		320 000	320 000
TOLO NANGA		320 000	320 000
TOUE FELICIEN		320 000	320 000
TOUE FRANCOIS		320 000	320 000
TOUZOU		320 000	320 000
TOYE STEPHANIE		320 000	320 000
TSOO REMY		320 000	320 000
TSOUM VINCENT		320 000	320 000
TSOUM VINCENT		320 000	320 000
TUEKEM		320 000	320 000
VALEDJE FRANCOIS		320 000	320 000
VAN DIEUDONNE		320 000	320 000
VIRSY		320 000	320 000
VOUMO		320 000	320 000
WANTAMO PIERRE		320 000	320 000
WAYANG		320 000	320 000
WEMVOUM		320 000	320 000
WIWA HONORINE		320 000	320 000
YAIKA		320 000	320 000
YAKAP		320 000	320 000
YAMPO		320 000	320 000
YANGAI PIERRE		320 000	320 000
YANMENI		320 000	320 000
YANTARE		320 000	320 000
YAYA BAKARI		320 000	320 000
YAYA MOHAMADOU		320 000	320 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
YAYA NASSOUROU		320 000	320 000
YEMELI		320 000	320 000
YERIMA		320 000	320 000
YONGANG		320 000	320 000
YOUMOUL PIERRE		320 000	320 000
YOUSSI		320 000	320 000
YOUSSOUFA SAMBO		320 000	320 000
ZA INABOU		320 000	320 000
ZAKOUNDE		320 000	320 000
ZAMA		320 000	320 000
ZANGUE NLEND		320 000	320 000
ZE BELINGA		320 000	320 000
ZE FRANCK		320 000	320 000
ZEH PAULINE		320 000	320 000
ZERI BOH		320 000	320 000
ZIM BELINGA		320 000	320 000
ZITCHEM		320 000	320 000
ZOULDE		320 000	320 000
ZOUMAI		320 000	320 000
ZRAZRA JEAN		320 000	320 000
KENFACK Madeleine		310 000	310 000
MINDU/BETARE		304 555	304 555
LANQUIN		303 085	303 085
ZHONDA MINE		302 400	302 400
GREEN OIL		301 680	301 680
BOCOM PETRLEUM		300 000	300 000
DAGOCONSUL		300 000	300 000
ETS CABINET D'EXPERTISE		300 000	300 000
ETS MAJOIE		300 000	300 000
GESTOR		300 000	300 000
GLOBAL ENVIRONMENT		300 000	300 000
SDEM		300 000	300 000
SOCEM		300 000	300 000
STE SEM'S		300 000	300 000
LOKAMAT		298 110	298 110
FOKOU FAUBERT		293 800	293 800
FOKOU FOBERT		293 800	293 800
GONI DJAMDI		293 625	293 625
EXTECHOCAM, CDL, GRAVEL VENTURES, SIAT, DISAKE		293 550	293 550
DJIBRILLA SIOUTO		292 950	292 950
ZACHE		290 000	290 000
STE BRAIWS		276 750	276 750
NATRANS SARL		276 000	276 000
JJINS		265 755	265 755
SAREM		263 700	263 700
MINDUH/NGOURA		262 610	262 610
SOLET		261 000	261 000
SOLET		261 000	261 000
TANYI TAMBE		260 000	260 000
GUOLONG MINING		251 475	251 475
DELTA PETROLEUM		245 000	245 000
SCEM		242 100	242 100
ABBA GILBERT		240 000	240 000
ABBO		240 000	240 000
ABDOU RAODOU		240 000	240 000



<b>Société</b>	<b>DGI (FCFA)</b>	<b>DGTCFM (FCFA)</b>	<b>Total (FCFA)</b>
ABOUBAKAR MIKAIL		240 000	240 000
ADAMOU DEWOUA		240 000	240 000
ELANGA		240 000	240 000
IDRISSOU		240 000	240 000
KOASSA		240 000	240 000
MESSONG		240 000	240 000
MFAGNI		240 000	240 000
MOHAMAT		240 000	240 000
MOHAMED		240 000	240 000
NAKAE		240 000	240 000
NGO NTAMACK		240 000	240 000
NJAKO		240 000	240 000
ONDOBO		240 000	240 000
OUSMAN BOUKAR		240 000	240 000
SELMA		240 000	240 000
SIL ANNE		240 000	240 000
TOUAMA		240 000	240 000
YANGAI		240 000	240 000
YONSI		240 000	240 000
ZALANG		240 000	240 000
TJK		239 600	239 600
SOCADA		237 000	237 000
MAMOUT		230 000	230 000
DJOUNOU PROSPER		228 500	228 500
MINDU		226 800	226 800
BAKARY DOBIL		220 000	220 000
GUOLONG		217 980	217 980
MINDU SARL/KADEY		213 835	213 835
MINDU SARL /KADEY		212 625	212 625
DABADJI MINIG		207 795	207 795
ABDOURAMAN		205 000	205 000
DIME MELVIN		205 000	205 000
EKOSSO		205 000	205 000
MVOLO		205 000	205 000
NGATCHOU		205 000	205 000
SAMAKI ABDOULAYE		205 000	205 000
A.D.C.A		200 000	200 000
ABA JEAN		200 000	200 000
ABBA		200 000	200 000
ABDOU RAOUFOU		200 000	200 000
ABDOU YELLEM		200 000	200 000
ABDOULAYE BAH		200 000	200 000
ABESSOUKIE		200 000	200 000
ABO		200 000	200 000
ADAMAOU YAYA		200 000	200 000
ADAMOU ZAORO		200 000	200 000
AIBA		200 000	200 000
AKAMBA		200 000	200 000
ALFRED ITOE		200 000	200 000
ALIMA		200 000	200 000
ALIOUM		200 000	200 000
AMADOU BABA		200 000	200 000
AMONBE		200 000	200 000
ANGONEBENE		200 000	200 000
ANGOULA GISELE		200 000	200 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
ANGYIE NATHANAEL		200 000	200 000
ANOUBISSI		200 000	200 000
ATHEBA		200 000	200 000
AZA		200 000	200 000
BABA DALAIROU		200 000	200 000
BABA TALLA		200 000	200 000
BABOU JEAN		200 000	200 000
BAKINDA MAURICE		200 000	200 000
BALEP		200 000	200 000
BALLA		200 000	200 000
BATOURI PIERRE		200 000	200 000
BEGUIMA KOULANGA		200 000	200 000
BELLO DAIGO		200 000	200 000
BENDEKE		200 000	200 000
BETARE		200 000	200 000
BIBA BISOO		200 000	200 000
BIBIA		200 000	200 000
BIDA BISSO		200 000	200 000
BIH LISETTE		200 000	200 000
BILAMO		200 000	200 000
BISSOUROU MOHAMADOU		200 000	200 000
BITOUMBA		200 000	200 000
BIYAGA		200 000	200 000
BOKAM		200 000	200 000
BOLLA		200 000	200 000
BOUKO NINGA		200 000	200 000
BOYI		200 000	200 000
BRAINS SARL		200 000	200 000
CAMCO		200 000	200 000
CAMINASE SARL		200 000	200 000
CHA CHA SARL		200 000	200 000
CHEIHOU		200 000	200 000
CHEUZEM		200 000	200 000
CHI DICKSON		200 000	200 000
CHINCAM		200 000	200 000
CHLORAT AFRICA		200 000	200 000
CISSA		200 000	200 000
COMPANY Limited BY SHARE		200 000	200 000
DAHIROU MAGAROU		200 000	200 000
DALI BAWE		200 000	200 000
DAUVIN P		200 000	200 000
DAWAY BODEREL		200 000	200 000
DIDI EMMILIE		200 000	200 000
DJABOULE		200 000	200 000
DJAKATOU		200 000	200 000
DJIBRILLA		200 000	200 000
DJIBRILLA ISSA		200 000	200 000
DJIMMY JEAN		200 000	200 000
DJODO		200 000	200 000
DLC ALMAZ		200 000	200 000
DONFACK		200 000	200 000
DOUAN ADELE		200 000	200 000
DOUBOU FRANCOIS		200 000	200 000
DOUDOU JEANNETTE		200 000	200 000
EBAN ANTOINE		200 000	200 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
EBANDA		200 000	200 000
EBANGUI		200 000	200 000
EDJIMBI		200 000	200 000
EFFENDI		200 000	200 000
ELUNG		200 000	200 000
ELVIS TARDZENYUY		200 000	200 000
ETS APINJOH		200 000	200 000
ETS BURCON		200 000	200 000
ETS DJATHEDJE		200 000	200 000
ETS KMC		200 000	200 000
ETS LA PAIX		200 000	200 000
ETS SHETTY		200 000	200 000
Ets SOUCKRIYA		200 000	200 000
FADIMATOU		200 000	200 000
FATIMA		200 000	200 000
FEUZEU		200 000	200 000
FOBASSA		200 000	200 000
FON		200 000	200 000
FONKEU		200 000	200 000
FOUDA		200 000	200 000
FUKEH		200 000	200 000
GABA MBELE		200 000	200 000
GARBA ABO		200 000	200 000
GAZA		200 000	200 000
GOBO		200 000	200 000
GODFRIED		200 000	200 000
GODI		200 000	200 000
GOLD AFRICA		200 000	200 000
GOLIKE JEAN		200 000	200 000
GONO		200 000	200 000
GOURI SALOU		200 000	200 000
GOZO CHARLES		200 000	200 000
GTML		200 000	200 000
GTS MINING		200 000	200 000
GUIETCHAMEGNI		200 000	200 000
HAIKAL KALDA		200 000	200 000
HALIDOU		200 000	200 000
HALIDOU DAOUDA		200 000	200 000
HAMADA		200 000	200 000
HAMADOU		200 000	200 000
HAMADOU BABA		200 000	200 000
HAMADOU MARTIN		200 000	200 000
HAMIDOU		200 000	200 000
HARTNAGEL		200 000	200 000
HASSAN HAMADOU		200 000	200 000
HELL		200 000	200 000
HERU RESSOURCES Ltd		200 000	200 000
IDRISSOU BABANI		200 000	200 000
IYA		200 000	200 000
JIOKEND		200 000	200 000
JJ FONCIER		200 000	200 000
KADIDJIA		200 000	200 000
KAH NKODOH		200 000	200 000
KALTOUMI		200 000	200 000
KAYED		200 000	200 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
KEGNEBAMABISSASSIGUIA		200 000	200 000
KENE OEI		200 000	200 000
KENJI FIELDING		200 000	200 000
KENNE		200 000	200 000
KENOE		200 000	200 000
KHALID		200 000	200 000
KIO CAM		200 000	200 000
KOAH		200 000	200 000
KODJI JEAN		200 000	200 000
KOE NDONG		200 000	200 000
KOMBO GBERL		200 000	200 000
KOMNANG Felix		200 000	200 000
KONGA		200 000	200 000
KONO		200 000	200 000
KOUAM		200 000	200 000
KOUDJIA		200 000	200 000
KOYA		200 000	200 000
LA GENERALE		200 000	200 000
LAMANGO		200 000	200 000
LAMANGO MAGHALINE		200 000	200 000
LAMINA		200 000	200 000
LANDO		200 000	200 000
MAHAMAT		200 000	200 000
MAHI		200 000	200 000
MAINA		200 000	200 000
MAJED JAAFAR		200 000	200 000
MAKON		200 000	200 000
MANDOP		200 000	200 000
MANGA		200 000	200 000
MANGUIA		200 000	200 000
MBESSO		200 000	200 000
MBONDI		200 000	200 000
MBOUNDJO		200 000	200 000
MBOZI ALADJI		200 000	200 000
MEBOMA		200 000	200 000
MEBOUNOU ALPHONSE		200 000	200 000
MEGAPTCHE		200 000	200 000
MEIRO		200 000	200 000
MEMGBWA		200 000	200 000
MENGANG		200 000	200 000
MERO NATHALIE		200 000	200 000
MESSANGE		200 000	200 000
METCHOMNOU		200 000	200 000
MINBAMG		200 000	200 000
MINDI		200 000	200 000
MINEX		200 000	200 000
MOHAMADOU NOUROU		200 000	200 000
MOSES KEHDINGA		200 000	200 000
MOSSOKO ACHILLE		200 000	200 000
MOSSOKO HERVE		200 000	200 000
MOTSOMPOUS		200 000	200 000
MOUHAMADOU BACHIROU		200 000	200 000
MOUPOU		200 000	200 000
MOUSSA		200 000	200 000
MUH		200 000	200 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
NADAN		200 000	200 000
NALA MADELEINE		200 000	200 000
NAMBONA JEAN		200 000	200 000
NANARIMI CONSULTING		200 000	200 000
NDAD SUZANNE		200 000	200 000
NDANGA PLACIDE		200 000	200 000
NDEMTSOA		200 000	200 000
NDENGUE		200 000	200 000
NDI		200 000	200 000
NDIMA		200 000	200 000
NDISSARA		200 000	200 000
NDONNIE		200 000	200 000
NGAMBA EMMANUEL		200 000	200 000
NGANGUI		200 000	200 000
NGO BISSE		200 000	200 000
NGO DIPOUMBI		200 000	200 000
NGON		200 000	200 000
NGONDI NGWA		200 000	200 000
NGONDJO		200 000	200 000
NGONIA SUZANNE		200 000	200 000
NGONO ANNIE		200 000	200 000
NGUENSTING		200 000	200 000
NJANKO		200 000	200 000
NJUMBAN		200 000	200 000
NLEBE		200 000	200 000
NOAH JEAN		200 000	200 000
NOMO		200 000	200 000
NWAFO TALOM		200 000	200 000
NZIGOUAGNI		200 000	200 000
OUSMANOU CHEIHO		200 000	200 000
OWONA		200 000	200 000
PEPINOU		200 000	200 000
PIEULI		200 000	200 000
REPDES SARL		200 000	200 000
RS INDUSTRY		200 000	200 000
SADOU BABANGUINDA		200 000	200 000
SALIHOU MAMADOU		200 000	200 000
SALIOU		200 000	200 000
SALOU NGAROU		200 000	200 000
SANTING SERGES		200 000	200 000
SEIDOU		200 000	200 000
SERENDIMA		200 000	200 000
SEWOLE GANAVA		200 000	200 000
SIDAKO		200 000	200 000
SOUIABOU BARAYA		200 000	200 000
SOULEYMANU		200 000	200 000
STE CHINA		200 000	200 000
STE FRAICHEUR		200 000	200 000
SZE SHUK		200 000	200 000
TAGNE		200 000	200 000
TAHI		200 000	200 000
TANG BILINGO		200 000	200 000
TANGUYIE		200 000	200 000
TANKO		200 000	200 000
TCHAGNA		200 000	200 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
TCHUNYEM		200 000	200 000
TEMBAR		200 000	200 000
THEUTOU		200 000	200 000
THOUSSAM NYAMSI		200 000	200 000
TOUKO		200 000	200 000
VERONIQUE GAZ		200 000	200 000
WAFO KEGNE		200 000	200 000
WAFO MOKAM		200 000	200 000
WAZIKI		200 000	200 000
WITGNA		200 000	200 000
YATCHOU		200 000	200 000
YELLEM		200 000	200 000
YEPMO		200 000	200 000
YERIME		200 000	200 000
YEUFO		200 000	200 000
YOULAMAYO		200 000	200 000
YOUNOUSSA GNAKINA		200 000	200 000
YOUSSOUFOU		200 000	200 000
ZAORO MIOT		200 000	200 000
ZARA		200 000	200 000
ZARI		200 000	200 000
ZIM		200 000	200 000
ZOULDE JODE		200 000	200 000
ZOULDE PLACIDE		200 000	200 000
THEFIL MINING		191 000	191 000
SOPROCAM		190 700	190 700
UCB MADIBA		189 520	189 520
GARGA ALIM		189 450	189 450
OIL LIBYA		186 500	186 500
CLIMA DUBAI/NGOUA		186 200	186 200
ISSA IBRAHIM		181 250	181 250
BOCOM		179 120	179 120
LJB		177 000	177 000
ISSAKA IB		171 945	171 945
MOUSSA OUSMANOU		166 500	166 500
MCT		165 000	165 000
ETS MOUBJAF		163 150	163 150
CLIMA DUBAI/NGOURA		162 960	162 960
CLIMAT DUBAI/NGOURA		162 960	162 960
ZENITH		160 860	160 860
KANANKE Mathurin Aimé		160 000	160 000
NYAMEN TAHI		160 000	160 000
BOCOM MINING		158 214	158 214
SOCIA		157 500	157 500
STE CAMEROUN DES INDUSTRIES		157 500	157 500
ADOUM OUSMANOU		156 075	156 075
CHINA DUBAI		150 000	150 000
STE AMAR GREEN		142 570	142 570
MINDU/WOUMBOU		139 500	139 500
OUSMAN MAHAMAT		138 865	138 865
LOKAMAT		137 080	137 080
CAMI TOYOTA		135 250	135 250
ROYAL FIRST COMPANY		134 600	134 600
OUSMANOU MAHAMAT		134 325	134 325
BCOG OIL		130 000	130 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
NKOUM ADOLPHE		130 000	130 000
ASSO LAURETTE		125 000	125 000
ISSA ADAMOU		125 000	125 000
MAHAMAT		125 000	125 000
MINDI JEAN		125 000	125 000
NEUBARH OUSMAN		125 000	125 000
NGONDO		125 000	125 000
NKOA JEAN		125 000	125 000
NLEND WONJU		125 000	125 000
ODI CHRISTEL		125 000	125 000
SOUAIBOU BARAYA		125 000	125 000
YOUSSEUFFA NGOUROU		125 000	125 000
ABDOU FATH		120 000	120 000
ABDOULAYE BAH		120 000	120 000
ABDOURAMAN BABA		120 000	120 000
ABESSOUKIE		120 000	120 000
AIBA		120 000	120 000
AKAMABA		120 000	120 000
ALEMA		120 000	120 000
ALIMA FONGHA		120 000	120 000
AMADOU MAODJI		120 000	120 000
AMINA		120 000	120 000
ANGONOBENE GERTRUDE		120 000	120 000
ANGYE NATHANAEL		120 000	120 000
ANOUBISSI PASCALINE		120 000	120 000
AROUNA SAMBO		120 000	120 000
ASSANA ZIDERE		120 000	120 000
ATEBA		120 000	120 000
ATTA MARIE		120 000	120 000
AZA ZAM		120 000	120 000
AZIA		120 000	120 000
BABA MARCEL		120 000	120 000
BABA NICOLAS		120 000	120 000
BALA NDELE		120 000	120 000
BALEP RITA		120 000	120 000
BALLA ADAMOU		120 000	120 000
BAMABISSASSIGUA		120 000	120 000
BAOUSSE		120 000	120 000
BEDA GASPARD		120 000	120 000
BEGUIMA		120 000	120 000
BEGUIMA KOULAGNA		120 000	120 000
BENDEKE MBOUA		120 000	120 000
BETAL		120 000	120 000
BIBIA OLOA		120 000	120 000
BILOUNGA ALICE		120 000	120 000
BINGUE		120 000	120 000
BITOMO		120 000	120 000
BITOUMBA		120 000	120 000
BIYAGA YOB		120 000	120 000
BOAYEK ABOULEDDY		120 000	120 000
BOLLA EUGENE		120 000	120 000
BOUKO NINGA		120 000	120 000
BOUNDAB		120 000	120 000
CHEIHOU OUSMANOU		120 000	120 000
CHI DICKSON		120 000	120 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
CISSA JULES		120 000	120 000
DAMBOURA		120 000	120 000
DJAKATOU BANYO		120 000	120 000
DJOBO		120 000	120 000
DJOULDE		120 000	120 000
DJOULDE ALAIN		120 000	120 000
DONFACK MANESSE		120 000	120 000
DOUDOU JEANETTE		120 000	120 000
EBAN ANTOINE		120 000	120 000
EBANGUI		120 000	120 000
EKOSSO		120 000	120 000
EMPOM		120 000	120 000
FADIMATOU DAMDAM		120 000	120 000
FADIMATOU YEIWA		120 000	120 000
FEUZEU PAUL		120 000	120 000
FONCHA		120 000	120 000
FONKOU OSCAR		120 000	120 000
FOUDA FRANCOIS		120 000	120 000
FOULEFACK		120 000	120 000
GADO NGAMA		120 000	120 000
GANAVA		120 000	120 000
GARBA DAOUA		120 000	120 000
GARBA FRANCOIS		120 000	120 000
GAZA		120 000	120 000
GOBO DIUDONNE		120 000	120 000
GODANG FRANCOIS		120 000	120 000
GODFRED MBIKONGWIE		120 000	120 000
GOLIKE		120 000	120 000
GOZO CHARLES		120 000	120 000
HALIDOU DAOUA		120 000	120 000
HAMADA AUGUSTIN		120 000	120 000
HAMADA DANIEL		120 000	120 000
HAMADOU MAL		120 000	120 000
HAMIDOU		120 000	120 000
IYA HASSANA		120 000	120 000
JIOKEND HERMAN		120 000	120 000
KADIDJA		120 000	120 000
KAH NDOKO H		120 000	120 000
KEGNE MICHEL		120 000	120 000
KELLA		120 000	120 000
KENJU FIELDING		120 000	120 000
KENNE LAMATA		120 000	120 000
KENNE ODI		120 000	120 000
KOAH EDJAH		120 000	120 000
KODI JEAN		120 000	120 000
KOMBO GBERI		120 000	120 000
KOUDJA		120 000	120 000
KOYA MARTIN		120 000	120 000
LAMANGO		120 000	120 000
MAHI TANGUIE		120 000	120 000
MAKOUN JEAN		120 000	120 000
MANGA RAYMOND		120 000	120 000
MBARGA AIME		120 000	120 000
MBARGA NDZANA		120 000	120 000
MBELE EUGENE		120 000	120 000



Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
MBESSO		120 000	120 000
MBOM		120 000	120 000
MBONDI		120 000	120 000
MDEMTSOA		120 000	120 000
MEGAPTCHEKOUTEMA		120 000	120 000
MEGBOLO		120 000	120 000
MEIRO		120 000	120 000
MEKANDO MIREILLE		120 000	120 000
MEKOU MOLUH		120 000	120 000
MENGANG		120 000	120 000
MENGBWA		120 000	120 000
MESSANGA		120 000	120 000
METCHOMNOU		120 000	120 000
MOADJI		120 000	120 000
MONGOLO MADI		120 000	120 000
MOSES KEHDIGA		120 000	120 000
MOUNPOU		120 000	120 000
MVOLO MARCELLIN		120 000	120 000
NADAN YARO		120 000	120 000
NAMBONA JEAN		120 000	120 000
NANGUIA		120 000	120 000
NDANGA PLACIDE		120 000	120 000
NDAO SUZANNE		120 000	120 000
NDILA		120 000	120 000
NDIMA MOKAKE		120 000	120 000
NDINGA ABDOU		120 000	120 000
NDINGA BOBO		120 000	120 000
NDONNIE NFORNGWEN		120 000	120 000
NDOUAN ADELE		120 000	120 000
NGALAME BWANG		120 000	120 000
NGON MIOLA		120 000	120 000
NGONDJO		120 000	120 000
NGONO ANNIE		120 000	120 000
NGONO GERTRUDE		120 000	120 000
NGOTTE NTONDO		120 000	120 000
NGOZO ROLAND		120 000	120 000
NJUMBANG		120 000	120 000
NJUME CLOVIS		120 000	120 000
NKOA JEAN		120 000	120 000
NKWAINSUT ENOW		120 000	120 000
NLEBE		120 000	120 000
NOMO MINDANG		120 000	120 000
OLOUME		120 000	120 000
ONANA BABOLA		120 000	120 000
OTAM BAHETEN		120 000	120 000
OUMAROU		120 000	120 000
OUMAROU ARMAND		120 000	120 000
OUMAROU MATHIEU		120 000	120 000
OUSMANOU		120 000	120 000
OUSMANOU ILIASOU		120 000	120 000
OWONO		120 000	120 000
PAGA AIME		120 000	120 000
PEPINOU		120 000	120 000
SAGNETH		120 000	120 000
SALIHOU MAMADOU		120 000	120 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
SAMAKI DOWE		120 000	120 000
SAMBO SAMUEL		120 000	120 000
SANTINGS SERGES		120 000	120 000
SARDE MBELE		120 000	120 000
SENGKA SYLVESTRE		120 000	120 000
SEWOLE		120 000	120 000
SIGNE		120 000	120 000
SOUAIBOU		120 000	120 000
SOULEYMANOU HOUSSEINI		120 000	120 000
TCHUNYEM		120 000	120 000
TEMBAR ROGER		120 000	120 000
TIOMO BERTRAND		120 000	120 000
TOUKO		120 000	120 000
VOUIMA		120 000	120 000
WAFO KENGNE		120 000	120 000
WAFO MOKAM		120 000	120 000
WAZIKI		120 000	120 000
WOULAMAYO		120 000	120 000
YATCHOU THIERRY		120 000	120 000
YATIA GARBA		120 000	120 000
YAYA ISHAGA		120 000	120 000
YELLEM ANTOINE		120 000	120 000
YERIMA ABDOULAYE		120 000	120 000
YEUFO WAMBA		120 000	120 000
YOULAMAYO YELLEM		120 000	120 000
ZARA JEANNETTE		120 000	120 000
ZARI YANGA		120 000	120 000
ZEMENGUE		120 000	120 000
ZOULO PLACIDE		120 000	120 000
MRS		118 000	118 000
LOKAMAT		111 331	111 331
CDL, PREMIUM, MANDENGUE		110 465	110 465
ENOW JOHN		110 000	110 000
MIKAIL		110 000	110 000
NGUIME ELIE		110 000	110 000
STE OIL LYBIA		108 500	108 500
BOULANGERIE NOUVELLE		106 500	106 500
GOOD LUCK		105 000	105 000
WEDA MINING		103 152	103 152
BOULANGERIE DIVA		101 000	101 000
ABOUBAKAR ALI		100 000	100 000
BOULANGERIE ABO		100 000	100 000
DENA THEODORE		100 000	100 000
ETS BURCON NEGOC		100 000	100 000
ETS DJIBRILLA		100 000	100 000
Ets MAG		100 000	100 000
GS MINING		100 000	100 000
YOUSSOUFA		100 000	100 000
GONI DJAMDI		99 750	99 750
QUINFOSCAM		99 120	99 120
TOTAL/GRA/BLAI		96 930	96 930
CAMGAZ		96 000	96 000
OUSMAN MAHAMAT		91 350	91 350
CONGELCAM		91 300	91 300
PETROLEX		90 980	90 980

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
QUINCAILLERI NATIONALE		90 400	90 400
MBELE EMILE		90 000	90 000
PILO HOULAMAYO		90 000	90 000
WANTOUNA		90 000	90 000
MOHAMAT ABDOULAYE		88 875	88 875
STE PACKACINE		88 000	88 000
MINDU SARL/BETARE		87 675	87 675
POISSONNERIE/EST/BTRI		83 100	83 100
MPAY BRENDA		80 000	80 000
NGOUFACK WAMBA (N W)		80 000	80 000
STE EBGB		80 000	80 000
YEMELI EMMANUEL		80 000	80 000
BOSALAND, SIAT, MANDENGUE		79 695	79 695
STATION OIL LYBIA		78 000	78 000
DIOCESE D'EDEA		76 500	76 500
OUSMAN MAHAMMAT		74 025	74 025
STE CORLAY		73 000	73 000
ADOUM OUSMANOU		71 625	71 625
QUAINCAILLERIE QUIFEROU		70 000	70 000
SKY BRIDGE		69 825	69 825
BLESSING		63 000	63 000
SAIDOU MAIGAR		60 750	60 750
ABOUBAKAR ALI		60 000	60 000
AGOUMTSA ERIK		60 000	60 000
DZEM BERTRAND		60 000	60 000
MBARSE		60 000	60 000
NTO MEJAM Marie Solange		60 000	60 000
MINDU SARL		59 482	59 482
MOUSSA YAYA		57 265	57 265
QUINC BON PRIX		57 000	57 000
QUINCAILLERIE BON PRIX		57 000	57 000
HAROUNA MOHAMADOU		54 660	54 660
QUAINCAILLERIE AVENIR		53 900	53 900
BOULANGERIE FAMILIALE		53 000	53 000
BOULANGERIE LA GRACE		53 000	53 000
GIC ANKAM		52 500	52 500
THEFIL MINING		52 500	52 500
ABDOULAI CHERIF		51 750	51 750
GONI DJAMDI		50 925	50 925
AK MINING		50 000	50 000
BATUO JOHN		50 000	50 000
BCOG		50 000	50 000
ETS BATAKAT		50 000	50 000
ETS MATIN-SOIR		50 000	50 000
QUINCAILLERIE NATIONALE		50 000	50 000
SHIPING		50 000	50 000
STE MOUBJAF		50 000	50 000
TSANGA ONANA		50 000	50 000
IBRAHIM HAYATOU		47 250	47 250
BRUNDA SARL	46 800		46 800
HAROUNA MOHAMADOU		46 530	46 530
SIAT(11400), NZO(29250), CBA(5130)		45 780	45 780
ABDOULAYE MAHAMAT		45 000	45 000
QUINCAILLERIE TETCHO		44 490	44 490
BOCOM P		43 500	43 500

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
MINDU SARL/NGOURA		42 525	42 525
BOULANGERIE		42 000	42 000
MAHAMAT ABDOULAYE		42 000	42 000
BAKARI		40 000	40 000
KAMKUMOU		40 000	40 000
STE SOPRAT		40 000	40 000
HOTEL CHRITIANA		36 000	36 000
DOKO GOBONG		35 000	35 000
GOBONG		35 000	35 000
MBANA		35 000	35 000
SERIDONG		35 000	35 000
SOULEYMANOU		32 775	32 775
SOULEYMANOU		32 400	32 400
BOULANGERIE DJOCK		31 000	31 000
BOULANGERIE DOCK TIMOLEON		31 000	31 000
GIC ANKAM		30 600	30 600
ALEMA JANVIER		30 000	30 000
B.R.E.D.E		30 000	30 000
FLOT-CO		30 000	30 000
GHOMSI KAMGUIA Denis José		30 000	30 000
MBINKUI Jérôme		30 000	30 000
NAMI NANA MERMOZ		30 000	30 000
NGUBOD NAZARIUS		30 000	30 000
NJOUME MALLO		30 000	30 000
PIWELE TCHANGUE Claude		30 000	30 000
SANAGA CONSTRUCTION		30 000	30 000
SOPROICAM		30 000	30 000
STE EBOSENGUI		30 000	30 000
DANY QUAINCAILLERIE		28 600	28 600
MENUISERIE YEFOUO LEANCE		28 000	28 000
BOULANGERIE BOBO ADAMOU		27 750	27 750
BOULANGERIE WELCOME		27 500	27 500
MENUISERIE TAKAM SADEU		27 500	27 500
DALIH ABBA		27 000	27 000
RAHAMAT MINING		26 250	26 250
RAHMAT MINING		26 250	26 250
FEDESCAM		25 600	25 600
MENUISERIE ESSAY		25 000	25 000
MENUISERIE MOMO ET FILS		25 000	25 000
MENUISERIE ARABO		24 000	24 000
MENUISERIE WHITE		24 000	24 000
MOUHAMOUDOU		23 850	23 850
ADOUM OUSMANOU 7357		23 625	23 625
MENUISERIE AFRIQUE		23 000	23 000
QUINCAILLERIE LA GLOIRE		23 000	23 000
ABDOULAYE MAHAMAT		22 500	22 500
FOSSILE		22 500	22 500
MENUISERIE NDIFO		22 500	22 500
MENUISERIE WAMBA		22 500	22 500
QUINCAILLERIE QUINONO		22 500	22 500
BOULANGERIE YAYA ADAMOU SOLET QUINCAILLERIE		21 600	21 600
QUINCAILLERIE SOCOMACE		21 000	21 000
HOTEL TOURISTIQUE		20 000	20 000
MAX SYSTEM		20 000	20 000
ETS ORES		19 575	19 575

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
JBM		19 500	19 500
CAMEROUN BREVAGE		18 340	18 340
QUAINCAILLERIE ABOUBAKAR		18 000	18 000
QUANCAILLERIE TAMBOULA		18 000	18 000
SOULEYMANOU OUMAROU		16 650	16 650
MENUISERIE SHU		15 000	15 000
QUINCAILLERIE RENAISSANCE		15 000	15 000
CRUSTAL SA		14 000	14 000
SOULEMANOU		13 950	13 950
SOPRAT		12 400	12 400
SOULEYMANOU OUMAROU		11 700	11 700
HOTEL DE PARIS		10 000	10 000
SOPROLVIN		10 000	10 000
ZE ISIDORE		10 000	10 000
SOULEYMANOU OUMAROU		9 450	9 450
ABDOUMOUNINI		5 000	5 000
ABOH SAMUEL		5 000	5 000
ABOUB RENI		5 000	5 000
AHMADOU MOAJI		5 000	5 000
ANYOUAG CHRISTOPHE		5 000	5 000
APOUNA SAMBO		5 000	5 000
BANGO JULIENNE		5 000	5 000
BEGNI		5 000	5 000
BENGONO YVES		5 000	5 000
BIAMB BIBIANE		5 000	5 000
BOUBA MOKAWOU		5 000	5 000
BOUNDAR EVARISTE		5 000	5 000
DOUA PHILEMON		5 000	5 000
EBELA		5 000	5 000
GARBA BERTRAND		5 000	5 000
GORO DIEUDONNE		5 000	5 000
HAMADOU HAMIDOU		5 000	5 000
HONGLA HONGLA Jacques Benjamin		5 000	5 000
KENE LAMATA		5 000	5 000
LULLE ABRAHAM		5 000	5 000
MBALLA ELIANE		5 000	5 000
MEGBOLO JANVIER		5 000	5 000
MELONG JEAN		5 000	5 000
MONGOUE		5 000	5 000
NAMFACK		5 000	5 000
NGAGNIGNI AMADOU		5 000	5 000
NGALA IGNASUS		5 000	5 000
NGATCHOU		5 000	5 000
NGENE		5 000	5 000
NGO BASSANAGA		5 000	5 000
NGO MBOG		5 000	5 000
NGO NSAMA		5 000	5 000
NGO NTEP		5 000	5 000
NJAKO		5 000	5 000
NNAMA		5 000	5 000
OWONO MATHIEU		5 000	5 000
SANTING SERGES		5 000	5 000
SARYA BABA		5 000	5 000
SONFO MICHEL		5 000	5 000
SOULEYMANOU HOUSSENI		5 000	5 000

Société	DGI (FCFA)	DGTCFM (FCFA)	Total (FCFA)
THECKE		5 000	5 000
TEMFACK		5 000	5 000
TOKARI LANDO		5 000	5 000
WAN DIEUDONNE		5 000	5 000
YOULAMAYO		5 000	5 000
<b>Total général</b>	<b>53 020 478</b>	<b>948 517 033</b>	<b>1 001 537 511</b>

### Annexe 3 : Tableau détaillé des paiements sociaux

Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Montant en FCFA	Date	Nature de la contribution	Ref juridique / contractuelle
PERENCO RIO DEL REY	ISTAC	LITTORAL	33 346 000	31/01/2013	En Numéraire	
	Kribi Golf & Country	SUD	6 659 400	31/01/2013	En Numéraire	
	ONG PESSAF	CENTRE	3 402 000	26/02/2013	En Numéraire	
	CCA SIDA	LITTORAL	1 350 000	17/04/2013	En Numéraire	
	Amicale pour l'excellence scolaire	CENTRE	5 000 000	22/05/2013	En Numéraire	
	Cœur d'Afrique	CENTRE	15 000 000	14/06/2013	En Numéraire	
	NGONDO	LITTORAL	500 000	24/06/2013	En Numéraire	
	South West Regional Support	SUD-OUEST	20 000 000	25/06/2013	En Numéraire	
	Ministère de l'agriculture-FAO	CENTRE	10 000 000	01/11/2013	En Numéraire	
	Foyers Saint Nicodem	LITTORAL	8 000 000	13/11/2013	En Numéraire	
	Ngondo	LITTORAL	1 000 000	13/11/2013	En Numéraire	
	Dir. Aff. Maritimes (Jnée de la mer)	LITTORAL	6 400 000	15/11/2013	En Numéraire	
Mefou Park - Achat et transport de fruits	CENTRE	4 439 600	23/04/2013	En nature		
PERENCO CAMEROON SA	Commune de Lokounje - Kribi - Frais de logistique	SUD	575 000	27/03/2013	En nature	
	Département de l'Océan - 47e fête de la jeunesse	SUD	1 000 000	07/02/2013	En nature	
	Ministère du travail - 127e fête du travail	CENTRE	4 250 000	23/04/2013	En nature	
	Village Bipaga - Electrification	SUD	13 000 823	15/07/2013	En nature	
ADDAX PETROLEUM CAMEROON COMPANY LLC	Mundembal Hospital (Fako Division) - Upgrade of Mundemba Hospital to Rapid Emergency response Standard: Medical equipment (theater, Biologic laboratory)	SUD-OUEST	22 618 349		En nature	
	Councils of the Rio del rey area (Limbe 3 council, Fako Division in the Pilot phase) - The Solar fish Dryer Initiative (Construction of state of art ovens, capacity building of local community members) 5 years program	SOUTH-WEST	19 875 000		En nature	

Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Montant en FCFA	Date	Nature de la contribution	Ref juridique / contractuelle
Rodeo Development LTD (Gaz de Cameroun)	Logbaba Hospital	Douala	1 922 000	20/05/2013	En Numéraire	
Kosmos Energy Cameroon HC	Reach Out Cameroon - Bamusso Sub-Division	Bamusso Sub-Division - Cameroon	30 771 235	19/02/2013	En Numéraire	Paiement obligatoire selon Contrat CAM-03-12-012 daté du 12-Dec-2012
	Cabinet Medou - Boa Village	Boa Village - Cameroon	19 845 000	03/07/2013	En Numéraire	Paiement obligatoire selon Contrat CAM-03-004-00 daté du 01-Oct-2010
	Reach Out Cameroon - Bamusso Sub-Division	Bamusso Sub-Division - Cameroon	16 120 340	19/07/2013	En Numéraire	Paiement obligatoire selon Contrat CAM-03-12-012 daté 12-Dec-2012
	Cabinet Medou - Boa Village	Boa Village - Cameroon	5 670 000	01/08/2013	En Numéraire	Paiement obligatoire selon Contrat CAM-03-004-00 daté du 01-Oct-2010
	Reach Out Cameroon - Bamusso Sub-Division	Bamusso Sub-Division - Cameroon	2 326 153	12/08/2013	En Numéraire	Paiement obligatoire selon Contrat CAM-03-12-012 daté 12-Dec-2012
	Sodicam - BIR equipment	Douala, Cameroon	2 485 300	19/09/2013	En Numéraire	n/a
	Cabinet Medou - Boa Village	Boa Village - Cameroon	8 505 000	02/10/2013	En Numéraire	Paiement obligatoire selon Contrat CAM-03-004-00 daté du 01-Oct-2010
	Cabinet Medou - Boa Village	Boa Village - Cameroon	2 835 000	25/10/2013	En Numéraire	Paiement obligatoire selon Contrat CAM-03-004-00 daté du 01-Oct-2010
Dana Petroleum	Njomo (EP) Omam Esther	Bakassi	500 000	05/02/2013	En Numéraire	Paiements obligatoires selon LE CPP Bakassi .
	Bir Mr Teresi	Issobo	7 000 000	19/08/2013	En Numéraire	
	Da - Azimi Oumarou (Patrick Teresi)	Issobo	7 000 000	03/09/2013	En Numéraire	
	Da - Azimi Oumarou (Patrick Teresi)	Issobo	7 000 000	10/09/2013	En Numéraire	
	Da - Azimi Oumarou (Patrick Teresi)	Issobo	5 100 000	23/09/2013	En Numéraire	
	Issobo Primary School	Issobo	1 270 000	06/11/2013	En Numéraire	
	Issobo Primary School	Issobo	2 216 464	14/11/2013	En Numéraire	
	Orunyan II Primary School	Orunyan	931 546	20/12/2013	En Numéraire	
COTCO	LIMI MAMA	Belabo village	3 159 000	09/01/2013	En Numéraire	Paiements obligatoires selon Section 5.5.4 PGE de COTCO Vol. 3
	NDAGA Albert	Ngaye	200 000	08/02/2013	En Numéraire	
	WIRIMBOLE Samori	Ngaye	5 000	08/02/2013	En Numéraire	
	SELMA Théophile	Ndoumba Kanga	670 000	08/10/2013	En Numéraire	
	ANANA Daniel	Ndoumba Kanga	1 228 000	08/10/2013	En Numéraire	
	NDANGA Raymond	Ndoumba Kanga	360 000	08/10/2013	En Numéraire	
	BANA Olivier	Ndoumba	694 000	08/10/2013	En Numéraire	



Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Montant en FCFA	Date	Nature de la contribution	Ref juridique / contractuelle
		Kanga				
	NGOMO Jean Martin	Bandevouri	491 000	28/11/2013	En Numéraire	
	DONGO Emilienne	Ndoumba Kanga	51 000	19/12/2013	En Numéraire	
	SEDI Jeanne D'arc	Ndoumba Kanga	647 000	19/12/2013	En Numéraire	
	Conseil National de la Jeunesse Figuil	NORD	30 000	01/02/2013	En Numéraire	-
	FENASCO FIGUIL	NORD	30 000	01/03/2013	En Numéraire	-
ROCAGLIA PIERRE	DELEGATION FEMME ET FAMILLE/ Figuil	NORD	30 000	07/03/2013	En Numéraire	-
	CODE BIOU /FIGUIL	NORD	50 000		En Numéraire	-
	Don Sous-Préfecture/Figuil	NORD	50 000	03/05/2013	En Numéraire	-
	Don Sous-Préfecture/Figuil	NORD	50 000	01/05/2013	En Numéraire	-
LES CIMENTERIES DU CAMEROUN	Mairie de Mombo		36 473 127	2 013	En Numéraire	
		LITTORAL				
			<b>342 132 337</b>			

#### Annexe 4 : Tableau des effectifs permanents par société extractive

No.	Nom de la société	Effectif 2013			
		Effectif des Nationaux		Effectif des Non Nationaux	
		Permanents	Contractuels	Permanents	Contractuels
1	SNH	329	-	-	-
2	Perenco Rio Del Rey		224	25	
3	Perenco Cameroun	76	-	6	-
4	Perenco Oil & Gas Cameroun	-	-	-	n/c
5	Addax Petroleum Cam Company	114	130	9	33
6	Euroil Ltd		42	1	
7	Noble Energy Cameroon LTD		9	2	
8	ADDAX Petroleum Cameroon Limited	1	1	1	
9	MURPHY CAMEROON NTEM OIL CO., LTD		-	2	
10	Rodeo Development LTD		123	5	
11	Kosmos Energy		5	2	
12	Glencore Exploration Cameroon		9	1	
13	Yang Chang Logone	10	-	-	6
14	Dana Petroleum		1	1	
15	COTCO	207	-	27	-
16	Geovic		46	1	
17	C&K Mining		171	-	
18	ROCAGLIA	34	-	-	-
19	CAPAM	272	-	-	-
20	Cimencam	n/c	n/c	n/c	n/c
21	Razel	154	2	3	-
22	CAM IRON		34	14	
<b>Total</b>		<b>2 008</b>		<b>119</b>	

n/c : non communiqué

## Annexe 5 : Structure de Capital et Propriété Réelle

No.	Nom de la société	Entité cotée ou filiale à 100% d'une société cotée en bourse	Actionnaires	% de participation	Information sur la propriété réelle
1	SNH	n/a (Entreprise publique)	Etat Camerounais	100%	n/a
2	PERENCO RIO DEL REY	non	SNH Perenco Oil & Gas International LTD - Bahamas Paris Orléans - France	20% 75,8% 4,2%	n/c
3	PERENCO CAMEROON SA	non	SNH Perenco Oil & Gas International LTD - Bahamas	20% 80%	n/c
4	PERENCO OIL & GAS CAMEROON Ltd	n/a	Succursale de Perenco Cameroun	n/a	n/c
5	ADDAX PETROLEUM CAMEROON COMPANY LLC	non	SNH Addax Petroleum Holdings Limited - Chine	20% 80%	SINOPEC GROUP - Entreprise de l'Etat de Chine SINOPEC est cotée sur les marchés boursiers à Hon Kong, New York, London et Shanghai (www.addaxpetroleum.com)
6	EUROIL LIMITED	oui	Bowleven PLC	100%	Bowleven PLC est coté sur le marché boursier AIM
7	NOBLE ENERGY CAMEROON LIMITED	oui	NOBLE ENERGY INC - USA	100%	NOBLE ENERGY INC est cotée sur le marché boursier de New York
8	ADDAX PETROLEUM CAMEROON LIMITED	non	SNH Addax Petroleum Holdings Limited - Chine	20% 80%	SINOPEC GROUP - Entreprise de l'Etat de Chine SINOPEC est cotée sur les marchés boursiers à Hon Kong, New York, London et Shanghai (www.addaxpetroleum.com)
9	MURPHY CAMEROON NTEM OIL CO. LTD	oui	Murphy Exploration & Production Company - International	100%	NOBLE ENERGY INC est cotée sur le marché boursier de New York
10	RODEO DEVELOPMENT LTD	oui	VICTORIA OIL AND GAS RSM	60% 40%	n/c
11	Kosmos Energy Cameroon HC	oui	Kosmos Energy Operating - Cayman Island	100%	Kosmos Energy Operating détenu à 100% par Kosmos Energy Ltd. qui est cotée sur le marché boursier de New York
12	GLENCORE EXPLORATION CAMEROON Ltd	oui	Glencore IAG	100%	Glencore est cotée sur le marché boursier de Londres (GLUK)
13	YAN CHANG LOGONE DEVELOPMENT COMPANY	n/c	n/c	n/c	n/c

No.	Nom de la société	Entité cotée ou filiale à 100% d'une société cotée en bourse	Actionnaires	% de participation	Information sur la propriété réelle
14	Dana Petroleum Cameroon Limited - Cameroon branch	n/c	Dana Petroleum International Holdings Limited - British	100%	n/c
15	CAMEROON OIL TRANSPORTATION COMPANY (COTCO) S.A.	oui	SNH - Etat Camerounais Etat- Tchadien ESSO PIPELINE INVESTMENTS LTD - USA DOBA PIPELINE INVESTMENTS INC. - Malaysia CHEVRON OVERSEAS PTROLEUM LTD - USA	5,17% 2,74% 41,06% 29,77% 21,26%	cotée sur le marché boursier de New York cotée sur le marché boursier de Kuala Lumpur cotée sur le marché boursier de New York
16	GEOVIC CAMEROON PLC	oui	Societe Nationale d'Investissement (SNI) GEOVIC LTD - USA GUESSOU ANCIET - Cameroun ALEOKOL Jean Marie - Cameroun NDIFORCHU Juliana - Cameroun GUESSOU Mary - Cameroun	20% 60,5% 6% 5,9% 5,9% 1,7%	GEOVIC LTD est cotée sur le marché boursier de Toronto
17	C&K MINING INCORPORATION SA	oui	Etat Camerounais SYNERGY EMINENT HOLDINGS LIMITED - Chine CNK INTERNATIONAL CO. LTD - Corée du Sud OH DEUK GYUN - Corée du Sud NAGBATA SARL - Cameroun BONHOLD BUSINESS SARL - Cameroun	10% 58,82% 15% 8,18% 5% 3%	CNK INTERNATIONAL CO. LTD est cotée sur le marché boursier du Corée du Sud (KOSDAQ)
18	ROCAGLIA PIERRE	non	n/c	n/c	n/c
19	CAPAM (CADRE D'APPUI ET DE PROMOTION DE L'ARTISANAT MINIER)	non	Projet crée auprès du Ministre chargé des mines	n/a	n/a
20	LES CIMENTERIES DU CAMEROUN	n/c	SNI - Entreprise publique	43%	n/c
21	RAZEL FAYAT CAMEROUN	non	RAZEL -BEC SAS - France Mr PHILIPPE BOURJALLIAT - France Mr LAURENT CHAUVEL - France Mr JEROME PERRIN - France Mr SERGE AILLAUD - France Mr JEAN GUILLAUME - France Mr MARC PETIT - France	94,94% 0,01% 0,01% 0,01% 0,01% 0,01% 0,01%	Le propriétaire de la société RAZEL - BEC SAS - France est LAURENT FAYAT de nationalité française, né en 1967, 652 CHEM CLARET 06510 CARROS
22	CAM IRON SA	oui	Sundance Resources Ltd - Austraille Holdco Sarl - Cameroun	90% 10%	Sundance Resources Ltd st cotée sur le marché boursier australien (ASX)

## Annexe 6 : Formulaire de déclaration



FORMULAIRE DE DECLARATION (Paiements / Recettes)

Période couverte : 1er janvier au 31 décembre 2013

Nom de l'entité (Entreprise / Administration publique)				
Numéro d'Identification Unique (NIU)				
Production/Transport	Type	Quantité	Unité de	Valeur de la production
	1			
	2			
	3			
Exportation	Type	Quantité	Unité	Valeur des exportations
	1			
	2			
	3			
Formulaire préparé par			Fonction	
Adresse email			Tél.	

Taxes	Nomenclature des flux	Payé à	Paiements / Recettes			Commentaires
			bbf	FCFA	USD	
	<b>Flux de Paiement en nature</b>					
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	SNH-Mandat				
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	SNH-Mandat				
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	SNH-Mandat				
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	SNH-Fonct				
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	SNH-Fonct				
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	SNH-Fonct				
	<b>Total paiements en nature</b>		#			
	<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>					
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH	DMG/MINMIDT				
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH	DMG/MINMIDT				
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH	DMG/MINMIDT				
	<b>Total Parts d'huile commercialisés</b>		#			
	<b>Flux de paiement en numéraires</b>					
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	DGTCFM				
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions d)	DGTCFM				
12	Dividendes SNH	DGTCFM				
	<b>Total transferts au Trésor Public par la SNH</b>			-	-	
13	Redevance Minière Proportionnelle	SNH-Mandat				
14	Redevance Proportionnelle à la Production	SNH-Mandat				
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	SNH-Mandat				
16	Bonus de signature	SNH-Mandat				
17	Bonus de Production	SNH-Mandat				
18	Prélèvement pétrolier additionnel	SNH-Mandat				
19	Frais de Formation	SNH-Mandat				
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	SNH-Mandat				
21	Dividendes Filiales SNH	SNH-Fonct				
	<b>Total paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>			-	-	

22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	DG/DGE/DGTFCM			
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou ren	DG/DGE/DGTFCM			
24	Redevance Superficiare	DG/DGE/DGTFCM			
25	Taxes Ad Valorem	DG/DGE/DGTFCM			
26	Taxes à l'extraction	DG/DGE/DGTFCM			
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	DG/DGE/DGTFCM			
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	DG/DGE/DGTFCM			
29	Droits de Douane	DGD			
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	DGD			
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes	SNH-Mandat/DGTFCM			
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	DGD			
33	Dividendes versés à l'Etat	DGTFCM			
34	Contributions FNE	DG/DGE/DGTFCM			
35	Contributions CFC (part patronale)	DG/DGE/DGTFCM			
36	Bonus progressif	DG/DGE/DGTFCM			
37	Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	DG/DGE/DGTFCM			
38	Frais d'inspection et de contrôle	MINMIDT			
39	Dividendes versées à la SNI	SNI			
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100 KUSD/55 000 KFCFA)	Toutes			
<b>Total autres paiements en numéraire</b>				-	-
<b>Paiements sociaux</b>					
41	Paiements sociaux volontaires	N/A			
42	Paiements sociaux obligatoires	N/A			
<b>Total des paiements sociaux</b>				-	-
<b>Transfert infranationaux</b>					
43	Transferts au populations riveraines	N/A			
44	Transferts aux FEICOM	N/A			
45	Transferts aux Communes	N/A			
<b>Total des transferts infranationaux</b>				-	-

(\*) Les montants des paiements/recettes doivent être conformes aux totaux par taxe dans le tableau du détail des paiements.

**Attestation de la Direction**

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables. Je confirme

1. Toutes les données fournies sur les montants payés/reçus et les volumes sont exhaustives et reflètent fidèlement les comptes de l'entité
2. Tous les montants payés/reçus sont appuyés par des quittances authentiques et sont appuyés par des pièces justificatives probantes;
3. Les montants déclarés ne contiennent pas des sommes payées/reçues avant le 1 janvier 2013 ou après le 31 décembre 2013;
4. La classification des montants payés/reçus est correcte au niveau des différentes taxes;
5. Les montants déclarés ne contiennent pas des sommes payées/reçues pour le compte d'autres entités;
6. Les montants déclarés sont exclusivement liés à des sommes payées/reçues par l'entité;
7. Les comptes de l'entreprise ont été audités et une opinion sans réserve a été émise à leur sujet en accord avec les normes internationales.

Nom \_\_\_\_\_

Position \_\_\_\_\_

Signature et cachet \_\_\_\_\_

Nous attachons à cette déclaration le détail des taxes payées/reçues (voir joint détail des taxes)

**Certification d'audit**

Je soussigné, Auditeur Externe/Commissaire aux Comptes/Chambre des Comptes, certifie avoir examiné la présente déclaration de l'entité déclarante et je confirme que j'ai vérifié la fiabilité et l'exactitude des données de paiement incluses dans la présente déclaration et atteste qu'elles sont conformes aux données comptables de l'entité. Nous avons effectué notre vérification conformément aux Normes Internationales d'Audit, aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables au Cameroun. Sur la base de cet examen nous certifions que nous n'avons pas découvert d'anomalies pouvant remettre en cause la fiabilité et l'exactitude des informations divulguées dans la présente déclaration.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Position \_\_\_\_\_

Nom du cabinet / Structure d'audit \_\_\_\_\_

Signature et cachet \_\_\_\_\_













**DETAIL DU STRUCTURE DE CAPITAL DES ENTREPRISES EXTRACTIVES**

Période couverte : 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013

**Ce formulaire est destiné uniquement aux entreprises extractives et SNH**

Actionnariat au 31/12/2013		Nom / Entité	% Participation	Nationalité de l'Entité	L'entité est-elle cotée en bourse, ou filiale à 100 % d'une entreprise cotée en bourse ? (oui/non)	Place boursière
Participation publique (Etat -Puissance publique)	1	N/A		N/A	N/A	N/A
Participation publique (Etat-Entreprise publiques)	1			N/A	N/A	N/A
	2			N/A	N/A	N/A
% participation des Entités privées/Personnes physiques	1					
	2					
	3					
	4					
	5					
			<b>0%</b>	<i>Le total doit être de 100%</i>		

**Attestation de la Direction de l'entité déclarante**

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables.

**Nom du représentant légal** \_\_\_\_\_

**Position** \_\_\_\_\_

**Signature et tampon** \_\_\_\_\_



**FORMULAIRE DE DECLARATION DE LA PROPRIETE REELLE**  
Période couverte : 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013

**Ce formulaire est destiné uniquement aux entreprises extractives**

**Définition de la propriété réelle**

Conformément à l'Exigence 3.11(d).i de la Norme ITIE, un propriétaire réel d'une entreprise est la (ou les) **personne(s) physique(s)** qui, directement ou indirectement, possède(nt) ou exerce(nt) en dernier ressort le contrôle de l'entité juridique. Selon la décision du Comité, une personne physique est réputée détenir le contrôle si elle détient directement ou indirectement au moins 10% du actions ou des droits de vote de l'entreprise extractive. **Les entreprises cotées en bourse, y compris leurs filiales en propriété exclusive, ne sont pas tenues de divulguer les informations concernant leur(s) propriétaire(s) réel(s). Dès lors, les entreprises cotées en bourse ou leurs filiales exclusives ne sont pas tenues de remplir ce formulaire.**

**Déclaration de propriété réelle**

Conformément à la définition de la propriété réelle, le(s) propriétaire(s) réel(s) de [l'entreprise] en date du 31/12/2013 est/sont :

Identité du propriétaire réel (1)	Informations sur la manière dont la propriété est détenue ou dont le contrôle de l'entreprise est exercé				Date d'acquisition de la propriété réelle	Moyens de contact
	Par actions	Par un % des droits de vote	Autres			
[Nom complet, tel qu'il figure sur la carte d'identité nationale] [Date de naissance et/ou numéro d'identification national] [Nationalité] [Pays de résidence]	[nombre d'actions]	[% d'actions]	[% de droits de vote directs]	[% de droits de vote indirects]	[date]	[adresse résidentielle ou de [autres détails de contact]
				[Si le contrôle de l'entreprise s'exerce par d'autres moyens, ils doivent être détaillés ici.]		

Identité du propriétaire réel (2)	Informations sur la manière dont la propriété est détenue ou dont le contrôle de l'entreprise est exercé				Date d'acquisition de la propriété réelle	Moyens de contact
	Par actions	Par un % des droits de vote	Autres			
[Nom complet, tel qu'il figure sur la carte d'identité nationale] [Date de naissance et/ou numéro d'identification national] [Nationalité] [Pays de résidence]	[nombre d'actions]	[% d'actions]	[% de droits de vote directs]	[% de droits de vote indirects]	[date]	[adresse résidentielle ou de [autres détails de contact]
				[Si le contrôle de l'entreprise s'exerce par d'autres moyens, ils doivent être détaillés ici.]		

Est-ce que certains des propriétaires réels sont des personnes politiquement exposées (PPE) ?  
 Oui. Nom : \_\_\_\_\_ Fonction et rôle public : \_\_\_\_\_ Date de début du mandat : / / Date de fin du mandat, le  
 Non.

**Certification**

Je, soussigné, confirme, au nom de l'entité déclarante, que les informations fournies dans la présente déclaration de propriété réelle sont exactes et fidèles.

[Nom] \_\_\_\_\_

[Fonction] \_\_\_\_\_ [Signature] \_\_\_\_\_

[Nous joignons les informations complémentaires suivantes pour permettre de vérifier les informations fournies relatives à la propriété réelle :]

....

**Une PPE est défini comme suit :**

L'expression **personnes politiquement exposées (PPE) étrangères** désigne les personnes qui exercent ou ont exercé d'importantes fonctions publiques dans un pays étranger, par exemple, les chefs d'État et de gouvernement, les politiciens de haut rang, les hauts responsables au sein des pouvoirs publics, les magistrats et militaires de haut rang, les dirigeants d'entreprise publique et les hauts responsables de partis politiques.

L'expression **PPE nationales** désigne les personnes physiques qui exercent ou ont exercé d'importantes fonctions publiques dans le pays, par exemple, les chefs d'État et de gouvernement, les politiciens de haut rang, les hauts responsables au sein des pouvoirs publics, les magistrats et militaires de haut rang, les dirigeants d'entreprise publique et les hauts responsables de partis politiques.

Les personnes qui exercent ou ont exercé d'importantes fonctions au sein de ou pour le compte d'une organisation internationale désigne les membres de la haute direction, c'est-à-dire les directeurs, les directeurs adjoints et les membres du conseil d'administration et toutes les personnes exerçant des fonctions équivalentes.

La notion de PPE ne couvre pas les personnes de rang moyen ou inférieur relevant des catégories ci-dessus.

**Attestation de la Direction de l'entité déclarante**

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables.

Nom du représentant légal \_\_\_\_\_

Position \_\_\_\_\_

Signature et tampon \_\_\_\_\_





**DETAIL DES PAIEMENTS SOCIAUX**

Période couverte : 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013

**Ce formulaire est destiné uniquement aux entreprises extractives**

Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Paiements en numéraires		Paiements en nature (sous forme de projet)		Ref juridique / contractuelle
		Montant	Date	Description	Coût du Projet encouru durant 201x	
<b>Total</b>		<b>0</b>				<b>0</b>

*(Annexer les convention si applicable)*

**Attestation de la Direction de l'entité déclarante**

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables.

**Nom du représentant légal**

**Position**

**Signature et tampon**



**DETAIL DES TRANSFERTS**

Période couverte : 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013

**Ce formulaire est destiné uniquement à la DGTCFM**

Taxes / droits transférés	Date du transfert	Bénéficiaire	Région / Commune du Bénéficiaire (si applicable)	Critères appliqués		Montant	Commentaires
				Superficie / Autre à définir	Cadre juridique		
<b>Total</b>						<b>0</b>	

*(Annexer l'état de répartition si applicable)*

**Attestation de la Direction de l'entité déclarante**

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables.

**Nom du représentant légal**

**Position**

**Signature et tampon**



**DETAIL DES TRANSACTIONS DE TROC**

Période couverte : 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013

Description du projet / travaux	Lieu du projet / Travaux	Engagements			Cadre juridique de la transaction (Réf de la convention, Arrêté, décret, etc..)
		Total budget de l'engagement / travaux	Valeur des engagements / travaux encourus du 01/01/2013 au 31/12/2013	Valeur cumulée des engagements / travaux encourus au 31/12/2013	
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	

**Attestation de la Direction de l'entité déclarante**

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables.

**Nom du représentant légal** \_\_\_\_\_

**Position** \_\_\_\_\_

**Signature et tampon** \_\_\_\_\_



**Ce formulaire est destiné uniquement à la DGTCFM et la SNH**



**Prêts / Garanties / Subventions accordés à des entités opérantes dans le secteur extractif ou accordés par compensation des revenus du secteur extractif**

Période couverte : 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013

Bénéficiaire (Nom de l'entité)	Montant (valeur) du prêt / garantie / Subvention	Unité	Termes de la Transaction				Autres commentaires	
			Date d'octroi	Période de remboursement	% d'intérêt	Encours non remboursé au 31/12/2013		Montant remboursé durant la période
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	

**Attestation de la Direction de l'entité déclarante**

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables.

**Nom du représentant légal**

**Position**

**Signature et tampon**

Ce formulaire est destiné uniquement à la SNH



**Part d'huile / Profit-Oil de l'Etat**

Période couverte : 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013

	Date	bbls	USD	FCFA	Commentaire
<b>Période du 01/01/2013 au 31/12/2013</b>					
Part d'huile de l'Etat Puissance publique (Pétrole)					
Part d'huile de l'Etat Puissance publique (Gas)					
Profit oil - Part de l'Etat Puissance publique (Condensat)					
Prélèvement en nature sur Profit Oil-Part de l'Etat (Pétrole)					[Indiquer la nature du prélèvement si applicable]
Prélèvement en nature sur Profit Oil-Part de l'Etat (Gas)					[Indiquer la nature du prélèvement si applicable]
Prélèvement en nature sur Profit Oil-Part de l'Etat (Condensat)					[Indiquer la nature du prélèvement si applicable]
Quantité enlevée (commercialisée)					
Quantité enlevée (commercialisée)					
Quantité enlevée (commercialisée)					
Quantité enlevée (commercialisée)					
<b>Part d'huile Etat commercialisée- Pétrole (contrepartie reversée à la DGTCFM)</b>		0		0	
<b>Part d'huile Etat commercialisée- Gas (contrepartie reversée à la DGTCFM)</b>					
<b>Part d'huile Etat commercialisée - Condensat (contrepartie reversée à la DGTCFM)</b>					
Part d'huile Etat commercialisée (Pétrole) (contrepartie non reversée à la DGTCFM)					[Indiquer l'identité de l'acheteur si applicable]
Part d'huile Etat commercialisée (Gas) (contrepartie non reversée à la DGTCFM)					
Part d'huile Etat commercialisée (Condensat) (contrepartie non reversée à la DGTCFM)					[Indiquer l'identité de l'acheteur si applicable]
Prélèvement en numéraire					[Indiquer la nature du prélèvement si applicable]
Prélèvement en numéraire					[Indiquer la nature du prélèvement si applicable]
Prélèvement en numéraire					[Indiquer la nature du prélèvement si applicable]
Prélèvement en numéraire					[Indiquer la nature du prélèvement si applicable]
Variation de stock-Part de l'Etat					

**Attestation de la Direction de l'entité déclarante**

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables.

**Nom du représentant légal**

**Position**

**Signature et tampon**

**Ce formulaire est destiné uniquement à la SNH et au MINMIDT**



**Attribution/Transferts des licences**

**Période couverte : 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013**

Ref du Titre attribué	Date d'octroi	Attributaire Entité/Consortium	Modalités d'octroi				Autres commentaires
			Processus d'attribution	Critères techniques	Critères Financiers	Liste des candidats	
							<i>Lorsque les informations requises sont déjà publiques, il suffit de mentionner une référence (ou un lien)</i>

**Attestation de la Direction de l'entité déclarante**

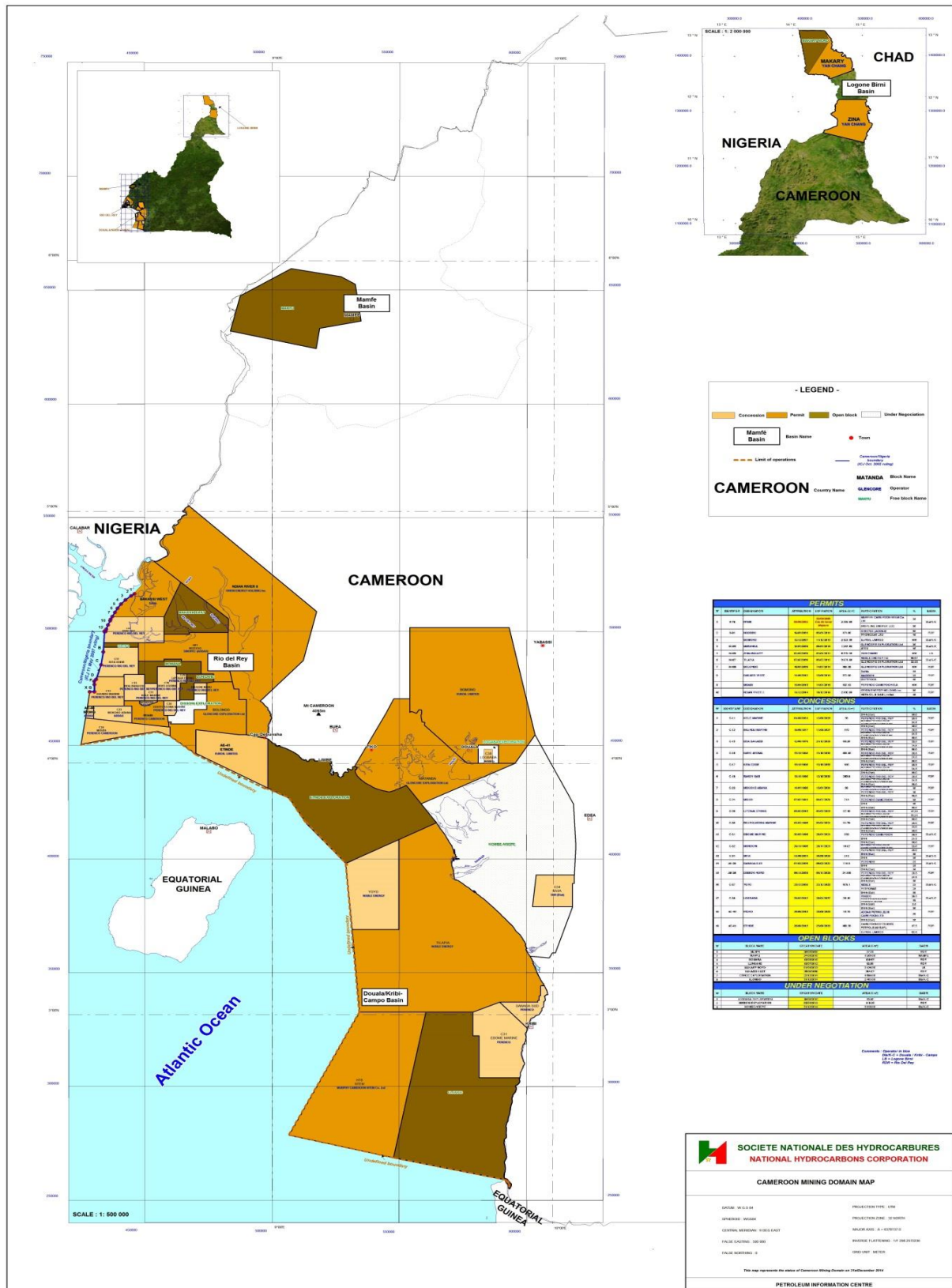
Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables.

**Nom du représentant légal**

**Position**

**Signature et tampon**

Annexe 7: Carte des blocs pétroliers du Cameroun



## Annexe 8 : Situation des Titres Pétroliers

### Etat des Concessions et des AEE valides au 31 décembre 2013

N°	Nom du Permis	Date d'		Surface (Km <sup>2</sup> )	Titres d'Hydrocarbures	Participations en %				Bassin
		Octroi	Échéance			Associés	%	Opérateurs	%	
C-11	KOLE MARINE	01/09/2001	30/08/2026	38	Concession	SNH (ETAT) APCC	50,00% 24,50%	Perenco RDR	25,50%	RDR
C-12	EKUNDU MARINE	18/08/1977	17/08/2027	170	Concession	SNH (ETAT) APCC	50,00% 24,50%	Perenco RDR	25,50%	RDR
C-15	BOA BAKASSI	12/09/1979	21/12/2029	93	Concession	SNH (ETAT) APCC	50,00% 24,50%	Perenco RDR	25,50%	RDR
C-16	BAVO ASOMA	13/10/1980	12/10/2030	108	Concession	SNH (ETAT) APCC	50,00% 24,50%	Perenco RDR	25,50%	RDR
C-17	KITA EDEM	13/10/1980	12/10/2030	185	Concession	SNH (ETAT) APCC	50,00% 24,50%	Perenco RDR	25,50%	RDR
C-18	SANDY GAS	13/10/1980	12/10/2030	264	Concession	SNH (ETAT) APCC	50,00% 24,50%	Perenco RDR	25,50%	RDR
C-23	MOKOKO ABANA	14/04/1980	13/04/2031	98	Concession	SNH (ETAT) Perenco RDR	50,00% 10,00%	APCC	40,00%	RDR
C-24	MOUDI	07/07/1981	05/07/2031	215	Concession	SNH (ETAT) SNH	50,00% 10,00%	Perenco CAM	40,00%	RDR
C-29	LIPENJA ERONG	03/02/1988	02/02/2023	27	Concession	SNH (ETAT) APCC	50,00% 32,25%	Perenco RDR	17,75%	RDR
C-30	SOUTH ASOMA MARINE	04/04/1996	03/04/2021	32	Concession	SNH (ETAT) APCC	50,00% 25,00%	Perenco RDR	25,00%	RDR
C-31	EBOME MARINE	30/05/1996	29/05/2021	539	Concession	SNH (ETAT) SNH	50,00% 21,50%	Perenco CAM	28,50%	DKC
C-32	MONDONI	29/11/1996	28/11/2021	11	Concession	SNH (ETAT) Perenco RDR	50,00% 25,00%	APCC	25,00%	RDR
C-34	MVIA	21/06/2004	20/06/2029	213	Concession	-	-	SNH-Fonctionnement	100,00%	DKC
AEE-38	SANAGA SUD	07/03/2006	06/03/2032	118	AEE	SNH (ETAT)	25,00%	Perenco CAM	75,00%	DKC
AEE-36	DISSONI NORD	06/11/2008	05/11/2028	24	AEE	SNH (ETAT) APCC	25,00% 37,50%	Perenco RDR	37,50%	RDR
C-37	YOYO	23/12/2008	22/12/2033	679	Concession	SNH (ETAT) PETRONAS	50,00% 25,00%	NOBLE	25,00%	DKC
C-38	LOGBABA	29/04/2012	28/04/2037	20	Concession	SNH (ETAT) RSM SNH	50,00% 19,00% 2,50%	RODEO	28,50%	DKC
AEE	IROKO	26/09/2013	25/09/2033	16	AEE	SNH (ETAT)	30,00%	APCL	70,00%	RDR

Etat des Permis de Recherche et des Autorisations Exclusives de Recherche valides au 31 décembre 2013

N°	Nom du Permis	Date d'		Surface (Km <sup>2</sup> )	Titres d'Hydrocarbures	Participation en %				Bassin
		Octroi	Échéance			Associés	%	Opérateurs	%	
H-78	NTEM	03/09/2002	Durée suspendue depuis 05/06/2005 (Situation de force majeure)	2 319	Permis de Recherche	STERLING	50,00%	Murphy Cameroon	50,00%	DKC
H-81	NGOSSO	19/04/2004	02/01/2014	474	Permis de Recherche	Pronodar Ltd	40,00%	APCL	60,00%	RDR
-	BOMONO	12/12/2007	11/12/2014	2 327	Autorisation Exclusive de Recherche	-	-	EUROIL	100,00%	DKC
H-105	MATANDA	10/04/2008	09/04/2014	1 235	Autorisation Exclusive de Recherche	AFEX	10,00%	GLENCORE EXPLORATION CAMEROON	90,00%	DKC
H-74	ETINDE	22/12/2008	21/12/2014	2 316	Autorisation Exclusive de Recherche	New Age	25,00%	EUROIL	75,00%	DKC
H-108	ZINA MAKARY	02/04/2009	01/04/2013	8 506	Autorisation Exclusive de Recherche	-	-	Yang Chang Logone Development Holding Co. Ltd	100,00%	LB
H-107	TILAPIA	07/07/2009	06/07/2015	3 875	Autorisation Exclusive de Recherche	GLENCORE	33,33%	NOBLE ENERGY	66,67%	DKC
H-106	BOLONGO	16/07/2009	15/07/2015	462	Autorisation Exclusive de Recherche	-	-	GLENCORE EXPLORATION CAMEROON	100,00%	RDR
H-111	ELOMBO	11/03/2010	10/03/2015	2 405	Autorisation Exclusive de Recherche	Murphy Cameroon	50,00%	PERENCO CAMEROON	50,00%	DKC
H-112	NIDIAN RIVER	20/11/2006	19/11/2013	1 757	Autorisation Exclusive de Recherche	-	-	KOSMOS ENERGY	100,00%	RDR
-	FAKO	12/01/2012	11/01/2014	1 289	Autorisation Exclusive de Recherche	-	-	KOSMOS ENERGY	100,00%	RDR
-	BAKASSI OUEST	14/06/2012	13/06/2016	373	Autorisation Exclusive de Recherche	MADISON	35,00%	DANA	55,00%	DKC
						SOFTROCK	10,00%			
-	MOABI	15/01/2013	14/01/2016	137	Autorisation Exclusive de Recherche	-	-	PERENCO CAMEROON	100,00%	RDR

## Annexe 9 : Tableaux de conciliation par entreprise

Nom de la société		SNH (Fonctionnement /Etat)			IFU M038000002 18 J			Année 2013	
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
<b>Flux de Paiement en nature</b>		-	-	-	-	-	-	-	
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-	
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-	
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-	
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-	
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-	
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-	
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-	
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-	
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		<b>538 731 469 388</b>	<b>4 176 000 000</b>	<b>542 907 469 388</b>	<b>542 907 469 390</b>	-	<b>542 907 469 390</b>	<b>(2)</b>	
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	375 241 000 000	-	375 241 000 000	375 241 000 000	-	375 241 000 000	-	
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes)	163 490 469 388	1 000 000	163 491 469 388	163 491 469 390	-	163 491 469 390	(2)	
12	Dividendes SNH	-	4 175 000 000	4 175 000 000	4 175 000 000	-	4 175 000 000	-	
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		<b>1 354 034 293</b>	<b>(1 354 034 293)</b>	-	-	-	-	-	
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-	
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-	
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-	
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-	
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-	
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-	
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-	
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-	
21	Dividendes Filiales SNH	1 354 034 293	(1 354 034 293)	-	-	-	-	-	
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>27 057 908 846</b>	<b>(3 016 669 124)</b>	<b>24 041 239 722</b>	<b>24 047 778 380</b>	<b>(7 895 824)</b>	<b>24 039 882 556</b>	<b>1 357 166</b>	
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	21 642 666 521	-	21 642 666 521	21 642 666 520	-	21 642 666 520	1	
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	179 989 624	-	179 989 624	225 468 171	(45 478 547)	179 989 624	-	
29	Droits de Douane	75 064 923	-	75 064 923	73 707 759	-	73 707 759	1 357 164	
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-	
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-	
33	Dividendes versés à l'Etat	5 000 000 000	(5 000 000 000)	-	-	-	-	-	
34	Contributions FNE	64 075 190	-	64 075 190	49 042 097	15 033 093	64 075 190	-	
35	Contributions CFC (part patronale)	96 112 588	-	96 112 588	73 562 958	22 549 630	96 112 588	-	
36	Bonus progressif	-	-	-	-	-	-	-	
37	Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	-	1 983 330 876	1 983 330 876	1 983 330 875	-	1 983 330 875	1	
<b>Total paiements</b>		<b>567 143 412 527</b>	<b>(194 703 417)</b>	<b>566 948 709 110</b>	<b>566 955 247 770</b>	<b>(7 895 824)</b>	<b>566 947 351 946</b>	<b>1 357 164</b>	

Nom de la société **Perenco Rio Del Rey** IFU M 09510001895 L Année **2013**

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>		<b>10 148 470</b>	-	<b>10 148 470</b>	<b>10 148 470</b>	-	<b>10 148 470</b>	-
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	10 148 470	-	10 148 470	10 148 470	-	10 148 470	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		<b>(5 354 838 322)</b>	-	<b>(5 354 838 322)</b>	<b>(5 354 838 322,00)</b>	-	<b>(5 354 838 322)</b>	-
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	10 062 071 252	10 062 071 252	10 062 071 252	-	10 062 071 252	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	(15 433 753 714)	(10 062 071 252)	(25 495 824 966)	(25 495 824 966)	-	(25 495 824 966)	-
21	Dividendes Filiales SNH	10 078 915 392	-	10 078 915 392	10 078 915 392	-	10 078 915 392	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>99 509 080 795</b>	<b>(3 775 153 731)</b>	<b>95 733 927 064</b>	<b>93 574 177 589,000</b>	<b>1 041 287 583</b>	<b>94 615 465 172</b>	<b>1 118 461 892</b>
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	76 664 243 728	-	76 664 243 728	75 622 956 145	1 041 287 583	76 664 243 728	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	-	-	-	-	-	-	-
24	Redevance Superficiare	92 040 000	-	92 040 000	92 040 000	-	92 040 000	-
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	-	-	-	-
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	12 604 704 223	-	12 604 704 223	12 604 704 223	-	12 604 704 223	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	950 000 000	-	950 000 000	950 000 000	-	950 000 000	-
29	Droits de Douane	5 191 935 204	-	5 191 935 204	4 073 473 314	-	4 073 473 314	1 118 461 890
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	92 801 613	(400 000)	92 401 613	92 401 612	-	92 401 612	1
35	Contributions CFC (part patronale)	144 298 221	(5 695 925)	138 602 296	138 602 295	-	138 602 295	1
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100	3 769 057 806	(3 769 057 806)	-	-	-	-	-
<b>Total paiements</b>		<b>94 154 242 473</b>	<b>(3 775 153 731)</b>	<b>90 379 088 742</b>	<b>88 219 339 267,00</b>	<b>1 041 287 583</b>	<b>89 260 626 850</b>	<b>1 118 461 892</b>
<b>Paiements sociaux</b>		<b>116 097 000</b>	-	<b>116 097 000</b>	-	-	-	-
41	Paiements sociaux volontaires	116 097 000	-	116 097 000	-	-	-	-
42	Paiements sociaux obligatoires	-	-	-	-	-	-	-



Nom de la société **Perenco Cameroun** IFU **M 077900001551 J** Année **2013**

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>		<b>1 447 059</b>	-	<b>1 447 059</b>	<b>1 448 242</b>	-	<b>1 448 242</b>	<b>(1 183)</b>
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	880 543	-	880 543	880 544	-	880 544	(1)
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	31 437	-	31 437	31 587	-	31 587	(150)
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	2 996	-	2 996	2 995	-	2 995	1
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	301 877	-	301 877	301 883	-	301 883	(6)
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	216 689	-	216 689	217 726	-	217 726	(1 037)
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	13 517	-	13 517	13 507	-	13 507	10
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		<b>9 775 142 455</b>	-	<b>9 775 142 455</b>	<b>9 775 119 590</b>	-	<b>9 775 119 590</b>	<b>22 865</b>
13	Redevance Minière Proportionnelle	6 563 723 335	-	6 563 723 335	6 563 700 470	-	6 563 700 470	22 865
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	1 729 225 680	-	1 729 225 680	1 729 225 680	-	1 729 225 680	-
21	Dividendes Filiales SNH	1 482 193 440	-	1 482 193 440	1 482 193 440	-	1 482 193 440	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>20 508 525 119</b>	<b>(1 189 722 133)</b>	<b>19 318 802 986</b>	<b>19 246 351 300</b>	-	<b>19 246 351 300</b>	<b>72 451 686</b>
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	12 634 731 636	-	12 634 731 636	12 634 731 636	-	12 634 731 636	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvel	24 050 000	-	24 050 000	24 050 000	-	24 050 000	-
24	Redevance Superficiare	101 907 478	-	101 907 478	101 907 478	-	101 907 478	-
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	-	-	-	-
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	5 022 177 191	12 397 339	5 034 574 530	5 034 574 530	-	5 034 574 530	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	1 513 169 711	-	1 513 169 711	1 440 718 025	-	1 440 718 025	72 451 686
35	Contributions CFC (part patronale)	26 148 148	(26 148 148)	-	-	-	-	-
36	Bonus progressif	-	-	-	-	-	-	-
37	Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	10 369 631	-	10 369 631	10 369 631	-	10 369 631	-
38	Frais d'inspection et de contrôle	-	-	-	-	-	-	-
39	Dividendes versées à la SNI	-	-	-	-	-	-	-
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100	1 175 971 324	(1 175 971 324)	-	-	-	-	-
<b>Total paiements</b>		<b>30 283 667 574</b>	<b>(1 189 722 133)</b>	<b>29 093 945 441</b>	<b>29 021 470 890</b>	-	<b>29 021 470 890</b>	<b>72 474 551</b>
<b>Paiements sociaux</b>		<b>18 825 823</b>	-	<b>18 825 823</b>				
41	Paiements sociaux volontaires	18 825 823	-	18 825 823				
42	Paiements sociaux obligatoires	-	-	-				

Nom de la société		Perenco Oil & Gas Cameroun			IFU M 129700007978 X			Année 2013	
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
<b>Flux de Paiement en nature</b>									
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-	
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-	
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-	
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-	
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-	
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>									
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petr	-	-	-	-	-	-	-	
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas	-	-	-	-	-	-	-	
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Con	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>									
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-	
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions direct	-	-	-	-	-	-	-	
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>									
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-	
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-	
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-	
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-	
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-	
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-	
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-	
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-	
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>									
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	-	-	-	-	-	-	-	
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvel	-	-	-	-	-	-	-	
24	Redevance Superficiare	-	-	-	-	-	-	-	
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	-	-	-	-	
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-	
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	-	-	-	-	-	-	-	
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-	
29	Droits de Douane	-	-	-	-	-	-	-	
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-	
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exp	-	-	-	-	-	-	-	
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-	
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	
34	Contributions FNE	-	-	-	-	-	-	-	
35	Contributions CFC (part patronale)	-	-	-	-	-	-	-	
36	Bonus progressif	-	-	-	-	-	-	-	
37	Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	-	-	-	-	-	-	-	
38	Frais d'inspection et de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	
39	Dividendes versées à la SNI	-	-	-	-	-	-	-	
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total paiements</b>		-	-	-	-	-	-	-	

Nom de la société Addax Petroleum  
Cam Comapany IFU M047400005669H Année 2013

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>		<b>4 232 319</b>	-	<b>4 232 319</b>	<b>4 232 319</b>	-	<b>4 232 319</b>	-
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	4 232 319	-	4 232 319	4 232 319	-	4 232 319	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		<b>29 186 177 347</b>	-	<b>29 186 177 347</b>	<b>29 186 152 644</b>	-	<b>29 186 152 644</b>	<b>24 703</b>
13	Redevance Minière Proportionnelle	28 471 979 474	-	28 471 979 474	28 471 979 474	-	28 471 979 474	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	(7 190 833 807)	-	(7 190 833 807)	(7 190 858 510)	-	(7 190 858 510)	24 703
21	Dividendes Filiales SNH	7 905 031 680	-	7 905 031 680	7 905 031 680	-	7 905 031 680	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>82 628 060 804</b>	-	<b>82 628 060 804</b>	<b>83 172 913 150</b>	<b>(680 452 061)</b>	<b>82 492 461 089</b>	<b>135 599 715</b>
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	75 833 782 698	-	75 833 782 698	75 833 782 698	-	75 833 782 698	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	-	-	-	-	-	-	-
24	Redevance Superficiare	27 800 000	-	27 800 000	27 800 000	-	27 800 000	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	4 767 751 864	-	4 767 751 864	4 767 652 865	-	4 767 652 865	98 999
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	909 661 787	-	909 661 787	-	909 661 787	909 661 787	-
29	Droits de Douane	910 463 778	-	910 463 778	1 515 415 140	(740 452 061)	774 963 079	135 500 699
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	60 000 000	-	60 000 000	-	60 000 000	60 000 000	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	47 440 264	-	47 440 264	47 440 264	-	47 440 264	-
35	Contributions CFC (part patronale)	71 160 413	-	71 160 413	71 160 396	-	71 160 396	17
38	Frais d'inspection et de contrôle	-	-	-	-	-	-	-
39	Dividendes versées à la SNI	-	-	-	-	-	-	-
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100 KUSD/55 000 KFCFA)	-	-	-	909 661 787	(909 661 787)	-	-
<b>Total paiements</b>		<b>111 814 238 151</b>	-	<b>111 814 238 151</b>	<b>112 359 065 794</b>	<b>(680 452 061)</b>	<b>111 678 613 733</b>	<b>135 624 418</b>
<b>Paiements sociaux</b>		<b>42 493 349</b>	-	<b>42 493 349</b>				
41	Paiements sociaux volontaires	42 493 349	-	42 493 349				

Nom de la société Euroil Ltd

IFU M119500012111E

Année

2013

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>		-	-	-	-	-	-	-
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>114 210 537</b>	<b>5 000</b>	<b>114 215 537</b>	<b>112 787 387</b>	<b>1 427 659</b>	<b>114 215 046</b>	<b>491</b>
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	-	-	-	-	-	-	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvel)	69 622 500	-	69 622 500	69 622 000	69 622 000	69 622 000	500
24	Redevance Superficiare	25 528 250	-	25 528 250	95 150 250	(69 622 000)	25 528 250	-
34	Contributions FNE	7 620 921	5 000	7 625 921	7 054 849	571 066	7 625 915	6
35	Contributions CFC (part patronale)	11 438 866	-	11 438 866	10 582 288	856 593	11 438 881	(15)
36	Bonus progressif	-	-	-	-	-	-	-
37	Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	-	-	-	-	-	-	-
38	Frais d'inspection et de contrôle	-	-	-	-	-	-	-
39	Dividendes versées à la SNI	-	-	-	-	-	-	-
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100 KUSD/55 000 KFCFA)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total paiements</b>		<b>114 210 537</b>	<b>5 000</b>	<b>114 215 537</b>	<b>112 787 387</b>	<b>1 427 659</b>	<b>114 215 046</b>	<b>491</b>

Nom de la société **Noble Energy  
Cameroon LTD** IFU **M080600021129Y** Année **2013**

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>		-	-	-	-	-	-	-
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>215 240 377</b>	<b>653 066</b>	<b>215 893 443</b>	<b>213 153 727</b>	<b>2 845 967</b>	<b>215 999 694</b>	<b>(106 251)</b>
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	-	-	-	-	-	-	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvel	38 749 000	(38 749 000)	-	-	-	-	-
24	Redevance Superficiare	89 221 950	38 749 000	127 970 950	127 985 450	(14 500)	127 970 950	-
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	-	-	-	-
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	76 364 280	653 066	77 017 346	74 156 879	2 860 467	77 017 346	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	3 146 521	-	3 146 521	3 354 086	-	3 354 086	(207 565)
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	3 103 450	-	3 103 450	3 062 924	-	3 062 924	40 526
35	Contributions CFC (part patronale)	4 655 176	-	4 655 176	4 594 388	-	4 594 388	60 788
<b>Total paiements</b>		<b>215 240 377</b>	<b>653 066</b>	<b>215 893 443</b>	<b>213 153 727</b>	<b>2 845 967</b>	<b>215 999 694</b>	<b>(106 251)</b>

Nom de la société ADDAX Petroleum Cameroon Limited IFU M100200014425F Année 2013

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>		-	-	-	-	-	-	-
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>2 469 786 407</b>	-	<b>2 469 786 407</b>	<b>2 469 786 407</b>	-	<b>2 469 786 407</b>	-
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	-	-	-	-	-	-	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvel)	250 000 000	-	250 000 000	250 000 000	-	250 000 000	-
24	Redevance Superficière	2 699 125	-	2 699 125	2 699 125	-	2 699 125	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	2 031 454 206	-	2 031 454 206	2 031 454 206	-	2 031 454 206	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	89 958 474	-	89 958 474	89 958 474	-	89 958 474	-
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	95 000 000	-	95 000 000	95 000 000	-	95 000 000	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	269 838	-	269 838	269 838	-	269 838	-
35	Contributions CFC (part patronale)	404 764	-	404 764	404 764	-	404 764	-
<b>Total paiements</b>		<b>2 469 786 407</b>	-	<b>2 469 786 407</b>	<b>2 469 786 407</b>	-	<b>2 469 786 407</b>	-

Nom de la société **Murphy** IFU **M011200040687 A** Année **2013**

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>		-	-	-	-	-	-	-
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>36 662 047</b>	-	<b>36 662 047</b>	<b>21 671 080</b>	<b>13 779 357</b>	<b>35 450 437</b>	<b>1 211 610</b>
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	-	-	-	-	-	-	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	-	-	-	-	-	-	-
24	Redevance Superficiare	25 509 000	-	25 509 000	12 754 500	12 754 500	25 509 000	-
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	-	-	-	-
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	-	-	-	-	-	-	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	9 103 333	-	9 103 333	8 916 580	-	8 916 580	186 753
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	819 886	-	819 886	409 943	409 943	409 943	409 943
35	Contributions CFC (part patronale)	1 229 828	-	1 229 828	614 914	614 914	614 914	614 914
<b>Total paiements</b>		<b>36 662 047</b>	-	<b>36 662 047</b>	<b>21 671 080</b>	<b>13 779 357</b>	<b>35 450 437</b>	<b>1 211 610</b>

Nom de la société **Rodeo Development LTD**  
(Gaz de Cameroun)  
IFU M010700023025B  
Année **2013**

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>								
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>								
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>								
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>								
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>								
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	272 873 542	132 702 055	405 575 597	377 442 302	42 630 052	420 072 354	(14 496 757)
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	-	-	-	-	-	-	-
24	Redevance Superficiare	6 000 000	-	6 000 000	6 000 000	-	6 000 000	-
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	-	-	-	-
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	133 616 459	132 702 055	266 318 514	223 688 462	42 630 052	266 318 514	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	96 021 224	-	96 021 224	110 517 981	-	110 517 981	(14 496 757)
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	14 894 317	-	14 894 317	14 894 317	-	14 894 317	-
35	Contributions CFC (part patronale)	22 341 542	-	22 341 542	22 341 542	-	22 341 542	-
<b>Total paiements</b>		<b>272 873 542</b>	<b>132 702 055</b>	<b>405 575 597</b>	<b>377 442 302</b>	<b>42 630 052</b>	<b>420 072 354</b>	<b>(14 496 757)</b>
<b>Paiements sociaux</b>								
41	Paiements sociaux volontaires	1 922 000	-	1 922 000				



Nom de la société		Kosmos Energy			IFU M 030600020220 Z			Année 2013		
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale		
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final			
<b>Flux de Paiement en nature</b>		-	-	-	-	-	-	-		
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-		
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-		
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-		
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-		
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-		
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-		
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-		
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-		
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-		
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-		
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-		
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-		
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-		
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-		
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		<b>22 677 560</b>	<b>121 045 798</b>	<b>143 723 358</b>	<b>143 723 357</b>	-	<b>143 723 357</b>	<b>1</b>		
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-		
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-		
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-		
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-		
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-		
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-		
19	Frais de Formation	22 677 560	121 045 798	143 723 358	143 723 357	-	143 723 357	1		
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-		
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-		
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>1 912 726 358</b>	<b>(131 904 558)</b>	<b>1 780 821 800</b>	<b>1 791 134 385</b>	<b>9 480 500</b>	<b>1 800 614 885</b>	<b>(19 793 085)</b>		
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	-	-	-	-	-	-	-		
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvel)	121 045 798	(121 045 798)	-	-	-	-	-		
24	Redevance Superficiare	12 241 500	-	12 241 500	2 761 000	9 480 500	12 241 500	-		
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	-	-	-	-		
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-		
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	1 739 502 054	-	1 739 502 054	1 739 532 054	-	1 739 532 054	(30 000)		
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-		
29	Droits de Douane	-	-	-	19 833 437	-	19 833 437	(19 833 437)		
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-		
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-		
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-		
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-		
34	Contributions FNE	11 673 510	-	11 673 510	11 603 158	-	11 603 158	70 352		
35	Contributions CFC (part patronale)	28 263 496	(10 858 760)	17 404 736	17 404 736	-	17 404 736	-		
<b>Total paiements</b>		<b>1 935 403 918</b>	<b>(10 858 760)</b>	<b>1 924 545 158</b>	<b>1 934 857 742</b>	<b>9 480 500</b>	<b>1 944 338 242</b>	<b>(19 793 084)</b>		
<b>Paiements sociaux</b>		<b>88 558 028</b>	-	<b>88 558 028</b>						
41	Paiements sociaux volontaires	-	-	-	-	-	-	-		
42	Paiements sociaux obligatoires	88 558 028	-	88 558 028						

Nom de la société **Glencore Exploration Cameroon** IFU M 040800024 299W Année **2013**

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>								
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>								
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>								
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>								
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>1 226 914 027</b>	<b>(11 955 552)</b>	<b>1 214 958 475</b>	<b>1 210 654 034</b>	<b>5 466 789</b>	<b>1 216 120 823</b>	<b>(1 162 348)</b>
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	5 466 789	-	5 466 789	-	5 466 789	5 466 789	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvel)	6 000 000	-	6 000 000	6 000 000	-	6 000 000	-
24	Redevance Superficiare	9 329 045	-	9 329 045	9 329 045	-	9 329 045	-
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	-	-	-	-
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	1 123 117 497	(50 662 534)	1 072 454 963	1 072 454 963	-	1 072 454 963	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	50 662 534	50 662 534	50 662 534	-	50 662 534	-
29	Droits de Douane	78 603 229	(11 955 552)	66 647 677	67 810 025	-	67 810 025	(1 162 348)
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	1 758 986	-	1 758 986	1 758 987	-	1 758 987	(1)
35	Contributions CFC (part patronale)	2 638 481	-	2 638 481	2 638 480	-	2 638 480	1
<b>Total paiements</b>		<b>1 226 914 027</b>	<b>(11 955 552)</b>	<b>1 214 958 475</b>	<b>1 210 654 034</b>	<b>5 466 789</b>	<b>1 216 120 823</b>	<b>(1 162 348)</b>

Nom de la société **Yang Chang  
Logone**

IFU **M030900029332T**

Année **2013**

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>		-	-	-	-	-	-	-
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		<b>85 060 000</b>	<b>(85 060 000)</b>	-	-	-	-	-
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	85 060 000	(85 060 000)	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>382 955</b>	<b>85 060 000</b>	<b>85 442 955</b>	<b>85 449 413</b>	-	<b>85 449 413</b>	<b>(6 458)</b>
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	-	-	-	-	-	-	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	-	85 060 000	85 060 000	85 060 000	-	85 060 000	-
24	Redevance Superficière	-	-	-	-	-	-	-
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	-	-	-	-
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	-	-	-	-	-	-	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	-	-	-	-	-	-	-
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	153 185	-	153 185	155 765	-	155 765	(2 580)
35	Contributions CFC (part patronale)	229 770	-	229 770	233 648	-	233 648	(3 878)
<b>Total paiements</b>		<b>85 442 955</b>	<b>-</b>	<b>85 442 955</b>	<b>85 449 413</b>	<b>-</b>	<b>85 449 413</b>	<b>(6 458)</b>

Nom de la société Dana Petroleum IFU M 111 2000 44302 Y Année 2013

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>		-	-	-	-	-	-	-
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		5 805 000	-	5 805 000	-	-	-	5 805 000
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	5 805 000	-	5 805 000	-	-	-	5 805 000
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		14 330 714	-	14 330 714	-	-	-	14 330 714
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	6 746 826	-	6 746 826	-	-	-	6 746 826
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	-	-	-	-	-	-	-
24	Redevance Superficière	677 250	-	677 250	-	-	-	677 250
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	-	-	-	-
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	-	-	-	-	-	-	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	680 000	-	680 000	-	-	-	680 000
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	233 699	-	233 699	-	-	-	233 699
35	Contributions CFC (part patronale)	584 247	-	584 247	-	-	-	584 247
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100	5 408 692	-	5 408 692	-	-	-	5 408 692
<b>Total paiements</b>		20 135 714	-	20 135 714	-	-	-	20 135 714
<b>Paiements sociaux</b>		31 018 010	-	31 018 010	-	-	-	-
41	Paiements sociaux volontaires	-	-	-	-	-	-	-
42	Paiements sociaux obligatoires	31 018 010	-	31 018 010	-	-	-	-

Nom de la société COTCO

IFU M089700006137L

Année 2013

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>								
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>								
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>								
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		<b>3 483 144 703</b>	-	<b>3 483 144 703</b>	<b>3 483 139 268</b>	-	<b>3 483 139 268</b>	<b>5 435</b>
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	3 483 144 703	-	3 483 144 703	3 483 139 268	-	3 483 139 268	5 435
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>15 920 932 765</b>	-	<b>15 920 932 765</b>	<b>12 149 492 393</b>	<b>4 014 175 160</b>	<b>16 163 667 553</b>	<b>(242 734 788)</b>
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	3 863 813 921	-	3 863 813 921	3 863 813 921	-	3 863 813 921	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	-	-	-	-	-	-	-
24	Redevance Superficière	-	-	-	-	-	-	-
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	-	-	-	-
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	2 262 758 711	-	2 262 758 711	2 262 357 538	-	2 262 357 538	401 173
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	1 268 779 677	-	1 268 779 677	1 515 415 140	-	1 515 415 140	(246 635 463)
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	3 500 000	-	3 500 000	-	-	-	3 500 000
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	8 182 414 162	-	8 182 414 162	4 261 921 406	3 920 492 755	8 182 414 161	1
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	95 130 177	-	95 130 177	95 130 177	-	95 130 177	-
35	Contributions CFC (part patronale)	142 593 832	-	142 593 832	142 594 331	-	142 594 331	(499)
36	Bonus progressif	-	-	-	-	-	-	-
37	Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	12 607 185	-	12 607 185	8 259 880	4 347 305	12 607 185	-
38	Frais d'inspection et de contrôle	89 335 100	-	89 335 100	-	89 335 100	89 335 100	-
39	Dividendes versées à la SNI	-	-	-	-	-	-	-
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100 KUSD/55 000 KFCFA)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total paiements</b>		<b>19 404 077 468</b>	-	<b>19 404 077 468</b>	<b>15 632 631 661</b>	<b>4 014 175 160</b>	<b>19 646 806 821</b>	<b>(242 729 353)</b>
<b>Paiements sociaux</b>								
41	Paiements sociaux volontaires	7 505 000	-	7 505 000	-	-	-	-

Nom de la société Geovic

IFU M039500001091F

Année

2013

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>		-	-	-	-	-	-	-
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>70 656 275</b>	-	<b>70 656 275</b>	<b>8 166 275</b>	<b>62 500 000</b>	<b>70 666 275</b>	<b>(10 000)</b>
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	-	-	-	-	-	-	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvel	62 500 000	-	62 500 000	-	62 500 000	62 500 000	-
24	Redevance Superficiare	-	-	-	-	-	-	-
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	-	-	-	-
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	-	-	-	-	-	-	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	-	-	-	10 000	-	10 000	(10 000)
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	3 262 510	-	3 262 510	3 262 510	-	3 262 510	-
35	Contributions CFC (part patronale)	4 893 765	-	4 893 765	4 893 765	-	4 893 765	-
<b>Total paiements</b>		<b>70 656 275</b>	-	<b>70 656 275</b>	<b>8 166 275</b>	<b>62 500 000</b>	<b>70 666 275</b>	<b>(10 000)</b>

Nom de la société C&K Mining IFU M03060002142S Année 2013

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>		-	-	-	-	-	-	-
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		-	-	-	158 512 647	-	158 512 647	(158 512 647)
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	-	-	-	-	-	-	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	-	-	-	14 601 400	-	14 601 400	(14 601 400)
24	Redevance Superficière	-	-	-	14 779 500	-	14 779 500	(14 779 500)
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	95 853 490	-	95 853 490	(95 853 490)
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	-	-	-	-	-	-	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	-	-	-	33 278 257	-	33 278 257	(33 278 257)
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	-	-	-	-	-	-	-
35	Contributions CFC (part patronale)	-	-	-	-	-	-	-
36	Bonus progressif	-	-	-	-	-	-	-
37	Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	-	-	-	-	-	-	-
38	Frais d'inspection et de contrôle	-	-	-	-	-	-	-
39	Dividendes versées à la SNI	-	-	-	-	-	-	-
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100 KUSD/55 000 KFCFA)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total paiements</b>		-	-	-	158 512 647	-	158 512 647	(158 512 647)

Nom de la société		ROCAGLIA			IFU	P114400001443U		Année	2013	
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale		
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final			
<b>Flux de Paiement en nature</b>										
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>										
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>										
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>										
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>										
		<b>97 113 323</b>	<b>(84 409 261)</b>	<b>12 704 062</b>	<b>11 126 039</b>	-	<b>11 126 039</b>	<b>1 578 023</b>		
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
24	Redevance Superficiaire	1 610 234	-	1 610 234	-	-	-	-	1 610 234	-
25	Taxes Ad Valorem	-	3 345 213	3 345 213	3 345 213	-	3 345 213	-	-	-
26	Taxes à l'extraction	1 789 119	-	1 789 119	3 076 280	-	3 076 280	-	(1 287 161)	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	1 077 043	-	1 077 043	1 286 895	-	1 286 895	-	(209 852)	-
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	478 899	-	478 899	494 627	-	494 627	-	(15 728)	-
35	Contributions CFC (part patronale)	718 354	-	718 354	737 824	-	737 824	-	(19 470)	-
36	Bonus progressif	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37	Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
38	Frais d'inspection et de contrôle	3 685 200	-	3 685 200	2 185 200	-	2 185 200	-	1 500 000	-
39	Dividendes versées à la SNI	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100	87 754 474	(87 754 474)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total paiements</b>		<b>97 113 323</b>	<b>(84 409 261)</b>	<b>12 704 062</b>	<b>11 126 039</b>	-	<b>11 126 039</b>	<b>1 578 023</b>		
<b>Paiements sociaux</b>										
41	Paiements sociaux volontaires	250 000	-	250 000	-	-	-	-	-	-



Nom de la société **CAPAM** IFU **M070300039458P** Année **2013**

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>		-	-	-	-	-	-	-
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>29 213 506</b>	<b>(14 008 396)</b>	<b>15 205 110</b>	<b>7 408 024</b>	-	<b>7 408 024</b>	<b>7 797 086</b>
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	-	-	-	-	-	-	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	-	-	-	-	-	-	-
24	Redevance Superficiare	-	-	-	-	-	-	-
25	Taxes Ad Valorem	11 480 000	-	11 480 000	7 408 024	-	7 408 024	4 071 976
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	-	-	-	-	-	-	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	-	-	-	-	-	-	-
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	-	-	-	-	-	-	-
35	Contributions CFC (part patronale)	3 725 110	-	3 725 110	-	-	-	3 725 110
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100	14 008 396	(14 008 396)	-	-	-	-	-
<b>Total paiements</b>		<b>29 213 506</b>	<b>(14 008 396)</b>	<b>15 205 110</b>	<b>7 408 024</b>	-	<b>7 408 024</b>	<b>7 797 086</b>

Nom de la société		IFU			Année			
Cimencam		M06630000649C			2013			
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>		-	-	-	-	-	-	-
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>93 812 279</b>	-	<b>93 812 279</b>	<b>10 478 113 723</b>	<b>(10 415 588 733)</b>	<b>62 524 990</b>	<b>31 287 289</b>
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	-	-	-	-	-	-	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	-	-	-	1 000 000	-	1 000 000	(1 000 000)
24	Redevance Superficiare	4 385 326	-	4 385 326	-	-	-	4 385 326
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	22 125 025	-	22 125 025	(22 125 025)
26	Taxes à l'extraction	89 426 953	-	89 426 953	36 833 365	-	36 833 365	52 593 588
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	-	-	-	-	-	-	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	-	-	-	10 412 588 733	(10 412 588 733)	-	-
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	3 000 000	(3 000 000)	-	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	-	-	-	-	-	-	-
35	Contributions CFC (part patronale)	-	-	-	-	-	-	-
36	Bonus progressif	-	-	-	-	-	-	-
37	Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	-	-	-	-	-	-	-
38	Frais d'inspection et de contrôle	-	-	-	2 566 600	-	2 566 600	(2 566 600)
39	Dividendes versées à la SNI	-	-	-	-	-	-	-
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100 KUSD/55 000 KFCFA)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total paiements</b>		<b>93 812 279</b>	-	<b>93 812 279</b>	<b>10 478 113 723</b>	<b>(10 415 588 733)</b>	<b>62 524 990</b>	<b>31 287 289</b>
<b>Paiements sociaux</b>		<b>36 473 127</b>	-	<b>36 473 127</b>				
41	Paiements sociaux volontaires	36 473 127	-	36 473 127				

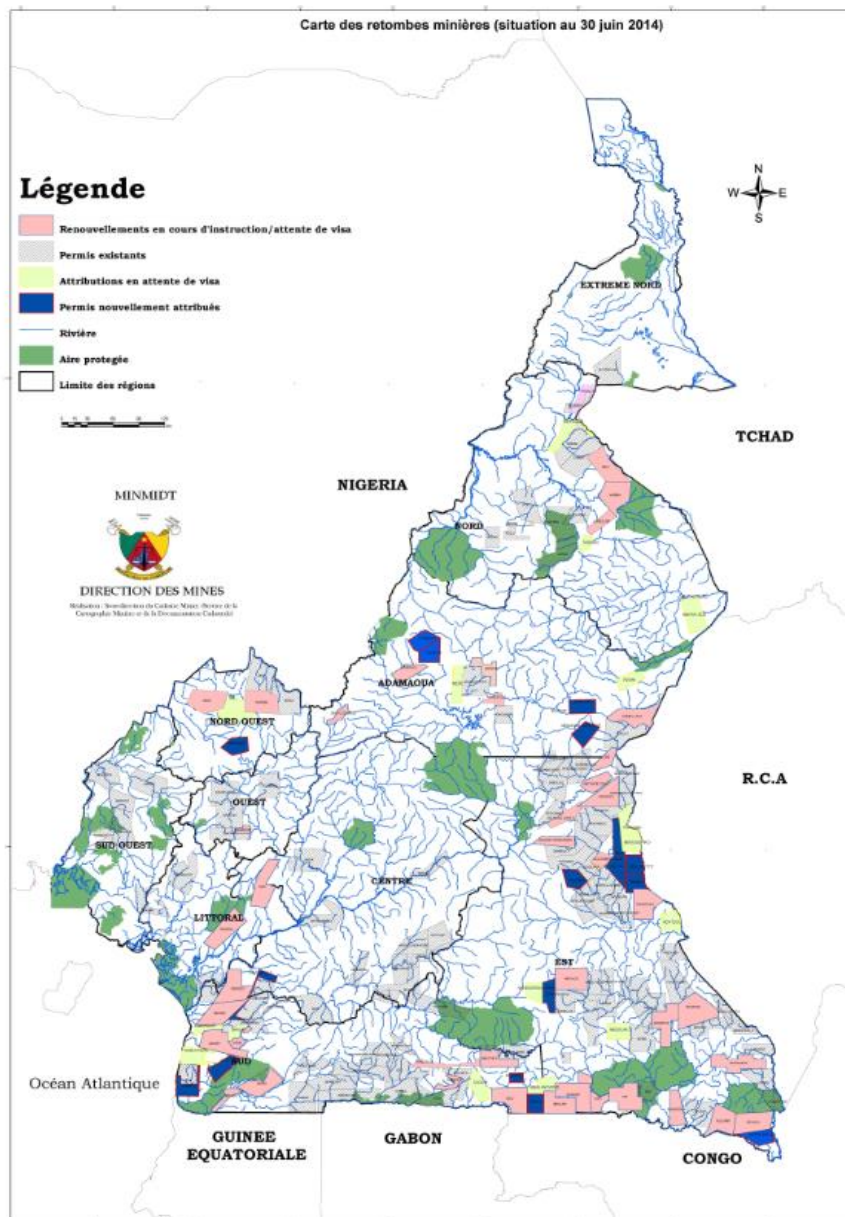
Nom de la société		Razel	IFU	M07780000953N	Année			2013
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>		-	-	-	-	-	-	-
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>		-	-	-	-	-	-	-
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>		-	-	-	-	-	-	-
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>71 106 703</b>	<b>7 379 389</b>	<b>78 486 092</b>	<b>2 287 898 917</b>	<b>(2 209 412 825)</b>	<b>78 486 092</b>	<b>-</b>
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	-	-	-	-	-	-	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvellement de permis)	-	4 700 000	4 700 000	4 700 000	-	4 700 000	-
24	Redevance Superficiare	1 958 900	-	1 958 900	-	1 958 900	1 958 900	-
25	Taxes Ad Valorem	216 000	-	216 000	-	216 000	216 000	-
26	Taxes à l'extraction	68 931 803	2 679 389	71 611 192	37 190 290	34 420 902	71 611 192	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	-	-	-	-	-	-	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	-	-	-	2 245 708 627	(2 245 708 627)	-	-
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	300 000	(300 000)	-	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exploration/production	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	-	-	-	-	-	-	-
35	Contributions CFC (part patronale)	-	-	-	-	-	-	-
36	Bonus progressif	-	-	-	-	-	-	-
37	Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	-	-	-	-	-	-	-
38	Frais d'inspection et de contrôle	-	-	-	-	-	-	-
39	Dividendes versées à la SNI	-	-	-	-	-	-	-
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100 KUSD/55 000 KFCFA)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total paiements</b>		<b>71 106 703</b>	<b>7 379 389</b>	<b>78 486 092</b>	<b>2 287 898 917</b>	<b>(2 209 412 825)</b>	<b>78 486 092</b>	<b>-</b>

Nom de la société		IFU			Année			
CAM IRON		M040500021217C			2013			
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
<b>Flux de Paiement en nature</b>								
1	Parts d'huile de la SNH-Etat (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
2	Parts d'huile de la SNH-Etat (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
3	Parts d'huile de la SNH-Etat (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
4	Parts d'huile de la SNH-Associé (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
5	Parts d'huile de la SNH-Associé (Gaz)	-	-	-	-	-	-	-
6	Parts d'huile de la SNH-Associé (Cendensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Parts d'huile de l'Etat Commercialisées</b>								
7	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Petrole)	-	-	-	-	-	-	-
8	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Gas)	-	-	-	-	-	-	-
9	Parts d'huile SNH-ETAT commercialisées par la SNH (Condensat)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts au Trésor Public par la SNH</b>								
10	Transferts directs au Trésor Public par la SNH	-	-	-	-	-	-	-
11	Transferts indirects au Trésor Public (Interventions directes SNH)	-	-	-	-	-	-	-
12	Dividendes SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements des sociétés pétrolières à la SNH</b>								
13	Redevance Minière Proportionnelle	-	-	-	-	-	-	-
14	Redevance Proportionnelle à la Production	-	-	-	-	-	-	-
15	Redevance Minière Négative ( à mettre en signe - )	-	-	-	-	-	-	-
16	Bonus de signature	-	-	-	-	-	-	-
17	Bonus de Production	-	-	-	-	-	-	-
18	Prélèvement pétrolier additionnel	-	-	-	-	-	-	-
19	Frais de Formation	-	-	-	-	-	-	-
20	Taxes sur les activités de transport des hydrocarbures	-	-	-	-	-	-	-
21	Dividendes Filiales SNH	-	-	-	-	-	-	-
<b>Paiements en numéraire des sociétés extractives à l'Etat</b>		<b>1 069 826 679</b>	-	<b>1 069 826 679</b>	<b>59 539 269</b>	<b>979 572 032</b>	<b>1 039 111 301</b>	<b>30 715 378</b>
22	Impôts sur les sociétés (pétrolier et non pétrolier)	-	-	-	-	-	-	-
23	Droits Fixes (y compris droits pour attribution ou renouvel	1 958 500	(1 958 500)	-	-	-	-	-
24	Redevance Superficiare	-	1 958 500	1 958 500	2 443 500	-	2 443 500	(485 000)
25	Taxes Ad Valorem	-	-	-	-	-	-	-
26	Taxes à l'extraction	-	-	-	-	-	-	-
27	Taxe Spéciale sur les Revenus (TSR)	-	-	-	-	-	-	-
28	Redressements fiscaux/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
29	Droits de Douane	31 200 378	-	31 200 378	-	-	-	31 200 378
30	Redressements Douaniers/amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
31	Autres Pénalités de non exécution des programmes d'exp	-	-	-	-	-	-	-
32	Droits de passage du pipeline (COTCO)	-	-	-	-	-	-	-
33	Dividendes versés à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
34	Contributions FNE	24 708 145	-	24 708 145	22 838 318	1 869 827	24 708 145	-
35	Contributions CFC (part patronale)	37 062 183	-	37 062 183	34 257 451	2 804 732	37 062 183	-
36	Bonus progressif	-	-	-	-	-	-	-
37	Impôt sur le Revenu des Capitaux mobiliers (IRCM)	-	-	-	-	-	-	-
38	Frais d'inspection et de contrôle	-	-	-	-	-	-	-
39	Dividendes versées à la SNI	-	-	-	-	-	-	-
40	Autres paiements significatifs versés à l'Etat ( sup à 100	974 897 473	-	974 897 473	-	974 897 473	974 897 473	-
<b>Total paiements</b>		<b>1 069 826 679</b>	-	<b>1 069 826 679</b>	<b>59 539 269</b>	<b>979 572 032</b>	<b>1 039 111 301</b>	<b>30 715 378</b>

## Annexe 10 : Tableau de la production et exportation déclarée par les sociétés minières

No.	Société	Matière	Unité	Production en quantité 2013	Exportation en quantité 2013
1	Geovic	-	-	N/A	N/A
2	C&K Mining	Diamant	carats	2 141	2 141
		Poudre d'or	grammes	52 882	84 892
3	ROCAGLIA	Marbre	m <sup>3</sup>	3 738	-
		Granite	m <sup>3</sup>	1 754	-
4	CAPAM	Or	kg	43	-
		Saphir	kg	8	-
		Quartzite	m <sup>3</sup>	3 950	-
		Sable	m <sup>3</sup>	602	-
		Disthène	kg	220 350	-
5	Cimencam	Pouzzolane	Tonne	363 655	-
		Calcaire	Tonne	143 463	-
		Sable	Tonne	12 898	-
		Argile	Tonne	12 107	-
6	Razel	Agrégats	m <sup>3</sup>	184 767	-
		Sable carrière	m <sup>3</sup>	89 980	-

## Annexe 11 : Carte des retombées minières



## Annexe 12 : Situation des Titres Miniers

### Permis d'exploitation valides au 30 juin 2014

Titulaire	Titulaire et adresse	Nom du Permis	N° Permis	Substances	Superficie en Km <sup>2</sup>	Période
ROCAGLIA	Garoua	BIDZAR	35	Marbre	21 ha 82 a 22 ca	31/05/2005 - 30/05/2030
		BIOU NORD			12 ha 03 a 40 ca	
CIMENCAM	B.P. 1323 Douala	Figuil	34	Calcaire	50 ha	30/09/2004 - 29/09/2029
GEOVIC	B.P. 11 555 Yaoundé	LOMIE	33	Cobalt et nickel	1 250 Km <sup>2</sup>	11/04/2003 - 10/04/2028
C & K MINING	B.P. 550 Bertoua	MOBILONG	36	Diamant et substances connexes	236,25 Km <sup>2</sup>	16/12/2010 - 15/12/2035

### Permis de Recherche valides au 30 juin 2014

N°	Titulaire	Nom & N° du titre	Propriétaires	Région / Département	Substances	Superf. en km <sup>2</sup>	Période de validité	Observations
1	CAM IRON B.P. 33 059 Yaoundé	MBALAM (92)	SUNDANCE MINERALS (90%)	EST	Fer	783,4	27/07/2012 - 26/07/2014	3 <sup>e</sup> renouvellement
2	CAMINCO B.P. 39 Garoua Boulai	BETARE-OYA (94)	SOCIETE BEST CHEER International représenté par M. GUOGANG CAI (70%)	EST	Or, diamant	500	06/07/2010 - 05/07/2012 (Renouvellement en cours)	2 <sup>e</sup> renouvellement
3	AFRICAN AURA RESOURCES SARL BP 14364 Yaoundé	BATOURI (101)	M. Gray JOHN ANTHONY (britannique, 95%)	EST	Or, argent, cu, pb, zn, diamant, métaux du groupe du platine	196	21/11/2013 - 20/11/2015	3 <sup>e</sup> renouvellement
4	MEGA URANIUM B.P. 14 055 Yaoundé	POLI (95)	M. OH DEUK GYUN Séoul (coréen, 70% d'actions)	NORD	Uranium, or et métaux de base	243	19/11/2013 - 18/11/2015	3 <sup>e</sup> renouvellement
5		LOLODORF (98)		SUD	Uranium, or et métaux de base	121	19/11/2013 - 18/11/2015	3 <sup>e</sup> renouvellement
6		GOUNA (148)		NORD	Uranium et substances	91	09/11/2012 - 08/11/2014	2 <sup>e</sup> renouvellement
7		SALAKI (149)		NORD	minérales associées	404	28/12/2012 - 27/12/2014	2 <sup>e</sup> renouvellement
8	C & K MINING INC. B.P. 550 Bertoua	DANKALI (163)	M. OH DEUK GYUN Séoul (coréen, 70% d'actions)	ADAMAOUA	Saphir	500	14/10/2011 - 13/10/2013	2 <sup>e</sup> renouvellement en cours
9		LOM (162)		EST	Or et diamant	376	14/10/2011 - 13/10/2013	2 <sup>e</sup> renouvellement en cours
10		TOUNGOULI (182)		EST	Or, diamant et autres substances minérales	1 000	16/11/2011 - 15/11/2013	2 <sup>e</sup> renouvellement en cours
11		WOMBOU (183)		EST	Or, diamant et autres substances minérales	1 000	16/11/2011 - 15/11/2013	2 <sup>e</sup> renouvellement en cours
12	ZAMBA MINERALS SA	NYONG (186)	CAMEROON RUTILE	CENTRE	Rutile et autres substances	626	27/04/2012 - 26/04/2014	Situation du repreneur
13	BP 152 YAOUNDÉ	LEMBE (187)	RESOURCES LTD,	CENTRE	Rutile et autres substances	919	27/04/2012 - 26/04/2014	

N°	Titulaire	Nom & N° du titre	Propriétaires	Région / Département	Substances	Superf. en km²	Période de validité	Observations
14		EDEA KRIBI (250)	British Virgin Islands, représenté par M. KOUAM Marcel Léopold	LITTORAL et SUD	Rutile et autres substances	1 000	03/06/2011 - 02/06/2014	(Highcountry investments Limited) à clarifier
15	CAMERICAN MINING B.P. 3789 Douala	MONGUELE (207)	REALFORCE MINING GROUP LIMITED (85%)	EST	Uranium, or et métaux de base	980	07/07/2010 - 06/07/2013	1 <sup>er</sup> Renouvellement en cours
16		BADEKOK (208)		EST	Uranium, or et métaux de base	964,2	07/07/2010 - 06/07/2013	1 <sup>er</sup> Renouvellement en cours
17		NKI (206)		EST	Uranium, or et métaux de base	991	07/07/2010 - 06/07/2013	1 <sup>er</sup> Renouvellement en cours
18	CAMINEX B.P. 14 364 Yaoundé	AKONOLINGA (112)	AFRICAN AURARESOURCES (100%)	CENTRE	Or, uranium, métaux base, MGP	241,6	19/11/2013 - 18/11/2015	3 <sup>e</sup> renouvellement
19		DJOUR III (115)		SUD	Or, uranium, métaux base, MGP	242,5	18/07/2011 - 17/07/2013	3 <sup>e</sup> renouvellement
20		NTEM (138)		SUD	Or, uranium, métaux base, MGP	245	26/07/2012 - 25/07/2014	2 <sup>e</sup> renouvellement encore valide
21	RIDGEWAY ENERGY LTD BP 14364 Yaoundé	ESSONG (134)	M. Steven James POULTON, UK	SUD	Uranium, or, fer, MPG, diamant	252	26/07/2012 - 25/07/2014	2 <sup>e</sup> renouvellement (encore valide)
22	CAMINA S.A.B.P. 33057 Yaoundé	NGOYANG (144)	SAMBA SARL représenté par Mme MATAGNE FOGANG Lucienne (40% d'action), M. SUH CHEO Emmanuel (20%)	SUD	Fer et produits dérivés	1 000	26/04/2012 - 26/07/2014	2 <sup>e</sup> renouvellement
23		NGOYANG II (221)		SUD	Fer, or et substances connexes	657	04/02/2014 - 03/02/2017	Encore valide
24		NGOYANG III (307)		SUD	Fer et substances connexes	308	16/04/2014 - 15/04/2017	Encore valide
25	KOREA & CAMEROON MINING INC.B.P. 16131 Yaoundé	MBOUKOU (131)		ADAMAOUA et EST	Or et substance connexes	155	05/10/2012 - 04/10/2014	2 <sup>e</sup> renouvellement
26	SINOSTEEL CAM B.P. 252 Yaoundé	LOBE (154)	M. ZHENG ZHENGHAO (97,5%)	SUD	Fer et substances connexes	500	14/09/2011 - 13/09/2013	3 <sup>e</sup> renouvellement
27		LOBE II (319)		SUD	Fer et substances connexes	471	04/02/2014 - 03/04/2017	Encore valide
28	HARVEST MINING CORPORATION SA BP 4331 Ydé	KOMBO LAKA (135)		ADAMAOUA	Or et substances connexes	498	09/07/2010 - 08/07/2012	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
29	SADC MINERALS & MINING CAMEROON Sarl B.P 2011 Dia	SANAGA (170)	SOUTHERN AFRICAN MINERALS AND MINING GROUP représenté par M. HATTINGH, South Africa	CENTRE	Rutile, disthène, subst connexes	493	09/07/2012 - 08/07/2014	1 <sup>er</sup> renouvellement Encore valide
30	KISSLING EXPLORATION B.P. 5850 Yaoundé	GAROUA-SAMBE (187B)	KISSLING SWISS SWITCHES AG rép par Dr KNAPP ULRICH CHRISTOPH	EST	Or, diamant et substances connexes	800	10/04/2012 - 09/04/2014	1 <sup>er</sup> Renouvellement en cours
31	RITAGOLD LEADER IN GOLD MINING BP 3789 DOUALA	NDOKAYO (216)	GEO EXPLORATION AND MINING LIMITED représenté par Mme CROCE MASSIMO (50,4%)	EST	Or et autres substances	1 000	03/08/2010 - 02/08/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours



N°	Titulaire	Nom & N° du titre	Propriétaires	Région / Département	Substances	Superf. en km²	Période de validité	Observations
32	CAMEROON DIAMOND AND GOLD MINING BP 3789 DOUALA	YOKADOUMA (215)	Mr TOPE MOHLIE Martin	EST	Or et autres substances	1 000	03/08/2010 - 02/08/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
33	ENTREPRISE GENERALE BATIMENTS TRAVAUX PUBLICS (EGBTP) BP 15985 YAOUNDE	MINTOM 2 (210)	M. George KYRIAKOS KAIAFAS (hellénique)	EST et SUD	Calcaire et substances connexes	731,44	27/07/2010 - 26/07/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
34	IMPERIAL MINING AND REFINING LTD BP 4637 YDE	BANGUE (209)	JALCO ENTERPRISES représenté par M. JASON LEVY (50%)	EST	Or, diamant et substances connexes	708	19/07/2010 - 18/07/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
35	MINING TECH SARL BP 11268 YAOUNDE	NDJOMBI (200)	Mme. ATSA Marie	EST	Or, diamant et substances connexes	846,4	08/07/2010 - 07/07/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
36	G-STONES RESSOURCES SARL BP 20119 YDE	BIPINDI (222)	M. KOUAKAP NONO Gus Djibril (44%), M. YUIMO (30%)	SUD	Or, u, cu, gemme, métaux de base, MGP, mo et TR.	1 000	16/09/2010 - 15/09/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
37		AKOM 2 (223)		SUD	Or, u, cu, gemme, métaux de base, MGP, mo et TR.	1 000	15/09/2010 - 14/09/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
38		BAGANGTE (224A)		OUEST	Or, u, cu, gemme, métaux de base, MGP, mo et TR	178	16/09/2010 - 15/09/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
39	COMPAGNIE MINIERE DU CAMEROUN (CMC) SA BP 11792 YDE	LELE (224B)	CMC GUERNSEY représenté par M. BRADFORD ALLAN MILLS (99,999%)	SUD	Fer et substances connexes	999,2	20/09/2010 - 19/09/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
40		DJADOM (225)		EST	Fer et substances connexes	1 000	20/09/2010 - 19/09/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
41		DJA (226)		EST	Fer et substances connexes	1 000	20/09/2010 - 19/09/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
42	COMPAGNIE MINIERE DU CAMEROUN (CMC) SA BP 82 EDEA	BINGA (234)	CMC GUERNSEY rep par Mr BRADFORD ALLAN MILLS	SUD	Fer et autres substances	1 000	28/10/2010 - 27/10/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
43		SANAGA (235)		LITTORAL	Fer et autres substances	1 000	28/10/2010 - 27/10/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
44		MINKO (236)		SUD	Fer et autres substances	1 000	28/10/2010 - 27/10/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
45	INVEST - AFRICA PLC BP 7712 YDE	GUIWA YANGAMO (232)	M. Manfred GEMUH TUMBAN (46%), Mme Magdaline LAMANGO (33%)	EST	Or et substances connexes	500	27/10/2010 - 26/10/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
46	BEIG3 SARL BP 11792 YDE	SONGODIBA (237)	M. KOUOKAM Emmanuel (60% des parts)	EST	Fer et autres substances	695.3	10/11/2010 - 09/11/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
47	RESERVOIR MINERALS	BIBEMI (217)	M. Cristopher SPENCER HOWARD (britannique, 90%)	NORD	Or et autres substances	463	26/03/2014 - 25/03/2016	1 <sup>er</sup> renouvellement
48		SO'O (275)		CENTRE	Fer et autres substances	935	26/09/2011 - 25/09/2014	Encore valide
49	AUCAM SARL B.P. 5407 Yaoundé	LABOUM (243)	M. BOWIE EDWARD Colin (britannique)	NORD	Tous minéraux	380,03	20/06/2011 - 19/06/2014	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours

N°	Titulaire	Nom & N° du titre	Propriétaires	Région / Département	Substances	Superf. en km²	Période de validité	Observations
50		BIKOULA (244)	représenté par M. PLOUFFE Christian (canadien)	SUD	Tous minéraux	400,6	20/06/2011 - 19/06/2014	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
51		MANDOUM (174)		ADAMAOUA	Tous minéraux	234,85	05/10/2012 - 04/10/2014	1 <sup>er</sup> renouvellement (encore valide)
52		BIRSOK (198)		ADAMAOUA	Tous minéraux	487,7	19/03/2010 - <del>18/03/2013</del>	Renouvellement en cours
53	SOCIETE BAUXITE MINING RESOURCES SA B.P. 152 YAOUNDE	BAFANG (252)	CAMEROON RUTILE RESOURCES LTD, British Virgin Islands, représenté par M. KOUAM Marcel Léopold	OUEST	Bauxite et substances connexes	1 000	04/06/2011 - 03/06/2014	Encore valide
54		FOUMBAN (253)		OUEST	bauxite et substances connexes	1 000	04/06/2011 - 03/06/2014	Encore valide
55	SOCIÉTÉ COAST INVESTMENTS INTERNATIONAL SARL - B.P. 35387 YAOUNDE	MESSENG (255)	SOCIETE JIANG XIN GEO-MINERAL DEV. CO. Ltd (Chine) représenté par M. Huang Xiaohai	CENTRE	Rutile et substances connexes	493	05/07/2011 - 04/07/2014	Encore valide
56		BEK (256)		EST	Uranium et substances connexes	468	05/07/2011 - 04/07/2014	Encore valide
57		BOUGMA (257)		NORD	Or et substances connexes	490	05/07/2011 - 04/07/2014	Encore valide
58		NGOUNDI (258)		EST	Or et substances connexes	470,3	05/07/2011 - 04/07/2014	Encore valide
59	DAEWOO INTERNATIONAL CAMEROON -	MAYO DARLE (259)	Mme LEE KYEONG SUN (coréenne)	ADAMAOUA	Étain et substances connexes	247	11/07/2011 - 10/07/2014	Encore valide
60	B.P. 11539 YAOUNDE	LEGALGORO (325)		ADAMAOUA et EST	Étain et substances connexes	498	10/06/2014 - 09/06/2017	Encore valide
61		NGOURI (324)		Étain et substances connexes	500	10/06/2014 - 09/06/2017	Encore valide	
62	SLK. INVESTMENT COMPANY CAMEROON SARL BP 34310 YAOUNDÉ	BANGBEL EST (260)	M. DJOUKEN Guy	EST	Or et substances polymétalliques	500	20/07/2011 - 19/07/2014	Encore valide
63		NORD MEDJE (246)		ADAMAOUA	Or et substances polymétalliques	491	03/06/2011 - 02/11/2014	Encore valide
64		NORD NTYAM (247)		ADAMAOUA et EST	Or et substances polymétalliques	458,2	03/06/2011 - 02/11/2014	Encore valide
65	KUKAMA DIAMONDS CAMEROON LTD B.P. 15277 YAOUNDÉ	LIBONGO (265)	O HARGAIN DAIBHID SEAN rep par BITOUMOU BETOLO Paul	EST	Diamant et autres substances minérales	430	11/08/2011 - 10/08/2014	Encore valide
66	SOCIETE BOCOM PETROLEUM SA B.P. 12262 DOUALA.	BINKA (266)	M. BOUGNE (98,25%)	NORD-OUEST	Fer et substances connexes	745	19/08/2011 - 18/08/2014	Encore valide
67		AKO (267)		NORD-OUEST	Cassitérite, fer, rutile et substances connexes	1 000	19/08/2011 - 18/08/2014	Encore valide
68		NTAM (268)		EST	Or, nickel, cobalt et substances connexes	722,8	19/08/2011 - 18/08/2014	Encore valide
69		LOMBO (269)		NORD	Or, platine et substances connexes	999,8	26/09/2011 - 25/09/2014	Encore valide
70		NKAMBE (241)		NORD-OUEST	Fer et autres substances	1 000	<del>13/05/2011 - 12/05/2014</del>	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
71		BANI (242)		NORD	Or et substances connexes	1 000	<del>13/05/2011 - 12/05/2014</del>	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
72		WUM (245)		NORD OUEST	Cassitérite, rutile, fer, autres	1 000	<del>30/05/2011 - 29/05/2014</del>	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours

N°	Titulaire	Nom & N° du titre	Propriétaires	Région / Département	Substances	Superf. en km²	Période de validité	Observations
73		MPOUOP (213)		EST	Or, nickel, cobalt et substances connexes	983,3	03/08/2010 - 02/08/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
74		DIBANGO (230)		CENTRE et SUD	Fer et substances connexes	1 000	15/10/2010 - 14/11/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
75		NIEP (231)		CENTRE	Fer et substances connexes	1 000	15/10/2010 - 14/11/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
76	MOTASE & SONS COMPANY BP 382 KUMBA	NWANGALE 2 (270)	HON. CHIEF. MOTASE NGOH DAVID	SUD-OUEST	Pierres précieuses, or et autres	500	31/08/2011 - 30/08/2014	Encore valide
77		BAKOGO (271)		SUD-OUEST	Pierres précieuses, or et autres	500	31/08/2011 - 30/08/2014	Encore valide
78	ORIENTAL MINING SARL BP 536 YAOUNDE	GADJI (272)	M. WANG WEI (chinois, 90%)	SUD-OUEST	Or, diamant et substances associées	500	26/09/2011 - 25/09/2014	Encore valide
79	DIVINE MINING BP 4404 YAOUNDE	KOM (273)	M. BIDIMA ELA Guy Alain Serge (99,8%)	SUD	Fer et autres substances	718	26/09/2011 - 25/09/2014	Encore valide
80		LIBI (274)		SUD	Fer et autres substances	794	26/09/2011 - 25/09/2014	
81	LUZ MINING SERVICE LTD B.P 4283 Yaoundé	EKOMEDION (276)	M. KOUANKAP NONO GUS Djibril	LITTORAL	Tous minerais	992	20/10/2011 - 19/10/2014	Encore valide
82		OVENG (277)		SUD	Tous minerais	997	20/10/2011 - 19/10/2014	Encore valide
83		AMBAM OUEST (278)		SUD	Tous minerais	990	20/10/2011 - 19/10/2014	Encore valide
84		AMBAM (197)		SUD	Or et substances connexes	999,4	19/03/2010 - 18/03/2013	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
85	GOLDCAM B.P 526 Edéa Tél. 95 12 79 24	SAKJE (279)		NORD	Tous minerais	1 000	20/10/2011 - 19/10/2014	Encore valide
86		GIDJIBA (280)		NORD	Tous minerais	1 000	20/10/2011 - 19/10/2014	
87	LONGSHENG CAMEROON SA BP 30310 YAOUNDE	SANGMELIMA (283)	M. Guohua ZHANG (chinois), représenté par M. DJOUKEN Guy	SUD	Fer et substances connexes	540,99	26/10/2011 - 25/10/2014	Encore valide
88		GAROUA BOULAI (284)		EST	Or et substances polymétalliques	419,34	26/10/2011 - 25/10/2014	Encore valide
89		LOBEKE EST (285)		EST	Diamant et substances connexes	190,7	26/10/2011 - 25/10/2014	Encore valide
90		AYOS EST (292)		CENTRE	Rutile et substances connexes	669,08	16/11/2011 - 15/11/2014	Encore valide
91		BATOURI OUEST (291)		EST	Or et substances polymétalliques	998	16/11/2011 - 15/11/2014	Encore valide
92		BODOMO (293)		EST	Or et substances polymétalliques	450	22/11/2011 - 21/11/2014	Encore valide
93	CAMEROON STEEL BP 15255 YAOUNDE	BATEKA (286)	SOCIETE SCITEC SARL (99%) représenté par M. BOUKAR Joseph	EST	Fer, or, uranium et autres	818	09/11/2011 - 08/11/2014	Encore valide
94	PREMIER CHOOSE MINERAL RESOURCES CAMEROON SA BP 34310 YAOUNDE	SANGMELIMA SUD (287)	HENG XING INTERNATIONAL COMPANY LIMITED représenté par M. DJOUKEN Guy (80% d'action)	SUD	Fer et substances connexes	417,8	16/11/2011 - 15/11/2014	Encore valide
95		GAROUA BOULAI SUD (288)		EST	Or et substances polymétalliques	428,87	16/11/2011 - 15/11/2014	Encore valide
96		BATOURI EST (289)		EST	Or et substances polymétalliques	476	16/11/2011 - 15/11/2014	Encore valide
97		BANGBEL OUEST (261)		ADAMAOUA et EST	Or et substances polymétalliques	600	22/07/2011 - 21/07/2014	Encore valide

N°	Titulaire	Nom & N° du titre	Propriétaires	Région / Département	Substances	Superf. en km²	Période de validité	Observations
98		MVANGAN (262)		SUD	fer et substances métalliques	900	22/07/2011 - 21/07/2014	Encore valide
99		BANDONGWE (249)		EST	Or et substances polymétalliques	500	03/06/2011 - 02/06/2014	Encore valide
100	LIMESTONE CAMEROUN BP 15255 Yaoundé	MINTOM NORD (290)		EST	Calcaire et substances connexes	500	30/11/2011 - 29/11/2014	Encore valide
101	FAMETAL MINING	AKONOLINGA NORD (294)		CENTRE	Rutile et substances connexes	800	22/11/2011 - 21/11/2014	Encore valide
102	RESOURCES CAMEROON B.P. 33104 Yaoundé	BOULOU		EST	Or et substances polymétalliques	991,5	13/05/2011 - 12/05/2014	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
103		MOMPWE		EST	Or et substances polymétalliques	997,3	13/05/2011 - 12/05/2014	1 <sup>er</sup> renouvellement en cours
104	ZAMBA HOLDING BP 152 YAOUNDÉ	BAFIA (296)	CAMEROON RUTILE RESOURCES LTD, British Virgin Islands, représenté par M. KOUAM Marcel Léopold	CENTRE	Rutile et substances connexes	1 000	28/11/2011 - 27/11/2014	Situation du repreneur (Highcountry investments Limited) à clarifier
105		NKOLKOSSE (295)		CENTRE	Rutile et substances connexes	1 000	28/11/2011 - 27/11/2014	
106		BOULOU (299)		CENTRE et SUD	Rutile et substances connexes	826	02/12/2011 - 01/12/2014	
107	C & K MINING INC. B.P. 550 Bertoua	NGOURA (298)		EST	Or et autres substances	403	02/12/2011 - 01/12/2014	Encore valide
108	NUMALI MINING AND EXPLORATION SA BP 15447 YAOUNDE	NDOKAYO (300)	M. Charles Arthur Michael EDMUNDS (sud-africain, 42,5%), M. Peter Ernest CREMER (sud-africain, 42,5%)	EST	Or et substances connexes	471	05/12/2011 - 04/12/2014	Encore valide
109		MARARABA NORD (301)		EST	Or et substances connexes	474	05/12/2011 - 04/12/2014	Encore valide
110	XPLOR – TEC SA B.P. 1921 Yaoundé	BAMBOUTI (303)	Me Emmanuel MBIAM (92% d'action)	EST	Or, diamant et substances connexes	1 000	08/12/2011 - 07/12/2014	Encore valide
111		YANGAMO (304)		EST	Or, diamant et substances connexes	1 000	08/12/2011 - 07/12/2014	Encore valide
112	MGI PARTNERS CAMEROON S.A B.P. 35 589 Yaoundé	BEKE KETTE (309)	M. JAEJOON HAN (70% d'action)	EST	Or et substances connexes	475	04/03/2014 - 03/03/2017	Encore valide
113		MAMA III (310)		EST	Or et substances connexes	419	04/03/2014 - 03/03/2017	Encore valide
114	SU YANG Sarl B.P. 12111 Yaoundé	ZIMBI (311)	REN XIAUJUN	EST	Or et substances connexes	500	05/03/2014 - 04/03/2017	Encore valide
115	ESTUARY MINING COMPAGNY B.P. 1117 LIMBE	MINDOUROU (315)	M. PUNGONG KINGSLEY ACHU PROMBO PUPESIE (67%)	EST	Fer et substances connexes	494	05/03/2014 - 04/03/2017	Encore valide
116	TIAN YU MINING B.P 12111	KETTE (312)	M. REN XIAOJUN (chinois)	EST	Or et substances connexes	500	05/03/2014 - 04/03/2017	Encore valide
117	EASTERN MINING CORPORATION (EMICO) B.P. 88 Bertoua	LELE II (320)	TATAMOT ALEOKOL Denis Olivier (97 39 52 71) (50%) et MONDJOL Alain Leon (50%)	SUD	Fer et substances connexes	434	04/02/2014 - 03/02/2016	1 <sup>er</sup> renouvellement

N°	Titulaire	Nom & N° du titre	Propriétaires	Région / Département	Substances	Superf. en km²	Période de validité	Observations
118	CLIMA DUBAI INTERNATIONAL B.P.12 Betaré-Oya	KOUBOU (330)	M. MOHAMMED A.A. RAMADAN (80% des parts, Palestine)	EST	Or et substances connexes	401	10/06/2014 - 09/06/2017	Encore valide
119	ZUMER MINING INC S.A B.P.14371 Yaoundé	BEKA ZIKI (323)	M. ESSOUMA ASSOUMOU Emile David	ADAMAOUA	Or et substances connexes	500	10/06/2014 - 09/06/2017	Encore valide
120	CAMEROON MEIGE MINING DEVELOPMENT COMPANY (CMMDC) LTD B.P. 87 Yaoundé	MEIGANGA SUD- OUEST (329)	M. LIU ZHONGNAN (chinois)	ADAMAOUA	Or et substances connexes	495	10/06/2014 - 09/06/2017	Encore valide
121	MONGOKELE MINING COMPANY (MMC) B.P. 15771 Douala	MOBOUSSAMBOU (328)	M. TCHOUDJA TCHOUTA Cyril	EST	Or, diamant et substances connexes	500	06/06/2014 - 05/06/2017	Encore valide
122	INTERNATIONAL MINING COMPANY LTD B.P.35638 Yaoundé	KOUMOU (318)	SOCIETE SHAANXI ZHUOCHENG INDUSTRIAL Co représenté par M. WANG ZHONG (chinois)	EST	Or et substances connexes	175	26/03/2014 - 25/03/2017	Encore valide
123	RAINBOW MINING AND COMMODITIES LTDB.P.1117 Limbé	BABUNGO (317)	M. PUNGONG KINGSLEY ACHU PROMBO PUPESIE (67% des parts)	SUD	Fer et substances connexes	484	26/03/2014 - 25/03/2017	Encore valide
124	GRANULATS DU CAMEROUN (GRACAM) B.P.3582 Yaoundé	NYETE (322)	Mme MEKO épouse GAKAM Victorine (25%), M. SANI Elies (15%), M. KOUOH EYOUM Maurice (15%)	SUD	Fer, or et substances connexes	500	26/03/2014 - 25/03/2017	Encore valide
125	GREENSTONE CAMEROUN B.P. Yaoundé	COLOMINE SUD (297)	Mme JE HWANCHUL (coréenne, 30%), M. KANG WON KUN (coréen, 25%)	EST	Or et substances connexes	300	02/12/2011 - 01/12/2014	Encore valide

## Annexe 13 : Tableau de suivi des Formulaires de déclaration certifiés

### ❖ Entité du périmètre

N°	Entité	FD Electronique Reçu	Date de réception	FD Certifiés reçu	Date de réception
1	SNH	oui	27/03/2015	oui	17/04/2015
2	Perenco Rio Del Rey	oui	07/04/2015	oui	17/04/2015
3	Perenco Cameroun	oui	07/04/2015	oui	17/04/2015
4	Perenco Oil & Gas Cameroun	oui	07/04/2015	oui	17/04/2015
5	Addax Petroleum Cam Comapany	oui	02/04/2015	oui	17/04/2015
6	Euroil Ltd	oui	01/04/2015	oui	17/04/2015
7	Noble Energy Cameroon LTD	oui	26/03/2015	oui	17/04/2015
8	ADDAX Petroleum Cameroon Limited	oui	31/03/2015	oui	17/04/2015
9	Murphy	oui	27/03/2015	oui	17/04/2015
10	Rodeo Development LTD (Gaz du Cameroun)	oui	21/04/2015	oui	21/04/2015
11	Kosmos Energy	oui	17/04/2015	oui	16/04/2015
12	Glencore Exploration Cameroon	oui	02/04/2015	oui	17/04/2015
13	Yang Chang Logone	oui	02/04/2015	oui	17/04/2015
14	Dana Petroleum	oui	31/03/2015	oui	17/04/2015
15	COTCO	oui	02/04/2015	oui	17/04/2015
16	Geovic	oui	30/03/2015	oui	17/04/2015
17	C&K Mining	oui	04/04/2015	oui	17/04/2015
18	ROCAGLIA	oui	31/03/2015	oui	17/04/2015
19	CAPAM	oui	30/03/2015	oui	17/04/2015
20	Cimencam	oui	06/04/2015	oui	17/04/2015
21	Razel	oui	31/03/2015	oui	17/04/2015
22	CAM IRON	oui	27/03/2015	oui	17/04/2015

### ❖ Administrations

Administration	FD Electronique Reçu	Date de réception	FD Certifiés reçu	Date de réception
SNH	oui	27/03/2015	oui	17/04/2015
Ministère des Mines, de l'Industrie et du développement Technologique (MINIMIDT)	oui	27/03/2015	oui	17/04/2015
Direction Générale des Impôts (DGI)	oui	30/03/2015	oui	17/04/2015
Direction Générale du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire (DGTCFM)	oui	27/03/2015	oui	17/04/2015
Direction Générale des Douanes (DGD)	oui	27/03/2015	oui	17/04/2015
Société Nationale d'Investissement du Cameroun (SNI)	oui	27/03/2015	oui	17/04/2015

## Annexe 14 : Equipe de travail et personnes contactées

### Equipe de travail

<b>Conciliateur – Moore Stephens LLP</b>	
Tim Woodward	Associé
Ben Toorabally	Directeur de Mission
Karim Lourimi	Chef de Mission
Maher Ben Mbarek	Auditeur Senior
Hedi Zaghouani	Auditeur Senior
Akram Ksouri	Auditeur Senior
Aymen Gaaliche	Auditeur Senior
Danielle Tchamgwe	Auditeur Senior

### Personnes contactées

<b>Secretariat Technique ITIE</b>	
Agnès Solange Ondigui Owona	Coordonnateur

<b>SNH</b>	
Clotilde Michèle Moukoko Mbonjo	Directeur Financier
Michel Mezougue	Chef de Service Comptabilité Générale

<b>MINIMIDT</b>	
Prof.Dr Ndougsa Mbarga Théophile	Directeur de la Géologie
Binzouli François	Sous Directeur des Hydrocarbures
Elono Cyrille	Chef de Service du suivi de l'exploitation des gisements des hydrocarbures

<b>DGI</b>	
Guy Raoul Kake Kamga	Inspecteur Principal des Impôts, Coordonnateur du Programme de sécurisation des recettes des mines, de l'eau et de l'énergie
Mme Pauline Etoundi	Inspecteur gestionnaire en charge du secteur des mines au Cime Yaoundé-Est
Alfred Thierry Angoua	Chef de cellule de Gestion du secteur Forêt, Eau, Pétrole

<b>DGTCFM</b>	
Mohamadou Bachirou	Inspecteur principal du Trésor
Nadine Tsiague Nougmo	Ingénieur Statisticien Economiste

<b>CAPAM</b>	
ESSOMBA Jean Marcel	Coordonnateur
Joseph MEBENGA ETOUND	Chef de l'Unité de suivi, de synthèse, d'Évaluation et de Développement - CAPAM